RAPPORT D'ACTIVITES

Rapport d'activités

DU CONSEIL SUPERIEUR

du Conseil supérieur

DE L'AUDIOVISUEL

de l'audiovisuel 2002

2002

SOMMAIRE



5 Editorial

6 Les avis

37 Les recommandations

44 Les autorisations

46 Le contrôle

109 Les sanctions

145 Les relations extérieures

146 Liste des membres des Collèges du CSA

147 Annexes

165 Table des matières

SOMMAIRE



EDITORIAL

LES ENFANTS REGARDENT...



Par un vote intervenu le 11 avril 2002, le Parlement européen s'opposait au filtrage systématique de l'Internet comme moyen de protection des mineurs. L'assemblée reprenait ainsi à son compte les termes d'un rapport préliminaire rédigé par la commission interne compétente notamment pour la jeunesse et les médias.

Ce vote s'inscrivait dans le cadre d'une série d'initiatives prises depuis 1998 pour tenter de réfréner la prolifération de propos, images et autres informations pouvant nuire aux mineurs. Le Parlement européen affirmait ainsi ses doutes sur l'efficacité du filtrage appliqué au réseau Internet ; il le déconseillait même, arguant du fait que les parents restent les premiers acteurs de la protection des mineurs et qu'il leur appartient d'éduquer leurs enfants à l'usage de l'Internet comme ils devraient le faire pour la télévision.

Plus près de nous, le 14 novembre 2002, la philosophe Blandine Kriegel remettait un rapport de la commission éponyme au Ministre de la Culture du gouvernement français, Jean-Jacques Aillagon. Cette commission voulue par les autorités françaises et composée de 39 membres (journalistes, comédiens, représentants de l'édition, philosophes, sociologues, psychologues, médecins,...) avait pour mission d'évaluer la place des représentations violentes dans les programmes télévisés, d'analyser les effets dont elles sont porteuses sur la sensibilité et le comportement du public (des jeunes en particulier) et de faire des propositions d'actions et de mesures qui pourraient déboucher sur des modifications législatives.

Au-delà d'aspects plus polémiques, la commission était unanime pour souligner l'importance qu'il y avait à ne pas développer de mesures contraignantes qui seraient inefficaces ou peu pertinentes avec le but poursuivi. Elle insistait sur le rôle des parents et sur leur responsabilité individuelle, qu'aucune contrainte légale ne saurait remplacer. Le rapport concluait également à la nécessité de mieux définir dans le code pénal français la notion de dignité humaine et du respect de celle-ci, de sorte qu'un message violent ou pornographique susceptible d'être vu par un mineur puisse être pénalement répréhensible .

Quant aux émissions de " télé-réalité ", le CSA, par la voix de son Collège d'avis, s'est explicitement refusé d'intervenir de manière contraignante. Néanmoins, la confusion entre " la vie à la télé " et " la télé de la vie " ainsi que la suppression de frontières entre ce qui relève du domaine public et du domaine privé justifient que des règles soient fixées et qu'une vigilance permanente de l'organe de régulation soit organisée à l'égard du contenu de ce genre d'émissions.

Dans la même ligne, le CSA a sanctionné, à plusieurs reprises, le défaut d'éditeurs de services d'appliquer une signalétique adéquate. Même lorsque l'éditeur de services prétendait qualifier ses programmes de " représentations théâtrales ", le CSA a estimé, qu'en dépit d'avertissements liminaires, les mineurs n'en percevaient pas nécessairement le caractère fictif.

Le champ de protection des mineurs s'est également étendu au secteur de la publicité. Ainsi, après avoir souligné l'inefficacité de mesures radicales, telles l'interdiction de publicité cinq minutes avant et après les émissions pour enfants, le Collège de la publicité du CSA a aussitôt rédigé, avec l'ensemble des acteurs concernés, un "Code d'éthique de la publicité audiovisuelle à destination des enfants".

Tant par des prises de position répétées que par des sanctions à l'égard d'éditeurs de services, le CSA a apporté son concours à la lutte contre l'exposition des mineurs à la violence à la télévision, en même temps que, plus généralement, contre toute exposition de violence gratuite dans la publicité et l'information, sans justification ou hors de proportion avec l'objectif légitime poursuivi.

Isoler la violence, la caractériser, la préciser, paraît d'autant plus ardu que le contexte de la violence à la télévision n'offre rien d'immuable. Elle surgit parfois là où, a priori, on ne l'attend pas. Ainsi, la violence semble bien réelle quand le candidat d'un jeu télévisé consent peu ou prou à être humilié.

S'il est peu vigilant et critique, le téléspectateur – a fortiori s'il est mineur – risque d'ingérer le programme télévisé sans songer à l'interrompre. Qui l'en blâmera alors que l'attrait du divertissement et la logique commerciale se rejoignent pour brouiller les pistes, niveler les valeurs, préférer le futile à l'utile? C'est bien la raison d'être du CSA de le rappeler sans relâche et de veiller à ce que ni les limites de la dignité humaine, ni celles du respect de la sensibilité des mineurs, ne soient franchies.

Evelyne Lentzen
Présidente

André Moyaerts
Vice-président

Philippe Goffin
Vice-président

Jean-François Raskin
Vice-président

EDITORIAL



LES AVIS

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a un pouvoir général d'avis sur toute question relative à l'audiovisuel. Il exerce cette compétence d'initiative, à la demande du gouvernement ou du Parlement de la Communauté française.

En 2002, le gouvernement de la Communauté française a sollicité, dans des délais d'urgence et d'extrême urgence, l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur trois projets de texte réglementaires :

- l'avant-projet de décret sur la radiodiffusion ;
- l'arrêté royal réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquences dans la bande 87.5 MHz – 108 MHz ;
- l'avant-projet de décret relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel.

Ces avis du CSA ont été adoptés respectivement les 26 juin et 13 novembre 2002.

Le Collège de la publicité du CSA a pris l'initiative, le 25 septembre 2002, d'adresser au gouvernement un avis sur les débordements et décrochages publicitaires.

AVANT-PROJET DE DÉCRET SUR LA RADIODIFFUSION

INTRODUCTION

En sa séance du 16 mai 2002, le Gouvernement de la Communauté française a adopté en première lecture un avant-projet de décret sur la radiodiffusion. Par lettre du 27 mai 2002, le Gouvernement demande l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur cet avant-projet dans le délai d'urgence prévu à l'article 19 § 2 du décret du 24 juillet 1997.

La méthode adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel est pragmatique. Les amendements proposés par le Conseil sont inscrits dans le texte même de l'avant-projet de décret. Une mention de ces amendements, accompagnée des commentaires requis, constitue la première partie de cet avis.

Le présent avis adopté par les Collèges d'avis et de la publicité du Conseil supérieur de l'audiovisuel fait état, sur certaines questions, de divergences de vues ; les positions en présence sont, dans ces cas, présentées dans les commentaires ci-dessous afin d'éclairer le Gouvernement et le Parlement dans leur travail respectif.

AVIS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Les propositions d'amendements et les commentaires des Collèges d'avis et de la publicité du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont présentés article par article en suivant la structure générale de l'avant projet de décret.

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Chapitre premier - Définitions

Les Collèges s'interrogent sur l'absence de définition des termes *" service de radiodiffusion "*, *" programme "* et *" séquence de programme "*.

Les Collèges demandent d'inclure une définition de l'abonné. Celle-ci devrait se référer à la notion de souscription d'un abonnement.

LES AVIS

Article 1er 2°
La notion d'audience cumulée, qui renvoie aux dispositions de l'avant-projet relatives à la transparence et à la sauvegarde du pluralisme, doit être " sécurisée ", en raison notamment des disparités des sources et des données nécessaires à son calcul et de la non-couverture de l'ensemble des opérateurs visés. Quoi qu'il en soit, pour les Collèges, la référence adéquate réside dans la notion de part de marché et non dans celle d'audience cumulée plus adéquate à rencontrer le dispositif de l'article 7 § 2 3° et 4° pour lequel elle a été précisée, au cas où ce dispositif serait maintenu.

Article 1er 3°
La définition de l'autopromotion devrait inclure, ainsi que le prévoit le considérant 39 et le point 3 de l'article 18 de la directive Télévision sans frontières, les produits et services connexes directement dérivés des programmes de l'organisme de radiodiffusion.

Article 1er 12°
Pour ne pas limiter la définition du distributeur de services aux seules diffusions hertzienne terrestre, satellitaire et de câble, préciser que la mise à disposition du public d'un ou des services de radiodiffusion visée peut être réalisée "de quelque manière que ce soit et notamment ".

Article 1er 19°
La question est posée de l'inclusion ou non dans la définition de l'œuvre audiovisuelle, des émissions de jeux et de variétés.

Article 1er 21°
La notion d'offre de base, qui concerne uniquement dans le projet de décret la distribution de services par câble (article 76), a fait l'objet d'un débat approfondi portant essentiellement sur sa composition (différence avec la notion de distribution obligatoire, nombre de programmes concernés, approche distincte en analogique et en numérique, intérêts du public, capacité des réseaux câblés,...) et son coût.

Référence est faite à l'avis (n°4/2000) que le Collège d'avis a adopté le 10 mai 2000, sur les " Conditions d'autorisation pour l'exploitation de réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion : déterminants et orientations " qui précise : *" L'offre existante fait à présent l'objet d'une réglementation tarifaire et comprend les programmes de radiodiffusion faisant l'objet d'un " must carry " et un nombre déterminé de programmes et de services. Dans le futur, une offre de base pourrait être proposée. Cette offre de base devrait comprendre au moins les programmes en " must carry " et un nombre à déterminer d'autres programmes et services pour un prix raisonnable. Cette approche pourrait être adaptée dans l'hypothèse d'une situation de concurrence effective entre réseaux de communication. Dans ce cas, il s'agirait, d'un côté, de déterminer les critères et les procédures qui président à la sélection, au nom du public destinataire, des organismes dont les programmes et services composeraient l'offre de base. Il s'agirait, d'un autre côté, d'appliquer cette obligation d'offre de base aux réseaux de communication en situation équivalente, en incluant des possibilités de révision périodique en fonction du pluralisme effectif de l'offre globale de programmes et services au public ".*

Article 1er 39°
Les Collèges proposent de supprimer la fin de la phrase : la règle de la séparation entre la publicité et les programmes doit trouver à s'appliquer également pour les spots isolés, dès lors ces derniers doivent être annoncés et désannoncés.

Chapitre III – Droit du public à l'information

Article 3
Il convient de préciser au § 2 de l'article que le droit de procéder à des enregistrements ne l'est pas à titre gratuit et de limiter l'insertion de brefs extraits dans les seuls journaux d'information. Les termes " tout autre programme d'actualités régulièrement programmé " renvoient à des champs d'application trop larges.

Les Collèges proposent de modifier et compléter le commentaire de l'article 3 de la manière suivante :

- la modification serait d'omettre la phrase : *" Le droit ainsi créé déroge au droit d'auteur qui permet de s'opposer à l'usage de tout ou partie d'une œuvre dans un but de radiodiffusion. Cette dérogation est justifiée par le droit du public à être informé sur des événements publics. Cette dérogation est marginale et est propre au domaine de la radiodiffusion "*

- l'ajout serait le texte suivant : *" Le droit d'acces news ainsi reconnu constitue une dérogation aux législations en matière de droits d'auteurs et de droits voisins, lesquelles requièrent, en principe, dans le chef du radiodiffuseur secondaire désireux de reproduire et de réémettre, en simultané ou en différé tout ou partie des programmes d'un radiodiffuseur primaire, l'accord écrit et préalable dudit radiodiffuseur primaire "* (cf. art. 44 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins).

Cette dérogation, marginale et propre à la radiodiffusion, ne se confond pas avec l'exception de fixation, reproduction et communication au public, dans un but d'information, de courts fragments des programmes des radiodiffuseurs, à l'occasion de comptes-rendus d'actualité, tel qu'organisée par l'article 46.2° de la loi du 30 juin 1994 précitée. En effet, cette dernière exception aux droits voisins des radiodiffuseurs, instaurée en faveur des médias d'information qui n'ont pas le temps matériel de demander l'autorisation des auteurs, ne se justifie qu'en raison de la nécessité d'une information rapide et que dans l'hypothèse où elle n'a pas pu faire l'objet d'un consentement du détenteur des droits d'auteurs ou des droits voisins (A. Berenboom, Le nouveau droit d'auteur, Larcier, Bruxelles, 1995, p. 125) ; cette exception n'autorise que les reproductions et communications au public de " courts fragments " des programmes du radio-diffuseur primaire, lesquels doivent êtres brefs tant dans leur durée que dans leur contenu, cette citation ne pouvant constituer que l'accessoire du reportage et non son objet principal, ou encore n'être qu'une illustration d'un sujet plus général.

Le droit d'acces news ici instauré constitue une exception nouvelle aux droits voisins des radiodiffuseurs sur leurs programmes. Comme toute exception, en matière de droits d'auteurs, elle doit s'entendre de manière restrictive et doit s'analyser au regard de la règle dite du " triple test " contenue à l'article 13 de l'accord ADPIC (ou TRIPS), de l'accord du GATT et de l'article 10 du Traité de Genève du 10.12.1996 (OMPI) sur le droit d'auteur. Cette règle du " triple test " implique en pratique que soient successivement vérifiées deux conditions: ne pas porter atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ou du programme et ne pas causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire des droits.

Ce principe d'une compensation équitable, raisonnable, proportionnée et non discriminatoire due par le radio diffuseur secondaire au radio-diffuseur primaire est également inscrit dans la résolution 96/326 du Parlement européen du 22.5.1996 (point 11)et la directive 2001/29/CE du 22.5.2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (J.O.C.E, 22.6.2001), qui, dans son considérant 35, prévoit que, dans le cas de certaines exceptions ou limitations aux droits d'auteurs et aux droits voisins, *" les titulaires de droits doivent recevoir une compensation équitable afin de les indemniser de manière adéquate pour l'utilisation faite de leurs œuvres ou autres objets protégés "*, la détermination de la forme, des modalités, et du niveau éventuel d'une telle compensation équitable devant tenir compte des circonstances propres à chaque cas, un critère utile pouvant être *" le préjudice potentiel subi par les titulaires de droits en raison de l'acte en question "*.

Chapitre IV – Transparence et sauvegarde du pluralisme

Article 6

Le texte du § 1er devrait être modifié et faire référence aux informations socio-économiques pertinentes pour décrire l'opérateur concerné.

[10] *" En matière de concentration, il s'impose de tenir compte de la taille de l'espace public et des ressources disponibles en Communauté française, le centre de décision d'un grand nombre d'entre eux se situant en dehors de nos frontières. Adopter des mesures en matière de concurrence ou de concentration à l'image de ce qui se fait en France par exemple (définition de plafonds pour limiter l'influence d'une même entreprise commerciale ou groupe commercial) a peu de sens en Communauté française, sauf à accroître les risques de délocalisation.*
De manière générale, le droit de la concurrence, conçu dans des objectifs purement économiques, n'est pas approprié pour rencontrer seul les enjeux inhérents aux secteurs de la communication au public. Il doit être complété par des mécanismes spécifiques.
Toutefois, il conviendra d'être attentif aux développements européens en matière de concurrence pour ce qui concerne les contenus d'une part, et les réseaux et infrastructures de communication électroniques d'autre part.
Quoiqu'il en sera, et dans les limites des compétences de la Communauté française, il convient dès à présent d'organiser les relations que devront avoir les organes de régulation des contenus et des réseaux entre eux et avec le Conseil de la Concurrence. Des contacts informels existent déjà ; il convient de les formaliser et, surtout, de formaliser les procédures de consultation respectives.
Les principes suivants peuvent dès à présent être affirmés:
- la nécessité de garantir l'indépendance de la ligne rédactionnelle du (des) programme(s) par le biais de statuts éditoriaux (statut spécifique des rédactions) ;
- la notion de position " significative " sur un ou plusieurs marchés communautaire ou local et l'instauration d'une procédure pour l'intervention de l'autorité de régulation dans le cadre d'un catalogue de mesures possibles.
Ceci est à mettre en parallèle avec les obligations étendues d'informations énoncées ci-dessus dans la partie " transparence ".
L'idée serait de ne pas fixer de limites légales aux parts de marché et de ne pas maintenir des restrictions à la propriété. Des critères objectifs de part de marché et/ou de contrôle de la propriété susciteraient, en cas de dépassement, non pas une interdiction, mais l'ouverture par le régulateur d'une procédure d'éva-

Il convient d'élargir la disposition du § 2 1° pour couvrir le cas des opérateurs constitués en asbl.

Article 7
Ont été débattues :
- la question de la définition de la notion *" d'offre pluraliste "*. Il est en effet nécessaire de donner une base juridique claire à l'intervention du CAC en cette matière ;
la pertinence du § 2 alinéas 2 et suivants de cet article. Référence est faite à l'avis (n°3/2001) que le Collège d'avis a rendu le 12 septembre 2001 sur le pluralisme
- médias eu égard notamment à la souplesse d'action qui devrait être laissée au Collège d'autorisation et de contrôle dans sa procédure d'évaluation.

Les critères proposés dans l'avant projet de décret ne recueillent pas l'assentiment des opérateurs concernés et ne recouvrent pas toutes les situations existantes, par exemple les asbl. Les Collèges proposent dès lors de supprimer au §2, les 2ème, 3ème, 4ème et 5ème alinéas.

La RTBF ne peut donner son accord sur la suppression des seuils de déclenchement de la procédure d'évaluation du pluralisme de l'offre.

De son côté, TVi insiste sur le caractère non discriminatoire entre opérateurs publics et privés que doit avoir cette disposition, tandis que la RTBF justifie un traitement différencié par son contrat de gestion.

TITRE II : Des programmes

Chapitre premier – Champ d'application

Article 8
Aucune raison n'apparaissant de restreindre le champ d'application de ce titre au seul domaine de la télévision, les Collèges proposent de remplacer, dans l'ensemble de l'article, *" service de radiodiffusion télévisuelle "* par *" service de radiodiffusion "*, englobant ainsi le secteur de la radio, nonobstant le fait que certaines obligations sont techniquement inapplicables en radio.

Chapitre II – Respect de la dignité humaine et protection des mineurs

Article 9
Les Collèges proposent de remplacer la fin de la phrase du point 1°, estimant que la référence à " toute forme de génocide " est moins restrictive et élimine tout risque d'interprétation discriminatoire. Cette remarque est réitérée à plusieurs reprises dans cet avis.

Le champ d'application du point 3° devrait être élargi en préférant la préposition *" ou "* à la préposition *" et "*.

Chapitre III – La communication publicitaire

Article 10
Les Collèges proposent de faire référence à l'ensemble des codes adoptés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et approuvés par le gouvernement.

Article 12
Le commentaire de l'article devrait préciser que les tribunes électorales et les émissions concédées ne sont pas concernées par la disposition de l'article 12 § 1er.

Article 13
Les Collèges demandent de renvoyer au code d'éthique de la publicité pour enfants du Conseil

luation. Il s'agira au cours de celle-ci d'apprécier concrètement si la position " significative ", l'acquisition d'une position " significative " ou l'abus de position " significative " d'un acteur porte atteinte ou non à la possibilité de choix pour l'utilisateur sur un marché défini (tant du point de vue des produits que de leur implantation géographique), ainsi que de mesurer les effets indésirables d'une opération de concentration sur la liberté d'expression et le maintien d'une offre plurielle.
Une différence pourrait être marquée entre des mesures visant à assurer un environnement " pluriel " au niveau de l'ensemble de la Communauté française et au niveau des marchés locaux.
Dans le cas où la procédure d'évaluation conclut à un risque sérieux de mise à mal du pluralisme des contenus, une procédure de concertation doit être ouverte, par le régulateur, préalablement à la mise en œuvre d'une décision.
Parmi les mesures qui pourraient être prises par le régulateur pourraient figurer des dispositions comme l'aménagement du temps d'antenne pour des tiers,... ;
- les dispositions actuelles en matière d'indépendance des services privés de radiodiffusion sonore à l'égard des gouvernements, des partis politiques ou d'organisations représentatives pourraient être maintenues et étendues aux autres opérateurs.

Toutefois, ces mesures ne suffisent pas à garantir une diversité réelle des contenus produits et diffusés – au niveau de la Communauté française et au niveau local – tant sont présents les goulets d'étranglement que constituent, par exemple, l'utilisation de mêmes sources d'information, l'existence de mêmes pratiques journalistiques, la dépendance publicitaire ou les effets de " mode ".
Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel, il convient de maintenir les mesures actuelles en matière de production propre et de contribution des producteurs indépendants, de développer l'éducation aux médias et de mettre en oeuvre des politiques incitatives en matière de contenus ".

supérieur de l'audiovisuel pour ce qui concerne les champs d'interprétation, d'application et de contrôle du respect de cet article, ainsi que pour l'interprétation des notions auxquelles il fait appel. Cette référence au code d'éthique de la publicité pour enfants devrait être explicitement mentionnée dans le commentaire de cet article.

Article 14
La disposition du §3 est considérée par des éditeurs de services télévisuels et radiophoniques comme difficilement applicable ; elle nécessiterait l'établissement d'une base technique commune de mesure. Par ailleurs, aucune définition n'est donnée sur ce que l'on entend par *" séquences de communication publicitaire "*.

Au §4, les Collèges proposent d'ajouter en fin de ligne *" de nature à créer la confusion quant au caractère publicitaire de la communication "*. Le commentaire de cet alinéa devrait insister sur le fait que c'est le principe de l'absence de confusion qui devrait être déterminant afin d'éviter que cette interdiction concerne des utilisations parodiques ou humoristiques de séquences de programmes ou de référence à un genre de programme. La RTBF et TVi rappellent qu'elles sont soumises, dans le contrat de gestion ou volontairement, à des règles empêchant les journalistes de participer de la communication publicitaire.

Article 17
Il convient d'être attentif à ne pas abroger l'arrêté du 18 janvier 1995 (voir article 147).

Article 18
Considérant que la notion de *" stricte neutralité "* est sans pertinence en matière de communication publicitaire, les Collèges proposent de modifier les termes employés.

Article 19
En référence aux conclusions – rappelées en note - de l'avis rendu en matière de relation entre la publicité et l'enfance (avis n°2/2001 du Collège de la publicité du 12 septembre 2001), les Collèges proposent d'omettre au § 5 l'interdiction d'insertion publicitaire dans les programmes pour enfants. Une référence explicite au code d'éthique de la publicité pour enfants du Conseil supérieur de l'audiovisuel devrait figurer dans le commentaire de cet article. Par ailleurs, il est proposé de préférer le terme " cérémonies " à celui de " services " religieux et laïques.

Article 20
Il convient de mentionner que les spots isolés d'autopromotion sont autorisés, la formulation actuelle de l'article laissant supposer que ceux-ci seraient interdits.

Article 22
Afin de ne pas interférer avec des débats en cours sur les nouvelles techniques publicitaires, il convient de supprimer, dans le commentaire de l'article, toute référence à la publicité virtuelle et aux écrans partagés ou d'y insérer : *" La notion de publicité clandestine devra s'apprécier au regard de l'évolution du droit européen et de l'interprétation des règles existantes, spécialement quant aux nouvelles formes de publicité – telles la publicité virtuelle et la publicité par écran partagé – qui font encore l'objet de controverse sur ce sujet "*.

Article 25
Référence est faite aux propositions émises dans l'avis du 31 mai 2001 sur la révision du décret sur l'audiovisuel. En particulier, dans le point 1°, il convient de supprimer la référence à la notion de " soupçon " qui va à l'encontre de la présomption d'innocence et qui est d'autant plus inutile qu'elle est absente de la directive Télévision sans frontières. De même, il est demandé que les points 3° et 4° soient remplacés par la disposition suivante : *" l'annonce du parrainage ne peut contenir que le nom du parrain, sa dénomination sociale ou commerciale, ses produits ou services, au maximum deux de ses marques ou services, les signes distinctifs sonores et/ou visuels associés au parrain ou à ses produits et services , le sigle, le logotype et les facteurs d'identification "*.

Au point 10°, les Collèges proposent de permettre aux télévisions locales de faire parrainer les programmes pour enfants.

Aux articles 25 6° et 26, il convient de préciser la notion d'heure : il s'agit d'heure d'horloge.

Article 26
Préciser que sont couvertes les retransmissions en direct et en différé des événements sportifs.

Article 29

Au § 1er, pour des raisons de non-discrimination entre opérateurs, notamment entre des opérateurs ayant des missions de service public, les Collèges proposent de laisser la possibilité, sans que cela n'ouvre à un droit, aux télévisions locales de demander l'autorisation de diffuser des programmes de téléachat.

Les autorisations étant du ressort du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le rapport annuel visé au § 5 devrait lui être communiqué.

A l'article 29 et dans l'ensemble du texte, il convient de remplacer les termes *" président du Conseil supérieur de l'audiovisuel "* par *" présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel "* afin de se référer à la fonction et non à la personne qui l'exerce qui peut être un homme ou une femme. Il en va de même pour le Secrétariat général de la Communauté française.

TITRE III : L'édition de services de radiodiffusion

Chapitre II – Règles communes à l'édition de services

Article 34

L'importance de la consultation des journalistes est reconnue. Mais les représentants de la RTBF, de TVi et de radios émettent de nettes réserves sur le point 7° de cet article.

Des désaccords portent sur l'obligation de création d'une société interne de journalistes de préférence à l'établissement d'un statut de rédaction, cette dernière option recevant l'assentiment des représentants des journalistes. Les cas où aucune société de journalistes ne se constituerait ou qu'il y en aurait plusieurs sont évoqués en soutien à la deuxième solution. Pour certains, le rôle octroyé à la société interne de journalistes est considéré comme trop interventionniste.

Les Collèges proposent, à la majorité de ses membres, de formuler le point 7°en ces termes : *" reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle et l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'informations "*.

Pour trois des membres des Collèges, la consultation de la société interne des journalistes doit porter également notamment sur la désignation du rédacteur en chef.

Pour les représentants des journalistes professionnels, *" la reconnaissance d'une société de journalistes est certes un pas vers un minimum de démocratie rédactionnelle mais ce mécanisme présente des limites telles qu'il risque dans la plupart des cas de figure et particulièrement dans les petites rédactions d'être privé de tout effet utile. Là où elles existent, les sociétés de journalistes sont organisées de manière très différente (asbl, associations de fait) et leur représentativité est très variable d'un média à l'autre. Par ailleurs, conférer un simple pouvoir de " consultation " revient dans la plupart des cas, dans la mesure où cette consultation ne lie en aucune manière l'éditeur de services, à une parodie de démocratie interne "*.

Les représentants des journalistes professionnels considèrent qu'il faut évoluer de la notion de *" sociétés de journalistes "* à celle de *" statut de rédaction "*. Et imposer non pas la *" reconnaissance d'une société de journalistes "* mais bien la *" négociation d'un statut de rédaction "* avec les représentants des journalistes professionnels dans chaque media concerné (en l'occurrence, cette représentation peut s'opérer par une société de journalistes là où elle existe, mais également par un *" conseil de rédaction "* composé des journalistes professionnels salariés).

Le statut de rédaction devrait à tout le moins conférer :

- un droit pour la rédaction d'être informée préalablement à leur exécution :
  - des décisions de nature à modifier l'organisation du travail au sein de la rédaction, les programmes d'information et l'effectif journalistique ;
  - des décisions de nature à affecter l'indépendance et la ligne rédactionnelle et les normes déontologiques ;
- le droit d'être entendue par l'éditeur de services dès lors que la rédaction émet un avis négatif quant aux décisions projetées visées au paragraphe précédent ;
- la séparation des fonctions de direction et de rédaction en chef et l'obligation pour les rédacteurs en chef d'être titulaires du titre de journaliste professionnel (au sens de la Loi du 30 décembre 1963).

L'avantage d'un statut de rédaction, dont le contenu minimum est balisé par le décret, est qu'il permet de tenir compte des spécificités de chaque rédaction, en terme d'organisation, d'effectif et d'indépendance. Télé-Bruxelles ne rencontre pas les mêmes problèmes que RTL-TVi qui est à son tour structurée très différemment de Nostalgie ou de Vidéoscope. L'information préalable et le droit de faire valoir son avis permettent d'engager un dialogue entre la rédaction et la direction d'un media et d'aboutir à des solutions négociées.

Enfin, le statut de rédaction fait l'objet d'une obligation décrétale en Flandre depuis 1993 pour les télévisions locales (art. 53, 9° du décret flamand coordonné le 25 juin 1995, statuts de rédaction négociés en application du décret disponible à l'AGJPB).

Selon le représentant de la société de gestion collective SACD, la formulation du point 9 devrait être : " prouver qu'il a conclu les accords préalables garantissant lesdites activités avec les ayants droits concernés ou leurs sociétés de gestion collective " afin de mieux assurer la protection des ayants droits, le respect du principe d'égalité et de la concurrence entre éditeurs de services, dont ceux qui ont conclu des conventions avec les ayants droits. La position majoritaire des membres des Collèges est toutefois le maintien de la formulation du point 9 tel que proposé dans le projet de décret.

Dans un souci d'harmonisation, les Collèges proposent d'ajouter un point 10° afin que les éditeurs de services s'engagent à respecter les codes établis par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et approuvés par le gouvernement.

Au § 2, la dérogation octroyée par l'avant projet de décret aux radios indépendantes relative à la gestion des programmes d'information par des journalistes professionnels doit être levée. En effet, si on peut admettre qu'en deça d'un certain niveau d'emploi (petites radios indépendantes sur base bénévole) il ne faille pas engager sous contrat un journaliste professionnel, on ne peut accepter que de l'information soit produite sans la supervision obligatoire de journalistes professionnels (indépendants par exemple).

La majorité des membres des Collèges demande qu'il soit inséré un § 3 à l'article 34 formulé comme suit : " *Dans l'année qui suit l'autorisation, un examen doit être effectué sur le respect de la législation des droits d'auteurs et droits voisins* ". Un avis minoritaire propose de compléter cette disposition par l'obligation de produire des attestations des accords passés avec les sociétés des droits d'auteurs et des droits voisins ou à défaut de se soumettre à l'examen repris ci-dessus.

Chapitre III – Règles particulières aux services de radiodiffusion télévisuelle

Article 36

Au § 2.2°, les Collèges proposent que les demandeurs fournissent les pièces prouvant le respect des dispositions de l'article 34 §1, 9°.

Article 39

Il ne s'agit pas de faire la preuve de " *l'effectivité* " du capital projeté mais de sa " *souscription* " par les actionnaires. Les Collèges proposent de faire de cet article une condition du maintien de l'autorisation pour s'assurer que les moyens financiers minima projetés sont bien investis dans l'activité concernée et en garantissent la viabilité. Toute modification du capital au-delà du capital minimum projeté n'est pas visé ici.

Articles 40, 40 bis et 48

Deux tendances divergentes ressortent des discussions sur ces articles au-delà, d'une part, de la question de l'attitude que prendra la Commission européenne en matière de " must carry " et du délai dans lequel l'option européenne sera transposable en droit interne, et d'autre part, de la question de savoir si les opérateurs solliciteront ou non l'accès au droit de distribution obligatoire pour l'ensemble ou une partie de leurs services télévisuels.

Pour certains, il convient d'intégrer les obligations minimales figurant à l'article 48 §2 dans les obligations générales d'application pour tous éditeurs de services télévisuels.

Pour d'autres, dont les représentants de TVi, il convient de maintenir des obligations plus larges pour les opérateurs disposant du droit de distribution obligatoire plus larges, en intégrant l'article 40 bis dans l'article 48.

De manière générale, les contributions actuellement

supportées par les radiodiffuseurs ne doivent pas être alourdies, tout en assurant un financement de la coproduction à un niveau comparable à celui d'aujourd'hui.

Article 40
Les Collèges attirent l'attention sur le fait que la disposition prévue au § 2 pourrait impliquer une baisse de la contribution des éditeurs de services à la production audiovisuelle.

Il convient de tenir compte de la diversité des ressources des éditeurs. Par conséquent, le chiffre d'affaires, défini au § 3, doit s'entendre comme comprenant l'ensemble des recettes de l'éditeur induites par la mise à disposition du service contre rémunération.

La majorité des membres des Collèges propose d'insérer un § 4 bis formulé comme suit : *" Les modalités d'exécution de la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat visées au §1er du présent article seront définies dans une convention signée entre l'éditeur de services, le Gouvernement et les représentants des organisations professionnelles représentatives "*.

Au § 5, les interlocuteurs visés sont d'une part le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française (dans l'objectif énoncé ci-dessus à propos de la présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel) et d'autre part le Collège d'autorisation et de contrôle et non le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Les représentants des producteurs indépendants rendent attentifs sur la nécessité de maintenir les garanties assurées à ce jour par le dispositif des protocoles d'accord en matière de coproduction.

Article 40 bis
La pertinence du maintien d'un système de soutien à la presse plus de quinze ans après l'introduction de la publicité à la télévision et à la radio et la légalité même de cette contribution ont été évoquées.

TVi demande la suppression du § 2 pour les motifs suivants : *" Le maintien de l'aide à la presse pour l'éditeur de services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 25 millions d'euros revient à créer dans le décret une situation discriminatoire entre les opérateurs dont le chiffre d'affaires serait supérieur à 25 millions d'euros et les autres éditeurs de services ainsi qu'entre services cryptés et non cryptés. A titre principal, on peut se poser la question du maintien de l'aide à la presse dans le contexte économique actuel et de l'ouverture irrémédiable du paysage audiovisuel de la Communauté française. S'il devait être néanmoins décidé de maintenir le système d'aide à la presse, il apparaît plus judicieux que celui-ci trouve sa place dans la section 3 relative à la distribution obligatoire "*.

La RTBF, au nom du principe d'égalité de traitement entre éditeurs de services, demande en réaction à la position de TVi que la disposition similaire qui figure dans son contrat de gestion soit elle aussi supprimée. Les représentants des éditeurs de journaux rappellent qu'ils n'ont jamais été demandeurs d'intervention des opérateurs privés mais qu'ils demandent le maintien de la contribution de la RTBF.

Article 41
Les Collèges s'accordent pour que l'ensemble des dispositions de l'article 41 s'applique également aux télévisions locales et communautaires, afin d'éviter toute distorsion de concurrence avec les autres éditeurs de services.

Article 44
L'éditeur de services doit présenter un rapport annuel au seul Collège d'autorisation et de contrôle, puisqu'il est confié à ce dernier la mission d'assurer le contrôle du respect des obligations par les opérateurs. Il convient par ailleurs d'inclure l'article 40 bis dans ce dispositif.

Article 51
L'autorisation doit être donnée par le Collège d'autorisation et de contrôle, et non par le gouvernement, pour respecter la logique du texte.

Chapitre IV – Règles particulières aux services de radiodiffusion sonore

Article 52
Des représentants de radios privées demandent la création d'une troisième catégorie de radios pour les radios indépendantes à finalité socioculturelle. Cette problématique a aussi été abordée lors de l'examen de l'article 55.

Le commentaire de l'article devrait, en tout cas, préciser qu'une attention particulière doit être portée

aux radios à vocation culturelle ou à finalité socioculturelle et souligner leur importance pour assurer le pluralisme des médias, et ce d'autant plus que la priorité qu'il leur est réservée dans le décret actuel dans le cadre des classements par le Collège d'autorisation et de contrôle est absente du projet de décret.

Article 53
Les dérogations prévues dans cet article doivent être motivées.
Il convient de préciser que l'obligation figurant au point d) du § 1er ne devrait pas trouver à s'appliquer à des formats de radio uniquement d'information.

Des opérateurs demandent à être associés à la gestion du Fonds d'aide à la création radiophonique visé au § 2 de cet article.

La majorité des membres des Collèges demande l'entrée en vigueur immédiate du § 2 pour l'ensemble des radios qui fonctionnent de facto en réseau.

Article 55
Une place équitable doit être réservée aux radios à vocation culturelle, socioculturelle et associative. Il appartiendra au Collège d'autorisation et de contrôle d'y veiller. Le commentaire de l'article devrait cependant insister sur l'importance de ces formats de radios pour la diversité du paysage radiophonique et pour témoigner des diverses formes d'expression culturelle en Communauté française.

Les éléments d'appréciation par le Collège d'autorisation et de contrôle sont à considérer de manière non différenciée, sans primauté d'un critère sur un autre.

Article 56
Au § 2, les Collèges proposent que la fiche technique ne soit pas annexée au titre d'autorisation et puisse être élaborée en collaboration avec les opérateurs.

Par souci d'harmoniser le texte, le rapport d'activités visé au § 4 doit être remis au Collège d'autorisation et de contrôle qui a pour mission de rendre un avis sur celui-ci.

Le registre des autorisations (§ 5) doit être public.

Article 59
Même remarque qu'à l'article 53 § 1er b), c) et d).

TITRE IV – L'édition locale de service public de radiodiffusion télévisuelle

Chapitre premier – Mission et autorisation

De manière générale, les éditeurs locaux s'étonnent des disparités de traitement que l'avant-projet de décret établit entre les télévisions locales et le régime général des éditeurs de services.

Article 63
Les missions des éditeurs locaux consistent dans la *" production "* et la *" diffusion "* de programmes.

Article 64
Si l'idée est partagée de ne pas limiter la zone de réception d'une télévision locale à sa zone de couverture dans un souci de répondre à une réalité sociologique et de garantir une accessibilité plus étendue à l'information, sont exprimées des réticences quant à une non-limitation de la zone de diffusion, et ce notamment en regard des aspects de concurrence et de régulation des marchés publicitaires.

Une faible majorité des membres des Collèges propose de compléter le troisième alinéa de cet article de la manière suivante : *" L'extension de cette zone ne peut être effective qu'à l'initiative exclusive d'une télévision locale. Les télévisions concernées par l'extension d'une zone de réception détermineront entre elles des modalités concrètes afin de prévenir toute entrave au développement de l'une ou de l'autre de ces télévisions locales ".*

Une large minorité des membres des Collèges souhaite l'extension de la zone de réception à maximum deux autres zones de couverture d'autre(s) télévision(s) locales(s).

Article 65
Au § 1er 2°, dans la mesure où les télévisions locales ne sont pas, et ne seront pas, en mesure de prévoir quelles seront leurs rentrées financières sur 3 ans et en particulier quels subsides leur seront octroyés, les Collèges proposent que le plan financier ne soit exigé qu'à l'introduction de la demande de l'autori-

sation et de son renouvellement (tous les 9 ans). Cette remarque figurait déjà dans l'avis n°6/2000 du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Au § 1er 8°, se référer aux commentaires et à la proposition figurant à l'article 34, §1er 7. Par ailleurs, les TVLC proposent de ne conserver de cet alinéa que: *" établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information "*.

Dans un souci de cohérence, et pour éviter des redondances qui pourraient être ressenties comme vexatoires, il est proposé de supprimer les points 9° et 10°. Leur contenu peut être intégré dans le commentaire de l'article. Les représentants de l'association des journalistes sont opposés à cette proposition.

Le rapport annuel prévu au point 12° actuel doit être adressé au Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Par souci d'égalité de traitement avec les autres éditeurs de services, les Collèges proposent d'insérer un point 13° (qui, suite à la suppression des points 9° et 10°, deviendra le point 11°) relatif au respect des droits d'auteurs et des droits voisins, ainsi qu'à la mise en œuvre des procédures y afférent (voir l'article 34 § 1er 9°).

Chapitre II – Règles particulières

Article 67
Au § 2, le terme *" publicité commerciale "* ayant été supprimé dans le nouveau projet de décret, il convient de le remplacer par *" publicité "*.

Article 68
Les télévisions locales souhaitent préciser que les synergies sont également à développer entre télévisions locales.

Les télévisions locales et communautaires demandent la suppression du point 6°. La RTBF insiste sur la nécessité d'adapter les dispositions similaires figurant dans son contrat de gestion si ce point est supprimé.

Chapitre III – Organisation

Article 69
Les Collèges proposent de supprimer, au §5, l'obligation d'apparentement à un parti politique et de le remplacer par la disposition suivante : *" Les administrateurs d'une télévision locale en région de langue française sont désignés en veillant à assurer le respect du pacte culturel suivant les modes de représentation que celui-ci autorise "*.

Au §9, les TVLC proposent de supprimer les termes *" communes comprises dans la zone de couverture "*.

Chapitre IV – Dispositions financières

Article 73
Au § 1er , les Collèges proposent de préciser, dans le commentaire de l'article, que la subvention d'investissement englobe également le poste *" équipement "*.

Au § 4 , considérant qu'il n'existe qu'un seul indice des prix à la consommation, supprimer l'adjectif *" ordinaire "*.

TITRE V – L'offre de services

Chapitre premier – Règles relatives aux distributeurs de services

Article 74
Par souci de cohérence, la déclaration préalable doit être adressée au Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel (§ 1er). Il en va de même pour la communication des modifications de ces éléments (§ 2).

Article 75
Il doit être possible pour les distributeurs de services de désigner un médiateur par exemple pour un ou plusieurs distributeurs, voire pour l'ensemble de ceux-ci.

Article 75 bis
A l'issue d'un débat approfondi sur les contributions des acteurs concernés par le projet de décret et dans l'objectif d'assurer un traitement équitable et similaire de ceux-ci dans le respect du principe de la neutralité technologique, un article nouveau prévoyant la contribution de tout distributeur de services au

développement de la création cinématographique et audiovisuelle en Communauté française devrait être inséré.

Une telle contribution demandée aux distributeurs de services s'avère d'autant plus pertinente que ce sont eux qui commercialisent les services de radiodiffusion au public de la Communauté française. Cette contribution pourrait être affectée à un fonds de la création cinématographique et audiovisuelle tel qu'il est prévu à l'article 87 bis de l'avant projet de décret et être fixée à 4 euros par an et par abonné ou client à l'offre du distributeur.

Toutefois, il convient d'être attentif aux différentes situations qui peuvent se présenter et éviter que des opérateurs actuels placés dans des situations identiques ne voient alourdies les conditions de leur participation actuelle au financement de la production cinématographique et audiovisuelle, tout en assurant le niveau actuel de ce financement.

Ces cas sont les suivants :

- une personne morale peut exercer simultanément les fonctions d'éditeur de services et de distributeur de services ;
- une personne morale peut exercer simultanément les fonctions de distributeur de services et d'opérateur de réseau;
- une personne morale peut exercer simultanément les fonctions d'éditeur de services, de distributeur de services et d'opérateur de réseau.

L'obligation de tenir une comptabilité distincte selon les fonctions exercées par une même personne morale donnera à l'avenir une meilleure vision du secteur.

Une contribution calculée en pourcentage du chiffre d'affaires des différents acteurs concernés par ce décret, à l'instar de ce qui est prévu pour les éditeurs de services, pourrait être une option plus opérationnelle.

Une proposition tenant compte de tous ces paramètres sort du cadre de cet avis pour lequel l'urgence a été requise.

Article 76

Pour la compréhension du § 1er deuxième alinéa, il convient d'écrire : *" L'offre de base est fournie par un distributeur de services. Si celui-ci ne diffuse pas l'offre de base, l'opérateur de réseau est tenu d'exercer l'activité de distributeur en la fournissant au public "*. Cette formulation doit être choisie, par analogie, à l'article 79 § 2 deuxième alinéa et à l'article 81 deuxième alinéa.

Les représentants des câblo-opérateurs considèrent qu'il serait *" plus rationnel sur le plan économique que l'offre de base soit assimilée à une prestation exclusivement technique réservée donc à l'opérateur technique. Ceci renforcera la volonté du législateur, art. 76, d'imposer aux opérateurs de réseaux câblés de garantir la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base comprenant les services visés à l'art. 77. De plus seuls les abonnés à l'offre de base peuvent avoir accès aux offres proposées de sorte que les services en must carry soient reçus par toutes les personnes raccordées aux réseaux "*.

Article 77

Au § 1 et 4, il devrait être précisé que le " must carry " pour deux services du service public de la Communauté flamande et pour un ou des services du service public de la Communauté germanophone est soumis à une condition de réciprocité et ceci tant en télévision qu'en radio.

Article 78

Au § 5, il convient de préciser que les distributeurs peuvent distribuer sur deux de leurs canaux de la musique en continu. Il ne peut s'agir de les autoriser à éditer des services de radiodiffusion sans les soumettre à l'ensemble des droits et obligations des éditeurs de services et notamment les dispositions en matière de publicité. Il convient de préciser dans le commentaire de l'article que les canaux réservés à la musique en continu, aux informations techniques et au guide électronique de programmes ne peuvent comprendre de communication publicitaire.

Articles 80 et 83

Les représentants des câblo-opérateurs demandent la mise sur pied d'égalité des distributeurs quelque soit le mode de transmission (câble, hertzien ou satellite). Les dispositions relatives au " must carry " doivent, selon eux, trouver à s'appliquer également pour la distribution par voie hertzienne ou par voie satellitaire.

TITRE VI – Des réseaux de radiodiffusion et des ressources et services associés

Chapitre premier – Règles communes aux opérateurs de réseau

Article 85
Cet article s'applique à l'ensemble des réseaux et non uniquement aux réseaux de télédistribution (§ 1er,, premier alinéa). Il est proposé de préciser que sont concernés les distributeurs s'étant déclarés en vertu de l'article 74.

Une nouvelle formulation de l'alinéa 3 est proposée. Une interrogation est exprimée quant au sens de la phrase : *" Le gouvernement se saisit de la question "*.

Il est proposé de compléter cet article par un nouveau paragraphe, rédigé comme suit : *" § 3. Les opérateurs de réseau ne peuvent continuer à donner à un distributeur un accès à son ou ses réseaux de distribution que s'il respecte l'article 75 "*.

Article 85 bis
Voir remarques aux articles 75 bis et 87 bis.

Chapitre II – Des réseaux de télédistribution

Article 86
Même remarque qu'à l'article 40 §5.

Article 87 bis
Les Collèges remarquent que seuls les opérateurs de réseaux câblés sont soumis à l'obligation de contribution au Fonds de la création cinématographique et audiovisuelle. Dans un souci de respecter le principe de neutralité technologique, cette disposition, si elle est maintenue pour une contribution exclusive ou partagée, devrait être déplacée dans le chapitre Ier qui porte des mesures communes à l'ensemble des opérateurs de réseaux en un article 85 bis (voir aussi les remarques à l'article 75bis).

Enfin les opérateurs de réseaux câblés situés en Région de Bruxelles-capitale ne seront pas soumis à cette obligation. Un accord de coopération avec le niveau fédéral devrait être envisagé.

Chapitre III – Des réseaux de radiodiffusion par l'éther

Les représentants des câblo-opérateurs demandent la mise sur pied d'égalité des opérateurs de réseaux quelque soit le mode de transmission (câble, hertzien ou satellite) .

Article 88
Il convient que le gouvernement consulte le Collège d'autorisation et de contrôle pour l'établissement des listes des fréquences. Cet avis d'orientation préalable devra tenir compte des contraintes techniques et de la diversité de l'offre au public.

Chapitre IV – Ressources et services associés

Article 116

Les Collèges proposent d'insérer un point 4° relatif à la qualité des informations qui doivent être fournies.

TITRE VII – Le Conseil supérieur de l'audiovisuel

Chapitre premier – Dispositions générales

Article 119
Les Collèges proposent qu'il soit octroyé la personnalité juridique au CSA. En effet, la qualification du CSA comme autorité administrative indépendante est conforme à la recommandation du Conseil de l'Europe concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur audiovisuel du 20 décembre 2000 et à la jurisprudence du Conseil d'Etat. Cette indépendance de principe est toutefois limitée par l'absence de personnalité juridique qui maintient un lien avec l'exécutif au plan organique et fonctionnel, notamment par la détermination du cadre, la désignation des membres du personnel et l'attribution de moyens de fonctionnement de sorte que l'indépendance affirmée pourrait n'être que formelle. L'octroi de la personnalité juridique procurerait au CSA, sous le contrôle du Conseil de la Communauté française, une complète autonomie à l'égard de l'exécutif.

Chapitre II – Missions et pouvoirs des collèges

Article 121
Au point 5° du § 1er, préciser qu'il appartiendra au Collège d'avis de rédiger et d'adopter tout code ou recommandation qu'il juge pertinent et non uniquement un code d'éthique de la communication publicitaire.

Article 122
Cet article est déplacé dans les compétences du Collège d'autorisation et de contrôle et complété. Il n'est pas du ressort du Collège d'avis de demander des informations.

Article 123
Les Collèges demandent que soit inséré au §1er un point 7 bis afin que le Collège d'autorisation et de contrôle rende un avis sur la réalisation des obligations des distributeurs de services.

Il convient d'être particulièrement attentif à articuler, pour la RTBF, les niveaux d'intervention respectifs du Collège d'autorisation et de contrôle et des commissaires du gouvernement. Les dispositions du futur décret, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF et du contrat de gestion doivent être mises en concordance.

Outre quelques suggestions de modifications formelles et de mise en concordance avec des remarques précédentes, le terme " violation " devrait être préféré au terme " infraction " et le terme " manquement " au terme " violation " dans la mesure où la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle n'a pas pour objet le constat d'infractions au sens pénal du terme, lesquelles peuvent être poursuivies par les cours et tribunaux.

Les Collèges s'accordent pour octroyer au Collège d'autorisation et de contrôle un pouvoir de recommandation de portée générale ou particulière.

Chapitre III – Composition des Collèges

Article 124
Demande est faite de préciser, dans le texte, les passages qui concernent les membres effectifs et suppléants.

Une discussion a porté sur l'application de l'article 9 de la loi sur le pacte culturel aux membres du Collège d'avis. Contraindre les représentants des catégories socioprofessionnelles à déclarer une appartenance politique est difficilement conciliable avec d'autres dispositions de ce même pacte culturel. De même, obliger quiconque à endosser une étiquette politique, idéologique ou philosophique est contraire au principe de liberté individuelle.

Au § 4 4°, même remarque qu'à l'article 9 1°.

Article 125
Les Collèges proposent que les 6 membres du Collège d'autorisation et de contrôle, hors les membres du Bureau, soient désignés par le Conseil de la Communauté française (§ 1er).

Au § 7, même remarque qu'au § 4 4° ci-dessus.

Chapitre IV – Le Bureau

Article 128
Les Collèges proposent de supprimer la référence aux premier, deuxième et troisième vice-président.

Chapitre V – Le Secrétariat

Article 129
Les Collèges proposent de déplacer la deuxième phrase du § 2 dans la partie du projet relative à la procédure en cas de plaintes (article 144).

Le cadre du secrétariat devra être renforcé pour rencontrer l'ensemble des obligations nouvelles que fixe le projet de décret.

Par ailleurs, ainsi que l'avis rendu fin mai 2000 le spécifiait, la présidence devrait être assistée d'un conseiller dont le rôle serait assimilé à celui d'un référendaire, qui pourrait notamment participer à la préparation des décisions du Collège d'autorisation et de contrôle dans les dossiers de plaintes.

Chapitre VI – Service et fonctionnement

Article 131
Le règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle devrait prévoir les modalités de mise en œuvre de l'article 144.

Toutes les décisions du CSA doivent être motivées et rendues publiques selon des modalités à déterminer dans le règlement d'ordre intérieur approuvé en assemblée plénière. Il en va de même pour les délais dans lesquels ces décisions doivent être rendues.

Il va sans dire que l'établissement de délais ne saurait trouver à s'appliquer si le cadre du secrétariat du CSA n'est pas fortement renforcé et s'il ne dispose pas de moyens supplémentaires. Il en va de même pour la présidence.

Il est proposé qu'une disposition ayant trait à la déclaration des avoirs et des intérêts dans le secteur audiovisuel des membres du Collège d'autorisation et de contrôle soit insérée dans le règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle.

TITRE VIII – Sanctions

Chapitre premier – Sanctions pénales et civiles

Article 141
Les Collèges proposent la suppression de la 5ème phrase qui renvoie à un principe général du droit.

Chapitre II – Sanctions administratives

Article 142
Le § 1er doit être mis en concordance avec l'article 123.

Parmi les sanctions prévues :
la publication d'un communiqué dans un organe de presse périodique est considérée comme inadéquate ;
dans le cas de la RTBF, la disposition (7°) relative aux amendes doit être harmonisée avec les dispositions du contrat de gestion ; la notion de chiffre d'affaires est difficilement applicable à l'opérateur public.

Article 144
Un aménagement à la procédure figurant dans l'article 144 § 1er est proposé pour mieux clarifier les rôles du Bureau, du Collège d'autorisation et de contrôle et du secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Par ailleurs, il serait intéressant de prévoir une procédure accélérée en cas d'urgence sans enclencher une procédure – lourde - en violation ou en manquement. La rapidité de cette intervention, alliée à son caractère préventif, rencontre les intérêts de chacune des parties.

Au § 4, il est proposé de remplacer la référence à la date de l'audience par celle à la clôture des débats. Le règlement d'ordre intérieur devrait prévoir des délais pour chacune des principales étapes de la procédure (voir article 131).

TITRE X – Dispositions finales

Chapitre premier – Dispositions abrogatoires

Article 147
Il convient de faire très attention aux dispositions abrogées afin de ne pas créer de vides juridiques dommageables.

ARRÊTÉ ROYAL RÉGLEMENTANT LA RADIODIFFUSION SONORE EN MODULATION DE FRÉQUENCE DANS LA BANDE 87.5 MHZ – 108 MHZ

INTRODUCTION

Le Gouvernement de la Communauté française a demandé en date du 8 novembre 2002 au Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel de lui remettre un avis, dans un délai d'extrême urgence, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1992 réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5 – 107.9 MHz.

Malgré les très faibles moyens actuellement à sa disposition, le Conseil supérieur de l'audiovisuel tient à répondre à la demande du Gouvernement en raison de l'importance du projet pour l'avenir du patrimoine radiophonique en Communauté française, outre la demande de l'ensemble du secteur de la radiodiffusion sonore de stabilité et de sécurité juridiques dans l'attribution et l'exploitation des fréquences.

Le Collège n'ignore pas que le projet d'arrêté royal ne constitue qu'un élément du protocole d'accord qui devrait être conclu au sein du Comité de concertation entre l'Etat fédéral et les Communautés.

La mise en œuvre de cet arrêté royal entraînera nécessairement la révision du décret du 20 décembre 2001[3] et des textes ayant le même objet en Communautés flamande et germanophone en même temps que l'abandon de tous les recours introduits par les Communautés à leur encontre.

Enfin, le Collège se borne à réagir aux termes de l'arrêté royal tel qu'il lui a été communiqué, à savoir sans les annexes 3 et 5, qui constituent pourtant la pierre angulaire de tout l'édifice.

AVIS DU COLLEGE D'AVIS

Le Collège d'avis a eu l'occasion à deux reprises déjà de réagir, d'initiative, à des avant-projets de révision de l'arrêté royal du 10 janvier 1992[4] . Un certain nombre de remarques et suggestions développées dans ces avis gardent toute leur pertinence.
L'actuel projet d'arrêté royal traite de quatre aspects relatifs à la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence, à savoir la coordination des fréquences, les normes techniques générales, les autorisations et changements et le contrôle technique des stations de radiodiffusion sonore.

Le Collège organise son avis en suivant la logique du projet d'arrêté royal, chapitre par chapitre.

Toutefois, le Collège tient d'abord à rappeler que le projet d'arrêté doit s'inscrire dans la répartition des compétences entre l'État fédéral et les Communautés telle qu'elle est définie actuellement.

De plus, il convient également de rappeler que la Commission européenne, dans son avis motivé SG(99)D/6615 – 98/0102 du 11 août 1999, a souligné la nécessité pour la Belgique de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 8 de la directive 83/189/CE prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (codifiées par la directive 98/34/CE). Il s'impose donc, pour éviter la reproduction des contestations et des actes posés par les autorités en exécution de cet arrêté royal, d'impérativement le notifier à la Commission européenne avant son adoption. De plus, ce texte devrait également être notifié à l'OMC.

L'actuelle répartition des compétences

La compétence de l'autorité fédérale, précisée par des arrêts de la Cour d'arbitrage en 1990-1991, est définie comme la *" compétence d'élaborer les normes techniques relatives à l'attribution de fréquences et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination "* - et donc non spécifiques à la radiodiffusion – *" ainsi que la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect desdites normes "*. L'exercice de cette compétence doit être réglée de façon telle qu'il ne porte pas atteinte à la compétence des Communautés auxquelles est confiée la matière de la radiodiffusion. La compétence des Communautés inclut, dans le respect des normes techniques nationales, celle de régler les aspects techniques qui sont spécifiques à la matière de la radiodiffusion et d'attribuer les fréquences. Elle

[3] Fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5 - 108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services de radiodiffusion sonore de la Communauté française.

[4] Avis n°2/2000 du 9 février 2000 et avis n°8/2000 du 11 octobre 2000.

comprend aussi l'application de toutes les normes techniques, y compris les normes nationales, dans l'exercice des compétences d'autorisation ou d'agrément dont disposent les Communautés.

Le projet d'arrêté royal donne au pouvoir fédéral seul un pouvoir de décision en cas de désaccord entre les Communautés (article 2 § 6 et article 4 § 6) ou d'abstention de celles-ci (article 2 § 7 et article 4 § 7) en ce qui concerne les demandes de modification du plan de fréquences et un pouvoir coercitif en matière de contrôle technique des stations de radiodiffusion et de conformité de leurs matériels (articles 12 et 15).

Ceci est en contravention avec l'interprétation donnée par une jurisprudence constante depuis 1991 sur la répartition des compétences entre le pouvoir fédéral et les Communautés en ces matières.

Par ailleurs, le Collège a pris connaissance du projet de loi fédéral relatif au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges (doc 50 1937/001) qui sera le cadre structurel dans lequel l'IBPT exercera ses compétences, notamment en matière de gestion du spectre radioélectrique.

A la lecture du projet modifié à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, il apparaît que, en son article 17, la composition de l'IBPT sera la suivante : *" Le Conseil est composé de trois membres, à savoir un président-administrateur délégué et deux membres ordinaires. Un des membres ordinaires appartient au rôle linguistique néerlandophone et un autre appartient au rôle linguistique francophone. Le président-administrateur délégué a voix décisionnelle "*. Cette disposition constitue une modification substantielle du projet initial, où la parité linguistique francophone et néerlandophone était garantie (article 16 du projet initial).

Chapitre premier : Définitions

La définition de l'autorisation (article 1er 5°) se réfère au " document délivré par ou au nom d'une Communauté ". Le commentaire de l'article devrait préciser que cette disposition vise la compétence actuelle du Vlaams Commissariaat voor de Media et celle qui sera octroyée au Conseil supérieur de l'audiovisuel aux lendemains du vote du projet de décret sur la radiodiffusion en matière d'octroi d'agrément et d'autorisation d'émission.

Le Collège propose la suppression de la définition de la notion de *" puissance de sortie "* (article 1er 8°) en raison du caractère restrictif de son utilisation (voir notamment le cas des installations de secours en cas de panne).

Le Collège demande que soit ajoutée la définition de la notion de *" perturbations nuisibles "*, terme utilisé en divers endroits du projet d'arrêté royal, notamment en son article 12.

Chapitre II : Coordination des fréquences

Le Collège s'interroge sur le contenu juridique de la notion de " concertation commune " qui figure à l'article 2 § 1er . Cette notion prise au sens littéral est en contradiction avec la jurisprudence constante de la Cour d'arbitrage qui octroie aux Communautés la plénitude de la compétence de l'élaboration de leur propre plan. Elle ne règle pas davantage toute situation de désaccord entre les Communautés.

Ces termes pourraient toutefois être compris comme se référant à un accord qui serait issu des négociations actuellement menées entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Communautés.

Le projet d'arrêté royal institue une procédure d'examen des demandes de modification du plan initial de fréquences par une Communauté, d'examen des déplacements des points d'émission provoquant des brouillages supplémentaires et d'examen de constat de perturbations nuisibles à des radiocommunications autres que la radiodiffusion sonore.

Il institue pour ce faire une commission de coordination, composée d'un expert désigné par le ministre compétent de chaque Communauté, dont le secrétariat est assuré par l'IBPT.

Cette commission doit établir (article 3 § 1er 4°) un règlement d'ordre intérieur. Le projet spécifie que celui-ci est soumis au ministre (fédéral des Communications) pour approbation. Il y aurait lieu à tout le moins que chacun des ministres communautaires compétents concernés l'approuve. Ce R.O.I. devrait, de plus, être rendu public et être établi dans un délai raisonnable (3 mois ?) après la publication de l'arrêté royal.
La commission dispose d'un pouvoir de proposition

qui lie l'IBPT dans le seul cas de l'unanimité de ses membres (article 3 § 6). Dans l'hypothèse où la proposition de la commission n'est pas unanime ou qu'elle n'est pas communiquée dans un délai de 30 jours prévu au § 5, l'IBPT décide.

La procédure prévue à l'article 3 § 5 à 9 ne tient pas compte d'un juste équilibre entre les intérêts divergents des parties en cas de décision non unanime. La notion de " *communauté concernée* " devrait être celle figurant dans l'accord de Genève de 1984 telle que définie en son annexe 4. De plus, ces dispositions doivent être mises en concordance avec la disposition figurant à l'article 3 § 1er 3 selon laquelle l'IBPT n'a pas de droit de vote.

Pour le Collège, les compétences des Communautés seraient mieux respectées en disposant qu'en cas d'absence de proposition de la Commission de coordination dans les délais impartis et à l'instar des règlements internationaux, l'avis de la Commission est présumé favorable.

Il convient que les délais prescrits au chapitre II articles 3 à 6 inclus soient, dans tous les cas, des délais de rigueur et que les décisions soient, dans tous les cas, motivées en droit et en fait. Les délais de réception devraient être remplacés par des délais d'envoi par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'avis de la Commission – qui doit être motivé en droit et en fait - est lié par celui de Belgocontrol ; ce principe constitue un facteur important de blocage au vu des réactions de cet organisme aux précédentes demandes de coordination.

La procédure de coordination prévue à l'article 4 § 6 à 8 est similaire à celle prévue à l'article 3 § 5 à 9 et souffre donc du même excès de compétence.

Chapitre III : Normes techniques générales

Le Collège s'interroge sur les " *méthodes de calcul admises sur le plan international* " visées à l'article 7 § 2.

Chapitre IV : Autorisations et changements

Il convient de noter qu'il y aurait lieu d'ajouter, à l'article 9 § 3, les mots " *et à l'IBPT* " après les mots " *à chaque Communauté* ". En effet, des suspensions temporaires ou définitives d'autorisation peuvent être décidées en tant que sanction par les instances de régulation flamande et francophone sans qu'il s'agisse d'un problème technique visé aux articles 12 et suivants.

Chapitre V : Contrôle technique des stations de radiodiffusion sonore

L'IBPT doit, en vertu de l'article 10 § 2, effectuer le contrôle technique " *en veillant pour autant que possible à ne pas interrompre la diffusion* " . Cette précaution doit s'entendre largement ; en effet, il faut rappeler que les opérateurs ont des obligations dans leur cahier de charges notamment en matière d'information et que les interruptions d'émissions à certains moments de la journée peuvent leur être particulièrement préjudiciables. Il est donc proposé de modifier ce texte de la manière suivante : " *en veillant pour autant que possible à ne pas interrompre la diffusion ni perturber la diffusion des programmes*" .

Selon le projet d'arrêté royal, le contrôle technique est effectué soit d'initiative, soit à la demande d'une Communauté, d'un Procureur du Roi ou de Belgocontrol. Le Collège propose de supprimer le pouvoir d'initiative de l'IBPT et de Belgocontrol pour des raisons évoquées ci-dessus. L'IBPT doit être tenu d'intervenir sur demande d'une Communauté ou du Procureur du Roi afin d'effectuer les contrôles. Les modalités de l'intervention de l'IBPT doivent être concertées avec les opérateurs pour les raisons précisées au paragraphe précédent et non effectuées " *à tout moment* " comme le propose le projet. Il conviendrait de plus de préciser dans les commentaires des articles que la saisine par une Communauté inclut celle par l'organe de régulation chargé du contrôle des opérateurs.

Le Collège propose de préciser que l'intervention de l'IBPT soit consécutive d'une décision d'une Communauté. L'article 12 § 1 doit dès lors être modifié de la manière suivante : " *S'il s'avère qu'une station de radiodiffusion sonore n'est pas couverte par une autori-*

sation de la Communauté concernée ou que son autorisation a été suspendue par une décision de la Communauté concernée (...) ".

Dans le même ordre d'idées, à l'article 12 § 2 deuxième alinéa, il convient de préciser que l'IBPT prend des mesures *" après avis conforme de la Communauté concernée "*.

Il appartient à l'opérateur et non à l'IBPT de procéder aux réglages nécessaires. Dès lors, la première partie de la première phrase de l'alinéa 3 doit être supprimée (*" Lorsque l'Institut ne peut procéder immédiatement aux réglages nécessaires "*). De manière générale, les délais exprimés en jours doivent s'entendre comme étant des jours ouvrables.

Toujours à l'alinéa 3 du § 2 de l'article 12, l'IBPT ne devrait pouvoir procéder à la saisie d'un émetteur que sur demande de la Communauté qui a délivré l'autorisation. De plus, le texte devrait prévoir des mécanismes de levée de cette saisie ou de durée dans le temps de celle-ci.

Le § 4 de cet article doit également être supprimé. Il octroie un pouvoir exorbitant à l'IBPT par le biais d'un contrôle sur l'ensemble du spectre.

Le Collège s'interroge sur la notion de *" mesures nécessaires et équitables "* de réparation prévue à l'article 12 § 3 alinéa 3. Pour éviter des risques d'interprétation abusive, il convient que les interventions éventuelles de l'IBPT dans ce cadre soient motivées.

L'octroi à l'IBPT de la capacité d'intervention et de décision figurant à l'article 12 § 3 alinéa 3 et § 4 est de nature à vider de son contenu le projet d'accord en cours de négociations entre le pouvoir fédéral et les Communautés en particulier en ce qui concerne les fréquences " sensibles " reprises à l'annexe 4. Il doit dès lors être supprimé.

De manière générale, il n'y a pas lieu d'inscrire dans cet arrêté royal les dispositions du § 4 de l'article 12 qui visent la résolution de manière provisoire dans le temps de situations particulières. Ce texte semble être en contradiction avec les négociations en cours entre les gouvernement fédéral et de Communauté et obère de manière importante la capacité de la Communauté française de déterminer elle-même son cadastre de fréquences, en particulier dans des zones telles Bruxelles, le Hainaut et Liège.

Chapitres VI, VII et VIII : Dispositions abrogatoires, transitoires et entrée en vigueur

Le Collège propose de supprimer l'article 15 qui est redondant par rapport à l'article 12 § 3 alinéa 1, la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal permettant une saisine pleine et entière sur base de ce dernier article.

Annexes

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel propose la suppression à l'annexe 2 de la référence aux notions de puissance de sortie maximale autorisée à l'émetteur (8°), de type et de la longueur du câble (10°).

L'annexe 4 est à supprimer en relation avec la proposition de suppression de l'article 12 § 4.

Enfin, la validité même de l'arrêté royal en projet dépend de l'adoption concomitante :

- du plan de fréquences complet qui doit figurer à l'annexe 3 avec l'ensemble des coordonnées géographiques, puissance apparente rayonnée, hauteur d'antenne au-dessus du niveau du sol et atténuations directives de l'ensemble des fréquences des opérateurs tant privés que publics (et des organisations internationales) ;
- de l'annexe 5 relative aux normes techniques des émetteurs qui doivent notamment respecter l'article 86 du traité sur l'Union européenne comme l'a rappelé un des recours antérieurs.

Le Collège considère que l'absence de ces deux annexes vide l'examen du projet d'arrêté royal de tout sens.

AVANT-PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'EMPLOI DANS LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL

INTRODUCTION

En sa séance du 16 octobre 2002, le Gouvernement de la Communauté française adoptait en première lecture un avant-projet de décret relatif à l'emploi dans le secteur non marchand. Par lettre du 29 octobre 2002, le Gouvernement demande l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur cet avant-projet endéans le mois.

L'avant-projet traduit les principes de l'accord-cadre pour le secteur non-marchand signé le 29 juin 2000 par les interlocuteurs sociaux et le Gouvernement de la Communauté française.

Le Gouvernement a décidé de la consultation des instances d'avis des secteurs concernés, parmi lesquels figurent les télévisions locales et communautaires, justifiant de la saisine du Collège d'avis.

ANTECEDENTS

Constituées en association sans but lucratif, les télévisions locales et communautaires (dans la suite TVLC) - au nombre de douze - ont pour mission l'information et l'animation locale, le développement culturel et l'éducation permanente. Ces télévisions remplissent dès lors des missions de service public, comme le précise le projet de décret sur la radiodiffusion. A différents titres, les TVLC relèvent du secteur non-marchand.

L'emploi dans les TVLC est en constante progression : l'ensemble des TVLC occupaient en effet 305 travailleurs au 31 janvier 2002 contre 194 travailleurs dix ans plus tôt.

Le financement de cet emploi émane de diverses sources : Fonds budgétaire interdépartemental pour l'emploi (FBIE), Service général de l'audiovisuel de la Communauté française, Fonds Maribel social, fonds propres, ...

L'avant-projet de décret porte sur l'emploi dans le secteur socio-culturel relevant de la Communauté française. Ce sont les emplois financés par le FBIE (175) ou subventionnés par le SGAV de la Communauté française (23) qui sont dès lors concernés et ce dans une certaine limite.

Le FBIE dont bénéficient les TVLC depuis 1986 est un fonds initialement créé dans le cadre d'un plan de résorption du chômage au niveau fédéral. La réforme de l'Etat de 1988 a transféré cette compétence aux régions tandis que, par accords de coopération, la gestion et l'attribution en ont été confiées à la Communauté française pour les emplois des secteurs relevant de ses compétences. Les plans de résorption du chômage font actuellement l'objet d'importantes réformes en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale.

L'exposé des motifs de l'avant projet de décret note que le secteur socio-culturel a été longtemps considéré comme le parent pauvre en matière de reconnaissance des droits des travailleurs. On y constatait l'absence de barèmes, de prise en compte de l'ancienneté, d'évolution dans la carrière, de formation et de règlement de travail.

Le 29 juin 2000, un accord-cadre du non-marchand était conclu entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux. L'avant-projet de décret institue les mécanismes traduisant cet accord : en vue d'octroyer aux employés des conditions de travail et de rémunération décentes, il impose les barèmes fixés par la Commission paritaire n°329 et adapte les subventions à l'emploi afin de permettre aux employeurs de faire face à cette nouvelle charge.

En tant qu'organisations qui ne poursuivent pas de but lucratif, le Ministère de l'emploi et du travail fait ressortir *" les associations de radiodiffusion et/ou de télévision non commerciales "* de la compétence de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel (n°329).

Pour ce qui concerne la subvention de base des emplois sous statut " FBIE " (175 postes) qui, rappelons-le, relève des régions, l'avant-projet de décret apporte un complément financé par la Communauté française (volet emploi non marchand), correspondant à un point, soit 2.541 EUR. Il ajoute un forfait annuel de 150 EUR par emploi sous statut FBIE qui est destiné au paiement par l'employeur du secrétariat social et des assurances-loi. Il prévoit également un accroissement de 1,5% de la subvention (2.541

EUR) durant deux ans au moins pour corriger l'absence de prise en compte de l'ancienneté.

En matière de revalorisation du statut des travailleurs, l'accès à ces subventions complémentaires implique pour l'employeur d'appliquer les barèmes fixés par la Commission paritaire n°329.

Pour ce qui concerne les emplois subventionnés par le Service général de l'audiovisuel de la Communauté française, l'avant-projet de décret peut s'interpréter de deux manières :

- soit ces emplois continuent à émarger à cette subvention sectorielle, en sorte que l'avant-projet de décret apporte un complément financé par la Communauté française (volet emploi non-marchand) à la subvention annuelle sectorielle (audiovisuelle) de la même Communauté française, correspondant à deux points, soit 5.082 EUR ;
- soit ces emplois relèvent désormais pour la totalité de leur subvention de l'avant-projet de décret, au même titre que d'autres secteurs, augmenté d'un forfait de 2 points pour absence d'augmentation des subsides dans les dernières années. Un forfait supplémentaire annuel de 150 EUR identique aux emplois FBIE est également apporté, mais sans y adjoindre l'accroissement de 1,5%.

Au plan de la revalorisation du statut des travailleurs, l'accès à ces subventions complémentaires implique pour l'employeur d'appliquer les barèmes fixés par la Commission paritaire n°329.

AVIS DU COLLEGE D'AVIS

Le Collège d'avis tient à souligner que l'avant projet de décret concerne non seulement les télévisions locales et communautaires mais aussi la Médiathèque, les ateliers de production et les associations telles le GSARA, le CLARA ou le CVB. Les implications de l'avant projet pour ces acteurs n'ont pu être analysées par le Collège.

L'exposé des motifs indique erronément que la Médiathèque bénéficie d'un contrat programme. L'article 2 du projet de décret devrait être complété par la précision suivante : *" En vertu de l'accord cadre pour le secteur non-marchand du 29 juin 2000, la Médiathèque de la Communauté française de Belgique, asbl. agréée par l'arrêté royal du 7 avril 1971, est comprise dans le champ d'application du décret et fera l'objet de modalités précisées par des dispositions particulières".*

Le Collège attire l'attention sur le fait que des catégories de travailleurs - créateurs, réalisateurs, journalistes, notamment - prestent sous le régime " indépendant ". La revalorisation des conditions de travail des travailleurs salariés permanents, à charge de la Communauté française, ne devrait pas conduire à négliger les mesures qui doivent être prises concomitamment en faveur des autres catégories d'emplois concernés, sauf à accroître encore les disparités et la précarité croissante de ces professions.

Le statut du personnel des télévisions locales et communautaires est longtemps resté relativement précaire. L'avant-projet apporte une amélioration significative, en optant pour un barème salarial commun et obligatoire tout en apportant les moyens financiers pour y faire face.

L'avant-projet de décret corrige le retard de non indexation et améliore de manière substantielle la subvention des emplois dans les TVLC, rencontrant ainsi les demandes formulées dans leur mémorandum de novembre 2001.

Néanmoins, l'avant-projet présente la particularité de ne concerner qu'une partie du personnel et de n'apporter pour celle-ci que des garanties partielles de financement. Il ne s'agit pas de mettre en cause l'effectivité des subventions à l'emploi apportées par les autres sources de financement. Cependant, l'employeur ne bénéficierait pas du même équilibre entre le financement complémentaire apporté et les nouvelles conditions de rémunération qui s'imposent à lui, par rapport aux autres secteurs.

La mise en œuvre administrative du dispositif devrait faire l'objet d'une évaluation et d'éventuelles mesures transitoires. Le contrôle de l'occupation effective des travailleurs durant toute l'année et le rattachement d'une mesure à un statut (FBIE) appelé à être fondu dans un dispositif général sont des aspects qui pourraient en rendre la gestion difficile.

L'avant-projet de décret mériterait d'être plus lisible en certains endroits – en particulier les articles 16 et 17 -, afin d'éviter des interprétations divergentes ou

pour faciliter l'adéquation entre l'exposé des motifs et le texte lui-même.

Enfin, le Collège d'avis rend le Gouvernement attentif à l'ensemble des objectifs poursuivis par les accords du non-marchand non couverts par l'avant projet de décret, en particulier les aspects relatifs à la mobilité du personnel.

LES DÉBORDEMENTS ET DÉCROCHAGES PUBLICITAIRES

INTRODUCTION

Depuis le 3 octobre 1989, date de l'adoption de la directive Télévision sans frontières qui constitue le premier instrument d'envergure adopté par l'Union européenne dans le domaine de la télévision, les conditions d'exploitation et de circulation des chaînes de télévision ont considérablement évolué.

A quelques exceptions près, le panorama télévisuel de l'époque était essentiellement constitué de chaînes nationales, s'adressant spécifiquement à une audience nationale, qui ambitionnaient de circuler sur d'autres territoires de l'UE et auxquelles la directive offrait un cadre favorisant leur libre circulation.

La création de groupes de communication opérant sur une surface européenne, voire mondiale, ainsi que les nouvelles opportunités technologiques ont favorisé le développement de nouveaux modes de transmission et d'exploitation des programmes.

Tel est en particulier le cas de l'adressage de programmes à des audiences distinctes du pays naturel d'émission, et en particulier du débordement ou du décrochage de contenus publicitaires.

La question des débordements et des décrochages publicitaires transfrontaliers connaît de récents développements en Europe. En Belgique, le débordement publicitaire des chaînes – spécialement françaises - est depuis longtemps une réalité ; le phénomène de décrochage a été au centre des préoccupations lors du projet de décrochage TF1 Belgique au début des années 1990.

L'apparition potentielle de telles pratiques sur notre territoire, en écho à l'initiative prise par M6 en Suisse romande et la perspective d'une révision de la directive Télévision sans frontières ont incité le Conseil supérieur de l'audiovisuel à procéder à un examen de la question. C'est également dans cette perspective que le Conseil a mis la question à l'ordre du jour de la session bisannuelle de l'EPRA (Plate-forme des régulateurs européens) tenue à Bruxelles en mai dernier.

Différents cas de figure peuvent être dégagés :

- L'accès à l'audience par débordement hertzien ou par retransmission de la diffusion d'une chaîne de télévision, au moment de sa diffusion et dans son intégralité, dans des bassins d'audience distincts du pays d'origine auquel elle est principalement destinée. Il s'agit la plupart du temps de circulation " classique " transfrontière des chaînes. Cette situation pose question lorsque le débordement est recherché à des fins d'exploitation spécifique des audiences réalisées par la chaîne dans ces bassins d'audience distincts ;

- Le ciblage d'audience par décrochage publicitaire : il s'agit pour un radiodiffuseur, au départ d'une chaîne destinée au public de son pays d'origine, d'adresser à des bassins d'audience de pays voisins la même chaîne, mais dans les programmes de laquelle les écrans publicitaires initiaux sont remplacés par des écrans publicitaires spécifiquement destinés au public de ces bassins d'audience complémentaires. Les programmes ainsi assemblés peuvent être acheminés de différentes manières : émission d'un signal distinct au départ du pays d'émission ou assemblage de programmes de base et d'écrans publicitaires spécifiques dans le pays de réception ;

- Le ciblage d'audience par décrochage de programmes : il s'agit du dispositif identique à celui évoqué pour le ciblage publicitaire, mais dont les fenêtres comprennent d'autres programmes que la publicité, tels que des journaux d'information, des programmes sportifs ou de divertissement ;

- La délocalisation d'une chaîne complète : il s'agit pour un radiodiffuseur de chercher à s'établir et relever de la compétence d'un pays distinct du pays de réception pour une chaîne qui lui est exclusivement destinée, cet établissement devant avoir pour but de se soustraire aux règles applicables aux radiodiffuseurs relevant de la compétence de ce pays distinct.

De ces différents cas, le présent avis envisage principalement les questions du débordement et du décrochage publicitaire, dans la mesure où il s'agit de situations auxquelles la Communauté française a été ou risque d'être confrontée et qu'une telle hypothèse se vérifie en Suisse.

Considérant les effets potentiels de telles pratiques, le CSA a jugé nécessaire de procéder à l'évaluation de la situation . Notre Communauté est un marché restreint, voisin d'un grand pays de même langue. Largement ouvert vers l'extérieur en raison de l'actionnariat de ses opérateurs et du maillage de son réseau câblé, le secteur audiovisuel en Communauté française est fragile. La perte de ressources de nos radiodiffuseurs nationaux s'ils devaient être confrontés à une telle situation pourrait conduire à une déstructuration et à une réduction de l'offre médiatique de même qu'à une minimisation de la contribution de ceux-ci au pluralisme des idées et des opinions. Les secteurs de la création et de la production audiovisuelles, étroitement liés aux opérateurs de diffusion, seraient également touchés.

C'est dans ce contexte qu'il est apparu nécessaire d'évaluer aujourd'hui la situation des débordements et des décrochages publicitaires en Belgique, dans la perspective d'une révision de la directive Télévision sans frontières à l'agenda de laquelle ces questions devraient être inscrites.

EN EUROPE

Il y a dix ans, la Communauté française était esseulée face aux perspectives de décrochages publicitaires visant son territoire, au point qu'elle ne parvenait que difficilement à intéresser d'autres Etats membres ou institutions à l'acuité du problème.

Une collecte d'information organisée par le CSA auprès des membres de l'EPRA (plate-forme des régulateurs européens) au début 2002 a permis de rassembler un nombre significatif de faits et d'identifier leurs conséquences avérées ou potentielles.

Les faits

Considérant la diversité des situations et de leurs implications, celles-ci ont été rassemblées par cas de figure, tels qu'exposés dans l'introduction.

Les cas d'accès à l'audience par débordement hertzien ou par retransmission hertzienne, satellite ou câblée

Il s'agit la plupart du temps de circulation " classique " transfrontière des chaînes dont le principe n'est pas contestable. Toutefois, certains cas présen-

tent des particularités dont l'appréciation dépasse cette approche générale :

- Lorsque le bassin d'audience couvert est de même(s) langue(s) que le pays d'émission et que l'autorité de l'Etat de réception considère qu'il lui appartient pour des raisons impérieuses de sécurité publique d'exercer un contrôle sur les programmes visés pouvant aller jusqu'à leur interdiction éventuelle de diffusion :

  Macédoine : cas de RT Srbija émise en Serbie et reçue en Macédoine durant la crise du Kosovo (1999) ; cas de RT Kosovo émise au Kosovo et reçue en Macédoine durant la crise en Macédoine (2001)

- Lorsque le bassin d'audience couvert est pour partie de même langue et que la chaîne concernée opère des démarchages publicitaires sur ces territoires :

  Bosnie : cas de HTV (télévision croate) utilisant les émetteurs de l'ancienne télévision d'Etat sur le territoire bosniaque

- Lorsque le bassin d'audience couvert est de même langue et que le radiodiffuseur commercialise les audiences spécifiques réalisées par sa chaîne dans ces bassins d'audience distincts auprès d'annonceurs dont les produits sont interdits d'accès à la publicité télévisuelle sur les chaînes nationales :

  France : cas de RTL9 émettant depuis le Grand Duché de Luxembourg

- Lorsque le bassin d'audience est desservi par une chaîne à vocation européenne dans une version linguistique adaptée :

  Pays-Bas : cas de Extreme Sport Channel depuis la Grande-Bretagne ; Grande-Bretagne : cas de Cartoon Network depuis les Pays-Bas.

Les cas de ciblage d'audience par décrochage publicitaire

Des petits pays, voisins de grands pays de même langue, sont le plus souvent touchés par ce phénomène, parfois au moyen de fenêtres multiples de plusieurs opérateurs privés voisins :

Suisse : cas des chaînes allemandes RTL, RTL2, SAT1, PRO7, KABEL1, MTV avec fenêtres destinées à la Suisse alémanique ; cas de la chaîne française M6 avec fenêtres vers la Suisse romande ;

Autriche : cas des chaînes allemandes RTL, RTL2, SAT1, PRO7, Kabel1 avec fenêtres destinées à l'Autriche ;

Portugal : cas de BRAZILIAN CHANNEL avec fenêtres destinées au Portugal.

Ces fenêtres contiennent parfois des produits ou services interdits aux radio-diffuseurs nationaux :

Irlande : cas des chaînes britanniques SKY CHANNEL et E4 avec fenêtres destinées à l'Irlande ;

Des programmes à vocation paneuropéenne sont diffusés dans différents pays avec des écrans publicitaires dédiés :

Pays-Bas : cas de NATIONAL GEOGRAPHIC et DISCOVERY CHANNEL depuis la Grande Bretagne

Roumanie : cas de DISCOVERY CHANNELS et ANIMAL PLANET depuis la Grande-Bretagne ;

Certains dispositifs mettent en situation d'autres formes d'acheminement, incluant plus de deux pays: l'émission primaire dans un premier pays, l'assemblage dans un deuxième pays à destination spécifique d'une audience d'un troisième pays dans lequel les écrans sont commercialisés :

Lituanie, Estonie : cas de la chaîne russe ORT avec assemblage de fenêtres en Lettonie à destination de la Lituanie d'une part et de l'Estonie d'autre part.

La mise en œuvre de ces dispositifs trouve son origine, dans certains cas, dans l'absence de réponse sur le marché national à une demande des annonceurs d' accéder aux écrans publicitaires en télévision (Suisse et Autriche).

Les cas de ciblage d'audience par décrochage de programmes

Il s'agit d'un dispositif identique à celui évoqué pour le ciblage publicitaire, mais dont les fenêtres comprennent d'autres programmes que la publicité, tels que des programmes sportifs ou de divertissement :

Suisse : cas de la chaîne allemande SAT1 avec fenêtres à destination de la Suisse alémanique

Autriche : cas des chaînes allemandes SAT1 et VIVA avec fenêtres à destination de l'Autriche

Pologne : cas de la chaîne allemande VIVA avec fenêtres à destination de la Pologne.

Cette question présente encore davantage d'acuité lorsque les programmes décrochés contreviennent aux dispositions spécifiques applicables aux programmes nationaux :

Irlande : cas de la chaîne britannique SKYNEWS avec fenêtres à destination de l'Irlande.

Les cas de délocalisation d'une chaîne complète

Ces cas sont les plus nombreux. Quelques exemples:

Communauté flamande : VT4
Grande-Bretagne : cas de la chaîne du TRINITY CHRISTIAN CENTER OF SANTA ANNA depuis l'Espagne ;
Pays-Bas : cas de RTL4 et RTL5 depuis le GD de Luxembourg ;
Suède : cas de TV3 et KANAL5 depuis la Grande-Bretagne ;
Norvège : cas de TV3 depuis la Grande-Bretagne.

Les effets avérés et les risques potentiels

La collecte d'informations auprès des régulateurs européens a mis en lumière les effets et risques suivants.

De manière générale, la question est posée du détournement des principes européens de libre circulation et de concurrence. La libre circulation des programmes et des cultures est mise en péril par des actions de contournement ; la promotion de la concurrence est battue en brèche par des phénomènes de distorsion. De plus, quel sens aurait la situation audiovisuelle européenne si elle était demain réglementée par un ou deux Etats seulement ?

Les organismes de radiodiffusion sont confrontés à une perte de ressources dans un contexte concurrentiel discriminatoire (Autriche, Suisse, Estonie, Lituanie), lorsque leurs concurrents ont accès au même marché publicitaire sans être soumis à des conditions d'autorisation identiques. Tel est le cas lorsque la réglementation nationale est plus stricte en matière de contenu (Irlande, France), en matière publicitaire (Irlande, France) ou en matière de contribution à la création d'œuvres. Il peut s'ensuivre une déstructuration de l'offre médiatique au public par la mise en difficulté des radiodiffuseurs nationaux, pouvant conduire à une réduction de l'offre et à une minimisation de leur contribution au pluralisme des idées et des opinions, tenant compte des obligations d'intérêt général (contribution à la production locale, à la création d'œuvres,...) auxquelles ils sont soumis (Suisse, Autriche, Lituanie). La situation de la Suisse est particulièrement préoccupante : en Suisse alémanique les initiatives privées ont disparu tandis que l'opérateur public est en difficulté en Suisse romande.

Pour le secteur publicitaire, les effets peuvent être perçus comme positifs : accès aux écrans pour des produits dont la publicité télévisée est interdite dans les chaînes des diffuseurs nationaux (France), voire où il n'y a pas d'accès aux écrans publicitaires dans les chaînes nationales (Suisse et de l'Autriche antérieurement) ; pression à la baisse sur les prix des écrans publicitaires (Lituanie); diversification des supports. Mais il peut y avoir aussi des effets perçus comme négatifs : dispersion accrue de l'audience dans le cas d'une offre combinée de programmes; perte de ressources du secteur au plan national surtout dans les petits marchés, si l'annonceur fait le choix d'une stratégie supranationale.

Pour les secteurs de la production et de la création audiovisuelles, l'adressage de programmes à des audiences étrangères ciblées peut conduire à une fragilisation de ces secteurs qui constituent un vecteur important de la diversité culturelle (Suisse, Lituanie, Autriche). En effet, ils bénéficient régulièrement de contributions des radiodiffuseurs et de mesures de soutien dans les réglementations nationales.

Vis à vis du public, les organes de régulation sont placés dans une situation particulière, lorsque différentes chaînes s'adressant à la même audience nationale sont soumises à des règles différentes, par exemple en matière de produits interdits, de durée publicitaire ou de publicité à destination des enfants (Suède).

Les ayants-droit sont également touchés lorsque la prise en charge des droits d'auteurs et des droits voisins n'est pas assurée dans les différents cas d'adressage (Suisse).

Le droit

Principes généraux

Les instruments réglementaires du secteur de la radiodiffusion que sont la directive " télévision sans frontières " et la Convention européenne sur la télévision trans-frontière trouvent leur origine dans une articulation des différents principes généraux garantis par le droit européen. Pour l'Union européenne, il s'agit essentiellement de la libre circulation des services et de la liberté d'établissement et pour le Conseil de l'Europe, de la liberté d'expression et d'information et de la libre circulation de l'information et des idées.

Compétence juridique

La question de la compétence juridique des Etats constitue une donnée essentielle du dispositif européen : pour que ses dispositions soient appliquées, pour assurer qu'un - et un seul - Etat membre exerce son contrôle sur chaque radio-diffuseur, il importe de déterminer qui en a la compétence. Pour ce faire, la notion de radio-diffuseur et les critères de rattachement ont dû être précisés.

Dans l'Union européenne, l'organisme de radiodiffusion est défini comme étant la personne physique ou morale qui a la responsabilité éditoriale de la composition des grilles de programmes télévisés et qui les transmet ou les fait transmettre par une tierce partie (art 1er b de la directive TVSF).

Le radiodiffuseur étant identifié, la compétence juridique qui lui est applicable est ensuite définie. La directive attribue la compétence juridique en matière de radiodiffusion aux Etats membres de la CE dans lesquels les organismes de radiodiffusion sont établis. Le concept classique d'établissement prévu par le Traité n'a pu apporter une solution à l'identification de toutes les situations, en particulier lorsqu'un fournisseur de services est établi dans différents Etats membres. La directive modifiée a dès lors intégré un ensemble de critères qui avaient d'abord été élaborés par la Cour de Justice , tels que le siège social, le lieu des décisions de la direction relatives à la programmation et le lieu où opère une partie importante de l'effectif (art 2.3 de la directive TVSF). Au Conseil de l'Europe, la définition du radiodiffuseur et les critères de rattachement à une juridiction sont pratiquement identiques à ceux de la directive (article 2 c et articles 5.3 et suivants de la convention TTF).

Dérogations à la liberté de réception

L'incertitude dans laquelle se trouve un Etat de réception quant à la juridiction relevante pour un radio-diffuseur opérant différentes formes d'adressage de programmes et de publicité conduit à rappeler les dispositifs réglementaires et la jurisprudence pertinente en matière de dérogation à la liberté de réception.

Dans les dispositions de l'Union européenne, quatre dérogations pourraient être évoquées :

- un Etat membre de réception peut suspendre provisoirement la retransmission d'émissions télévisées, à titre exceptionnel et dans des conditions déterminées, pour des raisons de protection des mineurs et d'ordre public (considérant 15 et article 2bis directive TVSF) ;
- un Etat membre peut prendre des mesures à l'encontre d'un organisme de radiodiffusion établi dans un autre Etat membre lorsque la totalité ou la majeure partie de l'activité de cet organisme est dirigé vers le premier État et que le choix de l'établissement a été fait dans le but d'échapper à la législation qui serait appliquée à cet organisme s'il s'était établi dans ce premier Etat (CJCE affaire TV10 et considérant 14 directive TVSF) ;
- un Etat membre peut interdire à des radio-diffuseurs nationaux d'implanter à l'étranger des entreprises de radiodiffusion commerciales privées dans l'objectif de fournir des services, à partir de ce pays, dirigés en particulier vers l'Etat membre ayant promulgué l'ordre d'interdiction et lorsque la même interdiction est nécessaire pour protéger, par exemple " le caractère pluraliste et non commercial du système audiovisuel mis en place par cette législation " (CJCE affaire Veronica) ;
- un Etat membre de réception peut appliquer des règles autres que celles visant spécifiquement la diffusion et la distribution des programmes - celles coordonnées par la directive TVSF - , telles que la protection des consommateurs, à condition qu'il ne soit pas fait obstacle à la retransmission effective (CJCE affaire Suède/UK TV3). Sous la même condition de non-entrave à la réception, la capacité du contrôle par l'Etat membre récepteur peut également être évoquée pour des raisons de

sauvegarde du pluralisme, de droits d'auteur, de politique publique, de moralité et de sécurité publique (CJCE affaire Communauté française de Belgique ; Iris, 1996-9 :7).

La convention du Conseil de l'Europe couvre explicitement les cas de délocalisation :

- la convention qualifie d'abus de droit la situation où un service de programmes d'un radiodiffuseur est entièrement ou principalement tourné vers le territoire d'un Etat autre que celui qui est compétent à l'égard de ce radiodiffuseur dans la mesure où ce radiodiffuseur s'est établi en vue de se soustraire aux lois dans les domaines couverts par la convention qui lui seraient applicables s'il était établi sur le territoire de cet autre Etat. En pareil cas, la convention prévoit une procédure de concertation entre Etats, voire de saisine du comité permanent (article 24bis convention) ;
- dans un esprit de coopération et d'entraide, la convention prévoit que les Etats s'efforcent d'éviter que les services de programmes transmis ou retransmis par un radio-diffuseur ou par d'autres personnes physiques ou morales relevant de leur compétence ne mettent en danger le pluralisme des médias (article 10 bis convention).

Question des fenêtres publicitaires

Cette question est abordée uniquement par le Conseil de l'Europe. Le texte de la convention précise que la publicité et le télé-achat s'adressant spécifiquement et fréquemment vers l'audience d'un Etat autre que l'Etat de transmission ne doivent pas contourner les règles relatives à la publicité télévisée et au télé-achat dans cet Etat afin d'éviter des distorsions de concurrence et la mise en péril du système télévisuel de ce dernier Etat. Ce dispositif n'est pas d'application en cas de règles discriminatoires ou en cas de conclusion d'accords entre Etats (article 16 convention).

Résolution des différends

L'adressage de programmes et de publicité a suscité des conflits entre Etats membres, en particulier sur la question de la juridiction compétente. Les dispositifs européens ont prévu des mécanismes de résolution des différends ; ces derniers sont particulièrement développés dans l'enceinte du Conseil de l'Europe.

Au sein de l'Union européenne, un comité de contact entre les Etats membres, présidé par la Commission, a pour fonction de faciliter la mise en œuvre de la directive, de rendre des avis et de procéder à des échanges de vues et d'information (article 23bis directive TVSF).

Les mécanismes prévus par la convention du Conseil de l'Europe sont les suivants :

- la coopération entre les parties pour la mise en œuvre de la convention est recommandée (article 19);
- l'échange d'informations est organisé précisément (article 6.2) ;
- un comité permanent est constitué. Il a pour fonction de faire des recommandations sur l'application de la convention, de suggérer des modifications, de faciliter le règlement amiable, d'émettre des avis, ainsi que de prendre différentes dispositions en matière d'évènements d'intérêt majeur (articles 20 à 22) ;
- dans le règlement des différends, la conciliation est recommandée sous la forme d'un règlement amiable, avec intervention éventuelle du comité permanent sur une base consultative (article 25) ;
- le recours à une procédure d'arbitrage est organisé lorsqu'un différend ne peut être réglé à l'amiable (article 26 convention).

EN COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

La question des débordements publicitaires transfrontaliers touche particulièrement les États dont les marchés télévisuels sont de taille petite à moyenne jouxtant des marchés de plus grande dimension partageant la même langue.

La Communauté française de Belgique a ces caractéristiques. Elle connaît de plus une importante diffusion de trois programmes français : TF1, France 2 et France 3 disposent en Communauté française d'une part d'audience moyenne[6] de 29% dont 14% pour TF1. Ces programmes entrent donc en concurrence directe avec ceux de la RTBF et de TVi.

Les faits

La Communauté française de Belgique a connu ou connaît quelques cas de débordements publicitaires (et de programmes) transfrontaliers, mais aucun cas

[6] Entre 17 heures et 23 heures sur la cible des 15 ans et plus, le week end inclus. Source: CIM TV, 1er semestre 2002.

de délocalisation depuis la reconnaissance en 1987 de RTL-TVi comme télévision privée de la Communauté française.

Sans aller jusqu'à se souvenir du refus des câblo-opérateurs de procéder à la coupure des écrans publicitaires émaillant les émissions de RTL Télévision et des programmes français retransmis en Communauté française via les réseaux de câble malgré l'interdiction de la transmission de programmes *" revêtant un caractère de publicité commerciale "* contenue dans l'arrêté royal du 24 décembre 1966, plusieurs cas plus récents de débordements publicitaires ou de programmes sont à rappeler : ils concernent TF1, MCM et MTV. La récente reconnaissance d'YTV-AB3 comme programme généraliste a suscité des interrogations sur le risque potentiel de démarchages publicitaires en France pour des produits et services interdits de publicité en vertu de la législation française. Citons également le cas de Event Network, opérateur qui décline en plusieurs versions linguistiques un même programme (Libertytv.com).

Le cas des programmes français TF1, France 2 et France 3

Les principaux programmes français – TF1, France 2 et France 3 – disposent en Communauté française d'une audience complémentaire " offerte " par la proximité culturelle.

Le public belge francophone de TF1 est le plus nombreux, même s'il représente seulement un peu moins de 4% de l'audience de la chaîne en France. C'est pour cette raison que TF1 a cherché à bénéficier des retombées financières qu'une telle audience pouvait lui rapporter en insertions publicitaires.

En septembre 1989, TF1 annonça officiellement au gouvernement de la Communauté française son intention d'entrer sur le marché publicitaire belge en diffusant de la publicité à destination spécifiquement du public de la Communauté française, publicité qui devait prendre la place des écrans publicitaires français dans les programmes diffusés en Belgique. Il créa pour ce faire une société, TF1 Publicité Belgique qui avait pour actionnaires les sociétés TF1 (75,5%) et les Editions francophones belges (24,5%), filiale belge des Editions mondiales, propriétaires à cette époque de 2% du capital de TF1. TF1 choisit, pour l'organisation de ses décrochages publicitaires, la voie d'accords avec les câblo-opérateurs (signal envoyé par satellite). Une première diffusion de décrochages publicitaires " belges " est lancée en avril 1990, entre 18 heures et 20 heures, pour les abonnés bruxellois de Radio Public ; elle ne dura que peu de temps et ne fut pas suivie d'autres.

Cette initiative du groupe français fut mal reçue par les autres chaînes diffusant de la publicité commerciale à destination du public de la Communauté française, à savoir la RTBF et RTL-TVi, dont la commercialisation était organisée simultanément depuis juillet 1989 et qui ont demandé dans un premier temps un alignement du tarif publicitaire de TF1 sur celui de TVB. De leurs côtés, les pouvoirs publics cherchèrent à sauvegarder la production audiovisuelle en Communauté française et à insérer cette initiative dans l'ensemble des demandes d'autorisation de diffusion en Communauté française, notamment par la négociation d'un cahier des charges. Les réactions au projet TF1, dont l'audience en Belgique talonnait à ce moment celle de RTL-TVi, ont émané aussi de la presse écrite, actionnaire de RTL-TVi au travers la société Audiopresse, réclamant des compensations à la perte de revenus publicitaires identiques à celles qu'elle recevait des chaînes nationales.

Une série de recours judiciaires ont été engagés, devant le Conseil d'Etat, devant les cours et tribunaux et devant la Commission européenne. TF1 fonda son argumentation sur les conditions mises par la Communauté française à l'accès à son marché en infraction aux règles du droit communautaire et au principe de libre concurrence établi par le Traité de Rome. Les principaux arguments de la Communauté française et des opérateurs belges ont porté sur la situation de concurrence déloyale ainsi créée et sur le fait que le programme de TF1 avec décrochage publicitaire était un nouveau programme qui, comme tel, devait être autorisé de manière spécifique et respecter les dispositions en matière de droits d'auteur.

Sans revenir sur l'issue de chacun de ces recours, rappelons que le gouvernement français admit en mars 1993 que *" les écrans publicitaires étant un élément du programme autorisé, la diffusion des émissions de TF1 accompagnées de manière permanente d'écrans publicitaires au contenu différent constitue indiscutablement un nouveau programme (et donc) un service distinct du service*

TF1 autorisé le 4 avril 1987 " et que ne serait pas dénuée de fondement l'argumentation de la Communauté française selon laquelle " *l'émission du programme TF1 Belgique à partir de la France viserait à le soustraire aux règles qui lui seraient applicables s'il était émis à partir du territoire belge et à le faire bénéficier d'un avantage par rapport aux entreprises de radiodiffusion télévisuelle situées et émettant en Belgique* ". De son côté, le Conseil supérieur de l'audiovisuel français considéra que le programme de TF1 Belgique était un second programme qui devait relever de la compétence de la Belgique.

Ce débat se déroula à un moment charnière au niveau du droit européen : la directive Télévision sans frontières de 1989 n'est entrée en vigueur en Communauté française qu'en 1991.

La plainte de TF1 a été classée par la Commission européenne, la Belgique étant poursuivie plus largement pour manquement en matière de transposition de la directive Télévision sans frontières. Dans son arrêt du 10 septembre 1996, la Cour de Justice a rappelé qu'un État membre ne peut faire obstacle à la libre circulation de programmes télévisés, que la directive répartit les obligations entre les États membres dont émanent les émissions et ceux qui les reçoivent, les uns ne pouvant se substituer ou s'ajouter aux autres. Elle a conclu que la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de la directive 89/552, s'agissant de la Communauté française notamment " *en maintenant, dans la région de langue française, un régime d'autorisation préalable, expresse et conditionnelle, pour la retransmission par câble d'émissions de radiodiffusion télévisuelle en provenance d'autres États membres qui comportent de la publicité commerciale ou un programme de télé-achat plus particulièrement destinés aux téléspectateurs de la Communauté française* ".

Pour les programmes publics – France 2 et France 3 , le caractère " complémentaire " du public de la Communauté française est un peu plus marqué : il en représente respectivement 3,5% et un peu moins de 3%. France Télévisions n'a pas pris une initiative comparable à celle de TF1.

Toutefois, le groupe France Télévisions est présent à Bruxelles depuis le 21 novembre 2001, date à laquelle la télévision locale et communautaire bruxelloise Télé-Bruxelles a choisi France Télévisions Publicité pour régie publicitaire. Une société, FTP Belgium, a été créée à cet effet.

Le cas des programmes musicaux français MCM et américain MTV

MCM International (filiale de Euromusique-MCM dont les actionnaires sont les groupes Lagardère : 51% - et Vivendi - Canal + : 49%) diffuse, sur les réseaux câblés, depuis 1995 la version internationale du programme musical français MCM. Des démarchages publicitaires sont opérés en Communauté française par l'intermédiaire de la Régie Media belge - RMB (en 2001, 95% des annonceurs de MCM International étaient belges) tandis que des émissions sont consacrées à l'actualité musicale en Belgique.

Depuis le 25 janvier 2002, la société MCM Belgique, constituée le 30 mai 2001, filiale de Lagardère Thématiques, est autorisée à mettre en œuvre sur le câble un service de programmes à thématique essentiellement musicale destiné aux jeunes de la tranche 12-34 ans. MCM Belgique est autorisée à insérer de la publicité commerciale dans son service. Elle a signé une convention avec le gouvernement de la Communauté française.

La question de débordements publicitaires avec exploitation spécifique du marché belge ne se pose dès lors plus à propos de cette diffusion.

La version française du programme américain MTV est diffusée sur le câble depuis 2000 ; elle comprend des informations concernant l'actualité musicale en France, en Communauté française et en Suisse. Elle s'inscrit dans une stratégie internationale du groupe Viacom cherchant, dans des formes décentralisées, à poursuivre un objectif de diversification par bassin linguistique.

Le cas du programme AB3

Le gouvernement de la Communauté française a octroyé, par arrêté du 6 avril 2001, le statut de télévision privée de la Communauté française à la société YTV, dont les principaux actionnaires sont les sociétés Jeebee Media (62,6%), AB Belgium (25%) et Mediafi (12,4%). Une convention était conclue simultanément entre la société et le gouvernement.

Fin septembre 2002, des conventions étaient conclues entre YTV et la RTBF. L'une d'entre elles prévoit l'usage pour trois ans reconductibles de trois fréquences analogiques pour la diffusion du programme YTV et d'autres services contre paiement. Cette convention fait suite à la demande d'YTV de disposer d'une fréquence hertzienne en Hainaut occidental à proximité de la frontière française afin de pouvoir assurer la couverture de la région de Lille-Roubaix-Tourcoing. La crainte que cette demande soit suivie de décrochages publicitaires destinés spécifiquement au marché lillois a amené à prévoir que cette diffusion hertzienne concerne le seul programme autorisé en Communauté française sans décrochage publicitaire ou de programme.

Les enjeux

C'est principalement en provenance de France que les effets de débordements publicitaires sur le marché en Communauté français sont les plus importants.

L'impact actuel du débordement " naturel " des trois principaux programmes français est tout à fait significatif.

L'agence média Space[7] conclut une analyse des marques en 2001 par quelques constats :

- une pression publicitaire forte : les programmes français transmettent hebdomadairement 28 heures de publicité (soit 4.900 spots, 30% pour TF1, 17% pour France 2 et 13% pour France 3), dont une bonne moitié pour TF1 contre 20 heures et 18 minutes pour les programmes belges. Dans certains secteurs, comme les produits de beauté, la pression publicitaire venant des programmes français serait de l'ordre de 43%. Les marques belges représenteraient quant à elles 16% du chiffre d'affaires brut diffusé des chaînes belges francophones ;

- un poids d'audience plus restreint que la pression publicitaire : le différentiel proviendrait surtout de France 2 et France 3, TF1 disposant d'une part de marché dominante au sein des débordements des chaînes françaises;

- une faible exploitation par les annonceurs : *" un certain nombre de marques semblent exploiter, de façon consciente ou non, les synergies entre activité publicitaire belge et campagnes françaises. Ainsi 230 labels présents sur les écrans belges francophones ont bénéficié d'un surcroît de poids publicitaire et de durée de campagne du fait de l'activité sur TF1 et/ou France Télévision. Le débordement publicitaire augmente la durée d'activité publicitaire de 11 semaines nettes (en supplément donc des 13 semaines de présence sur les antennes belges francophones). Ces retombées françaises génèrent un quasi-doublement " de la pression publicitaire hebdomadaire. Les marques qui joueraient la " complémentarité " sont en majorité des produits de grande consommation. " Les marques qui peuvent capitaliser pression publicitaire belge et française ont en général 2/3 de leurs contacts TV générés via les chaînes RMB ou IP du Sud de la Belgique, le reste venant des retombées issues de TF1 et France Télévision. A l'inverse, on ne compte que 17 marques présentes en France et dans le Nord de la Belgique, mais pas sur les chaînes belges francophones. Par rapport au total de 975 marques, ce comportement paraît donc relativement peu courant ".*

De manière générale, les investissements publicitaires calculés par habitant sont relativement faibles en Communauté française et le débordement des chaînes françaises permet aux annonceurs de diminuer la part du budget accordée aux émetteurs de la Communauté française, proportionnellement à celle attribuée aux émetteurs en Communauté flamande.

Les potentialités offertes il y a plus de 10 ans par le décrochage publicitaire de TF1 – évaluées à quelque 1 milliard de francs belges dès la première année de son lancement – existent-elles encore aujourd'hui ?

Sur base d'une hypothèse simple, développée par une régie publicitaire, qui consiste à tenir compte de l'effet de leadership de TF1, de l'attribution des budgets en fonction des débordements et de la pression minimale à obtenir pour chaque chaîne utilisée, on peut conclure que le manque à gagner susceptible d'être encouru par les chaînes de la Communauté française serait de l'ordre de 37 millions d'euros.

Le calcul de cette moins-value n'épuise cependant pas la question des effets des décrochages. Les chaînes relevant de la juridiction de la Communauté française sont soumises à un ensemble de mesures assurant leur contribution à la création d'œuvres en Communauté française et à

[7] "La publicité TV en 2001... et quelques marques", *Spac'essentiels*, février-mars 2002.

la sauvegarde du pluralisme des médias, notamment au travers des mesures d'aide à la presse écrite. L'éventualité qu'un radiodiffuseur étranger cherche à décrocher ses écrans publicitaires en Communauté française tout en échappant à sa juridiction – et donc à ces dispositions légales et réglementaires - induit un manque à gagner pour les producteurs et la presse en Communauté française qui peut être estimé à quelque 10 millions d'euros.

C'est un fragile équilibre assurant l'existence d'une création culturelle et audiovisuelle et d'une variété de médias contribuant au pluralisme des opinions et des idées et donc à la liberté d'expression qui serait ainsi remis en jeu.

Le différentiel des moyens financiers investis dans la production cinématographique et audiovisuelle induit d'ores et déjà des effets de domination en matière de programmation. Une analyse rapide des programmes des chaînes de la Communauté française et des trois chaînes françaises qui disposent d'une audience importante en Communauté français en témoigne. A quelques jours de distance, des mêmes films, des mêmes séries et des mêmes jeux sont programmés d'un côté et de l'autre de la frontière. Un décrochage ne pourrait que conduire à un approfondissement de l'appauvrissement de l'offre de programmes.

Insérées dans des groupes multinationaux, ne pouvant rivaliser avec les mêmes moyens et à la recherche d'audiences, les chaînes privées de la Communauté française se trouvent dans une situation de dépendance à l'égard d'acteurs extérieurs, situation qui accentue leur fragilité.

De leurs côtés, la Communauté française se trouve en situation difficile pour défendre sa politique culturelle et la pérennité de l'organisme public de radiodiffusion.

La base légale et réglementaire

Le décret du 17 juillet 1987 contient une disposition utile en cas de risque avéré de délocalisation. L'article 46 spécifie en effet que sont soumis aux dispositions du décret " les organismes de radiodiffusion établis dans un Etat membre de l'Union européenne vis-à-vis desquels il a été constaté par le gouvernement, après consultation de la Commission de l'Union européenne, que leurs activités sont entièrement ou principalement tournées vers le public de la Communauté française et qu'ils sont établis dans l'un de ces Etats en vue de se soustraire aux règles qui leur seraient applicables s'ils relevaient de la compétence de la Communauté française ".

Les cas de décrochages publicitaires ou de programmes se sont pas évoqués dans les dispositifs décrétaux ou réglementaires.

PROPOSITIONS POUR DES REFORMES ANNONCEES

La question des débordements et décrochages publicitaires est un cas particulier de délocalisation d'activités qui connaît de récents développements en Europe.

L'objectif de cet avis est de souligner la situation que rencontrent en cette matière les pays de petite et moyenne dimension qui doivent déjà faire face aux évolutions des marchés et des capitaux qui s'internationalisent dans un secteur en plein développement technologique tout en ne disposant pas des moyens comparables à ceux des pays limitrophes. L'objectif est aussi d'esquisser des solutions qui rendent possibles pour ces pays l'équation entre la liberté d'établissement et de circulation, le maintien d'une activité audiovisuelle sur leur territoire et la sauvegarde de la diversité des idées, des opinions et des cultures, parties prenantes de la liberté d'expression.

L'idée même de la libre circulation est de favoriser un élargissement de l'offre de contenus et non son appauvrissement. A cet égard, les arguments avancés avec force à l'égard des États Unis devraient être défendus au sein même de l'Union européenne.

Le fondement économique des dispositions européennes est d'assurer une libre concurrence et non de favoriser la concentration, même de manière indirecte. Vouloir bénéficier des réglementations les plus favorables ou éviter les restrictions nationales est sans doute de bonne gestion pour les groupes d'entreprises. Mais, la non prise en compte des cas de choix de la localisation la moins contraignante pourrait aboutir à la situation absurde où la majorité de l'audiovisuel européen serait réglementé par la Grande-Bretagne et le Luxembourg, ces deux Etats accueillant un nombre en constante progression d'opérateurs cherchant à contourner les règles nationales des pays

auxquels ils destinent leurs programmes. Et ce n'est certainement pas sur cette hypothèse que fut adoptée la directive Télévision sans frontières.

La double circonstance de l'annonce d'une révision prochaine de cette directive et d'une réforme du droit de la radiodiffusion en Communauté française de Belgique est l'occasion pour le Collège de la publicité de soumettre au gouvernement et au Parlement de la Communauté française quelques pistes qui pourraient alimenter leurs réflexions et leurs propositions. De plus, les technologies numériques en cours de développement pourraient être des vecteurs de nouvelles formes de débordement ou de délocalisation en facilitant leur mise en œuvre.

La question des débordements publicitaires concernant par définition plusieurs États, c'est d'abord du côté des dispositions européennes que des solutions devraient être envisagées.

La reprise dans le dispositif de la directive Télévision sans frontières, ou dans celui d'une éventuelle future directive " contenus ", des règles énoncées dans la convention du Conseil de l'Europe serait une première étape importante. Rappelons en effet que la convention couvre explicitement les cas de délocalisation (articles 10bis et 24bis) et la question des fenêtres publicitaires (article 16) pouvant mettre en danger le pluralisme des médias, mettre en péril le système télévisuel d'un État et entraîner des distorsions de concurrence. Il conviendrait dans ce cadre de veiller à couvrir toute communication publicitaire de même que l'ensemble des règles qui la concerne.

Outre un indispensable éclaircissement des critères de rattachement à une juridiction actuellement cités par la directive ainsi que le souligne un certain nombre d'études récentes, leur élargissement serait judicieux afin de tenir compte du caractère spécifique du secteur : à cet égard, le critère du public explicitement visé, au moins aussi important que le critère de l'emploi dans un secteur culturel comme la radiodiffusion, seraient à ajouter aux critères existants.
En amont de toute décision d'un régulateur ou d'un gouvernement, selon les législations nationales, d'autoriser un programme à destination du public d'un autre État, pourrait être instaurée l'obligation de consulter son homologue dans cet État, par le biais d'un système de notification préalable dont les termes pourraient être déterminés, soit dans le dispositif européen rénové, soit dans des accords bilatéraux.
L'insertion d'une capacité de contrôle ou de co-contrôle des Etats de réception pourrait accompagner l'inscription d'une obligation de respect des règles de l'État de réception dans différents cas de décrochages et de délocalisations. Ceci est à mettre en regard avec la batterie des critères révisés de rattachement à une juridiction.

Sans aller jusqu'à prôner la création d'une autorité européenne disposant d'un mandat pour prévenir ou résoudre les conflits et différends entre Etats, pourraient être insérées des dispositions en matière d'arbitrage, de médiation, de coopération et de surveillance ou la mise en œuvre de structures qui faciliteraient la réconciliation des parties à l'instar de ce qui est prévu dans d'autres dispositions européennes que la directive Télévision sans frontières. Les instances de régulation devraient avoir un rôle clairement reconnu en cette matière.

En Communauté française, le futur décret sur la radiodiffusion pourrait utilement contenir quelques dispositions complémentaires.

De manière générale, l'exposé des motifs du futur décret devrait souligner l'importance des phénomènes de délocalisations et de débordements – publicitaires et de programmes – pour le développement du secteur en Communauté française. L'exploitation d'un marché identique dans des conditions différentes en matière d'obligations culturelles, de règles publicitaires, de respect des droits d'auteurs, ... devrait être explicitement visée. Le chapitre " champ d'application " pourrait être plus explicite de ce point de vue.

Actuellement, l'autorisation de diffusion de la publicité commerciale est mise en liaison avec des obligations en matière de soutien de la presse écrite[8] dans un objectif de sauvegarde du pluralisme. Un même lien pourrait être établi envers les opérateurs délocalisés, étendu au soutien à la création audiovisuelle en Communauté française ; enfin, les opérateurs délocalisés devraient être pris en compte dans l'appréciation du pluralisme des médias entendu au sens du chapitre " transparence et pluralisme " du futur décret.

Enfin, ne conviendrait-il pas d'évoquer l'aspect " droits d'auteur " des contournements et délocalisations, notamment dans l'exposé des motifs du futur décret et dans le chapitre réservé à l'activité de distribution et de mise à disposition du public des programmes ?

[8] Voir à cet égard, l'arrêt de la Cour d'arbitrage n°117/2002 du 3 juillet 2002.

LES RECOMMANDATIONS

Les collèges ont la faculté d'adresser des recommandations aux opérateurs de radiodiffusion et d'établir des lignes directives ou des codes de déontologie.

En 2002, le Collège d'avis a traité de la question de l'apparition d'un nouveau genre télévisuel connu sous l'appellation de " télé-réalité " en demandant aux opérateurs de respecter un certain nombres de principes généraux énoncés dans l'avis relatif à la dignité humaine et à la télévision de l'intimité, adopté le 12 juin 2002.

Dans la suite de l'avis qu'il avait adopté le 12 septembre 2001 sur les relations entre la publicité et l'enfance, le Collège de la publicité a élaboré le 10 juillet 2002 un code d'éthique de la publicité audiovisuelle à destination des enfants.

DIGNITÉ HUMAINE ET TÉLÉVISION DE L'INTIMITÉ – RECOMMANDATION

CONTEXTE GENERAL

Les nombreux commentaires suscités par l'apparition d'un nouveau genre télévisuel connu sous l'appellation de " télé réalité " ne pouvaient pas laisser le CSA dans l'indifférence. Dès la diffusion de l'émission " Loft Story " sur M6 en France, un groupe de travail s'est constitué afin d'évaluer dans quelle mesure l'émission était en conformité avec les règles qui régissent l'audiovisuel en Communauté française.

Ce type de programme a vu le jour il y a trois ans aux Pays Bas. Produit par la société Endemol, le concept de " *Big Brother* " reposait sur l'enfermement de neuf personnes, sans contact avec l'extérieur, filmées 24 heures sur 24. Le succès de l'émission reposait, outre son originalité, sur le principe d'une diffusion multisupport, et sur la possibilité de suivre les candidats en direct, sur un casting très élaboré des candidats et sur un minimum d'interactivité avec les téléspectateurs par la mise en place de forum, de dialogues avec les candidats qui participent au processus d'élimination.

Pratiquement tous les pays européens ont repris ce concept. Si la plupart des pays anglo-saxons ont gardé le titre original de l'émission, d'autres ont préféré en changer : " *Loft Story* " en France, " *Il grande fratello* " en Italie, " *Gran Hermano* " en Espagne.

D'autres émissions reposant sur un ou plusieurs principes fondamentaux sont apparues. Elles diffèrent du " *Big Brother* " par l'ajout de nouveaux enjeux : résistance physique ou psychologique, talent artistique, ... On peut citer à cet égard " *Survivor* " diffusé en Suède notamment, " *Les aventuriers de Kho Lanta* ", " *Star Academy* " ou " *Le cours Florent* " en France, " *Castaway 2000* " en Grande-Bretagne, etc.

En Communauté française de Belgique, le groupe de travail institué au Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé d'entendre les réactions d'experts de différentes disciplines sur l'apparition de ces nouveaux formats télévisuels. Ont été entendu successivement MM. Léon INGBER, professeur de philosophie à l'ULB, Guillaume DESTEXHE, professeur de philosophie du droit à St Louis,

Jean-Marc FERRY, philosophe, Jean Emmanuel BARTHELEMY, avocat et membre de la Ligue des droits de l'homme et Dominique BAUDIS, président du CSA français.

LA TELE-REALITE AUJOURD'HUI

La " télé-réalité ", dans sa forme la plus récente, repose sur le principe de l'enfermement de plusieurs personnes dans un univers clos (un appartement, une maison, une île, ...) pendant toute la durée de l'émission, qui peut aller jusqu'à plusieurs semaines ou plusieurs mois. Les participants sont en plus confrontés à un processus d'élimination qui fait appel au jugement des téléspectateurs, des participants eux-mêmes ou des deux à la fois. Par la permanence de caméras, les frontières entre vie privée et vie publique disparaissent. Il n'y a plus qu'un espace de liberté extrêmement conditionné.

Ces nouvelles formules d'émission, même si elles sont présentées sous le sigle de la nouveauté, s'inscrivent dans une histoire plus générale de la télévision de l'intimité. Apparue dans les années 70 et surtout dans les années 80, elle consistait en une exposition de tranches intimes de vie d'individus qui décident de rompre l'anonymat. Il s'agit de raconter un événement, une situation particulière, des conditions de vie ou encore des sentiments contrariés. On songe tout d'abord à " *La vie sentimentale des français* " en 1974, aux émissions radiophoniques – notamment Ménie Grégoire sur RTL dans les années 70 -, à l'émission " *Psy Show* " en France de 1983 à 1985, à " *Strip Tease* " sur la RTBF de 1985 à 2002. Pour la première fois, la télévision met en scène et construit un spectacle à partir d'une réalité observable. Il s'agit moins en effet d'un travail d'information que d'une construction d'une réalité à partir d'un point de vue particulier lié aux impératifs du genre.

Avec le recul, on peut distinguer trois types de " téléréalité ", c'est-à-dire où la télévision n'a de cesse de rompre les frontières entre réalité et fiction, entre vie privée et vie publique :

1. la télévision de l'exploit : il s'agit de raconter des faits divers en insistant sur le caractère héroïque des intervenants. Témoins ou acteurs d'un événement, ils témoignent de leur courage, de leur souffrance, du changement de vie opéré grâce ou à cause de celui-ci ;
2. la télévision réparatrice : il s'agit d'exprimer un mal de vivre lié à une incapacité vraie ou supposée d'obtenir une réponse adaptée de la société à un problème qui survient dans la vie des intervenants. Ces derniers sont invités à témoigner du problème qui ne trouve pas sa solution par les procédures traditionnelles. La télévision, mais aussi la radio, intervient comme médiateur et tente d'apporter la réponse appropriée. Cette télévision, appelée aussi " télévision de substitution sociale ", apparaît aujourd'hui comme la seule possibilité d'obtenir réparation pour celles et ceux qui s'estiment, à tort ou à raison, victimes d'un système social inefficace ;
3. la télévision du quotidien ou de l'intimité: au commencement, il y eut les " *private shows* ". L'émission " *Psy Show* " en 1983 marque les vrais débuts du genre. Quelques années plus tard, en 1991, c'est " *L'Amour en danger* " où l'on demande à des couples de rejouer des scènes de leur vie conjugale. Le but affirmé des premières émissions étaient d'apporter des réponses concrètes à des difficultés relationnelles vécues à l'intérieur du couple ou d'une famille. La mise en scène de l'intime, de la vie privée, va trouver son prolongement dans les émissions du type " *Loft Story* ". L'approche psychologique matérialisée entre autres par la présence de thérapeutes disparaît, il ne reste que le " spectacle " brut de la vie.

LES REACTIONS

Les réactions à ces nouvelles émissions sont généralement de deux ordres.

Il y a ceux qui estiment qu'il s'agit d'un formidable laboratoire social qui témoigne d'une certaine jeunesse et de sa façon de vivre. La " télé réalité ", par la manière dont elle est construite, par les sujets (des gens " ordinaires "), par l'enjeu (souvent important – on a parfois l'impression que les candidats jouent une partie de leur vie) est une télévision qui cherche, peut-être plus que les autres, à créer une communion avec les téléspectateurs (la vie montrée est semblable à celle du téléspectateur – la vie à la télé, la télé de la vie). La liberté des participants de participer ou non est supérieure à tout autre considération..

D'autres estiment par contre que ces émissions mettent en évidence la relation entre renoncement de libertés et respect de la dignité humaine. Pour ces derniers, la liberté est conséquence mais aussi condition de la dignité.

Dans les deux interprétations, le respect de la dignité de la personne humaine et de son rapport avec la liberté individuelle est posé.

LA DIGNITE HUMAINE

Sur un plan historique, la racine latine du mot " dignité ", " dignus ", fait référence à ce qui mérite l'estime et l'honneur. Les Grecs pensaient qu'il n'y avait que peu d'individus " dignes ", les hommes ayant par nature davantage un rôle d'esclaves. Le christianisme apporte l'idée que la dignité est due à tous les hommes puisqu'ils sont à l'image de Dieu. Au siècle des Lumières, la raison imposait que l'humanité soit traitée comme une fin et non comme un moyen. Le " je " et le " tu " sont confondus dans cette humanité qui ne prend son véritable sens que dans une conception individuelle de la liberté. Liberté tout d'abord d'une pensée éclairée par le savoir et la connaissance, liberté ensuite de s'exprimer, de choisir, d'aller et venir.

Les philosophes contemporains mettent en évidence trois éléments constitutifs de la dignité :

- la rationalité qui suppose que l'homme, en tant qu'être rationnel, est conscient de son existence ;
- la perfectibilité qui implique que l'homme est libre de décider sans contrainte de son mode de vie et de ses choix d'existence. Aucune autorité n'est en droit légitimement d'imposer " la vie bonne " par la contrainte ;
- l'autonomie des êtres humains dans l'œuvre de création des normes et valeurs qui s'imposent à eux.

L'humanité est composée de personnes qui se définissent comme des substances dotées d'une capacité de savoir, de réfléchir et de choisir et qui en assument la responsabilité. La personne humaine est un individu doté de droits mais aussi de devoirs.

La question essentielle est bien celle du rapport entre liberté et dignité.
Certains défendent l'idée selon laquelle la dignité de la personne humaine répond à une logique différente de celle qui caractérise les droits et libertés classiques. En cas d'atteinte à la dignité de la personne humaine, nul ne serait personnellement et directement affecté, mais l'atteinte serait ressentie en tant que membre d'un groupe. La dignité humaine, le droit de l'individu, trouve son utilité absolue dans la protection d'une certaine conception de la personnalité humaine. Chacun est donc redevable du respect de sa propre dignité à la communauté humaine tout entière. La dignité est par conséquent inaliénable. En effet, comment un individu pourrait-il aliéner ce qui représente l'essence même de son appartenance à l'humanité ? Qui est privé de sa dignité est privé de son humanité.

Même si le concept dans ses applications concrètes reste encore imprécis, sa compréhension pose à tout le moins le principe que nul ne peut disposer sans limite de soi et des autres, l'autre renvoyant à soi. Le foyer de la dignité, c'est la capacité des êtres humains à ne pas être des simples effets de processus extérieurs. Ne pas être des objets, des jouets de l'arbitraire, du plaisir propre ou des autres.

LE CONCEPT DE DIGNITE HUMAINE DANS LES TEXTES JURIDIQUES

Le concept de dignité humaine, même s'il est établi comme norme légale, a fait l'objet de peu d'interprétations des cours et tribunaux. Les bases juridiques existent pourtant en de multiples endroits.

Il figure à l'article 23 de la Constitution belge : *" Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice "*. Suit une liste de droits relatifs au travail, à la protection sociale, au logement, à l'environnement, à l'épanouissement culturel.

Le concept est également inscrit dans les considérants du préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme : *" Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde "*.
L'article 8 de la Convention européenne des droits de

l'Homme consacre le droit au respect de sa vie privée: *" Toute personne a droit au respect de sa vie privée, familiale, de son domicile et de sa correspondance ".*

L'article 10 de la même convention précise que :
" 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considérations de frontières. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisation.
2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ".

Cet article est intégré par la Cour de justice des Communautés européennes, dans son arrêt du 18 juin 1991, au nombre des principes généraux du droit communautaire.

En Communauté française, l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel précise que : *" la [...] RTBF et les organismes de radiodiffusion relavant de la Communauté française ne peuvent diffuser :*

- *des émissions portant atteinte au respect de la dignité humaine ou contenant des incitations à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité;*
- *des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite ".*

L'article 27 étend ces interdictions au domaine de la publicité audiovisuelle.

La dignité est restée, pendant de nombreuses années, un concept éloigné du droit mais davantage proche de la morale. Il a fallu attendre l'après seconde guerre mondiale pour voir plusieurs décisions de tribunaux fondées sur une atteinte à la dignité. L'affaire du " lancer de nain " est significative à cet égard (voir CE Ass 27 octobre 1995, commune de Mosang-sur-Orge). Il s'agissait de l'organisation de spectacles itinérants qui consistaient en un jeu où le but était de lancer des personnes atteintes de nanisme et pourvues d'un harnais le plus loin possible sur des matelas en mousse. Ce spectacle fut interdit par un arrêté municipal pour la raison majeure d'atteinte au respect de la dignité de la personne humaine. Les organisateurs, y compris les acteurs du spectacle, ont déposé un recours contre la décision de la municipalité, estimant qu'elle faisait obstacle à la liberté de commerce. La juridiction d'appel a confirmé l'arrêté municipal. La liberté de commerce n'a pas fait obstacle à une interdiction basée sur la dignité humaine. Pour la première fois, ce ne sont pas les protagonistes qui interviennent mais un pouvoir local (une commune) qui impose sa conception de ce qu'il entend par dignité.

Autre exemple aux conclusions différentes. Le tribunal administratif fédéral en Allemagne a eu à se prononcer sur la constitutionalité des spectacles de " peep show " (voir GVer WGe, 15 décembre 1981, NJW, 1982, p.664). La juridiction allemande a estimé que ce type de spectacle était contraire aux principes de dignité de l'être humain considéré de façon objective en assignant aux femmes qui y participaient le rôle de simples objets, quand bien même les intéressées y auraient consenti. Toutefois, la juridiction allemande admet la libre renonciation à ces droits dès lors que l'individu fait valoir son épanouissement personnel.

La question du renoncement des droits de la personnalité (droit à l'image, droit à la voix, la liberté d'expression, droit à la vie privée, à l'intimité,...) est posée dans le jugement du tribunal allemand. Les droits de la personnalité sont incontestablement une des expressions du concept de dignité humaine. Les méconnaître bafouerait l'humanité de chaque individu et ainsi manquerait à sa dignité. En ce sens, ces droits sont considérés comme inviolables et incessibles.

Certains auteurs estiment par contre que l'expression de ces droits, les attributs de la personnalité, peuvent faire l'objet, dans certaines conditions, d'un renoncement par leur titulaire. Il s'agit, pour ce dernier, de maîtriser les limites de sa vie privée. Ainsi un artiste ou un personnage public qui tolère, voire encourage, des divulgations ou publications le concernant ne renonce qu'à demander réparation de

l'éventuel préjudice qui en résulterait. Bref, autoriser ou refuser, fixer les limites du respect de la personne constituent la mise en œuvre même du droit, non une renonciation. Encore faut-il que cette mise en œuvre du droit, pour être valable, soit libre (CEDH, arrêt Deweer c/ Belgique du 27.02.1980), éclairée (CEDH, arrêt Pauger/c Autriche du 28.05.1997) et non équivoque (CEDH, arrêt Barbera Messegué et Jabarbdo c/Espagne du 6.12.1988). Le renoncement " en blanc " est en tout cas proscrit.

RECOMMANDATIONS

Le Collège d'avis du CSA estime :

- qu'il n'est pas souhaitable d'intervenir de manière réglementaire dans ce domaine et privilégie l'émergence d'une série de grands principes normatifs acceptés par les opérateurs ;
- que la cession d'une partie des droits liés à la personnalité est autorisée pour autant qu'elle respecte certaines conditions, notamment celles liées aux principes de spécialité (la cession ne peut porter que sur un objet précis) et de précarité (possibilité de retrait) ;
- que, dans les programmes audiovisuels, l'exposition de l'intimité, la suppression de frontières entre ce qui relève du domaine public et du domaine privé peuvent être considérées, si elles sont totales, comme une atteinte à la dignité de la personne humaine.

Dans l'état actuel, et sous réserve d'examen d'autres types d'émissions ou d'une évolution future du genre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel recommande aux opérateurs le respect des principes généraux suivants :

1. Les organismes de radiodiffusion s'engagent à ce qu'aucune émission qu'ils diffusent ne portent atteinte aux droits de la personne relatifs à sa vie privée, son image, son honneur et sa réputation ;
2. Les organismes de radiodiffusion veillent en particulier à ce que la participation de non-professionnels à des émissions de plateau, de jeu ou de divertissement, ne s'accompagne d'aucune renonciation de leur part, à titre irrévocable ou pour une durée indéterminée, à leurs droits fondamentaux notamment le droit à l'image, le droit à l'intimité de la vie privée, le droit d'exercer un recours en cas de préjudice ;
3. En cas d'émissions, notamment de jeu, impliquant un enregistrement permanent et sur une longue durée des faits, gestes et propos des participants, l'opérateur s'engage d'une part à mettre en permanence à la disposition des participants un lieu préservé de tout enregistrement et d'autre part à prévoir des phases quotidiennes de répit d'une durée significative et raisonnable ne donnant lieu à aucun enregistrement sonore ou visuel ni à aucune diffusion. Les participants doivent en être clairement informés ;
4. Les organismes de radiodiffusion veillent à ce qu'il soit fait preuve de retenue dans la diffusion d'images ou de témoignages susceptibles d'humilier les personnes, à éviter la complaisance dans l'évocation de la souffrance humaine, ainsi que tout traitement avilissant ou rabaissant l'individu au rang d'objet et à ce que le témoignage de personnes sur des faits relevant de leur vie privée ne soit recueilli qu'avec leur consentement éclairé ;
5. Les émissions pour lesquelles il est fait appel à des comédiens, professionnels ou amateurs, qui sont susceptibles de provoquer une confusion chez le téléspectateur ou l'auditeur sur la réalité des situations doivent être clairement signalées en début et en fin d'émission , le nom de ces comédiens devant figurer dans le générique de fin de ces émissions ;
6. Les organismes de radiodiffusion veillent dans les émissions de jeux pour lesquels il est mis en place un processus d'élimination basé sur l'exclusion d'un participant par les autres à éviter tout recours oral ou physique à l'humiliation ou l'avilissement des personnes concernées.

CODE D'ÉTHIQUE DE LA PUBLICITÉ AUDIOVISUELLE À DESTINATION DES ENFANTS

Le 12 septembre 2001, le Collège de la publicité du Conseil supérieur de l'audiovisuel rendait un avis relatif aux relations entre la publicité et l'enfance. Le texte insistait sur la difficulté de protéger les enfants de la publicité dans une société de consommation dans laquelle les messages publicitaires sont omniprésents et sur de multiples supports. Il insistait également sur l'inefficacité des mesures d'interdiction partielle en ce sens qu'elles ne permettent pas d'atteindre l'objectif de protection puisqu'il est démontré que les enfants ne limitent pas leur consommation médiatique à la télévision et même dans ce cas aux émissions spécialement conçues pour eux.

Le Collège de la publicité du CSA s'était engagé à rédiger, avec l'ensemble des acteurs concernés, un Code d'éthique de la publicité à destination des enfants qui prendrait comme base de réflexion le code de l'ICC (International Chamber of Commerce).

Après plusieurs mois de réflexion et en réaffirmant l'inefficacité des mesures d'interdiction partielle telles que l'interdiction de publicité 5 minutes avant et après les émissions pour enfants et l'interdiction de coupures publicitaires, le Collège de la publicité a décidé de l'adoption du code d'éthique ci-après. Il propose en outre son insertion dans les obligations conventionnelles ou contractuelles des différents opérateurs audiovisuels en Communauté française.

Code d'éthique de la publicité audiovisuelle à destination des enfants[9]

Preambule

Pour l'objet du présent code, on entend par :

a) " émissions pour enfants " : les émissions qui, de l'avis du radiodiffuseur, sont destinées à un auditoire d'auditeurs ou de téléspectateurs âgés de moins de 12 ans ;
b) " publicité " : tout message publicitaire (publicité commerciale, publicité non commerciale, autopromotion, téléachat et parrainage) diffusé pendant ou immédiatement avant ou après les émissions pour enfants et tout message publicitaire destiné aux enfants, quelle que soit l'heure ou le moment ;
c) " message publicitaire destiné aux enfants " : tout message concernant un produit ou un service dont les enfants sont les principaux utilisateurs et qui est présenté, dans sa forme, de telle façon qu'il s'adresse spécifiquement à un public d'enfants de moins de 12 ans.

Toutes les législations sur l'audiovisuel sont applicables.

Objectivite de la presentation

1. La publicité ne doit pas minimiser le degré d'habileté ou l'âge généralement requis pour utiliser le produit ou service, ou en profiter.

2. Il est recommandé de veiller tout particulièrement à ce que la publicité ne trompe pas les enfants quant aux dimensions, à la valeur, à la nature, à la durée d'utilisation et aux performances réelles du produit ou service qui en est l'objet ainsi que, dans le cas de promotions ou de concours, la valeur des prix et les chances d'en gagner un.

3. En télévision, si des accessoires sont nécessaires (des piles, de la peinture,...) pour produire le résultat montré ou décrit, cela doit être clairement indiqué.

4. En télévision, un produit ou service faisant partie d'un ensemble doit être clairement signalé comme tel. Les moyens d'acquérir les autres éléments de l'ensemble doivent également être indiqués clairement.

5. La publicité qui s'appuie sur les réalisations (dessin, construction, ...) ou des appréciations d'un enfant ne doit présenter que ce qui peut être réalisé ou apprécié habituellement par un enfant dans la tranche d'âge pour laquelle le produit a été conçu.

Indication des prix

6. Les indications de prix ne doivent pas être telles qu'elles amènent les enfants à une minimisation

[9] Le présent code est adopté sous l'égide du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel. Considérant l'avant-projet de décret sur la radiodiffusion adopté en première lecture par le Gouvernement et l'avis 02/2002 du Collège d'avis et du Collège de la publicité y relatif, le Collège de la publicité propose d'apporter les amendements suivants au code, dès l'entrée en vigueur du nouveau décret:
- remplacer le terme "émission" par le terme "programme";
- remplacer le terme "publicité" par le terme "communication publicitaire".

de la valeur réelle du produit ou service. Aucune publicité ne doit donner à penser que le produit ou service est à la portée de n'importe quel budget familial.

Jeux et concours

7. La publicité pour les jeux et concours, spécifiquement destinés aux enfants, doit elle aussi respecter les Lignes directrices des règlements des jeux et concours figurant dans la Recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 22 mars 2000.

Protection et securite

8. La publicité ne doit pas comporter de déclaration ou présentation, visuelle ou sonore, ou encore de mise en situation d'enfants qui risquerait de causer aux enfants un dommage moral ou physique, ou qui pourrait avoir pour effet de les entraîner dans des situations ou des activités menaçant gravement leur santé ou leur sécurité.

9. La publicité ne doit pas présenter des comportements susceptibles de mettre des personnes en danger.

10. La publicité est interdite pour les jouets imitant des armes à feu ou susceptibles d'induire des comportements violents, racistes ou xénophobes.

11. Aucune publicité ne peut inviter des enfants à acheter des produits ou services à distance quelle que soit la technique utilisée.

12. La publicité pour les boissons contenant de l'alcool quelle qu'en soit la teneur ne peut pas être adressée spécifiquement aux enfants ni présenter des mineurs consommant lesdites boissons.

13. Les publicités pour des boissons contenant de l'alcool quelle qu'en soit la teneur ne peuvent être diffusées pendant les émissions pour enfants, ni dans les écrans publicitaires diffusés immédiatement avant ou après celles-ci.

Effets psychologiques

14. La publicité ne doit pas suggérer que la seule possession ou utilisation d'un produit ou service donnera à l'enfant un avantage physique, social ou psychologique sur les autres enfants de son âge ou que la non-possession de ce produit ou service aurait un effet contraire.

15. La publicité ne doit pas jeter un discrédit sur l'autorité, la responsabilité, le jugement ou les goûts des parents et éducateurs, compte tenu des valeurs sociales généralement admises.

16. La publicité ne doit pas inciter directement les enfants à persuader leurs parents ou d'autres adultes de leur acheter le produit ou service faisant l'objet de cette publicité.

17. La publicité ne peut présenter des contenus susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique mental ou moral des enfants, notamment des contenus comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite.

18. La publicité ne peut porter atteinte au respect de la dignité de la personne humaine, ne peut contenir aucune incitation à la haine ou à la discrimination pour des raisons de race, de sexe, de religion, de nationalité ou pour quelque autre raison que ce soit.

La publicité pour un film classé en salle " enfants non admis " ne peut être diffusée pendant ou immédiatement avant et après des émissions pour enfants.



LES AUTORISATIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle est chargé de donner au gouvernement un avis préalable et motivé à toute autorisation ou renouvellement d'autorisation des services privés de radiodiffusion sonore, de télévision privée, d'autres services, d'organismes de télévision payante, de télévision locale et communautaire.

Le 23 janvier 2002, le Collège d'autorisation et de contrôle a rendu un avis sur la demande d'autorisation de diffuser des programmes de télé-achat par la société anonyme Youth Television – YTV, éditrice du programme AB3.

DEMANDE D'AUTORISATION DE DIFFUSION DE PROGRAMMES DE TÉLÉ-ACHAT PAR LA S.A. YTV

INTRODUCTION

Par courrier du 9 octobre 2001 adressé au Ministre des Arts, des Lettres et l'Audiovisuel, la S.A. YTV a sollicité du gouvernement l'autorisation de diffuser des programmes de télé-achat sur AB3, conformément à l'article 26ter du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

Par courrier du 26 novembre 2001, le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel a transmis cette demande d'autorisation au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour avis.

Conformément à l'article 21 §1 6° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle est compétent pour délibérer de la demande ainsi introduite.

Le Collège d'autorisation et de contrôle doit rendre un avis dans un délai de deux mois, soit avant le 26 janvier 2002, conformément à l'article 21 §3 du décret susmentionné.

AVIS DU COLLEGE D'AUTORISATION ET DE CONTRÔLE

Afin d'émettre un avis sur cette demande d'autorisation, le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu l'administrateur délégué de la S.A. YTV en sa séance du 9 janvier 2002.

Celui-ci a précisé que le projet n'entrait pas dans le cadre de la production propre, mais qu'un appel d'offre serait lancé en direction des sociétés déjà actives sur le marché du télé-achat. Les produits et les services offerts seraient ceux qui sont déjà offerts actuellement dans les émissions de télé-achat (articles pour la maison, articles de sport, produits pour la forme, bijouterie, ...). Une déclinaison sur Internet serait également proposée lorsque le site d'AB3 sera créé.

LES AUTORISATIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle attire toutefois l'attention du gouvernement sur l'adéquation difficilement perceptible entre le public-cible défini par AB3 et la cible habituelle des programmes de télé-achat, programmes qui seraient en outre diffusés à une heure de la journée où ce Il a également précisé que son intention était de diffuser ces émissions durant la matinée, à concurrence de deux heures par jour dans un premier temps, et d'atteindre un chiffre d'affaires d'environ 1,5 million d'euros la première année de fonctionnement.

Le Collège d'autorisation et de contrôle n'est pas aujourd'hui techniquement en mesure d'apprécier l'impact effectif sur le marché publicitaire de la Communauté française d'une offre additionnelle de télé-achat.

Toutefois, dans ce contexte, l'égalité de traitement entre les télévisions privées de la Communauté française autorisées en vertu de l'article 15 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ne s'oppose pas à l'octroi de l'autorisation visée à l'article 26ter du même décret. Dès lors, le Collège d'autorisation et de contrôle émet un avis favorable à la demande introduite par la S.A. YTV dans les limites prévues par l'article 27septies §3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

Le Collège d'autorisation et de contrôle tient également à souligner, au vu des programmes diffusés par AB3 depuis sa création, qu'une telle autorisation ne dispense pas du respect par l'opérateur de la convention conclue le 6 avril 2001 entre la Communauté française et la S.A. YTV, notamment en matière de production propre, d'emploi et de mise en valeur du patrimoine de la Communauté française.

Opinion minoritaire - Boris Libois

Le Collège d'autorisation et de contrôle n'est pas aujourd'hui techniquement en mesure d'apprécier l'impact effectif sur le marché publicitaire de la Communauté française d'une offre additionnelle de télé-achat.

Toutefois, dans ce contexte, l'égalité de traitement entre les opérateurs privés de la Communauté française autorisés en vertu de l'article 15 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, d'un côté, ne s'oppose pas à l'octroi de l'autorisation visée à l'article 26ter du même décret, et de l'autre côté, requiert un traitement approprié pour les nouveaux entrants afin de promouvoir la concurrence effective. Le Collège d'autorisation et de contrôle émet un avis favorable à la demande introduite par la S.A. YTV pour une durée maximum de trois heures par jour.



LE CONTROLE

Le Collège d'autorisation et de contrôle a pour mission de rendre, tous les ans, un avis sur la réalisation des obligations découlant du contrôle du contrat de gestion de la RTBF, des conventions conclues avec les télévisions privées et payantes, du cahier des charges des services privés de radiodiffusion sonore et des conventions avec les sociétés de services audiovisuels.

En 2002, le Collège d'autorisation et de contrôle a émis un avis sur la réalisation des engagements pour l'exercice 2000 de six organismes de télévision : RTBF (23 janvier 2002) , TVi (20 février 2002), Canal+ Belgique (6 mars 2002), LTA/HOT (6 mars 2002), Canal Z (6 mars 2002) et Event Network (30 septembre 2002). Le même travail a été effectué pour l'exercice 2001 de trois organismes de télévision : RTBF (16 octobre 2002), Canal+ Belgique (6 novembre 2002) et Canal Z (18 septembre 2002).

RADIO-TELEVISION DE SERVICE PUBLIC

RTBF- CONTRÔLE DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DU CONTRAT DE GESTION POUR L'EXERCICE 2000

INTRODUCTION

Il n'appartient pas au Collège d'autorisation et de contrôle d'exercer une mission de contrôle à l'égard des aspects financiers du fonctionnement de la RTBF.

Le Collège procédera au contrôle de la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion pour l'exercice 2000 par l'évaluation du respect des articles 1 à 45.

L'article 24 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française - RTBF énonce : *" Le rapport annuel est soumis à l'examen du collège des commissaires aux comptes, au plus tard le 31 mai. Le rapport annuel est transmis au plus tard le 30 juin au Gouvernement, au Conseil de la Communauté et au Conseil supérieur de l'audiovisuel "*.

Le 29 juin 2001, Monsieur Christian DRUITTE, administrateur général de la RTBF, a transmis le rapport annuel 2000 au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Après examen, le Collège d'autorisation et de contrôle a invité la RTBF à fournir de plus amples informations. Des notes complémentaires ont été envoyées et commentées par des représentants de la direction de la RTBF lors d'une rencontre, le 9 janvier 2002.

PROGRAMMES DE RADIO ET DE TELEVISION REGLES GENERALES (articles 1, 2, 3 et 4)

Article 1

La RTBF doit diffuser au moins :

" a. en radio : - une chaîne originale généraliste, deux chaînes originales généralistes proposant notamment des programmes destinés spécifiquement à la région bruxelloise et à la région wallonne et deux chaînes thématiques, ainsi qu'à partir du 1er janvier 1999 une chaîne internationale en ondes courtes, sauf décrochages ou collaborations permettant de répondre de manière équivalente aux demandes du public.

b. en télévision :- un programme généraliste et un program-

me généraliste ou thématique.
L'Entreprise diffuse au moins en télévision, en moyenne journalière calculée par année civile, 7 heures d'émissions réalisées en production propre ou coproduction ".

La RTBF a diffusé[10]:

- en radio : une chaîne originale généraliste en FM et en OM (La Première), deux chaînes originales généralistes proposant notamment des programmes destinés spécifiquement à la région wallonne et à la région bruxelloise (en FM : Fréquence Wallonie et Bruxelles-Capitale); une chaîne thématique culturelle (en FM : Musique 3), une chaîne thématique pour les jeunes (en FM : Radio 21), une chaîne à destination de l'Afrique centrale et du sud de l'Europe (en OC : RTBF International), une chaîne d'informations routières en DAB et en OM depuis le 5 mai 2000 (Radio Trafic) ;
- en télévision : une chaîne généraliste (La Une), et une chaîne généraliste à connotation culturelle (films et séries en version originale, magazines culturels) et sportive (La Deux).

La RTBF a diffusé en télévision une moyenne journalière de 10 heures 30 d'émissions réalisées en production propre ou coproduction.

La RTBF rappelle l'importance des coûts de la production propre par rapport aux achats. Par ailleurs, en 1999, les rediffusions avaient été incluses dans le calcul de la moyenne journalière, alors que, pour l'année 2000, la moyenne de 10h30 par jour comprend uniquement les programmes en première diffusion (le même mode de calcul pour 1999 aurait donné une moyenne légèrement inférieure, soit 10 heures).
La RTBF anticipe ainsi les modes de calcul établis dans le nouveau contrat de gestion.

Article 2
La RTBF doit, dans un souci de décentralisation, tant en radio qu'en télévision, diffuser :

> *"des programmes produits par les Centres régionaux de production qui sont attentifs, dans ces programmes, à mettre en valeur l'identité des régions.*
> *En télévision, l'entreprise confie, en moyenne annuelle calculée sur des périodes de trois ans, la production d'au moins 75% des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1er,b, à ses différents Centres de production régionaux. Les journaux d'information générale sont exclus du calcul de la production totale de l'Entreprise.*
> *Celle-ci veille cependant à assurer une participation active des Centres de production régionaux à la production de ces journaux.*
> *En radio, l'Entreprise confie la production d'au moins trois quarts des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1er, a, à l'exclusion des programmes de la chaîne thématique qu'elle désigne, à ses différents centres de production régionaux ".*

Les centres de production régionaux (Centre de production de Charleroi, Centre de production de Bruxelles, Centre de production de Namur, Centre de production de Liège, Centre de production du Hainaut)[11] ont fourni, en 2000, 74,97% (76,17 % en 1999 et 73,12 % en 1998) des productions et coproductions diffusées en télévision, ainsi que 88,28 % (86,3 % en 1999 et 87%) de la diffusion radio (hors informations et Radio 21).

Les centres régionaux ont donc fourni, sur une période de trois ans (1998-1999-2000), une moyenne annuelle de 74,75% des productions diffusées en télévision et de 87,19% en radio.

Plusieurs productions de ces centres tendent à mettre en valeur l'identité des régions, notamment :

- **en télévision :** " Régions soirs " (produit par le CPC et alimenté par les rédactions des CPB, CPC, CPH, CPL et CPN), " Télétourisme " (produit par le CPL), " La Clef des champs " (produit par le CPL), " La roue du temps " (produit par le CPB), " Courants d'art " (produit par le CPB), " Wallons-nous " (produit par le CPL), " Forts en tête " (produit par le CPC), " La Scène " (produit par le CPL) et " Javas " (produit par le CPB);

- **en radio :**
  1. Fréquence Wallonie : " Décrochages régionaux ", " Wallonie midi et Wallonie soir " (CPN), " Voisins voisines " (CPL), " Décrochages dialectaux " (CPH, CPN et CPL), " Bons baisers de chez nous " (CPL), " Kiosque à musique " (CPH), " Wallonie Sport " (CPH), " Chronique agricole " (CPN) ;
  2. Bruxelles Capitale : " Info bruxelloise ", " La

[10] Lors de l'audition de l'opérateur, il a été demandé à celui-ci de communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle les parts consacrées aux divers genres de programmes par rapport à l'ensemble du volume horaire de diffusion, chaîne par chaîne, en télévision et en radio depuis 1998.

[11] Ceux-ci seront identifiés dans la suite de l'avis par les abréviations suivantes: CPC, CPB, CPN, CPL, CPH.

course à l'étoile ", " BXXL ", " Les chemins de Bruxelles ", " Chacun ses goûts ", " Le Hit Capital " " Bruxelles, ma découverte " ;

3. Musique 3 : " Perspectives ", " Concerts à Bruxelles, Liège, en Wallonie, en Hainaut " ;
4. La Première : " Création littéraire ", " Ici et ailleurs ", " Conviviale poursuite ", " Façon d'écrire, façon de parler ", " Sucré-Salé " (CPL), " Les Belges du bout du monde ".

La RTBF a apporté des précisions sur les nouvelles émissions ou ajouts de séquences en radio (" Kiosque à musique " sur Fréquence Wallonie, Wallonie Sport, ...). La plupart des nouveaux titres correspondent à des " re-dénominations " d'émissions préexistantes.

Sur base des informations fournies par la RTBF, le Collège d'autorisation et de contrôle a pu apprécier la mise en valeur de l'identité des régions dans les programmes produits par les centres régionaux.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate cependant qu'en télévision, la RTBF n'atteint pas le seuil des 75% de moyenne annuelle calculée sur 3 ans en matière de productions réalisées par les centres régionaux.

Article 3

" §1er. En application de l'article 19 bis du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise est autorisée à diffuser des programmes au moyen de signaux codés et à subordonner leur réception à un paiement.
Cette diffusion se fait sans préjudice du service universel permettant d'assurer l'accès, à des conditions respectant le principe d'égalité entre les usagers, à tous les programmes généraux et thématiques correspondant à la mission de service public, visés à l'article 1er, a et b.

§2. De plus, en application de l'article 19 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise est autorisée à utiliser le câble pour offrir d'autres services que les programmes de télévision et radio pour d'autres genres de services que les programmes sonores ou les programmes de télévision à l'intention du public en général ou d'une partie de celui-ci.
Ces services peuvent prendre la forme de signaux codés en tout ou partie. Leur réception peut être subordonnée à un paiement ".

Sans objet pour la période concernée.

Article 4

" (La RTBF) veille à se conformer au code déontologique relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence, tel que ratifié par son conseil d'administration le 10 mai 1993.
Elle s'engage à avertir les téléspectateurs lorsqu'elle programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents ".

A partir du 15 janvier 2000, la RTBF a appliqué les prescrits de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1999, modifié par l'arrêté du 12 octobre 2000, relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral. Elle a en outre mis en place, le 29 décembre 1999, une " Commission de la signalétique " conformément au règlement adopté par le Conseil d'administration du 23 décembre 1999.

Du 1er janvier au 31 décembre 2000, 45 programmes (3 séries, 4 magazines et 38 films ou téléfilms) se sont vus apposer une signalétique en raison de scènes ou d'un climat pouvant heurter la sensibilité de certains téléspectateurs, soit après visionnage par la "Commission de la signalétique ", soit en appliquant la signalétique déjà proposée par les chaînes françaises. Cette signalétique a également été mentionnée dans les annonces à la presse écrite.

La RTBF a joint à son rapport la liste complète des programmes concernés, avec les dates et heures de diffusion, ainsi qu'elle a indiqué les motivations de la Commission de la signalétique lorsque celle-ci a été saisie.

EMISSIONS D'INFORMATION (articles 5, 6, 7)

La RTBF doit diffuser et produire :

" des émissions d'information d'actualité générale, internationale, européenne, fédérale, communautaire, régionale et locale " (article 5).

" A cette fin, l'Entreprise produit et diffuse quotidiennement au moins les journaux d'information distincts suivants :
En télévision :
un journal d'information régionale, du lundi au vendredi au minimum;
deux journaux d'information générale;
En radio :
1° dix-huit journaux ou séquences d'information générale par jour sur un programme généraliste;
2° cinq journaux ou séquences d'information générale et cinq journaux d'information régionale du lundi au vendredi au minimum sur au moins deux des programmes thématiques ou généralistes autres que celui visés au 1° et visé à l'article 1er, a.
" L'Entreprise veille, par ailleurs, à mettre à disposition du public une information portant sur l'ensemble de la Wallonie, d'une part, et de Bruxelles, d'autre part " (article 6).
En télévision, l'Entreprise diffuse au moins 3.000 minutes en moyenne annuelle de débats et entretiens d'actualité.
En radio, l'Entreprise diffuse au moins 6.000 minutes en moyenne annuelle de débats et d'entretiens d'actualité " (article 7).

La RTBF a produit et diffusé :

- en télévision :

- trois journaux quotidiens (12 h 50, 19 h 30, JT Soir) ; un journal régional, " Régions soir ", du lundi au vendredi sur La Une à partir de 18h45;

- en radio :
  - La Première diffuse 17 journaux parlés, 7 flashes d'information du lundi au vendredi, 12 journaux parlés et 8 flashes d'information le week-end et jours fériés. Elle comprend 3 tranches d'informations : " Matin Première ", " Midi Première " et " Face à l'Info " ;
  - les autres chaînes de la RTBF relaient 10 journaux parlés. Radio 21 relaie en outre les JP de 12h et 16h et propose un JP spécifique à 18h.
  - Fréquence Wallonie propose 5 journaux régionaux, tandis que Wallonie Midi (12 heures) et Wallonie Soir (16h30) proposent le journal de l'actualité wallonne ;
  - Bruxelles Capitale présente 6 journaux régionaux par jour, du lundi au vendredi.

Concernant les émissions régulières de débats et entretiens d'actualité, la RTBF a diffusé:

- 5.702 minutes en télévision tant sur La Une que sur La Deux (rediffusions comprises);
- 19.089 minutes en radio, toutes chaînes confondues.

La RTBF fournit des explications précises et satisfaisantes relatives aux émissions considérées et au minutage opéré.

EMISSIONS ELECTORALES

Article 8

" Tant en radio qu'en télévision, lors des élections européennes, fédérales, régionales et communautaires, provinciales, communales, l'Entreprise diffuse, selon des modalités déterminées par le conseil d'administration, un dispositif d'émissions spécifiques.
En télévision ce dispositif comprendra au moins :
a) une émission spéciale exposant les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces élections;
b) des émissions d'information ou de débat la quinzaine qui précède le scrutin;
c) une émission présentant les résultats;
d) des tribunes attribuées aux formations concernées.
L'Entreprise accordera par ailleurs une attention particulière aux élections sociales et attribuera, s'il y a lieu, des tribunes ".

En exécution de la décision du Conseil d'administration du 8 juin 2000, la RTBF a mis en place un dispositif d'émissions spécifiques, tant en radio qu'en télévision, relatif à la campagne électorale en vue des élections provinciales et communales du 8 octobre 2000.

En télévision, ce dispositif comprenait notamment :

- la diffusion, dans le JT de 19h30, au cours des trois semaines précédant l'élection, d'une série de rubriques explicatives, techniques et d'enjeux politiques ;
- la diffusion dans " Régions Soir " d'une série de portraits de communes, en expliquant les enjeux politiques ;
- la diffusion sur La Deux (rediffusion sur La Une), la semaine précédant l'élection, de 5 débats d'une heure sur les enjeux dans chacune des 5 grandes villes de la Communauté française (Mons, Namur, Bruxelles, Liège, Charleroi) ;

- la diffusion d'un débat entre les Présidents et/ou Secrétaires généraux des partis, le 1er octobre, dans l'émission " Mise au Point ", diffusé sur La Une et rediffusé sur La Deux ;
- enfin, les groupes politiques reconnus du Parlement de la Communauté française ont eu accès aux tribunes électorales télévisées, qui étaient au nombre de 9, d'une durée de 3 minutes chacune et diffusées sur La Une, vers 19h25, du 26 septembre au 6 octobre 2000.

En radio, ce dispositif comprenait notamment :
- la présentation dans le Journal Parlé de l'ensemble des chaînes de 44 billets-portraits de communes, de 5 billets sur les enjeux dans les 5 provinces francophones, de divers billets explicatifs sur les modalités de vote, de 5 reportages d'une dizaine de minutes chacun sur les 5 grandes villes de la Communauté française, et de 10 débats thématiques de 40 minutes chacun, ainsi qu' un reportage d'une dizaine de minutes sur la situation à Anvers sur La Première ;
- 9 tribunes électorales, d'une durée de 3 minutes chacune diffusées du 26 septembre au 6 octobre 2000, sur La Première, juste avant le JP de 18 heure ;
- la diffusion sur Bruxelles-Capitale de 20 billets-portraits des 19 communes de la région bruxelloise et des 6 communes à facilités, de 20 billets ainsi que 20 débats sur les enjeux politiques dans les communes précitées ;
- la diffusion sur " Fréquence Wallonie " de divers billets et débats produits par les rédactions des Centres de production régionaux et les TV locales et communautaires (CPL, RADIOLENE, CPN ET CPH).

La RTBF précise que, en radio comme en télévision, la répartition des tribunes électorales entre les groupes politiques reconnus s'est faite proportionnellement au nombre de sièges détenus par ces groupes politiques au Parlement de la Communauté française, les autres formations ayant accès à une tribune radio en fonction des demandes et des disponibilités de programmation selon des critères fixés dans le dispositif électoral de la RTBF.

Le Collège d'autorisation et de contrôle souscrit par ailleurs à la ligne de conduite adoptée par l'opérateur d'exclure les partis non démocratiques ou liberticides de toute interview en direct et de toute participation à des débats.

La RTBF a fourni également des informations complémentaires, exhaustives, sur l'ensemble du dispositif, soumis au Comité permanent de son Conseil d'administration, et mis en place pour la période électorale.

EMISSIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET D'EDUCATION PERMANENTE, MAGAZINES, DOCUMENTAIRES

Pour rappel, l'article 1er du décret du 14 juillet 1997 institue une entreprise publique autonome à caractère culturel.

Le chapitre 4 de l'arrêté du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la RTBF précise, notamment en ses articles 9 à 13, les missions de service public en matière culturelle.

Ce caractère culturel constitue un élément essentiel de la mission de service public conférée à la RTBF, auquel le Conseil supérieur de l'audiovisuel entend être particulièrement attentif.

Article 9

" Tant en radio qu'en télévision, (la RTBF) diffuse, selon des horaires adéquats, et dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions régulières d'information, de sensibilisation et de promotion culturelle ainsi que des spectacles vivants, des émissions consacrées notamment à l'expression littéraire, au théâtre, à la musique, à la danse, à l'Histoire, au cinéma, aux arts plastiques et de la scène ainsi qu'à toute forme d'expression artistique et aux faits de société, et des émissions dialectales.
La diffusion de ces émissions tiendra compte des publics ciblés, mais aussi du droit à l'information culturelle d'un très large public ".

Pour rappel, le contrat de gestion de la RTBF indique dans le paragraphe a) de son préambule que l'entreprise s'engage à diffuser des émissions de radio et de télévision destinées au grand public comme aux publics minoritaires, sans discrimination.
La RTBF a diffusé en exécution de la décision de son conseil d'administration du 27 janvier 2000 :

- **en télévision :** *" au moins 10 émissions régulières hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles "*, à savoir " Alice ", " Courants d'art ", " La Roue du temps ", " Télécinéma ", " Si j'ose écrire ", " Intérieur nuit ", " Œuvres en chantier ", " Carré noir ", " Musique et danse ", " Javas ", " Forts en tête ", " Conviviale Poursuite ", " Noms de dieux ", " Sindbad ", " Wallons-nous ", " Les années belges ".

La RTBF précise que la plupart des émissions culturelles ont deux fenêtres (sur La Une et sur La Deux) dans des créneaux horaires complémentaires (généralement en prime time sur La Deux et en deuxième ou troisième rideau sur La Une).

- **En radio :**
  - sur La Première (770 heures/an, soit un minimum de 7 émissions régulières) : " La parole à la musique ", " Sur le bout de la langue ", " Infos culturelles de Midi Première ", " L'autre écoute ", " Radio images cinéma ", " Conviviale poursuite ", " Systoles ", " Le grand jazz ", " Castafiore et Cie " ;
  - sur Fréquence Wallonie (310 heures/an, soit un minimum de 4 émissions régulières) : " Les décrochages dialectaux ", " Façon d'écrire, façon de parler ", " Chantons français ", " Les esquimaux du dimanche " ;
  - sur Bruxelles-Capitale (490 heures/an, soit un minimum de 6 émissions régulières) : " V.I.P. ", " C'est Mozart qu'on assassine ", " Agora ", " Quel cinéma ! ", " Hémisphères ", " Les chemins de Bruxelles " ;
  - sur Radio 21 (440 heures/an, soit un minimum de 2 émissions régulières) : " Rock à gogo ", " Ciné 21 " ;
  - sur Musique 3 : programmation exclusivement culturelle.

La RTBF précise que les émissions diffusées simultanément sur deux chaînes en jumelage ne sont comptabilisées qu'une seule fois.

Le Collège souligne, comme l'année précédente :
- le caractère composite de la programmation de La Deux qui ne met pas en évidence la production culturelle diffusée sur cette chaîne ;
- qu'une présentation plus systématique par chaîne, tant en télévision qu'en radio, des différentes émissions correspondant aux obligations du présent article permettrait une meilleure appréhension du respect de ces dernières ;
- l'absence de véritable politique éditoriale et de ligne directrice en matière de programmation culturelle ;
- que la majeure partie des émissions culturelles, tant en radio qu'en télévision, est consacrée essentiellement à la musique ou au cinéma, mais plus rarement à la littérature, au détriment des autres expressions artistiques (théâtre, danse, arts plastiques, multimédias, cirque, autres,...).

Article 10

La RTBF doit diffuser ou produire notamment :

" 1. En télévision, des spectacles musicaux, lyriques, chorégraphiques et dramatiques, en priorité ceux produits en Communauté française.
Le nombre de ces spectacles, qui ne peut être inférieur à douze par an, est fixé annuellement par le conseil d'administration de l'Entreprise.
Une attention particulière est consacrée aux diverses formes d'expression contemporaine.
En outre, une émission mensuelle est réservée aux différentes formes d'expression musicale.
Des émissions ou séquences régulières sont consacrées à la promotion de la littérature.

2. En radio, un programme réservé à toutes les musiques anciennes, classiques ou contemporaines.
Une attention particulière sera réservée dans les programmes au patrimoine musical de la Communauté française et aux musiques du monde.
Un minimum de deux cents concerts ou spectacles musicaux ou lyriques sont diffusés par an.

3. L'Entreprise veille à conclure avec le plus grand nombre d'institutions ou associations culturelles relevant de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, des accords de promotion réciproques lorsque l'autorisation de diffusion d'œuvres dont ces institutions détiennent les droits, est accordée à la R.T.B.F. à des conditions préférentielles ou gratuitement ".

Conformément à la décision du conseil d'administration de la RTBF du 27 janvier 2000, la RTBF a diffusé, en télévision, 216 programmes (soit 42 de plus qu'en 1999), qui représentent un total de 243 heures d'antenne (173 heures en 1999), dont 156 sur La Deux et

60 sur La Une. 116 programmes ont été diffusés en première diffusion, 75 en rediffusions ou multidiffusion.

La RTBF offre une grande quantité de programmes et dépasse une moyenne de 4 heures 30 de musique par semaine (3h30 en 1999). L'offre musicale est très diversifiée, tant dans les genres musicaux exploités (musique classique, opéra, rock, variétés, jazz, world music) que dans les formes télévisuelles (direct, documentaires).

Tenant compte des remarques émises par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans son rapport pour l'exercice 1999, la RTBF a mis en place en 2000 un habillage spécifique de l'offre musicale diffusée sur La Deux dans des créneaux de diffusion clairement identifiés, généralement proposés en premier rideau : " Allegro "(musique classique), " Bon pour le son " (rock, pop, variétés), " Ethnicolor " (musique du monde), " Jazz ".

L'émission " Si j'ose écrire " est consacrée à la promotion de la littérature, particulièrement aux auteurs de la Communauté française, tandis que le Journal télévisé consacre des séquences culturelles à la promotion des Lettres.

En radio, Musique 3, consacrée majoritairement aux musiques anciennes, classiques et contemporaines, a effectué 251 captations de concerts produits en Communauté française (234 en 1999). 89 de ces captations ont été réalisées par " Musique 3 fédéral " (Reyers), tandis que les 162 autres ont été effectuées par les centres de production de Liège, Hainaut, Namur et Bruxelles.

Des conventions de partenariat conclues par le Service Promotion, ont permis à la RTBF d'obtenir, en échange d'espaces de promotion, un accès gratuit à certains spectacles ou événements : 50ème anniversaire de l'ADAC, Ars Musica, une vingtaine de concerts et Festivals musicaux dont la liste est fournie dans le rapport.

La RTBF a conclu, tant en télévision qu'en radio, dix conventions (12 en 1999) de promotion réciproque avec des institutions culturelles de la Communauté française (comprenant des conditions préférentielles ou la gratuité des droits de diffusion).

Les informations transmises par la RTBF font état, pour la radio, d'un nombre très important de diffusion de concerts produits en Communauté française.

En télévision, la RTBF a fourni la liste complète des concerts-spectacles diffusés, avec les dates et heures de diffusion. Aucun élément ne permet cependant de juger du caractère prioritaire donné aux spectacles produits en Communauté française.

Enfin, comme pour l'article 9, le Collège d'autorisation et de contrôle constate que la majeure partie des émissions est consacrée à la musique et au cinéma, et délaisse les autres formes d'expression contemporaine.

Article 11

La RTBF doit diffuser et produire :

> *" régulièrement dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions d'éducation permanente, en vue de contribuer notamment à la formation, l'éducation, l'information des consommateurs, la sensibilisation à l'environnement et au cadre de vie, l'éducation à la santé, la compréhension de la vie sociale, politique et économique, l'information des jeunes, l'éducation aux médias et la vulgarisation scientifique ".*

Le conseil d'administration du 27 janvier 2000 a fixé le volume en télévision *" à au moins 8 émissions régulières d'éducation permanente, quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles, généralement diffusées à des heures de grande écoute (access prime-time et prime-time) "*.

Pour la RTBF, les programmes télévisés suivants se distinguent par *" leur caractère pédagogique ou d'éducation à la citoyenneté responsable "* : " Cours de langue ", " Micromédianet ", " Autant Savoir ", " Cartes sur table ", " Pulsations ", " Strip-Tease ", " Au nom de la loi ", " Faits divers ", " Droit de cité ", " Matière grise ", " Grands documents ".

En radio, le conseil d'administration du 27 janvier 2000 a fixé comme suit le volume des émissions considérées:

- sur La Première : 710 heures/an, soit 7 émissions régulières, à savoir : " Tout autre chose ", " Boulevard du temps ", " Mobile ", " La 4ème dimension ", " Mémo ", " Revue de presse à 4 ", " Arguments " ;
- sur Fréquence Wallonie : 660 heures/an, soit 6

émissions régulières, à savoir : " Qui, que, quoi, dont, où ? ", " Voisins, voisines ", " Bons baisers de chez nous ", " Grandeur nature ", " Chlorophylle ", " Radiolène " ;
- sur Bruxelles Capitale : 300 heures/an, soit 1 émission régulière, à savoir : " Chacun pour tous " ;
- sur Radio 21 : 180 heures/an, soit 2 émissions régulières, à savoir " Plan Langues ", " Cybercafé 21 ".

Article 12

En exécution de l'article 3 du décret du 14 juillet 1997, la RTBF doit créer :

> *" en son sein une commission dont la mission est de créer et développer des synergies avec l'ensemble des acteurs du secteur de la communication et de la culture de la Communauté française. Elle comptera parmi ses membres des représentants des secteurs concernés ".*

La Commission Culture s'est réunie trois fois en 2000. La RTBF a communiqué les ordres du jour ainsi que les procès-verbaux de ces réunions.
Lors de son audition, la RTBF a souligné l'utilité de cette commission, qui a notamment abouti à la signature d'une convention en faveur du développement de la " création radiophonique ".

Article 13

La RTBF doit attacher :

> *" une importance particulière à la présentation des données relatives aux articles 9 à 11.*
> *A cet effet, elle complète les données d'audiences existantes par une réflexion qualitative et circonstanciée permettant de mieux apprécier la portée des émissions culturelles et éducatives par rapport aux publics auxquels elles ont été destinées ".*

La RTBF a transmis, dans son rapport annuel, une réflexion sur les différentes émissions prévues au chapitre IV (émissions culturelles, scientifiques et d'éducation permanente, magazines, documentaires) du contrat de gestion, ainsi que les audiences moyennes relevées en 2000.

La RTBF rappelle toucher un large public grâce à sa politique de " multidiffusion " (premier rideau sur La Deux, deuxième et troisième rideau sur La Une). Cette technique permet, selon la RTBF, de proposer à *" chaque type de public une programmation alternative "*, et de remplir ainsi *" son rôle de télévision généraliste et de service public "*.

Au total, les émissions culturelles représentent 677 h 48'37 d'antenne, dont 42% ont été diffusés et rediffusés sur La Une et 58% sur La Deux. Les émissions recensées comme étant " d'éducation permanente " représentent 422 h 51'27 d'antenne réparties en 62% sur La Une et 38% sur La Deux.

Outre une liste d'émissions culturelles récurrentes, la RTBF a fourni un relevé de programmes non récurrents *" qui ouvrent d'autres créneaux d'antenne de la RTBF aux matières culturelles, soit dans le cadre d'émissions complètes, soit dans le cadre de séquences d'information "* :
- en théâtre : l'été 1999 avait vu le retour sur les antennes d'une programmation théâtrale. Malgré la faiblesse de l'audience, cette expérience a été partiellement reconduite en 2000 avec la diffusion, pour les Fêtes de fin d'année, des spectacles " Toréador " de J.M. Piemme, et " L'Avare " de Molière. En outre, afin de promouvoir particulièrement les arts de la scène, une émission quotidienne de 5 minutes " La Scène ", produite par RTBF Liège, a été mise à l'antenne en septembre 2000 ;
- en matière d'événements : la " Session Chant " du concours Reine Elisabeth a été diffusée en direct en mai, tandis que les meilleurs moments des prestations des douze finalistes ont été rediffusés en juillet et en août.

Les émissions d'information fédérales, tant en radio qu'en télévision, comprennent en outre régulièrement des séquences culturelles. La RTBF a diffusé :
- en radio : 500 séquences sur l'année dans " Matin Première ", 501 séquences dans " Midi première ", une moyenne de 20 séquences par semaine dans les " Journaux parlés ". Enfin, les " Journaux parlés " régionaux diffusent des séquences régulières dans les émissions en décrochage ;
- en télévision : 687 séquences culturelles réalisées par les rédactions du JT pour une durée totale de diffusion de 26h27'47 ", accueil de 7 invités culturels dans l'émission " Signé Dimanche ", 15 pages spéciales du JT consacrées à des sujets culturels, 3 émissions de L'Hebdo ainsi que d'Autant Savoir consacrées à des thèmes culturels, etc. La RTBF reconnaît qu' *" un manque d'identification de La Deux constitue sans doute une des raisons du faible taux de*

pénétration de cette chaîne dans le public " et que, par ailleurs, " *l'accent est plus souvent mis, en matière de promotion de programmes, sur les temps fort de La Une* ".

Bien que constatant qu'un effort a été réalisé par la RTBF au niveau de la précision des données transmises relatives aux articles 9 à 11, le Collège d'autorisation et de contrôle réitère sa demande à l'opérateur de donner davantage d'importance, dans ses rapports annuels futurs, à leurs présentation systématique et explicite, comme le stipule l'article 13 du contrat de gestion.

Il estime par ailleurs ne pas bénéficier de données suffisantes pour apprécier les publics ciblés et ne perçoit pas clairement les priorités et les lignes éditoriales.

EMISSIONS DE DIVERTISSEMENT

Article 14
La RTBF doit, en exécution du contrat de gestion, s'attacher :

> " *à donner une place significative à la chanson d'expression française et à présenter et mettre en valeur les artistes de la Communauté française, en particulier les nouveaux talents.*
> *Ainsi, en radio, l'Entreprise diffuse au moins 30% de musique sur des textes francophones. Elle diffuse à concurrence d'au moins 15% de ce pourcentage des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes ou de producteurs de la Communauté française.*
> *Dans les émissions de jeu, l'Entreprise s'attache à mettre en valeur l'imagination, l'esprit de découverte ou les connaissances des candidats* ".

En télévision, l'émission " Conviviale poursuite " reste un " creuset " de découvertes et de rencontres d'artistes connus ou moins connus de la Communauté française (100% d'artistes de la Communauté française, s'exprimant en direct). 65% de ces artistes ont interprété des chansons en français.

L'émission " Pour la gloire " est présentée comme une compétition musicale pour amateurs ou semi-professionnels, interprètes ou auteurs-compositeurs, " *tremplin pour les jeunes talents de Wallonie et de Bruxelles* ". Les émissions consacrées aux Francofolies de Spa ont proposé 85% de chanson française ; l'émission spéciale " Adamo " proposait 80% de chansons en français et les cinq émissions " Signé Taloche " rassemblaient presque exclusivement des artistes francophones issus de la Communauté française.

En radio, l'ensemble des chaînes, hors Musique 3, ont en 2000 diffusé 213.161 (243.597 en 1999) titres dits de variété. La chanson francophone (" *musique sur des textes francophones* ") représente 63.414 titres (81.502 en 1999), soit 33,68% du total (33,45 en 1999). Sont dénombrés 8.393 titres (11.598 en 1999) de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française (soit 4,69 % - 4,76% en 1999- du total des titres diffusés (ou 13,2 % - 14,2% en 1999 - de l'ensemble des titres francophones).

L'opérateur fait valoir que les critères d'identification comme " chanson belge francophone " et comme " label Communauté française " ne peuvent être clairement déterminés, tant les cas de figure sont nombreux.

Par ailleurs, la diminution du nombre de titres de variété diffusés en 2000 par rapport à 1999 s'explique pour l'opérateur d'une part par le fait qu'un certain nombre de plages horaires ont été prises par les émissions électorales, et que, d'autre part, les choix de programmation se sont portés davantage sur des émissions donnant plus de place à la parole qu'à la musique. Certaines de ces émissions ont néanmoins mis en valeur la chanson francophone ou les artistes, compositeurs, interprètes ou producteurs de la Communauté française.

Le Collège d'autorisation et de contrôle relève une nouvelle fois la difficulté de mise en œuvre et de contrôle rigoureux de cet article quant au pourcentage des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes ou de producteurs de la Communauté française.

Le Collège estime ne pas bénéficier de suffisamment de données concrètes pour admettre la baisse constatée en matière de mise en valeur de la chanson francophone ou des artistes, compositeurs, interprètes ou producteurs de la Communauté française.

ŒUVRES CINEMATOGRAPHIQUES ET DE FICTION TELEVISEE

Article 15
La RTBF doit diffuser :

> *" des œuvres cinématographiques et de fiction télévisées de long, moyen et court métrage.*
> *Elle propose notamment des œuvres récentes et de qualité, en particulier d'auteurs, de producteurs et de petites et moyennes entreprises de distribution de la Communauté française ou interprétées par des artistes - interprètes de la Communauté française ".*

La RTBF a diffusé 100 (112 en 1999) longs métrages émanant de distributeurs de la Communauté française. Parmi ceux-ci, 5 (18 en 1999) longs métrages *"produits ou coproduits en Belgique/Communauté française sont l'œuvre d'auteurs ou de réalisateurs ou font appel à des artistes de la Communauté française "*.

Pour ce qui est des moyens métrages, la RTBF identifie parmi les 101 (210 en 1999) téléfilms ou épisodes de séries diffusés en 2000, 41 (35 en 1999) *" coproductions RTBF/producteurs indépendants "* en première diffusion et 60 (31 en 1999) en rediffusion.

L'opérateur a " multidiffusé " 38 (42 en 1999) courts métrages produits en Communauté française (103 - 139 en 1999 - passages sur antenne, pour un total de 1.010 minutes - 397 minutes en 1999 - toutes diffusions confondues).

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut que constater la forte baisse de la diffusion du nombre de longs et de moyens métrages produits/coproduits en Communauté française ou qui sont *" l'œuvre d'auteurs ou de réalisateurs ou font appel à des artistes de la Communauté française "*.

Les informations complémentaires fournies à cet égard par la RTBF font état d'une chute vraisemblable de la production cinématographique en 1999 et 2000. Ce qui se traduit notamment par le fait que les films diffusés dit " récents " datent tous de 1997-1998. L'autre raison de cette baisse serait la non-programmation en 2000 du ciné-club consacré aux productions " belges ", qui n'est programmé qu'une année sur deux, vu la limitation du répertoire disponible annuellement. Enfin, lors de son audition, la RTBF mentionne que, de façon générale, les fictions européennes font nettement moins d'audience que les productions d'outre Atlantique.

Article 16
La RTBF doit diffuser :

> *" régulièrement et au moins quarante fois par an, des émission de type "Ciné Club", qui mettent notamment en avant des réalisations d'auteurs, de producteurs et de distributeurs de la Communauté française ".*

La RTBF a programmé dans une case "ciné-club" (défini par l'opérateur comme *" cinéma d'auteur et œuvre à caractère plus difficile "*), 49 (62 en 1999) longs métrages cinématographiques. 41 (46 en 1999) d'entre eux proviennent de distributeurs de la Communauté française. Parmi ceux-ci, 3 étaient des coproductions avec la RTBF tandis que 5 ont été achetés hors Communauté française[12].

ÉMISSIONS SPORTIVES ET ÉMISSIONS DESTINÉES À LA JEUNESSE

Article 17
La RTBF doit diffuser :

> *" des émissions d'information sportive ouvertes à l'éventail de disciplines le plus large possible ".*

La RTBF couvre un très large éventail de disciplines : automobilisme, football, patinage, basket, athlétisme, ski, tennis, judo, motocross, tennis de table, jumping, golf, volley, cyclisme, etc.. Communication est faite de la liste des émissions sportives avec leurs horaires de diffusion et le nombre de diffusions par année.

Article 18
La RTBF doit réaliser :

> *" un effort particulier dans le domaine de la production et de la coproduction originales d'émissions télévisées de qualité pour la jeunesse et de la diffusion de telles émissions.*
> *Pour autant que l'équilibre financier global de l'Entreprise soit atteint, les recettes tirées de l'exploitation des droits dérivés des œuvres destinées à la jeunesse, produites ou coproduites par l'Entreprise, sont réinvesties par priorité dans la production ou la coproduction d'œuvres de même nature ".*

[12] Mêmes remarques que pour l'article 15.

Dès lors que l'équilibre financier de l'entreprise n'est pas atteint, la RTBF n'a pas pu réinvestir les recettes tirées de l'exploitation des droits dérivés des œuvres destinées à la jeunesse dans la production ou la coproduction d'œuvres de même nature.

La RTBF a programmé plusieurs émissions destinées aux enfants et/ou aux adolescents:

- **en télévision :** " Ici Bla-Bla ", " Les Niouzz ", " Génies en herbe ", " C'est pas sorcier ", " Télétubbies ", " Lassie ", " L'île de Noé ", " Les aventures de Tintin ", " Le Muppet show ", " Spirou et Fantasio ", Mamemo, ... ;
- **en radio :** " Big Palou ", " Les P'tits trésors ", " La Boîte à joujoux ".

Dans son rapport, la RTBF précise la part de productions propres dans les émissions citées, les programmes achetés, ainsi que le nombre d'heures de programmation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne distingue pas clairement, dans les informations fournies par la RTBF,

- le caractère " d'effort particulier " en matière de production, de coproduction originales et de diffusion d'émissions télévisées de qualité pour la jeunesse. A titre d'hypothèse, le Collège d'autorisation et de contrôle note que la réalisation de l'objectif " d'équilibre financier global " fixé par l'article 18 du contrat de gestion comme condition restrictive de l'obligation a pu être rendue plus difficile par l'importante augmentation par rapport aux années précédentes du compte courant ouvert dans la comptabilité de l'entreprise au bénéfice de sa filiale RMB ;
- la " politique " en matière d'émissions destinées aux jeunes et les éventuelles lignes directrices qui régissent la programmation en ce domaine.

ÉMISSIONS DE SERVICE

Article 19
La RTBF doit diffuser :

> *" tant en radio qu'en télévision, aux jours et heures d'écoute appropriés :*
> *a) des émissions de culte;*
> *b) des informations météorologiques;*
> *c) des messages d'information et de sécurité routière;*
> *d) des avis de recherche de personnes disparues ou suspectées de crimes et délits, à la demande des autorités judiciaires;*
> *e) en fonction des disponibilités techniques, des avis, brefs et à caractère général, d'enquête publique en matière d'urbanisme, d'environnement et d'aménagement du territoire, fournis ou financés par les autorités compétentes de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale ".*

La RTBF a transmis la liste des différentes émissions de service qu'elle diffuse dans ces catégories ainsi que leur périodicité et leur horaire de diffusion.

Article 20
La RTBF doit, tant en radio qu'en télévision, arrêter:

> *" un plan d'urgence, en concertation avec les autorités fédérales, régionales ou provinciales compétentes, qui contient les procédures d'alerte et d'avertissement à la population susceptibles d'être diffusées, tant pendant qu'après les émissions, en cas de catastrophe naturelle, d'accident industriel ou nucléaire, d'attentat comportant des risques graves pour la population. Elle communique ce plan au Gouvernement de la Communauté française dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion ".*

Le plan d'urgence a été transmis au Gouvernement de la Communauté française le 12 mai 1998.

Article 21
La RTBF doit diffuser en télévision :

> *" a) des émissions destinées aux malentendants. Notamment, et dans la mesure de ses possibilités, elle assure par tout moyen adéquat, la compréhension par les malentendants du journal du début de soirée;*
> *b) des émissions de télétexte ou des émissions de même nature répondant aux même objectifs, et diffusant notamment des offres d'emploi ".*

La RTBF diffuse un magazine mensuel à destination des sourds et malentendants, " Tu vois ce que je veux dire ". Elle a en outre organisé la traduction gestuelle du JT de 19 h 30 sur la deuxième chaîne. Il est fait mention également de l'élaboration de sous-titrage d'émissions sur le télétexte (page 777) : " Contacts ", " Planète des hommes ", " Le jardin extraordinaire ",

" Papa, maman et moi " et " Grands documents ". Enfin, l'une des rediffusions des " Niouzz " est accompagnée d'une traduction gestuelle depuis le 18 septembre 2000.

Les offres d'emploi du Forem sont diffusées sur le télétexte et en " ouverture d'antenne ", sur La Deux. En 2000, 185 séquences FOREM, soit 50 h 41'06 ont été diffusées.

EMISSIONS CONCEDEES

Articles 22 et 23
La RTBF doit, selon des modalités qu'elle détermine :

" concéder des émissions, tant en radio qu'en télévision, à des associations représentatives agréées à cette fin par le Gouvernement.
La diffusion de ces émissions est assurée gratuitement par l'Entreprise ".

La RTBF peut, sous son autorité, dans la mesure de ses possibilités et selon des modalités qu'elle détermine :

" mettre à la disposition des associations représentatives reconnues, les installations, le personnel et le matériel nécessaires aux émissions qui leur sont confiées " .

La RTBF a transmis la liste des émissions concédées avec indication de leur périodicité et de leur durée de diffusion, tant en radio qu'en télévision.

Elle précise que, selon les modalités du règlement interne à la RTBF, les associations représentatives qui en ont fait la demande ont vu leurs émissions enregistrées, mais attire l'attention sur le fait que l'arrêté du gouvernement fixant les critères de reconnaissance de ces associations pour les émissions concédées n'a pas encore été promulgué à la date de la rédaction du rapport.

EMISSIONS DE NATURE COMMERCIALE

Article 24
La RTBF peut :

" diffuser toute émission de nature publicitaire et commerciale, tant en radio qu'en télévision, dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur et du présent contrat de gestion ".

Article 25
Sans préjudice des dispositions du décret du 14 juillet 1987 sur l'audiovisuel et en exécution de son contrat de gestion, la RTBF doit, en matière d'émissions publicitaires, respecter les règles particulières suivantes :

1. *" En télévision, le temps de transmission consacré à la publicité commerciale, telle que définie par le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., ne doit pas dépasser une durée journalière moyenne de six minutes par heure de transmission. Sans préjudice de l'alinéa précédent, le temps de transmission quotidien consacré à la publicité commerciale, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., entre 19 et 22 heures, ne doit pas dépasser une durée de vingt et une minutes. Cette durée est portée à vingt-quatre minutes à concurrence de, au plus, soixante-trois jours par an.*

   Ce plafond de 24 minutes ne peut être atteint plus de douze jours par mois. Par ailleurs, par période de douze mois prenant cours le 1er octobre de chaque année, le nombre de mois où ce dernier plafond de douze jours par mois est atteint ne peut dépasser quatre.
   Le temps de transmission consacré aux écrans publicitaires à l'intérieur d'une période donnée d'une heure ne doit pas dépasser douze minutes.

2. *En télévision comme en radio, la publicité commerciale ne peut faire appel, pour la partie sonore ou visuelle de l'émission, aux journalistes engagés par l'entreprise, en qualité d'agents statuaires ou contractuels, pour réaliser des programmes.*
3. *La publicité ne peut interrompre les programmes, notamment les films ou les différentes séquences d'un même programme. En radio comme en télévision, la publicité commerciale ne peut interrompre les émissions d'information, ni les émissions dramatiques ou d'art lyrique, sauf durant les interruptions naturelles.*

4. *En télévision, la publicité commerciale est interdite pour les biens et services suivants :*
   a) les médicaments visés par la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;
   b) les substances visées par l'arrêté royal du 6 mai 1922 concernant la vente des désinfectants et des antisep-

tiques et par l'arrêté royal du 31 décembre 1930, concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes, pris en application de la loi du 24 février 1921;
c) le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, visés par l'arrêté royal du 20 décembre 1982, relatif à la publicité pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires;
d) les boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;
e) les biens ou services évoquant directement ou indirectement, des marques de tabac, des produits à base de tabac ou similaires, ainsi que des boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;
f) les armes;
g) les jouets imitant des armes à feu ou susceptibles d'induire des comportements violents, racistes ou xénophobes;
h) les agences matrimoniales et les clubs de rencontre, y compris par messagerie électronique.

5. En télévision, la publicité commerciale :
a) pour les produits diététiques autres que ceux qui font l'objet d'une référence comme médicament visés à l'annexe de l'arrêté royal du 4 août 1983 relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière doit clairement mentionner pour quel régime le produit déterminé est conseillé et ne peut faire mention de maladies humaines ou de personnes atteintes de maladies, sauf dérogation prévues par l'arrêté royal du 4 août 1983 précité;
b) pour les confiseries contenant du sucre est autorisée moyennant l'insertion d'un avertissement, sous quelque forme que ce soit, indiquant l'incidence de ce type de produit sur la santé;
c) pour les véhicules motorisés ne peut être fondée sur la promotion de la vitesse.

6. En télévision, la publicité commerciale :
a) ne peut faire référence à des tests comparatifs effectués par des organisations de consommateurs;
b) ne peut comporter aucun élément écrit, verbal, visuel ou sonore qui, directement ou indirectement par exagération ou ambiguïté, soit susceptible d'induire en erreur le consommateur;
c) ne peut utiliser indûment des termes techniques ou scientifiques, ni les présenter de manière à provoquer une interprétation erronée;
d) ne peut recourir à des résultats de recherche, à des citations tirées d'ouvrages scientifiques que si tous risques de confusion, d'ambiguïté ou de généralisation abusive sont évités;
e) ne peut utiliser les recommandations, références, citations ou déclarations, qu'avec l'accord formel de leurs auteurs ou de leurs ayants droit et qu'à la condition qu'elles soient authentiques et véridiques.

7. L'entreprise veille à ce que les annonceurs ou leurs agences de publicité puissent, à toute demande, produire la preuve établissant le bien-fondé de tous les éléments objectifs des messages de publicité, tels que définis ci-dessus ".

La RTBF a transmis une information sur le temps consacré à la publicité commerciale en moyenne quotidienne sur ses deux chaînes de télévision, tout en précisant que La Une a dépassé à 41 (17 en 1999) reprises le temps de transmission, tout en excédant pas le plafond de 24 minutes.

L'analyse des tableaux figurant dans le rapport montre notamment que la limite supérieure de 24 minutes n'a été atteinte qu'une fois. Par ailleurs le nombre de fois où le plafond des 21 minutes a été dépassé est inférieur aux 12 jours maximum autorisés par mois.

PROMOTION DE LA DIFFUSION D'ŒUVRES EUROPEENNES ET D'ŒUVRES D'EXPRESSION FRANÇAISE

Article 26

En application de l'article 24bis § 1er du décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 et dans le respect de l'article 6 de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, la RTBF doit :

"assurer, dans l'ensemble de sa programmation télévisée, au moins 51% de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, aux services de télétexte et à la mire, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française ".

La RTBF a programmé, sur La Une, 2.769 heures (2.793 en 1999) d'œuvres européennes, soit 71,1 % du temps de programmation (74,3 % en 1999, soit 3.760 heures rediffusions incluses).

Parmi celles-ci, 45,93% (36,27 % en 1999) sont des productions propres, 9,14 % (7,39 % en 1999) des coproductions et 4,01% (1,83% en 1999) des achats d'œuvres " de la Communauté française ".

Elle a programmé sur La Deux 2.076 heures (1.993 en 1999) d'œuvres européennes, soit 89,4 % (83,7 % en 1999) du temps de programmation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle a pris en considération l'ensemble de la programmation de l'opérateur, rediffusions comprises, pour l'application de cette disposition. Il restera attentif à ce que l'importance des rediffusions des programmes n'ait pas pour effet de contourner l'esprit de cette disposition. La liste complète des œuvres européennes programmées, demandée le 30 novembre 2001, n'a pas été communiquée par la RTBF.

Article 27

" Sont exclus du temps de diffusion visé à l'article 26:

- *pour l'information : les journaux télévisés, les flashes d'information, les interviews et les débats;*
- *pour les manifestations sportives : la transmission en direct ou en différé, en totalité ou en partie, de compétitions sportives telles que mises en œuvre par leurs organisateurs;*
- *pour les jeux : les émissions de compétition ou de divertissement nécessitant des moyens de production réduits;*
- *la publicité;*
- *les services de télétexte;*
- *la mire ".*

Articles 28 et 29

En télévision, la RTBF doit assurer :

" dans l'ensemble de sa programmation, au moins 33% de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, au service de télétexte et à la mire, à des œuvres dont le tournage, la réalisation ou la production déléguée sont assurées par des professionnels d'expression française " (article 28).

La RTBF a diffusé sur La Une 59,08% et sur La Deux 77,89% d'œuvres dont le tournage, la réalisation ou la production déléguée sont assurés par des professionnels d'expression française.

La RTBF doit également diffuser en radio :

" quotidiennement des œuvres d'auteurs, de compositeurs, d'artistes interprètes ou de la Communauté française " (article 29).

La RTBF diffuse en radio des œuvres écrites, composées, interprétées ou produites en Communauté française. Cette obligation est déjà rencontrée par les articles 10 et 14.

Article 30

La RTBF doit dans la mesure de ses possibilités techniques et selon les modalités qu'elle détermine :

" mettre son infrastructure, telle que ses studios d'enregistrement, à la disposition des artistes interprètes de la Communauté française et de ses producteurs indépendants ".

Le Centre de production de Liège a mis son infrastructure durant 14 jours à disposition de:

- Centre culturel de Wanze (deux jours de montage pour la bande sonore du son et lumière de Moha);
- L'Eurofête au Pays de Liège (deux jours de studio et jours de montage pour la bande son du son et lumière " Tchantchêt raconte Liège ") ;
- Les Amis de l'ORW (un jour d'écoute et un jour de montage pour le CD 10ème anniversaire) ;
- La Compagnie royale des anciens arquebusiers de Visé (deux jours d'enregistrement et deux jours de montage pour la production d'un master CD) ;
- L'Exposition d'art contemporain à la Châtaigneraie à Flémalle (un jour de studio et montage pour l'enregistrement d'une bande son).

En radio, les studios du site de Reyers ont été mis à la disposition de 14 producteurs ou d'artistes de la Communauté française (19 en 1999), représentant un total de 486 heures (251 heures 45 minutes en 1999). Le rapport comprend la liste des bénéficiaires.

CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE AUDIOVISUELLE INDEPENDANTE

Article 31 à 35
La RTBF doit :

" contribuer activement au développement de l'industrie audiovisuelle en Communauté française de Belgique, dans les Etats membres de l'union européenne et dans les pays de la francophonie, par une politique appropriée de contrats cadre ou ponctuel avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle. " (article 31).

" En vue de réaliser l'objectif visé à l'article 31, et en application de l'article 24bis, §2, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise affecte une part de ses ressources et de ses moyens déterminée annuellement par le conseil d'administration, mais qui ne peut être inférieure à cent millions indexés annuellement, et pour la première fois à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini à l'article 51,§1er, à des contrats de coproduction, de captation et/ou d'achats de droits d'émissions, réalisés avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle, dont la résidence ou le siège social est situé dans un Etat membre de l'Union européenne " (article 32).

" Est considéré comme producteur indépendant pour l'application de l'article 31 la personne physique ou morale qui, cumulativement :
- *est dotée d'une personnalité juridique distincte de celle d'un radio diffuseur ;*
- *est libre de définir sa politique commerciale ;*
- *n'est pas liée à un organisme de radiodiffusion ;*
- *ne dispose, de manière directe ou indirecte, d'aucune minorité de blocage dans un quelconque organisme de radiodiffusion ou dans le capital de laquelle aucun organisme de radiodiffusion ne possède une minorité de blocage "* (article 33).

" Dans l'affectation des ressources et moyens visés à l'article 32, l'Entreprise opère une ventilation en fonction des différents types d'émissions visées au présent contrat de gestion " (article 34).

" Dans les ressources visées à l'article 32 sont comprises les recettes prévues par la convention cadre signée le 2 mars 1994 par le Ministre responsable de l'audiovisuel et trois associations professionnelles représentatives " (article 35).

La RTBF est intervenue dans 91 (85 en 1999) contrats de coproduction avec des producteurs indépendants, pour un montant total de 5.672.027,41 EUR (4.569.807,45 EUR en 1999) Ces contrats portent sur des œuvres de fiction cinématographique, des téléfilms, des documentaires et des émissions.

Les émissions coproduites avec des producteurs indépendants sont " Cybercafé 21 ", " Millésimes ", " Jardins et loisirs ", " Autovision ".

COLLABORATIONS AVEC LES TELEVISIONS LOCALES ET COMMUNAUTAIRES

Article 36

" L'Entreprise veille à développer avec les télévisions locales et communautaires de la Communauté française des synergies en matière :
- *d'échanges d'images, de reportages et de programmes, dans le respect des règles professionnelles et déontologiques des professions concernées;*
- *de coproduction de magazines ;*
- *de diffusion de programmes ;*
- *de prestations techniques et de services ;*
- *de participation à des manifestations régionales ;*
- *de prospection et diffusion publicitaires . "*

La RTBF a effectué avec les télévisions locales et communautaires des échanges d'images et de séquences d'information, dans le cadre de conventions cadre.

En matière de coproduction, la RTBF Hainaut et No Télé ont mis en commun du personnel et des moyens techniques dans le cadre du Concert de réouverture de la Cathédrale de Tournai. RTBF Hainaut, Télé Mons Borinage, No Télé et Antenne Centre ont collaboré lors des débats pré-électoraux et la soirée électorale. Enfin, 13 émissions des Niouzz ont été coproduites avec les télévisions locales .
Plusieurs apports d'images ont été effectués dans le cadre des émissions " Javas ", " Forts en tête ", " Champion's ", " Au nom de la Loi ", " Niouzz ".

La RTBF autorise l'accès libre des télévisions locales

[13] Au total pour l'année 2000, les TVLC ont apporté aux "Niouzz" 84 reportages, 13 plateaux et 15 plateaux convertis en 30 reportages.

et communautaires aux matches du championnat de Belgique de football. Elle est opérateur de services pour Télé Bruxelles. Des échanges d'annonces promotionnelles sont régulièrement pratiqués lorsque les télévisions locales et la RTBF sont partenaires de manifestations régionales.

Article 37

" L'Entreprise invite, une fois par an au moins, un représentant de l'asbl Vidéotrame à l'une des réunions de son conseil d'administration ou de son comité permanent pour débattre des questions visées au présent chapitre. "

Ce point n'a pas été rencontré en 2000 pour des raisons d'agenda. La RTBF précise cependant que l'administrateur général a pu faire rapport au conseil d'administration sur l'état des contacts et sur l'évaluation des collaborations entre la RTBF et les TVLC. Le procès-verbal de cette réunion, demandé à la RTBF le 6 décembre 2001, n'a pas été communiqué.

COLLABORATIONS AVEC LA PRESSE ECRITE

Article 38

" Dans le respect de l'article 26 §3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise met en œuvre, selon les modalités prévues au présent chapitre, des collaborations visant au maintien et au développement du pluralisme de la presse écrite d'opinion ou d'information générale, tant quotidienne que périodique en Communauté française. "

La rédaction du journal parlé met régulièrement en évidence la presse écrite d'opinion ou d'information générale au travers de ses revues de presse diffusées sur La Première.

Le journal télévisé a produit deux émissions en collaboration avec la presse écrite : " Tremplin pour l'emploi " (avec la Libre Belgique) et " Belges et drogues " (avec Le Soir).

Par ailleurs, les centres régionaux mènent des accords de partenariat ou des collaborations avec la presse écrite, par exemple :

- partenariat de la RTBF Hainaut avec le quotidien " La Province " du groupe Sud Presse pour l'opération " La Province et la RTBF Hainaut chez vous " ; Hainaut Soir ;
- RTBF Charleroi : partenariats et collaborations dans le cadre des émissions " Les @llumés.be", " Champion's ", " Au nom de la loi ", " Forts en tête ", " Cartes sur table" ;
- collaborations et échanges rédactionnels de RTBF Namur pour les émissions " Qui, que, quoi, dont, où ", " Grandeur nature " et " Les Belges du bout du monde ".
- échanges de RTBF Bruxelles dans le cadre des émissions " Capitale Matin ", " Les chemins de Bruxelles ", " La semaine infernale " et " Le jeu des Dictionnaires ".

Par ailleurs, le service Promotion de la RTBF a conclu des accords d'échanges d'espaces promotionnels avec différents supports de la presse écrite (16 conventions d'échanges d'espaces ont été signées en 2000).

Article 39

" L'Entreprise verse annuellement au Fond de développement de la presse écrite institué par le Gouvernement de la Communauté française, une part correspondant à 3% des ressources brutes provenant de la publicité commerciale. "

Pour l'année 2000, ce montant s'élève à 4.304.423,16 EUR (1.603.127,42 EUR en 1999).

COLLABORATIONS AVEC LE CINEMA

Article 40

" L'Entreprise conclut des accords d'échange d'espaces promotionnels consacrés à des collaborations établies de commun accord avec les organes professionnels représentatifs du cinéma, et visant la promotion des films distribués en salle, en particulier les films produits en Communauté française, ainsi que les manifestations cinématographiques telles que les festivals. "

Les accords d'échange d'espaces promotionnels couvrent le réseau de salles de Kinepolis Group et de l'UGC. La promotion de films est également assurée par des séances en avant-première, dont l'annonce est faite sur antenne (environ 50 séances par an).
Enfin, 14 (11 en 1999) festivals ont fait l'objet d'une promotion sur les antennes radio et TV de la RTBF, dans le cadre de conventions d'échanges d'espaces publicitaires.

COLLABORATIONS AVEC LES RADIOS PRIVEES

Article 41

" L'Entreprise verse annuellement au Fonds d'aide à la création radiophonique, une part correspondant à 2% du produit des ressources nettes de la publicité commerciale, qu'elle obtient en radio, déduction faite de la TVA, des commissions de régies et de l'intervention en faveur de la presse écrite visée à l'article 39. "

Pour 2000, ce montant s'élevait à 222.211,75 EUR (189.911,22 EUR en 1999).

COOPERATIONS INTERNATIONALES

Articles 42 et 43

" L'Entreprise adhère aux associations, institutions et organismes internationaux de radio-télévision utiles à l'accomplissement de sa mission de service public et des missions spécifiques éventuelles confiées par le Gouvernement de la Communauté française, et en tout cas :

- *à l'Union européenne de radiodiffusion (UER) ;*
- *au Conseil international des radios télévisions d'expression française (CIRTEF) ;*
- *à la Communauté des radios publiques de langue française (CRPLF) ;*
- *à la Communauté des télévisions francophones (CTF), dans les conditions prévues par le statut de ces organisations.*

L'Entreprise tend à promouvoir les échanges et la production commune de programmes de radio et de télévision avec les organismes, prioritairement publics, de radio et de télévision des pays européens et des pays appartenant à la Francophonie. "

La RTBF a procédé aux échanges et à la production commune de programmes de radio et de télévision dans le cadre de son adhésion aux organismes internationaux visés à l'article 42 du contrat programme.

Elle a notamment relayé 149 (157 en 1999) programmes de membres de l'UER et a réalisé et proposé 20 (25 en 1999) programmes à ses partenaires au sein de l'UER.

Dans le cadre de sa participation au CIRTEF, elle a coproduit l'émission TV " Reflets, images d'ailleurs " et a mis des locaux et du personnel à la disposition du Secrétariat général du Conseil.

Enfin, dans le cadre de l'adhésion à la CRPLF, 1.141 (681 en 1999) programmes ont été fournis à la RTBF et 326 (334 en 1999) ont été fournis par la RTBF. Des collaborations se sont également concrétisées en matière d'assistance technique, d'enregistrements en multiplex, de participation à des prix internationaux, etc.

Article 44

" L'Entreprise est actionnaire, pour compte de la Communauté française, de la S.A. Satellimages-TV5. Selon les modalités fixées par des accords particuliers conclus avec cette société, elle met en œuvre des collaborations notamment par la mise à disposition de celle-ci des émissions ou extraits d'émissions francophones de télévision, aux fins d'une diffusion par satellite. Ces collaborations sont mises en œuvre sans but lucratif, sans préjudice cependant d'accords spécifiques conclus notamment pour les émissions sportives. Le Gouvernement attribue le montant nécessaire à l'exécution de cette mission, révisable annuellement. "

Le rapport détaille les émissions diffusées et la durée totale de diffusion par émission. La RTBF a alimenté les différents réseaux de la chaîne internationale francophone : TV5 Europe, TV5 Afrique, TV5 Asie, TV5 Orient, TV5 Québec-Canada, TV5 USA et TV5 Amérique Latine-Caraïbes.

Article 45

" Selon les modalités qu'elle détermine, et dans la mesure de ses moyens budgétaires, l'Entreprise établit des relations de partenariat avec des organismes de radiodiffusion à vocation internationale, utile à l'accomplissement de sa mission. Dans ce cadre, elle collabore notamment avec :

- *la chaîne télévisée franco-allemande ARTE ;*
- *la chaîne télévisée paneuropéenne d'information EURONEWS ;*
- *la chaîne télévisée paneuropéenne du sport EUROSPORT. "*

La RTBF a coproduit avec ARTE 6 programmes, dont 4 dans le cadre d'une soirée THEMA, essentiellement des documentaires.

Le contrat liant la RTBF à EUROSPORT, arrivé à son

terme en décembre 1998, n'a pas été renouvelé.

Enfin, la RTBF et EURONEWS pratiquent des échanges réguliers d'informations. Dans ce cadre, 20 séquences du JT de la RTBF ont été reprises dans " Perspectives ", une émission hebdomadaire qui reprend des sujets des différentes chaînes partenaires de Euronews. D'autres séquences du JT de la RTBF ont été reprises dans d'autres magazines d'Euronews, dans des proportions plus modestes.
La RTBF, quant à elle, diffuse chaque jour le magazine " Euronews " à 11h45 sur La Une.

CONCLUSIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle estime que les engagements examinés sont dans l'ensemble rencontrés, et ce malgré le fait que, en télévision, la RTBF ne remplit pas ses obligations en matière de production par les centres régionaux, le Collège d'autorisation et de contrôle considérant néanmoins que ce manquement n'est pas significatif.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate une tendance à la baisse en matière de production propre, de divertissement en radio, de fictions et de quotas de diffusion.

Il souligne que des efforts ont été réalisés par rapport à 1999 sur le plan de la clarté du rapport.

Il réitère cependant sa demande de recevoir une présentation plus explicite des données relatives au respect des articles 9 à 15, principalement en télévision. En effet, celles-ci sont encore insuffisantes pour permettre au Collège d'autorisation et de contrôle de juger notamment du " caractère prioritaire donné aux spectacles produits en Communauté française ", d'apprécier les publics ciblés, ou encore, de percevoir les lignes directrices qui sous-tendraient une réelle politique en matière de programmation culturelle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle rappelle à cet égard le caractère essentiel de l'aspect culturel dans les missions de service public conférées à la RTBF.

Par ailleurs, le Collège d'autorisation et de contrôle regrette, comme l'année précédente, la faible lisibilité d'une stratégie de programmation et insiste à nouveau sur l'importance d'une meilleure définition de celle-ci, ainsi que d'une communication adéquate.

Le Collège d'autorisation et de contrôle souligne cependant la volonté exprimée par la RTBF d'affirmer davantage de cohérence en la matière, principalement au niveau de la programmation culturelle. A cet égard, le Collège insiste sur la nécessité de refléter davantage les diverses formes d'expressions contemporaines et la diversité des publics.

Le Collège fait valoir que les délais qui s'écoulent entre l'exercice considéré et l'avis qu'il rend ne permet pas à l'opérateur de prendre en compte les remarques dans le courant de l'année qui suit immédiatement l'exercice sur lequel l'avis a été prononcé. Cette difficulté est accentuée par le fait que, à la date du présent avis, la RTBF s'organise déjà en fonction des obligations formulées dans le nouveau contrat de gestion.

RTBF - CONTRÔLE DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DU CONTRAT DE GESTION POUR L'EXERCICE 2001

En exécution de l'article 21 § 1er, 7° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle rend un avis sur la réalisation d'obligations découlant du contrat de gestion de la RTBF *" en matière d'émissions d'informations, culturelles, scientifiques ou d'éducation permanente, de divertissement, sportives, d'œuvres cinématographiques et de fictions télévisées, d'émissions destinées à la jeunesse, d'émissions de service, d'émissions concédées, d'émissions électorales, d'émissions de nature commerciale, ainsi qu'en matière de production propre, de promotion de la diffusion d'œuvres européennes et d'œuvres d'expression française ".*

Il n'appartient pas au Collège d'autorisation et de contrôle d'exercer une mission de contrôle à l'égard des aspects financiers du fonctionnement de la RTBF.

Le Collège procède au contrôle de la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion pour l'exercice 2001 par l'évaluation du respect des articles 1 à 45.

L'article 24 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française - RTBF énonce : *" Le rapport annuel est soumis à l'examen du collège des commissaires aux comptes, au plus tard le 31 mai. Le rapport annuel est transmis au plus tard le 30 juin au Gouvernement, au Conseil de la Communauté et au Conseil supérieur de l'audiovisuel ".*

Le 27 juin 2002, Monsieur Jean-Paul PHILIPPOT, administrateur général de la RTBF, a transmis le rapport annuel 2001 au Conseil supérieur de l'audiovisuel.
Après examen, le Collège d'autorisation et de contrôle a invité la RTBF à fournir de plus amples informations. Des notes complémentaires ont été envoyées et commentées par des représentants de la direction de la RTBF lors d'une rencontre, le 30 septembre 2002.

PROGRAMMES DE RADIO ET DE TELEVISION REGLES GENERALES (articles 1 à 4)

Article 1

La RTBF doit diffuser au moins :

a. en radio : - une chaîne originale généraliste, deux chaînes originales généralistes proposant notamment des programmes destinés spécifiquement à la région bruxelloise et à la région wallonne et deux chaînes thématiques, ainsi qu'à partir du 1er janvier 1999 une chaîne internationale en ondes courtes, sauf décrochages ou collaborations permettant de répondre de manière équivalente aux demandes du public.

b. en télévision - un programme généraliste et un programme généraliste ou thématique.

L'Entreprise diffuse au moins en télévision, en moyenne journalière calculée par année civile, 7 heures d'émissions réalisées en production propre ou coproduction ".

La RTBF a diffusé :

- en radio : une chaîne originale généraliste en FM et en OM (La Première), deux chaînes originales généralistes proposant notamment des programmes destinés spécifiquement à la région wallonne et à la région bruxelloise (en FM : Fréquence Wallonie et Bruxelles-Capitale); une chaîne thématique culturelle (en FM : Musique 3), une chaîne thématique pour les jeunes (en FM : Radio 21), une chaîne à destination de l'Afrique centrale et du sud de l'Europe (en OC : RTBF International), une chaîne d'informations routières en DAB et en OM (Radio Trafic);
- en télévision : une chaîne généraliste (La Une), une chaîne généraliste à connotation culturelle et sportive (La Deux) et une chaîne généraliste par satellite (RTBF Sat) à partir du 26 novembre 2001.

La RTBF déclare avoir diffusé, en télévision, une moyenne journalière de 10 heures d'émissions réalisées en production propre ou en coproduction. Les rediffusions ont été exclues du calcul de la moyenne journalière, la RTBF anticipant ainsi les modes de calcul établis dans le nouveau contrat de gestion. La RTBF précise que les productions propres et les coproductions représentent 46% des premières diffusions sur La Une et 63% sur La Deux.

Article 2

La RTBF doit, dans un souci de décentralisation, tant en radio qu'en télévision, diffuser :

> *"des programmes produits par les Centres régionaux de production qui sont attentifs, dans ces programmes, à mettre en valeur l'identité des régions.*
> *En télévision, l'entreprise confie, en moyenne annuelle calculée sur des périodes de trois ans, la production d'au moins 75% des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1er,b, à ses différents Centres de production régionaux. Les journaux d'information générale sont exclus du calcul de la production totale de l'Entreprise.*
> *Celle-ci veille cependant à assurer une participation active des Centres de production régionaux à la production de ces journaux.*
> *En radio, l'Entreprise confie la production d'au moins trois quarts des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1er, a, à l'exclusion des programmes de la chaîne thématique qu'elle désigne, à ses différents centres de production régionaux".*

Les centres de production régionaux (Centre de production de Charleroi, Centre de production de Bruxelles, Centre de production de Namur, Centre de production de Liège, Centre de production du Hainaut) ont fourni, d'après l'opérateur, 72,51% des productions et coproductions diffusées en télévision, ainsi que 83% de la diffusion radio (hors informations et Radio 21).

La RTBF explique la baisse du quota de production régionale en télévision par rapport à l'exercice précédent par l'influence de plusieurs paramètres :

- l'arrêt de l'émission " Ecran témoin " pour remaniement qui a supprimé 9 heures de production au CPL ;
- l'accroissement des heures de diffusion de directs de tennis, non prévus à l'origine dans les grilles de programmes, qui a entraîné la suppression de certains programmes, notamment en production propre ;
- les émissions spéciales du JT suite aux attentats du 11 septembre 2001 qui ont empiété sur les diffusions en production propre.

La baisse du pourcentage constatée en radio par rapport à 2000 est expliquée par une comptabilisation plus précise en 2001.
Les centres régionaux ont fourni, sur une période de trois ans (1999-2000-2001), une moyenne annuelle de 74,55% des productions diffusées en télévision et de 85,86% en radio.

Plusieurs productions de ces centres tendent à mettre en valeur l'identité des régions, notamment :

- **en télévision :** " Régions soirs " devenu le " Bus des Régions " le 5 novembre 2001 (produit par le CPC et alimenté par les rédactions des CPB, CPC, CPH, CPL et CPN), " Télétourisme " (produit par le CPL), " La Clef des champs " (produit par le CPL), " La roue du temps " (produit par le CPB), " Courants d'art " (produit par le CPB), " Wallons-nous " (produit par le CPL), " Forts en tête " (produit par le CPC), " La Scène " (produit par le CPL) et " Javas " (produit par le CPB);
- **en radio :**

- Fréquence Wallonie : " Décrochages régionaux " (CPH, CPN, CPL), " Wallonie soir et Wallonie midi " (CPN et CPH), " Décrochages dialectaux " (CPH, CPN et CPL), " Bons baisers de chez nous " (CPL), " Kiosque à musique " (CPH), " Wallonie Sports " (CPH), " Chronique agricole " (CPN)[15] ;
- Bruxelles Capitale : " Capitale Matin ", " BXXL ", " Les chemins de Bruxelles ", " Zig Zag "[16] ;
- Musique 3 : " Perspectives ", " Concerts à Bruxelles, Liège, en Wallonie, en Hainaut " ;
- La Première : " Création littéraire ", " Tout autre chose ", " Boulevard du Temps ", " Big Palou ", " Presse Citron ", " Tête à tête ", " Mobile ", " Le monde est un village ", " Ici et ailleurs ", " Conviviale poursuite ", " Façon d'écrire, façon de parler " (jusqu'en août 2001), " Sucré-Salé " (jusqu'en août 2001 - CPL), " Les Belges du bout du monde ".

La RTBF a apporté des précisions sur les nouvelles émissions, les suppressions, remplacements ou ajouts de séquences en radio, ainsi que sur le contenu des émissions.

Article 3

> *"§1er. En application de l'article 19 bis du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise est autorisée à diffuser des programmes au moyen de signaux codés et à subordonner leur réception à un paiement.*
> *Cette diffusion se fait sans préjudice du service universel permettant d'assurer l'accès, à des conditions respectant le principe d'égalité entre les usagers, à tous les programmes généraux et thématiques correspondant à la mission de service public, visés à l'article 1er, a et b.*

[15] "Le kiosque à musique" a été supprimé en août 2001. Les décrochages régionaux Hainaut Midi, Liège Midi et Sud Info Midi, supprimés en juin 2001, ont été remplacés par "Wallonie Midi", journal régional pour l'ensemble du réseau de Fréquence Wallonie (CPH).
[16] Suppression de "Info bruxelloise", "La course à l'étoile", "Chacun ses goûts", "Le Hit Capital", "Bruxelles ma découverte".

§2. De plus, en application de l'article 19 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise est autorisée à utiliser le câble pour offrir d'autres services que les programmes de télévision et radio pour d'autres genres de services que les programmes sonores ou les programmes de télévision à l'intention du public en général ou d'une partie de celui-ci.
Ces services peuvent prendre la forme de signaux codés en tout ou partie. Leur réception peut être subordonnée à un paiement" .

Cet article est sans objet pour la période concernée.

Article 4

La RTBF veille à se conformer au code déontologique relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence, tel que ratifié par son conseil d'administration le 10 mai 1993.
Elle s'engage à avertir les téléspectateurs lorsqu'elle programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents.

La RTBF applique les dispositions de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1999, modifié par l'arrêté du 12 octobre 2000, relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral. Elle a en outre mis en place une Commission de la signalétique dont le champ d'action s'étend aux films, téléfilms unitaires ou séries non encore diffusés par des chaînes françaises, mais aussi à des émissions, magazines ou documentaires.

Du 1er janvier au 31 décembre 2001, 45 programmes se sont vus apposer une signalétique en raison de scènes ou d'un climat pouvant heurter la sensibilité de certains téléspectateurs, soit après visionnage par la Commission de la signalétique, soit en appliquant la signalétique déjà proposée par les chaînes françaises. Cette signalétique a également été mentionnée dans les annonces à la presse écrite.

La RTBF a joint à son rapport la liste complète des programmes concernés, avec les dates et heures de diffusion, ainsi qu'elle a indiqué les motivations de la Commission de la signalétique lorsque celle-ci a été saisie. Trois fictions ont été visionnées en Commission de la signalétique : " Le disciple ", " Romance " et " Le droit de tuer ".

[17] Régions Soir a inclus " Cartes sur table " jusqu'en septembre 2001.

EMISSIONS D'INFORMATION (Articles 5 à 7)

" La RTBF doit diffuser et produire des émissions d'information d'actualité générale, internationale, européenne, fédérale, communautaire, régionale et locale " (article 5).

" A cette fin, l'Entreprise produit et diffuse quotidiennement au moins les journaux d'information distincts suivants :
a) En télévision :
- un journal d'information régionale, du lundi au vendredi au minimum;
- deux journaux d'information générale;
b) En radio :
1° dix-huit journaux ou séquences d'information générale par jour sur un programme généraliste;
2° cinq journaux ou séquences d'information générale et cinq journaux d'information régionale du lundi au vendredi au minimum sur au moins deux des programmes thématiques ou généralistes autres que celui visés au 1° et visé à l'article 1er, a.
L'Entreprise veille, par ailleurs, à mettre à disposition du public une information portant sur l'ensemble de la Wallonie, d'une part, et de Bruxelles, d'autre part " (article 6).

" En télévision, l'Entreprise diffuse au moins 3.000 minutes en moyenne annuelle de débats et entretiens d'actualité. En radio, l'Entreprise diffuse au moins 6.000 minutes en moyenne annuelle de débats et d'entretiens d'actualité "(article 7).

La RTBF a produit et diffusé :

▸ en télévision :

- trois journaux quotidiens (12 h 50, 19 h 30, JT Soir) ;
- un journal régional, qui comprend " Régions Soir "[17] et le Bus des Régions, du lundi au vendredi sur La Une à partir de 18h45;

▸ en radio :

- La Première diffuse 18 journaux parlés, 5 flashes d'information du lundi au vendredi (7 en 2000), 11 journaux parlés (12 en 2000) et 7 flashes d'information (8 en 2000) le week-end et jours fériés. Depuis le 11 septembre 2001, 4 flashes d'information ont été ajoutés à 1h00, 2h00, 3h00 et 4h00. Ce dispositif mis en place en raison des attentats de New York et Washington a été maintenu. La Première comprend 3 tranches d'informations : " Matin Première ", " Midi Première " et " Face à l'Info " ;
- les autres chaînes de la RTBF relaient 10 journaux parlés. Radio 21 relaie en outre les JP de 12h et 16h

et propose un JP spécifique à 18h ;
- les décrochages régionaux de Fréquence Wallonie proposent 5 journaux régionaux, tandis que Wallonie Midi (12 heures) et Wallonie Soir (16h30) proposent le journal de l'actualité wallonne ;
- Bruxelles Capitale présente 6 journaux régionaux par jour, du lundi au vendredi.

La RTBF a diffusé 7.489 minutes 46 secondes en télévision (rediffusions comprises) et 21.235 minutes en radio, toutes chaînes confondues, de débats et entretiens politiques et d'actualité.

EMISSIONS ELECTORALES

Article 8

" Tant en radio qu'en télévision, lors des élections européennes, fédérales, régionales et communautaires, provinciales, communales, l'Entreprise diffuse, selon des modalités déterminées par le conseil d'administration, un dispositif d'émissions spécifiques.
En télévision ce dispositif comprendra au moins :
a) une émission spéciale exposant les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces élections;
b) des émissions d'information ou de débat la quinzaine qui précède le scrutin;
c) une émission présentant les résultats;
d) des tribunes attribuées aux formations concernées.
L'Entreprise accordera par ailleurs une attention particulière aux élections sociales et attribuera, s'il y a lieu, des tribunes. "

Cet article est sans objet pour la période concernée.

EMISSIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET D'EDUCATION PERMANENTE, MAGAZINES, DOCUMENTAIRES

L'article 1er du décret du 14 juillet 1997 institue une entreprise publique autonome à caractère culturel. Le chapitre 4 de l'arrêté du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la RTBF précise, notamment en ses articles 9 à 13, les missions de service public en matière culturelle. Le caractère culturel constitue un élément essentiel de la mission de service public conférée à la RTBF, auquel le Conseil supérieur de l'audiovisuel entend être particulièrement attentif.

Article 9

"Tant en radio qu'en télévision, (la RTBF) diffuse, selon des horaires adéquats, et dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions régulières d'information, de sensibilisation et de promotion culturelle ainsi que des spectacles vivants, des émissions consacrées notamment à l'expression littéraire, au théâtre, à la musique, à la danse, à l'Histoire, au cinéma, aux arts plastiques et de la scène ainsi qu'à toute forme d'expression artistique et aux faits de société, et des émissions dialectales.
La diffusion de ces émissions tiendra compte des publics ciblés, mais aussi du droit à l'information culturelle d'un très large public".

En télévision, le conseil d'administration de la RTBF, en sa séance du 22 mars 2001, a prévu la diffusion d'au moins 10 émissions régulières hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles relevant de ces catégories. La RTBF a fourni la liste des 17 émissions diffusées en exécution de cette décision, sous forme d'un tableau contenant notamment des informations relatives au contenu de ces émissions, leurs dates de diffusion et de rediffusion, leur périodicité et leur production. Ces émissions sont : " Courants d'art ", " La roue du temps ", " Dites-moi ", " La scène ", " Télécinéma ", " Si j'ose écrire ", " Intérieur Nuit ", " Œuvres en chantier ", " Carré noir ", " Musique et danse ", " Javas ", " Forts en tête ", " Conviviale Poursuite ", " Noms de dieux ", " Wallons-nous ", " Les années belges ", " Sindbad ".

En radio, suivant en cela la décision du conseil d'administration du 22 mars 2001, outre les programmes de Musique 3, les émissions relevant de ces catégories diffusées sur les chaînes généralistes représentent 770 heures par an pour La Première (soit 7 émissions régulières), 310 heures par an pour Fréquence Wallonie (soit 4 émissions régulières), 490 heures par an pour Bruxelles Capitale (soit 6 émissions régulières) et 440 heures par an pour Radio 21 (soit 2 émissions régulières). La RTBF précise que les émissions diffusées simultanément sur deux chaînes en jumelage ne sont comptabilisées qu'une seule fois.

Ces émissions sont :

- La Première : " Le classique des classiques ", " Le monde est un village ", " Radio image cinéma ", " Le grand jazz ", " Conviviale Poursuite ", " Systoles ", " Castafiore et Cie " ;

- Fréquence Wallonie : " Façon d'écrire, façon de parler " (jusqu'en août), " Chantons français ", " Les esquimaux du dimanche ", " Atmosphères " (depuis septembre) ;

- Bruxelles-Capitale : " Zig Zag", " Agora ", " Quel cinéma ! " (depuis septembre), " Les chemins de Bruxelles "; " Chantons français " (jusqu'en septembre, les rubriques de 16h40) et " Spectacles " (lundi), " Musiques " (mardi), " Cinéma " (mercredi) ;

- Radio 21 : " Rock à gogo ", " Expresso le Mag + Le Mag Week-end ";

- Musique 3 : programmation exclusivement culturelle.

Article 10
La RTBF doit diffuser ou produire notamment :

1. *En télévision, des spectacles musicaux, lyriques, chorégraphiques et dramatiques, Le nombre de ces spectacles, qui ne peut être inférieur à douze par an, est fixé annuellement par le conseil d'administration de l'Entreprise. Une attention particulière est consacrée aux diverses formes d'expression contemporaine. En outre, une émission mensuelle est réservée aux différentes formes d'expression musicale. Des émissions ou séquences régulières sont consacrées à la promotion de la littérature.*
2. *En radio, un programme réservé à toutes les musiques anciennes, classiques ou contemporaines. Une attention particulière sera réservée dans les programmes au patrimoine musical de la Communauté française et aux musiques du monde. Un minimum de deux cents concerts ou spectacles musicaux ou lyriques sont diffusés par an.*
3. *L'Entreprise veille à conclure avec le plus grand nombre d'institutions ou associations culturelles relevant de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, des accords de promotion réciproques lorsque l'autorisation de diffusion d'œuvres dont ces institutions détiennent les droits, est accordée à la R.T.B.F. à des conditions préférentielles ou gratuitement " .*

En télévision, conformément à la décision du conseil d'administration du 22 mars 2001, la RTBF a diffusé 192 programmes qui représentent un total de 215 heures 35 minutes d'antenne dont 183 sur La Deux et 9 sur La Une. 95 programmes ont été diffusés en première diffusion, dont 16 en direct, 89 en rediffusion et 8 en multidiffusion.

La RTBF a présenté dans son rapport la répartition de ces programmes selon les différents genres (concert, opéra, danse, documentaire, autres), les événements musicaux proposés, ainsi que la liste des captations en Communauté française. L'offre musicale est très diversifiée, tant dans les genres musicaux exploités (musique classique, opéra, rock, variétés, jazz, musique du monde) que dans les formes télévisuelles (direct, documentaires). La RTBF rappelle que l'émission " Si j'ose écrire " est consacrée à la promotion de la littérature, particulièrement aux auteurs de la Communauté française, tandis que le Journal télévisé consacre des séquences à la promotion des Lettres.

En radio, Musique 3, consacrée majoritairement aux musiques anciennes, classiques et contemporaines, a effectué 227 captations de concerts produits en Communauté française. 79 de ces captations ont été réalisées par " Musique 3 fédéral " (Reyers), tandis que les 148 autres ont été effectuées par les centres de production de Liège, Hainaut, Namur et Bruxelles. Des conventions de partenariat conclues par le Service Promotion, ont permis à la RTBF d'obtenir, en échange d'espaces de promotion, la gratuité de droits de diffusion ou de captation de plusieurs manifestations (Ars Musica, la Philharmonique de Bruxelles, une vingtaine de concerts et festivals musicaux dont la liste est fournie dans le rapport). Les informations transmises par la RTBF font état d'un nombre important de diffusion de concerts produits en Communauté française.

Article 11

" La RTBF doit diffuser et produire régulièrement dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions d'éducation permanente, en vue de contribuer notamment à la formation, l'éducation, l'information des consommateurs, la sensibilisation à l'environnement et au cadre de vie, l'éducation à la santé, la compréhension de la vie sociale, politique et économique, l'information des jeunes, l'éducation aux médias et la vulgarisation scientifique ".

Le conseil d'administration du 22 mars 2001 a fixé le volume en télévision à au moins 8 émissions régulières d'éducation permanente, quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles, généralement diffusées à des heures de grande écoute (access prime-time et prime-time).

Pour la RTBF, les programmes télévisés suivants se distinguent par " *leur caractère pédagogique ou d'éducation à la citoyenneté responsable* " : " Cours de langue ", " Micromédianet ", " Autant Savoir ", " Cartes sur table ", " Pulsations ", " Au nom de la loi ", " Faits divers ", " Droit de cité ", " Matière grise ", " Grands documents ", " Strip Tease ", " Qu'en dites-vous ? ", " Lieu Public ", " Niouzz " et " Cybercafé 21 ".

En radio, le conseil d'administration du 22 mars 2001 a fixé comme suit le volume des émissions considérées :

- sur La Première : 781 heures par an, soit 7 émissions régulières, à savoir : " Tout autre chose ", " Boulevard du temps ", " Big Palou ", " Mobile ", " Mémo ", " Si on parlait d'amour ", " Arguments " ;
- sur Fréquence Wallonie : 534 heures par an, soit 5 émissions régulières, à savoir : " Qui, que, quoi, dont, où ? ", " Bons baisers de chez nous ", " Web Nana ", " Chlorophylle ", " Radiolène "[18] ;
- sur Radio 21 : 112 heures par an, soit 2 émissions régulières, à savoir " Plan Langues ", " Cybercafé 21 "[19] .

Article 12

" En exécution de l'article 3 du décret du 14 juillet 1997, la RTBF doit créer en son sein une commission dont la mission est de créer et développer des synergies avec l'ensemble des acteurs du secteur de la communication et de la culture de la Communauté française. Elle comptera parmi ses membres des représentants des secteurs concernés ".

La Commission mixte Culture/RTBF s'est réunie trois fois en 2001. La RTBF a communiqué un résumé du contenu de ces réunions.

Article 13

" La RTBF doit attacher une importance particulière à la présentation des données relatives aux articles 9 à 11. A cet effet, elle complète les données d'audiences existantes par une réflexion qualitative et circonstanciée permettant de mieux apprécier la portée des émissions culturelles et éducatives par rapport aux publics auxquels elles ont été destinées " .

La RTBF a transmis une réflexion sur les différentes émissions concernées, ainsi que les audiences moyennes relevées en 2001.

L'opérateur a également précisé que les émissions culturelles ont totalisé 757 heures 6 minutes d'antenne, 282 heures 25 minutes ayant été diffusées sur La Une et 474 heures 41 minutes sur La Deux. Les émissions recensées comme étant " d'éducation permanente " représentent 459 heures 35 minutes d'antenne réparties en 205 heures 59 minutes sur La Une et 253 heures 36 minutes sur La Deux. Le pourcentage des émissions culturelles par rapport au total des heures de diffusion (premières diffusions et rediffusions comprises) est de 5,10 % sur La Une et de 11,75 % sur La Deux. Si on ne tient compte que des premières diffusions, on constate que ces pourcentages descendent à 3,48 % sur La Une et à 8,08 % sur La Deux.

La RTBF affirme toucher un large public grâce à sa politique de " multidiffusion " (premier rideau sur La Deux, deuxième et troisième rideau sur La Une). Cette technique permet, selon la RTBF, de proposer à *" chaque type de public une programmation alternative "*, et de remplir ainsi *" son rôle de télévision généraliste et de service public "*.

La RTBF souligne que le manque d'identification de La Deux mis en évidence dans le rapport de l'année 2000 a servi de base à la réflexion interne sur le nécessaire reformatage de La Deux (en cours). Initialement prévue au printemps 2002, la mise en place de la " nouvelle Deux " a été reportée en septembre 2002. En conséquence, il y a peu ou pas d'éléments neufs concernant la politique culturelle de la RTBF en télévision.

Outre une liste d'émissions culturelles récurrentes, la RTBF a fourni un relevé de programmes non récurrents *" qui ouvrent d'autres créneaux d'antenne de la RTBF aux matières culturelles, soit dans le cadre d'émissions complètes, soit dans le cadre de séquences d'information "*:

- **en théâtre :** diffusion du " Don Juan " de Molière mis en scène par A. Delcampe et captation de " La Reine Margot " à Villers-la-Ville (diffusion en 2002) ;
- en revanche, l'émission quotidienne de 5 minutes, " La Scène ", produite par RTBF Liège et mise à l'antenne en septembre 2000 afin de promouvoir particulièrement les arts de la scène, a été supprimée ;
- **en matière d'événements :** la " Session Violon " du concours Reine Elisabeth a été diffusée en direct en mai, tandis que les meilleurs moments

[18] Suppression de "Voisins Voisines" et "Grandeur nature". L'unique émission sur Bruxelles-Capitale, "Chacun pour tous" a été supprimée.
[19] L'une des deux émissions, "Cybercafé 21", occupe 110 minutes d'antenne chaque semaine.

des prestations des douze finalistes ont été rediffusés en juillet et en août. " La Traviata " de Verdi a été diffusée en direct depuis Paris. Parmi les autres événements, la RTBF pointe également " L'Eté des Festivals ", la Fête de la Musique sur la Grand Place de Bruxelles, le Concours Eurovision des jeunes danseurs ;
- **en matière de cinéma :** le Ciné-Club du Monde les dimanches soirs d'été sur La Deux.

Des séquences culturelles sont également présentes dans les décrochages régionaux de Fréquence Wallonie :
- Liège Matin : 120 séquences dans " Gros Plan ", 50 séquences sur Radiolène, 50 séquences dans " Petits Patelins ", 1000 annonces d'événements ou d'activités culturelles régionales, 100 évocations culturelles dans le jeu de la Loterie.
- Liège Soir : 840 séquences dont 50 directs sur les lieux des événements.
- Hainaut Matin : 750 séquences.
- Hainaut Midi : 300 séquences.
- Hainaut Soir : 500 séquences.
- Hainaut rac(h)ènes : 50 séquences.
- Sud Info : 4 séquences par jour en moyenne.

Enfin, les émissions d'information fédérales, tant en radio qu'en télévision, comprennent régulièrement des séquences culturelles. La RTBF a diffusé :
- **en radio :** un minimum de 132 heures d'antenne sur La Première (27 heures pour Matin Première, 83 heures pour Midi Première et 12 heures 12 minutes réparties en 257 séquences sur Fréquence Wallonie (Liège)) ;
- **en télévision :** 907 séquences culturelles réalisées par les rédactions du JT pour une durée totale de diffusion de 35 heures 52 minutes, dont 771 séquences en première diffusion.

La RTBF donne des exemples des *" séquences généralistes "* témoignant de sa volonté d'intégrer les matières culturelles aux autres titres de l'actualité, *" la rédaction du journal télévisé considérant qu'elles représentent des informations à part entière et recouvrant l'ensemble des activités culturelles comme la littérature, la musique, le théâtre, les autres arts de la scène, l'audiovisuel, les arts plastiques, le patrimoine, etc. "*, de mettre en avant la richesse et la diversité des domaines culturels couverts par l'information télévisée et de donner une large place aux artistes et créateurs de la Communauté française *" qui trouvent dans le JT une vitrine complémentaire aux magazines culturels "*.

EMISSIONS DE DIVERTISSEMENT

Article 14

" La RTBF doit s'attacher à donner une place significative à la chanson d'expression française et à présenter et mettre en valeur les artistes de la Communauté française, en particulier les nouveaux talents. Ainsi, en radio, l'Entreprise diffuse au moins 30% de musique sur des textes francophones. Elle diffuse à concurrence d'au moins 15% de ce pourcentage des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes ou de producteurs de la Communauté française. Dans les émissions de jeu, l'Entreprise s'attache à mettre en valeur l'imagination, l'esprit de découverte ou les connaissances des candidats ".

La RTBF relève, en télévision, quelques émissions comme " Conviviale poursuite ", considérée par l'opérateur comme un " creuset " de découvertes et de rencontres d'artistes connus ou moins connus de la Communauté française (100% d'artistes de la Communauté française, s'exprimant en direct) et comme " Pour la gloire ", présentée comme une compétition musicale pour amateurs ou semi-professionnels, interprètes ou auteurs-compositeurs, *" tremplin pour les jeunes talents de Wallonie et de Bruxelles "*. L'opérateur met également en exergue l'émission consacrée aux Francofolies de Spa qui a proposé 85% de chanson française, l'émission spéciale " Stéphane Steeman ... 50 ans me sont comptés " retraçant la carrière de l'humoriste ainsi que l'émission " Adamo pas à pas " présentant un nombre important d'artistes de la Communauté française.

En radio, l'ensemble des chaînes, hors Musique 3, ont diffusé 425.095 titres dits de variété. La chanson francophone en représente 35,5 % (151.137 titres). La RTBF dénombre 18.793 titres de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française, soit 4,42 % du total des titres diffusés, ou 12,43 % de l'ensemble des titres francophones.

La RTBF souligne que l'importante augmentation du nombre de titres dits " de variété " et de " chanson francophone " en radio (211.934 titres de plus qu'en 2000) provient d'une part de l'ajout de la chaîne Radio Trafic qui a diffusé 140.160 titres en 2001 et, d'autre part, de la comptabilisation en 2001 de la dif-

fusion de Radio Chouette (programme de nuit) sur l'ensemble des chaînes qui font appel à cette programmation musicale (soit 94.989 titres en 2001).

ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES ET DE FICTION TELEVISÉE

Article 15

" La RTBF doit diffuser des œuvres cinématographiques et de fiction télévisées de long, moyen et court métrage. Elle propose notamment des œuvres récentes et de qualité, en particulier d'auteurs, de producteurs et de petites et moyennes entreprises de distribution de la Communauté française ou interprétées par des artistes - interprètes de la Communauté française " .

La RTBF a diffusé 160 longs métrages émanant de distributeurs de la Communauté française. Parmi ceux-ci, 13 longs métrages *" produits ou coproduits en Belgique/Communauté française sont l'œuvre d'auteurs ou de réalisateurs ou font appel à des artistes de la Communauté française "*.

La RTBF identifie 60 téléfilms ou épisodes de séries coproduits par la RTBF et des producteurs indépendants dont 27 ont été diffusés en première diffusion.

L'opérateur a " multidiffusé " 48 courts métrages produits en Communauté française (193 passages sur antenne, pour un total de 2.014 minutes, toutes diffusions confondues).

La RTBF a communiqué la liste des moyens métrages et des longs métrages ainsi que des producteurs des courts métrages diffusés. Elle a expliqué les raisons des variations constatées par rapport à l'exercice 2000 par le fait que les soirées cinéma de juin-juillet ont été remplacées par la diffusion des matches de l'Euro 2000, par des opportunités d'achat de films et de priorités de diffusion justifiant des accroissements de programmation de fictions cinéma et par certains apports supplémentaires de téléfilms en coproduction nécessitant l'utilisation de cases réservées à la fiction cinéma pour leur diffusion.

Article 16

" La RTBF doit diffuser régulièrement et au moins quarante fois par an, des émissions de type "Ciné Club", qui mettent notamment en avant des réalisations d'auteurs, de producteurs et de distributeurs de la Communauté française ".

La RTBF a programmé dans une case ciné-club (définie par l'opérateur comme *" cinéma d'auteur et œuvre à caractère plus difficile "*), 60 longs métrages cinématographiques. 50 d'entre eux proviennent de distributeurs de la Communauté française. Parmi ceux-ci, 3 étaient des coproductions avec la RTBF tandis que 5 ont été achetés hors Communauté française.

EMISSIONS SPORTIVES ET ÉMISSIONS DESTINÉES À LA JEUNESSE

Article 17

" La RTBF doit diffuser des émissions d'information sportive ouvertes à l'éventail de disciplines le plus large possible " .

La RTBF couvre un très large éventail de disciplines : automobilisme, football, patinage, basket, athlétisme, ski, tennis, judo, motocross, tennis de table, jumping, golf, volley, cyclisme, etc. Communication est faite de la liste des émissions sportives avec leurs horaires de diffusion et le nombre de diffusions par année.

Article 18

" La RTBF doit réaliser un effort particulier dans le domaine de la production et de la coproduction originales d'émissions télévisées de qualité pour la jeunesse et de la diffusion de telles émissions. Pour autant que l'équilibre financier global de l'Entreprise soit atteint, les recettes tirées de l'exploitation des droits dérivés des œuvres destinées à la jeunesse, produites ou coproduites par l'Entreprise, sont réinvesties par priorité dans la production ou la coproduction d'œuvres de même nature ".

Comme l'année précédente, il n'y a pas eu en 2001 de recettes tirées de l'exploitation des droits dérivés des œuvres destinées à la jeunesse.

La RTBF a programmé plusieurs émissions destinées aux enfants et/ou aux adolescents ainsi que de nombreux dessins animés et trois feuilletons :

- **en télévision :** " Ici Bla-Bla ", " Les Niouzz ", " Génies en herbe ", " C'est pas sorcier ", " Télétubbies ", " Lassie ", " Les aventures de Tintin ", " Le Muppet show ", ...
- **en radio :** " Big Palou ", " Les P'tits trésors ", " La Boîte à joujoux ".

La RTBF précise la part de productions propres dans

les émissions ainsi que les périodicités et les heures de programmation.

EMISSIONS DE SERVICE

Article 19

" La RTBF doit diffuseR tant en radio qu'en télévision, aux jours et heures d'écoute appropriés :

a) des émissions de culte;

b) des informations météorologiques;

c) des messages d'information et de sécurité routière;

d) des avis de recherche de personnes disparues ou suspectées de crimes et délits, à la demande des autorités judiciaires;

e) en fonction des disponibilités techniques, des avis, brefs et à caractère général, d'enquête publique en matière d'urbanisme, d'environnement et d'aménagement du territoire, fournis ou financés par les autorités compétentes de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale ".

La RTBF a transmis la liste des différentes émissions de service qu'elle diffuse dans ces catégories ainsi que leur périodicité et leur horaire de diffusion.

Article 20

" La RTBF doit, tant en radio qu'en télévision, arrêter un plan d'urgence, en concertation avec les autorités fédérales, régionales ou provinciales compétentes, qui contient les procédures d'alerte et d'avertissement à la population susceptibles d'être diffusées, tant pendant qu'après les émissions, en cas de catastrophe naturelle, d'accident industriel ou nucléaire, d'attentat comportant des risques graves pour la population. Elle communique ce plan au Gouvernement de la Communauté française dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion " .

Le plan d'urgence a été transmis au Gouvernement de la Communauté française le 12 mai 1998.

Article 21

" La RTBF doit diffuser en télévision :

a) des émissions destinées aux malentendants. Notamment, et dans la mesure de ses possibilités, elle assure par tout moyen adéquat, la compréhension par les malentendants du journal du début de soirée;

b) des émissions de télétexte ou des émissions de même nature répondant aux même objectifs, et diffusant notamment des offres d'emploi ".

La RTBF diffuse un magazine mensuel à destination des sourds et malentendants dénommé " Tu vois ce que je veux dire ". Elle a en outre organisé la traduction gestuelle du JT de 19 heures 30 sur la deuxième chaîne. L'une des rediffusions des " Niouzz " est accompagnée d'une traduction gestuelle depuis le 18 septembre 2000.

Plusieurs programmes sont diffusés avec sous-titrage sur le télétexte : " Contacts ", " Planète des Hommes ", " Le jardin extraordinaire ", " Papa, maman et moi ", " Grands documents ". Enfin, les offres d'emploi du Forem (189 séquences, soit 51 heures 47 minutes) sont diffusées sur le télétexte et en " ouverture d'antenne ", sur La Deux.

EMISSIONS CONCEDEES

Article 22 et 23

" La RTBF doit, selon des modalités qu'elle détermine concéder des émissions, tant en radio qu'en télévision, à des associations représentatives agréées à cette fin par le Gouvernement. La diffusion de ces émissions est assurée gratuitement par l'Entreprise ".

" La RTBF peut, sous son autorité, dans la mesure de ses possibilités et selon des modalités qu'elle détermine mettre à la disposition des associations représentatives reconnues, les installations, le personnel et le matériel nécessaires aux émissions qui leur sont confiées ".

La RTBF a transmis la liste des émissions concédées avec indication de leur périodicité et de leur durée de diffusion, tant en radio qu'en télévision.

Elle précise que les associations représentatives qui en ont fait la demande ont vu leurs émissions enregistrées, selon les modalités fixées dans le " Règlement en matière d'associations représentatives reconnues auxquelles peuvent être confiées des émissions de radio ou de télévision à la RTBF " adopté par le conseil d'administration de la RTBF en sa séance du 19 octobre 1998.

EMISSIONS DE NATURE COMMERCIALE

Article 24

" La RTBF peut diffuser toute émission de nature publicitaire et commerciale, tant en radio qu'en télévision, dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur et du présent contrat de gestion " .

Article 25

" Sans préjudice des dispositions du décret du 14 juillet 1987 sur l'audiovisuel et en exécution de son contrat de gestion, la RTBF doit, en matière d'émissions publicitaires, respecter les règles particulières suivantes :

1. *En télévision, le temps de transmission consacré à la publicité commerciale, telle que définie par le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., ne doit pas dépasser une durée journalière moyenne de six minutes par heure de transmission. Sans préjudice de l'alinéa précédent, le temps de transmission quotidien consacré à la publicité commerciale, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., entre 19 et 22 heures, ne doit pas dépasser une durée de vingt et une minutes. Cette durée est portée à vingt-quatre minutes à concurrence de, au plus, soixante-trois jours par an.*

   Ce plafond de 24 minutes ne peut être atteint plus de douze jours par mois. Par ailleurs, par période de douze mois prenant cours le 1er octobre de chaque année, le nombre de mois où ce dernier plafond de douze jours par mois est atteint ne peut dépasser quatre.

   Le temps de transmission consacré aux écrans publicitaires à l'intérieur d'une période donnée d'une heure ne doit pas dépasser douze minutes.
2. *En télévision comme en radio, la publicité commerciale ne peut faire appel, pour la partie sonore ou visuelle de l'émission, aux journalistes engagés par l'entreprise, en qualité d'agents statuaires ou contractuels, pour réaliser des programmes.*
3. *La publicité ne peut interrompre les programmes, notamment les films ou les différentes séquences d'un même programme. En radio comme en télévision, la publicité commerciale ne peut interrompre les émissions d'information, ni les émissions dramatiques ou d'art lyrique, sauf durant les interruptions naturelles.*
4. *En télévision, la publicité commerciale est interdite pour les biens et services suivants :*
   a) *les médicaments visés par la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;*
   b) *les substances visées par l'arrêté royal du 6 mai 1922 concernant la vente des désinfectants et des antiseptiques et par l'arrêté royal du 31 décembre 1930, concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes, pris en application de la loi du 24 février 1921;*
   c) *le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, visés par l'arrêté royal du 20 décembre 1982, relatif à la publicité pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires;*
   d) *les boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;*
   e) *les biens ou services évoquant directement ou indirectement, des marques de tabac, des produits à base de tabac ou similaires, ainsi que des boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;*
   f) *les armes;*
   g) *les jouets imitant des armes à feu ou susceptibles d'induire des comportements violents, racistes ou xénophobes;*
   h) *les agences matrimoniales et les clubs de rencontre, y compris par messagerie électronique.*
5. *En télévision, la publicité commerciale :*
   a) *pour les produits diététiques autres que ceux qui font l'objet d'une référence comme médicament visés à l'annexe de l'arrêté royal du 4 août 1983 relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière doit clairement mentionner pour quel régime le produit déterminé est conseillé et ne peut faire mention de maladies humaines ou de personnes atteintes de maladies, sauf dérogation prévues par l'arrêté royal du 4 août 1983 précité;*
   b) *pour les confiseries contenant du sucre est autorisée moyennant l'insertion d'un avertissement, sous quelque forme que ce soit, indiquant l'incidence de ce type de produit sur la santé;*
   c) *pour les véhicules motorisés ne peut être fondée sur la promotion de la vitesse.*
7. *En télévision, la publicité commerciale :*
   a) *ne peut faire référence à des tests comparatifs effectués par des organisations de consommateurs;*
   b) *ne peut comporter aucun élément écrit, verbal, visuel ou sonore qui, directement ou indirectement par exagération ou ambiguïté, soit susceptible d'induire en erreur le consommateur;*
   c) *ne peut utiliser indûment des termes techniques ou scientifiques, ni les présenter de manière à provoquer une interprétation erronée;*
   d) *ne peut recourir à des résultats de recherche, à des citations tirées d'ouvrages scientifiques que si tous risques de confusion, d'ambiguïté ou de généralisation abusive sont évités;*
   e) *ne peut utiliser les recommandations, références, citations ou déclarations, qu'avec l'accord formel de leurs auteurs ou de leurs ayants droit et qu'à la condition qu'elles soient authentiques et véridiques.*
7. *L'entreprise veille à ce que les annonceurs ou leurs agences de publicité puissent, à toute demande, produire la preuve établissant le bien-fondé de tous les éléments objectifs des messages de publicité, tels que définis ci-dessus " .*

La RTBF a transmis les données relatives au temps consacré à la publicité commerciale en moyenne quotidienne sur ses deux chaînes de télévision. Elle précise que La Une a dépassé à 14 reprises le temps de transmission sans excéder le plafond des 24 minutes et donne communication des jours où ces dépassements ont eu lieu, la durée totale des écrans publicitaires et la durée de chaque dépassement.

PROMOTION DE LA DIFFUSION D'ŒUVRES EUROPEENNES ET D'ŒUVRES D'EXPRESSION FRANÇAISE

Article 26

" En application de l'article 24bis § 1er du décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 et dans le respect de l'article 6 de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, la RTBF doit assurer, dans l'ensemble de sa programmation télévisée, au moins 51% de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, aux services de télétexte et à la mire, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française ".

La RTBF a programmé, sur La Une, 2.879 heures d'œuvres européennes, soit 71, 3% du temps de programmation. Parmi celles-ci, 41,88 % sont des productions propres, 6,42% des coproductions et 2,97% des achats d'œuvres " de la Communauté française". Elle a programmé sur La Deux 2.590 heures d'œuvres européennes, soit 91,3% du temps de programmation.

La RTBF a transmis la liste complète des œuvres européennes programmées.

Article 27

" Sont exclus du temps de diffusion visé à l'article 26 :

- *pour l'information : les journaux télévisés, les flashes d'information, les interviews et les débats;*
- *pour les manifestations sportives : la transmission en direct ou en différé, en totalité ou en partie, de compétitions sportives telles que mises en œuvre par leurs organisateurs;*
- *pour les jeux : les émissions de compétition ou de divertissement nécessitant des moyens de production réduits;*
- *la publicité;*
- *les services de télétexte;*
- *la mire "* (article 27).

Article 28 et 29

" En télévision, la RTBF doit assurer, dans l'ensemble de sa programmation, au moins 33% de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, au service de télétexte et à la mire, à des œuvres dont le tournage, la réalisation ou la production déléguée sont assurées par des professionnels d'expression française " (article 28).

La RTBF a diffusé sur La Une 52,48% et sur La Deux 70,07% d'œuvres dont le tournage, la réalisation ou la production déléguée sont assurés par des professionnels d'expression française.

" La RTBF doit également diffuser en radio quotidiennement des œuvres d'auteurs, de compositeurs, d'artistes interprètes ou de la Communauté française " (article 29).

La RTBF diffuse en radio des œuvres écrites, composées, interprétées ou produites en Communauté française. Cette obligation est déjà rencontrée par les articles 10 et 14.

Article 30

" La RTBF doit dans la mesure de ses possibilités techniques et selon les modalités qu'elle détermine mettre son infrastructure, telle que ses studios d'enregistrement, à la disposition des artistes interprètes de la Communauté française et de ses producteurs indépendants " .

Le Centre de production de Liège a mis du matériel et du personnel radio à disposition de deux projets élaborés et réalisés par des artistes belges : une installation vidéo/projection pour une opérette vidéo en 38 tableaux " Petite pilule pour la folie " et la réalisation d'un CD musical dans le cadre du mois mondial de la lutte contre le cancer du sein.

En radio, les studios du site de Reyers ont été mis à disposition dans le cadre de l'émission " Le monde est un village " (une série de sessions d'enregistrement ont été réalisées, permettant à des artistes de la Communauté française de produire un CD de compilation ; 50 heures de sessions d'enregistrement ont conduit à la réalisation du CD de promo-

tion " La Bûche " ; dans le cadre de l'émission " Sacré français ", 15 heures de studio ont été offertes à Melon Galia ; des sessions d'enregistrement de concerts et spectacles ainsi que des émissions ont également été consacrées à des artistes de la Communauté française. Le rapport comprend la liste des bénéficiaires.

CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE AUDIOVISUELLE INDEPENDANTE

Article 31 à 35

" La RTBF doit contribuer activement au développement de l'industrie audiovisuelle en Communauté française de Belgique, dans les Etats membres de l'union européenne et dans les pays de la francophonie, par une politique appropriée de contrats cadre ou ponctuel avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle " (article 31).

" En vue de réaliser l'objectif visé à l'article 31, et en application de l'article 24bis, §2, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise affecte une part de ses ressources et de ses moyens déterminée annuellement par le conseil d'administration, mais qui ne peut être inférieure à cent millions indexés annuellement, et pour la première fois à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini à l'article 51,§1er, à des contrats de coproduction, de captation et/ou d'achats de droits d'émissions, réalisés avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle, dont la résidence ou le siège social est situé dans un Etat membre de l'Union européenne " (article 32).

" Est considéré comme producteur indépendant pour l'application de l'article 31 la personne physique ou morale qui, cumulativement :

- *est dotée d'une personnalité juridique distincte de celle d'un radio diffuseur ;*
- *est libre de définir sa politique commerciale ;*
- *n'est pas liée à un organisme de radiodiffusion ;*
- *ne dispose, de manière directe ou indirecte, d'aucune minorité de blocage dans un quelconque organisme de radiodiffusion ou dans le capital de laquelle aucun organisme de radiodiffusion ne possède une minorité de blocage "* (article 33).

" Dans l'affectation des ressources et moyens visés à l'article 32, l'Entreprise opère une ventilation en fonction des différents types d'émissions visées au présent contrat de gestion " (article 34).

" Dans les ressources visées à l'article 32 sont comprises les recettes prévues par la convention cadre signée le 2 mars 1994 par le Ministre responsable de l'audiovisuel et trois associations ".

La RTBF est intervenue dans 87 contrats de coproduction avec des producteurs indépendants, pour un montant total de 4.416.781 EUR. Ces contrats portent sur des œuvres de fiction cinématographique, des téléfilms, des documentaires et des émissions.

Les émissions coproduites avec des producteurs indépendants sont " Cybercafé 21 ", " Millésimes ", " Jardins et loisirs ", " Autovision ".

COLLABORATIONS AVEC LES TELEVISIONS LOCALES ET COMMUNAUTAIRES

Article 36

" L'Entreprise veille à développer avec les télévisions locales et communautaires de la Communauté française des synergies en matière :

- *d'échanges d'images, de reportages et de programmes, dans le respect des règles professionnelles et déontologiques des professions concernées ;*
- *de coproduction de magazines ;*
- *de diffusion de programmes ;*
- *de prestations techniques et de services ;*
- *de participation à des manifestations régionales ;*
- *de prospection et diffusion publicitaires " .*

La RTBF a effectué avec les télévisions locales et communautaires des échanges d'images et de séquences d'information, dans le cadre de conventions cadre.

En matière de coproduction, la RTBF Hainaut et Télé Mons Borinage ont mis leurs moyens en commun à l'occasion de la Ducasse de Mons.

Plusieurs apports d'images ont été effectués dans le cadre des émissions " Javas ", " Forts en tête ", " Champion's ", " Musiques et danse ", " Régions Soir ".

La RTBF autorise l'accès libre des télévisions locales

et communautaires aux matches du championnat de Belgique de football. Elle est opérateur de services pour Télé Bruxelles. Des échanges d'annonces promotionnelles sont régulièrement pratiqués lorsque les télévisions locales et la RTBF sont partenaires de manifestations régionales.
Enfin, la RTBF ajoute que la RMB est à la disposition des TVLC dans la prospection et la mise à disposition d'espaces publicitaires.

Article 37

" L'Entreprise invite, une fois par an au moins, un représentant de l'asbl Vidéotrame à l'une des réunions de son conseil d'administration ou de son comité permanent pour débattre des questions visées au présent chapitre ".

La RTBF précise que l'administrateur général a fait rapport au conseil d'administration sur l'état des contacts et sur l'évaluation des collaborations entre la RTBF et les TVLC, tant au travers de collaborations concrètes comme les Niouzz, que par les réunions et échanges de courriers qu'il a eus avec le Président et la Directrice de Vidéotrame.

COLLABORATIONS AVEC LA PRESSE ECRITE

Article 38

" Dans le respect de l'article 26 §3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise met en œuvre, selon les modalités prévues au présent chapitre, des collaborations visant au maintien et au développement du pluralisme de la presse écrite d'opinion ou d'information générale, tant quotidienne que périodique en Communauté française ".

La RTBF souligne que la rédaction du journal parlé met régulièrement en évidence la presse écrite d'opinion ou d'information générale au travers de ses revues de presse diffusées sur La Première.

Le journal télévisé a produit trois émissions en collaboration avec la presse écrite : " Dans l'assiette du Belge " avec Le Soir, " La RTBF c'est vous " avec La Libre Belgique et " Tremplin pour l'emploi " avec La Libre Belgique.

Les centres régionaux mènent des accords de partenariat ou des collaborations avec la presse écrite, ainsi par exemple :

- la RTBF Hainaut et le groupe Sud Presse (La Province) ont collaboré à la rédaction, la diffusion et la publication de billets radio et d'articles intitulés " En avant pour l'euro " ;
- la RTBF Charleroi organise des partenariats et des collaborations dans le cadre des émissions " Les @llumés.be", " Champion's ", " Au nom de la loi ", " Forts en tête ", " Cartes sur table", " Les années belges " ;
- la RTBF Namur collabore avec le groupe Sud Presse ainsi qu'avec divers magazines dans le cadre de l'émission " Qui, que, quoi, dont, où " ;
- la RTBF Bruxelles organise des échanges dans le cadre des émissions " La semaine infernale ", " Le jeu des Dictionnaires " et " Bonjour quand même ".

Par ailleurs, le service Promotion de la RTBF a conclu des accords d'échanges d'espaces promotionnels avec différents supports de la presse écrite. 15 conventions d'échanges d'espaces ont été conclues en 2001.

Article 39

" L'Entreprise verse annuellement au Fond de développement de la presse écrite institué par le Gouvernement de la Communauté française, une part correspondant à 3% des ressources brutes provenant de la publicité commerciale ".

Pour l'année 2001, ce montant s'élève à 4.237.316,55 EUR.

COLLABORATIONS AVEC LE CINEMA

Article 40

" L'Entreprise conclut des accords d'échange d'espaces promotionnels consacrés à des collaborations établies de commun accord avec les organes professionnels représentatifs du cinéma, et visant la promotion des films distribués en salle, en particulier les films produits en Communauté française, ainsi que les manifestations cinématographiques telles que les festivals ".

Les accords d'échange d'espaces promotionnels couvrent le réseau de salles de Kinepolis Group et de l'UGC. La promotion de films est également assurée par des séances en avant-première sous différents labels – Coup de film, La Première, Bruxelles Capitale, Radio 21, Fréquence Wallonie -, dont l'annonce est

faite sur antenne (environ 100 séances par an).
Dix huit festivals ou événements cinéma ont fait l'objet d'une promotion sur les antennes radio et TV de la RTBF, dans le cadre de conventions d'échanges d'espaces publicitaires.

Enfin, des accords de partenariat portant sur l'année, avec les groupes Kinepolis et UGC, ont permis l'organisation de séances régulières d'avant-premières dont les entrées sont distribuées à l'occasion de jeux-concours en radio et en télévision.

COLLABORATIONS AVEC LES RADIOS PRIVEES

Article 41

" L'Entreprise verse annuellement au Fonds d'aide à la création radiophonique, une part correspondant à 2% du produit des ressources nettes de la publicité commerciale, qu'elle obtient en radio, déduction faite de la TVA, des commissions de régies et de l'intervention en faveur de la presse écrite visée à l'article 39 ".

Pour 2001, ce montant s'élève à 213.202,63 EUR.

COOPERATIONS INTERNATIONALES

Article 42 et 43

" L'Entreprise adhère aux associations, institutions et organismes internationaux de radio-télévision utiles à l'accomplissement de sa mission de service public et des missions spécifiques éventuelles confiées par le Gouvernement de la Communauté française, et en tout cas :

- *à l'Union européenne de radiodiffusion (UER) ;*
- *au Conseil international des radios télévisions d'expression française (CIRTEF) ;*
- *à la Communauté des radios publiques de langue française (CRPLF) ;*
- *à la Communauté des télévisions francophones (CTF), dans les conditions prévues par le statut de ces organisations ".*

" L'Entreprise tend à promouvoir les échanges et la production commune de programmes de radio et de télévision avec les organismes, prioritairement publics, de radio et de télévision des pays européens et des pays appartenant à la Francophonie " .

La RTBF a procédé aux échanges et à la production commune de programmes de radio et de télévision dans le cadre de son adhésion aux organismes internationaux visés à l'article 42 du contrat programme.

Elle a notamment relayé 129 programmes de membres de l'UER et en a réalisé et proposé 27 à ses partenaires au sein de l'UER. L'ensemble de ces programmes représente 247 transmissions, certaines manifestations sportives s'étalant sur plusieurs jours.

Dans le cadre de sa participation au CIRTEF, elle a coproduit l'émission TV " Reflets, images d'ailleurs " et a mis des locaux et du personnel à la disposition du Secrétariat général du Conseil.

Enfin, dans le cadre de l'adhésion à la CRPLF, des collaborations se sont concrétisées en matière d'assistance technique, d'enregistrements en multiplex, d'organisation de conférences téléphoniques de concertation, etc. Un total de 557 programmes musicaux ont été fournis à la RTBF et 604 échanges musicaux ont été effectués avec le CRPLF.

Article 44

" L'Entreprise est actionnaire, pour compte de la Communauté française, de la S.A. Satellimages-TV5. Selon les modalités fixées par des accords particuliers conclus avec cette société, elle met en œuvre des collaborations notamment par la mise à disposition de celle-ci des émissions ou extraits d'émissions francophones de télévision, aux fins d'une diffusion par satellite. Ces collaborations sont mises en œuvre sans but lucratif, sans préjudice cependant d'accords spécifiques conclus notamment pour les émissions sportives. Le Gouvernement attribue le montant nécessaire à l'exécution de cette mission, révisable annuellement ".

Le rapport détaille les émissions diffusées et la durée totale de diffusion par émission. La RTBF a alimenté les différents réseaux de la chaîne internationale francophone : TV5 Europe, TV5 Afrique, TV5 Asie, TV5 Orient, TV5 Québec-Canada, TV5 USA et TV5 Amérique Latine-Caraïbes.

Article 45

" Selon les modalités qu'elle détermine, et dans la mesure de ses moyens budgétaires, l'Entreprise établit des relations de partenariat avec des organismes de radiodiffusion à vocation internationale, utile à l'accomplissement de sa mission. Dans ce cadre, elle collabore notamment avec :

- *la chaîne télévisée franco-allemande ARTE ;*
- *la chaîne télévisée paneuropéenne d'information EURONEWS ;*
- *la chaîne télévisée paneuropéenne du sport EUROSPORT " .*

La RTBF a coproduit avec ARTE 5 programmes, essentiellement des documentaires.

Le contrat liant la RTBF à EUROSPORT, arrivé à son terme en décembre 1998, n'a pas été renouvelé.

Enfin, la RTBF et EURONEWS pratiquent des échanges réguliers d'informations. Dans ce cadre, 20 séquences du JT de la RTBF ont été reprises dans " Perspectives ", une émission hebdomadaire qui reprend des sujets des différentes chaînes partenaires de Euronews. D'autres séquences du JT de la RTBF ont été reprises dans d'autres magazines d'Euronews, dans des proportions plus modestes. La RTBF, quant à elle, diffuse chaque jour le magazine " Euronews " à 11h45 sur La Une.

AVIS DU COLLEGE D'AUTORISATION ET DE CONTROLE

La RTBF a rempli pour l'exercice 2001 les obligations de son contrat de gestion, à l'exception des points suivants :

- le seuil de 75% de moyenne annuelle calculée sur 3 ans en matière de productions réalisées par les centres régionaux (article 2) n'est pas atteint, et ce pour la deuxième année consécutive ;
- la proportion des titres de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française n'atteint pas les 15% requis à l'article 14 et cela pour la deuxième année consécutive. Le Collège d'autorisation et de contrôle souligne une nouvelle fois la difficulté de mise en œuvre et de contrôle rigoureux de cet article ;
- la collaboration avec les TVLC : l'asbl Vidéotrame n'a pas été conviée à une des réunions du conseil d'administration ou du comité permanent de la RTBF (article 37).

Par ailleurs, le Collège souligne, comme les années précédentes :

- le caractère composite de la programmation, principalement sur La Deux, qui ne permet pas de déceler une véritable politique éditoriale et une ligne directrice en matière de programmation culturelle ;
- le fait que les émissions culturelles, tant en radio qu'en télévision, restent consacrées essentiellement à la musique ou au cinéma (plus rarement à la littérature) au détriment des autres expressions artistiques (théâtre, danse, arts plastiques, multimédias, cirque, autres,...).

Enfin, le Collège regrette :

- la forte influence de la comptabilisation des rediffusions dans le calcul du nombre d'heures et du pourcentage d'émissions culturelles et d'éducation permanente diffusées par la RTBF. Le Collège d'autorisation et de contrôle restera attentif à ce que l'importance des rediffusions des programmes n'ait pas pour effet de contourner l'esprit de ces dispositions ;
- l'accentuation de la baisse du nombre des coproductions réalisées avec des producteurs indépendants ;
- l'absence d'information concernant les émissions de jeu.

De façon générale, le Collège d'autorisation et de contrôle estime que la RTBF a globalement respecté ses obligations pour l'exercice 2001.

LES TELEVISIONS PRIVEES

TVI – EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2000

INTRODUCTION

L'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, en exécution de l'article 21 §1, 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, se fonde sur l'examen des rapports de l'opérateur et du Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique en matière de coproductions et commandes de programmes et sur le rapport de vérification comptable, en distinguant les dispositions qui figurent dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, dans le protocole d'accord du 17 août 1994 et dans la convention du 6 janvier 1997. Le Collège d'autorisation et de contrôle a rencontré des représentants de l'opérateur en sa séance du 6 février 2002.

PRODUCTION PROPRE

- En temps de programmation (articles 1er , 10° et 16, 3° du décret)

TVi, en exécution du décret, doit assurer 20 % au moins de production propre dans sa programmation.

TVi déclare avoir consacré aux productions propres en 2000 :
Rediffusion comprise :
Nombre d'heures produites par l'organisme : 2.351 heures
Total antenne : 9.916 heures
soit 23,7 % de sa programmation.

Hors rediffusion :
Nombre d'heures produites par l'organisme : 1.980 heures
Total antenne : 8.747 heures
soit 22,6 % de sa programmation.

- En montants financiers (article 2 de la convention)

Le budget annuel moyen de production propre de programmes étant pour les années 1993,1994 et 1995 de 17.848.333,78 EUR, TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année, au 1er janvier et pour la première fois le 1er janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Le montant des engagements doit s'élever pour l'exercice 2000 à 20.695.859,10 EUR au moins. L'opérateur déclare avoir consacré une somme de 31.130.821,19 EUR aux productions propres.

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(article 16, 4° du décret et article 11 de la convention)

TVi doit, en exécution du décret, mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française, notamment dans ses différents aspects régionaux.

TVi s'est engagé, dans la convention, à assurer, à la demande du Gouvernement et selon des modalités qui seront définies dans un avenant, la promotion des manifestations culturelles de la Communauté française en mettant à la disposition de celle-ci, annuellement, des espaces promotionnels pour une valeur de 25 millions de FB (soit 619.733,81 EUR), adaptés, chaque année au 1er janvier et pour la première fois le 1er janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Aucun avenant à la convention n'ayant été conclu en 2000, l'opérateur déclare n'avoir pris aucune disposition particulière en la matière.
Pour le Collège d'autorisation et de contrôle, l'obligation inscrite dans le décret de mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française doit être rencontrée. Les données relatives à cette mise en valeur doivent être communiquées au Collège d'autorisation et de contrôle, nonobstant l'absence d'avenant à la convention.

Le Collège d'autorisation et de contrôle rappelle

l'avis (n°3/2001) rendu, à la demande du Ministre de l'audiovisuel, sur un projet d'avenant à la convention du 6 janvier 1997 entre la Communauté française et TVi et insiste sur la nécessité d'arriver à un texte satisfaisant dans les plus brefs délais.

Le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que la preuve du respect de l'article 16 4° du décret n'est pas rapportée.

PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(article 3 de la convention)

> *Le budget annuel moyen des prestations extérieures étant pour les années 1993, 1994 et 1995 de 120 millions FB (soit 2.974.722,29 EUR), TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année au 1er janvier et pour la première fois le 1er janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.*

Le montant à atteindre est de 3.449.309,85 EUR au moins.

Les dépenses de l'exercice sont comptabilisées par l'opérateur pour un montant de 4.855.608,96 EUR.

COPRODUCTIONS ET COMMANDES DE PROGRAMMES

(article 4 de la convention)

Pour rappel, à partir de l'exercice 1993, les modalités d'application de l'engagement de TVi en matière de coproduction sont fixées dans le protocole d'accord de 17 août 1994 entre la Communauté française, la société TVi et les associations professionnelles. La convention de 1997 confirme et précise le dispositif prévu dans ce protocole.

Coproduction (article 4 § 1)

TVi s'est engagée à affecter annuellement à la coproduction une somme fixée à 2,2 % de son chiffre d'affaires brut de l'année précédente (à savoir le montant des recettes brutes facturées, commissions et sur-commissions non déduites par la régie publicitaire de TVi, ou à défaut de régie par TVi, pour l'insertion de messages de publicité commerciale, non commerciale, régionale et de parrainage dans les programmes de TVi).

L'engagement à rencontrer par TVi pour l'exercice 2000 s'élève à 2.346.985 EUR. Ce montant résulte des éléments suivants :

- montant de base 2000 : 2.384.823,59 EUR (2,2 % du chiffre d'affaires qui s'élevait, en 1999, à 108.401.071,89 EUR)
- excédent d'engagement en 1999 : 37.838,54 EUR

TVi précise que le montant des engagements en coproductions pour l'exercice 2000 s'établit à 2.123.560,79 EUR.
Ces engagements ont été admis par le Comité d'accompagnement du protocole d'accord sous réserve des vérifications et confirmations de cinq contrats : " Route de Nuit ", " Du moment qu'on s'aime ", " Histoire d'Amour n°1 ", " Transfixion " et " Clara ".

TVi précise par ailleurs que :

- un montant de 104.183,08 EUR a été versé au Centre du cinéma et de l'audiovisuel de la Communauté française et a fait l'objet d'un engagement avant juin 2001 ;
- le Comité d'accompagnement a accepté de reporter sur l'exercice 2001 un montant à investir de 119.241,17 EUR correspondant à 5% de l'obligation initiale. Un total de 223.424,25 EUR intervient donc en majoration des engagements à réaliser en 2001.

Le Collège d'autorisation et de contrôle relève la non-exécution des engagements dans leur intégralité. Il sera particulièrement attentif à ce que le report accepté par le Comité d'accompagnement soit effectivement réalisé en 2001.

Commande de programmes (article 4 § 2)

Le montant fixé par convention s'élève à 1.149.769,95 EUR. Ce montant résulte du montant de l'obligation de 1.062.967,43 EUR, augmenté au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi constatée entre les années 1997 (94.836.987,67 EUR) et 1998 (101.644.101,2 EUR), soit une progression de 7 %. Un excédent de 53.637,32 EUR peut être pris en considération pour l'exercice 1999 et déduit des obligations à exécuter en 2000. L'engagement à rencontrer se chiffre à 1.096.132,63 EUR.

TVi déclare effectuer des commandes de programmes, produits ou coproduits par des producteurs indépendants de la Communauté française, à concurrence de 2.105.238,24 EUR.
Dans son rapport de synthèse transmis au Conseil supérieur de l'audiovisuel le 25 octobre 2001, le Comité d'accompagnement a marqué son accord sur des engagements pour un montant total de 1.672.920,6 EUR, sous réserve de vérification d'un contrat (" Enquête "). En l'absence de ce dernier, les obligations de TVi seraient néanmoins rencontrées et un excédent, plafonné à un maximum de 57.495,65 EUR, pourrait en principe être pris en considération et déduit des obligations à exécuter en 2001.

La plupart des contrats, tant en matière de coproductions qu'en matière de commande de programmes, sont conclus avec les mêmes maisons de production. L'opérateur justifie ce choix par une volonté de maîtriser la production et sa bonne fin. Il précise qu'il n'existe aucune procédure écrite détaillant les critères de choix en matière de commande de programmes. Les appels d'offres sont lancés aux producteurs de la Communauté française, selon les besoins en production de nouveaux programmes. Les offres reçues sont ensuite examinées par la direction des programmes et par le comité de direction qui veillent notamment au respect du protocole d'accord Communauté française de Belgique/TVi/associations professionnelles et des mesures de gestion adoptées par le Comité d'accompagnement de TVi y afférent.

Se fondant sur les bilans et comptes annuels des sociétés et sur les honoraires payés par TVi, le Collège d'autorisation et de contrôle relève que, pour les exercices 1998, 1999 et 2000, la société de production Newscom retire plus de 90% de son chiffre d'affaires de la fourniture de programmes à TVi.

COPRODUCTIONS OU PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(article 16, 5° du décret)

> *Selon les modalités fixées par l'Exécutif, pour être autorisée, une télévision privée doit conclure à concurrence de 5 % au moins de sa programmation des accords de coproduction en langue française ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ou ailleurs dans la Communauté européenne. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur.*
> *Selon d'autres modalités fixées par l'Exécutif, pour être autorisée, une télévision privée doit conclure à concurrence de 2 % au moins de sa programmation des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou ailleurs. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur.*

TVi déclarait, déjà dans son rapport sur l'exercice 1989, que *" le quota en matière de prestations extérieures correspond à une somme de contrats et de prestations difficilement identifiables à une émission donnée. Sur le terrain en effet, nos sous-traitants collaborent en symbiose avec notre personnel fixe par la réalisation des différentes émissions autoproduites, ce qui entraîne une difficulté à valoriser ces prestations extérieures en terme de volume horaire "*.

Contrairement aux années précédentes, le Collège d'autorisation et de contrôle ne se contente pas de prendre acte des déclarations de TVi. Il conclut que la preuve du respect de cette disposition n'est pas rapportée.

INFORMATIONS

(articles 16, 6°, 7° du décret, 10, alinéas 2 et 3 de la convention)

TVi doit compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels, ou une personne ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

TVi doit établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter.

TVi s'engage à diffuser deux éditions quotidiennes d'information d'au moins 20 minutes. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par des journalistes professionnels au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection de titre de journaliste.

TVi communique au Gouvernement annuellement un rapport, distinct du rapport visé à l'article 17, sur ses émissions d'information et sur l'exécution du règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

L'opérateur diffuse deux éditions quotidiennes d'information, à 13 heures et à 19 heures, d'une durée moyenne supérieure à 20 minutes. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par des journalistes professionnels.

L'opérateur a transmis, le 20 septembre 2001, un document intitulé " Rapport spécial relatif aux émissions d'information et à l' application du code de déontologie prévu aux articles 10 et 13 de la convention du 6 janvier 1997 " contenant différentes informations concernant l'organigramme de la rédaction, les abonnements aux agences d'actualités, le règlement d'ordre intérieur de TVi du 1er janvier 1989, la liste des membres du personnel possédant une carte de presse (65), un document intitulé " Incidents et droit de réponse pour l'année 2000 ", une note relative à la politique de programmation, le code de déontologie relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle regrette le caractère sommaire du document transmis par TVi. Celui-ci ne l'éclaire en rien sur la manière dont l'opérateur met en œuvre son règlement d'ordre intérieur.

ACHATS DE PROGRAMMES

(article 5 de la convention)

TVi s'engage à acquérir en priorité et chaque fois que c'est réalisable les droits de diffusion de programmes produits en Communauté française à un producteur ou à un distributeur indépendant de la Communauté française.

TVi précise avoir acheté 6.152 heures de programmes de fiction.

Ces achats se font, principalement, auprès de deux fournisseurs (Keynews et Newscom) situés en région bilingue de Bruxelles-Capitale. TVi déclare n'avoir aucune représentation dans les organes de ces sociétés.

Le Comité d'accompagnement du protocole d'accord relatif aux coproductions et commandes de programmes a eu l'occasion d'apprécier le caractère d'indépendance de ces deux producteurs. Ces deux sociétés, tout en restant de droit belge, ont ouvert leur capital à des sociétés françaises, mais ont conservé une indépendance de gestion en Belgique. Keynews et Newscom sont toutes deux détenues par AB Belgium à hauteur respectivement de 51% et 55,949% de leur capital. AB Belgium a été constituée à l'initiative des société SA Group AB et SA MMP. Ces deux sociétés sont également actionnaires de la société AB Sat (Group AB : 88,33%, MMP : 11,66%). De plus, elles ne font pas un chiffre d'affaires exclusivement en Belgique.

Le Collège d'autorisation et de contrôle réitère sa remarque à propos de la part quasi-exclusive du chiffre d'affaires de Newscom consacrée à des productions pour TVi.

HEURES DE PROGRAMMES

(article 6 de la convention)

TVi s'est engagé à diffuser, dans la mesure du possible, ses programmes 24 heures sur 24.

Pour cet exercice, TVi a diffusé, en moyenne journalière, 18 heures de programmes.

DIFFUSION D'ŒUVRES MUSICALES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(article 7 de la convention)

TVi s'est engagé à mettre en valeur dans sa programmation les œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française.

TVi déclare avoir diffusé 7 heures et 6 minutes d'œuvres musicales " d'artistes-compositeurs-interprètes-producteurs belges francophones " en 2000.

Les données transmises par l'opérateur ne permettent pas d'apprécier la " diversité " des œuvres diffusées. Elles font apparaître une proportion de seulement 34 " artistes-compositeurs-interprètes-producteurs " pour 150 diffusions.

Le Collège d'autorisation et de contrôle déplore le

peu d'empressement de TVi de valoriser les œuvres musicales de la Communauté française dans ses programmes.

EMPLOI

(article 8 de la convention)

TVi a déclaré en 1995, 182 emplois à temps plein et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour annuellement, maintenir, et, si possible, augmenter, ce nombre d'emplois à temps plein pour la durée de la convention. En tout état de cause, TVI s'est engagé à assurer un minimum de 150 emplois à temps plein pour la durée de la convention.

TVi déclare employer, à la fin de l'exercice 2000, 232 équivalents temps plein, soit 17 de plus que l'année précédente.

Cette affirmation est confortée par la vérification du bilan social.

PROGRAMMATION

(article 24bis du décret et article 13, alinéa 2 de la convention)

TVi s'est engagé à communiquer au Gouvernement annuellement un rapport distinct du rapport visé à l'article 17, relatif à l'application du code de déontologie, mettant en exergue les problèmes rencontrés et les réponses apportées.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que l'opérateur a maintenu le dispositif présenté lors du précédent rapport :

- annonces des programmes de télévision, dans la presse écrite ;
- speakerines à l'antenne ;
- panneaux de présentation du film avec mentions.

TVi précise n'avoir rencontré aucun problème spécifique, si ce n'est deux droits de réponse dans le cadre d'émissions d'information, à savoir :

- un rectificatif réalisé suite à un reportage diffusé dans le JT de 19h du 16 novembre 2000 montrant des animaux maltraités et précisant par erreur que ces images avaient été tournées aux abattoirs de Ciney et d'Anderlecht, alors qu'il s'agissait de marchés ;
- un droit de réponse demandé par la République démocratique du Congo sur un reportage diffusé également dans le JT de 19h du 7 août 2000, dans lequel des propos fallacieux ont été entendus à l'encontre de la RDC et du président Kabila. La procédure de conciliation n'a pas abouti pour défaut de procédure ; la RDC n'a pas poursuivi.

Le caractère sommaire du document transmis par TVi ne permet pas de le distinguer par rapport au rapport sur l'application du règlement d'ordre intérieur visant plus précisément le traitement de l'information.

Par ailleurs, le Collège d'autorisation et de contrôle s'interroge sur l'apparente absence d'intérêt de l'opérateur quant aux éventuelles réactions des téléspectateurs et à la perception de son image de marque par ceux-ci.

TVi doit, en exécution du décret, assurer en principe, dans sa programmation une proportion majoritaire d'œuvres européennes.

TVi a fourni pour ses deux chaînes, distinctement, les chiffres relatifs aux quotas d'œuvres européennes, d'œuvres européennes émanant de producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion télévisuelle et d'œuvres récentes.

Les articles 4 et 5 de la directive " Télévision sans frontières " du 3 octobre 1989 (89/552/CE) et l'article 24bis § 1er, alinéa 2 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel préconisent une proportion d'œuvres européennes et d'œuvres de producteurs indépendants dans la programmation des organismes de radiodiffusion télévisuelle.

Sur cette base, le Collège d'autorisation et de contrôle a estimé, que l'examen de la réalisation des obligations en matière de proportion d'œuvres européennes doit se faire globalement.

Proportion d'œuvres européennes	54,2 %
Proportion d'œuvres indépendantes	21,6 %
Œuvres récentes	6,93%

Sur base d'un sondage réalisé par TVi du 3 janvier au 9 janvier 2000, du 1er mai au 7 mai 2000, du 4 septembre au 10 septembre 2000, du 2 octobre au 8 octobre 2000 et d'un contrôle effectué par le secrétariat afin de vérifier l'origine de différentes séquences

de programmes, il apparaît que l'organisme diffuse une proportion d'œuvres européennes supérieure aux 41, 6 % imposés par la clause de non-recul.

Ce pourcentage est atteint grâce non pas aux œuvres de fiction (en grande majorité non européennes) mais aux émissions d'informations et reportages.

Le Collège d'autorisation et de contrôle a vainement invité TVi à lui fournir deux sondages complémentaires (17 au 23 janvier et 22 au 28 octobre 2000).

TÉLÉ-ACHAT

(Autorisation du Ministre de l'audiovisuel du 25 octobre 1993, article 2 de l'arrêté du 30 septembre 1999 donnant autorisation à la SA TVi de diffuser des programmes de télé-achat)

TVi a fourni :

- la liste des produits et services offerts à la vente, à l'achat et à la location ainsi que le nom des fournisseurs;
- les jours et heures de diffusion des programmes de télé-achat :

  du lundi au samedi : diffusion et rediffusion d'émissions d'une demi heure quatre fois par jour, soit une totalité de deux heures quotidiennes, à 11h20, 11h50, 13h35 et 14h05 ;
- le chiffre d'affaires brut hors taxes (retours non déduits): 8.328.138,98 EUR.

CONCLUSIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate, sur une période de trois ans, une baisse tendancielle en matière de production propre, de moyens financiers consacrés aux prestations extérieures, aux coproductions ainsi qu'en matière de diffusion d'œuvres récentes.

Pour le Collège d'autorisation et de contrôle, l'obligation inscrite dans le décret de mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française doit être rencontrée, nonobstant l'absence de conclusion d'un avenant à leur convention. Le Collège d'autorisation et de contrôle insiste sur la nécessité de conclure cet avenant dans les plus brefs délais. Il ne perçoit actuellement pas de façon claire la réelle préoccupation de l'opérateur pour la promotion de la création en Communauté française, ni pour la mise en valeur de l'activité audiovisuelle francophone, et déplore le peu d'empressement de TVi à valoriser les œuvres musicales de la Communauté française.

Pour ce qui concerne les quotas en matière d'œuvres européennes, le Collège constate que le respect des obligations est rencontré grâce essentiellement à des émissions de divertissement ou d'information et non grâce aux programmes de fiction qui sont majoritairement non-européens.

Il souligne le fait que les engagements relatifs aux prestations extérieures, aux commandes de programmes et aux achats de programmes, qui recouvrent une même réalité, se trouvent tantôt exprimés en euros, tantôt en pourcentages de programmation ou en durées, ce qui ne facilite pas l'analyse.

A plusieurs égards, la preuve du respect par l'opérateur des dispositions décrétales et conventionnelles n'est pas rapportée.

Enfin, le Collège d'autorisation et de contrôle relève l'importance des montants engagés auprès des sociétés Keynews et Newscom du groupe AB. Il rappelle à cet égard le contenu de l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997 qui, en matière de commande de programmes, précise qu'il faut entendre par " producteur indépendant " : " *toute personne physique ou morale, dont la résidence ou le siège social et le siège d'exploitation sont situés en région wallonne ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale* ", et qui notamment, " *ne retire pas plus de 90% de son chiffre d'affaires durant une période de trois ans de la fourniture de programmes à un même radiodiffuseur* ". Le Collège d'autorisation et de contrôle ayant pu apprécier la situation sur trois ans relève que Newscom retire, depuis 1997, plus de 95% de son chiffre d'affaires de la fourniture de programmes qui lui sont facturés.

Dès lors, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de cet avis au secrétaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux fins d'instruction, conformément à l'article 23 § 1er du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française.

LA TELEVISION A PEAGE

CANAL+ BELGIQUE – EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2000

INTRODUCTION

L'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, en exécution de l'article 21 § 1er, 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, se fonde sur l'examen des rapports de l'opérateur et du Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique en matière de coproductions ainsi que sur le rapport de vérification comptable, en distinguant les dispositions qui figurent dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel (nommé ci-après le décret), dans l'arrêté du 10 août 1988 établissant le cahier des charges des organismes de télévision payante en Communauté française (nommé ci-après l'arrêté) et dans la convention du 20 avril 1998 (nommée ci-après la convention). Le Collège d'autorisation et de contrôle a rencontré des représentants de l'opérateur en sa séance du 6 février 2002.

PRODUCTION PROPRE

(Articles 1er 10° et 19 § 2 du décret, article 3 § 6 2°a) de l'arrêté et article 6 de la convention)

Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, assurer dans sa programmation une part d'au moins 5 % de production propre.

Canal+ Belgique déclare avoir consacré aux productions propres 14,12 % de sa programmation (hors multidiffusion).

Canal+ Belgique doit, en exécution de sa convention, affecter à ce poste annuellement 3.371.351 EUR (136 millions BEF); cette somme sera adaptée, pour la première fois le 1er janvier 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires.

L'organisme a dépensé à ce poste un montant total de 5.481.333,37 EUR (221.116.440 BEF).

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(Article 16, 4° du décret et l'article 5 de la convention)

Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française, notamment dans ses aspects régionaux.

La disposition de la convention relative à la mise en valeur du patrimoine de la Communauté française de Belgique précise que : *" Canal + est tenu de mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel au sens large de la Communauté française. A cette fin, l'organisme s'engage à diffuser dans ses services, à titre gratuit, au minimum "* :

- *" des messages promotionnels relatifs aux manifestations et productions culturelles de la Communauté française et à sa programmation cinématographique, pour un volume horaire moyen de deux minutes quotidiennes, dont la moitié au moins sont diffusées dans les programmes non cryptés à des heures de grande écoute "* :
  Pour répondre à cette obligation, Canal+ Belgique présente un total de 2.021 spots promotionnels diffusés en clair, pour une durée de 988,3 minutes, soit une moyenne de 3 minutes 10 secondes par jour.
- *" une heure de programmes, minimum et en moyenne par mois, consacrés à la mise en valeur du patrimoine culturel, au sens large, de la Communauté française, dans les programmes non cryptés à des heures de grande écoute "* :

Canal+ Belgique assure cette obligation au travers des émissions suivantes :

- " Le Journal du cinéma " (deux diffusions hebdomadaires de 26 minutes en clair) qui met l'accent sur l'activité cinématographique en Communauté française (pour un total de 3 heures 4 minutes 54 secondes) ; " Kulturo " (une diffusion hebdomadaire de 26 minutes en clair jusqu'en juin 2000 et deux diffusions mensuelles de 26 minutes en clair à partir de septembre 2000) qui couvre toutes les " pratiques culturelles " (musique, théâtre, stylisme, photographie, cinéma, arts plastiques,...) de la Communauté française (pour un total de 4 heures 27 secondes);
- " Fast Forward " (une diffusion bimensuelle de 26 minutes en clair jusqu'en juin 2000 et deux diffusions mensuelles de 26 minutes en clair à partir de septembre 2000) qui couvre différents festivals

musicaux organisés en Communauté française (ex: Nuits du Botanique, Festival Couleur Café) ou est consacrée à des artistes de la Communauté française (pour un total de 2 heures 16 minutes).

Canal + Belgique assure également la promotion du patrimoine culturel au travers d'événements ou de portraits d'artistes : le Festival de Dour (54 minutes 56 secondes), le Festival Couleur Café (52 minutes 11 secondes), Que qui peut puisse (Sympholium 2000 – 52 minutes 27 secondes), le Festival de Kanne de Belgique (28 minutes), les Gauff'au Suc' (1 heure 33 minutes 44 secondes), C'est filmé près de chez vous (30 minutes 58 secondes).

Canal+ Belgique assure donc la promotion du patrimoine culturel de la Communauté française de Belgique à travers les différentes émissions reprises ci-dessus pour une durée moyenne mensuelle de 58 minutes (sur 12 mois).

Canal+ Belgique précise que le magazine (1.916.024 exemplaires) envoyé aux abonnés peut être considéré comme le prolongement naturel de ces émissions.

Par ailleurs, Canal+ Belgique déclare n'avoir refusé aucune demande de diffusion de messages promotionnels, séquences ou programmes de bonne qualité technique qui répondent aux obligations en matière de promotion du patrimoine culturel de la Communauté française.

Enfin, Canal+ Belgique valorise une somme de 684.400 EUR (27.608.647 BEF) en opérations d'échange publicitaire concernant des événements culturels organisés en Communauté française et en soutien de différents festivals cinématographiques et événements culturels.

PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(Article 7 de la convention)

La disposition de la convention relative aux prestations extérieures précise que Canal +Belgique s'engage à affecter à ce poste annuellement 1.735.254 EUR (70 millions BEF); cette somme sera adaptée pour la première fois le 1er janvier 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires.

Canal+ Belgique a dépensé à ce poste un montant de 2.141.522 EUR (86.388.798 BEF).

Après vérification comptable, le montant éligible est fixé à 1.839.975 EUR (74.224.437 BEF).

COPRODUCTIONS

(Article 8 de la convention)

La disposition de la convention relative aux coproductions précise qu'il est conclu simultanément une convention entre le Gouvernement de la Communauté française et la société de droit français Canal +, convention portant sur les coproductions menées par cette dernière en Communauté française et au terme de laquelle, compte tenu du budget annuel moyen affecté aux coproductions pour les années 1994, 1995 et 1996 de 2.107.094 EUR (85 millions BEF), les montants affectés à la coproduction sont au moins équivalents à ce montant. Ce montant est augmenté chaque année au 1er janvier et pour la première fois le 1er janvier 2001 au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de la chaîne.

Selon le rapport transmis par le Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique, les dispositions décrétales de même que les différents critères fixés dans la convention, dans son annexe et dans son avenant ont été respectés.

Canal+ France déclare avoir dépensé, à ce poste, 14.834.000 FRF ou 2.261.510 EUR (91.229.100 BEF).

La Communauté française a déclaré éligible un montant de 2.128.265,1 EUR (soit 85.854.000 BEF ou 13.960.000 FRF), consacré à des pré-achats de droits de diffusion de films.

Au terme des précédents exercices, la chaîne présentait un excédent cumulé d'engagement effectivement constaté de 540.413,14 EUR (218.002.123 BEF) portant le montant total éligible à 7.532.396,53 EUR (303.856.123 BEF).

COPRODUCTIONS OU PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(Article 16, 5° du décret)

Selon les modalités fixées par le gouvernement, Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, conclure à concurrence de 5 % au moins de sa programmation, des accords de coproduction en langue française ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes

physiques ou morales établies en région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-capitale ou ailleurs dans la Communauté européenne. Le Gouvernement peut fixer un pourcentage supérieur. Selon d'autres modalités fixées par le gouvernement, Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, conclure à concurrence de 2% au moins de sa programmation des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies en région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-capitale ou ailleurs.

Canal + Belgique déclare avoir conclu 9,7 % des contrats de prestations extérieures respectant les dispositions du décret.

INFORMATIONS

(Articles 16 6°, 7° du décret et 3 § 5, 1° de l'arrêté)

La chaîne doit, en exécution du décret, compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir conformément à la loi du 30 décembre 1963.

Au cours de l'exercice 2000, Canal+ Belgique comptait parmi les membres de son personnel 6 journalistes professionnels.

Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter.

Canal +Belgique doit, en exécution de l'arrêté, réaliser des informations et des communications dans un esprit de rigoureuse impartialité et dans un souci d'objectivité.

Canal+ Belgique a transmis un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

ACHAT DE PROGRAMMES

(Article 3 § 6, 2° b de l'arrêté et article 9 de la convention)

Le montant imposé par la convention pour le volume d'achats de programmes est de 12 millions BEF, adapté pour la première fois le 1er janvier 2001.

Pour l'exercice 2000, Canal+ Belgique déclare avoir dépensé à ce poste une somme de 519.934 EUR (20.974.100 BEF).

EMPLOI

(Article 3 § 4 de l'arrêté et article 11 de la convention)

Canal+ Belgique s'est engagé, en exécution de la convention, à tout mettre en œuvre pour, annuellement, maintenir et si possible augmenter, 143 emplois équivalent temps plein pour la durée de la convention. En tout état de cause, Canal+ Belgique s'engage à assurer un minimum de 86 emplois équivalents temps plein pour la durée de la convention.

Du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2000, Canal+ Belgique déclare employer 189 personnes équivalent temps plein, soit une perte de 2 unités par rapport à l'exercice précédent.

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

(Article 3 § 7 et § 8 de l'arrêté et article 12 de la convention)

Canal + s'est engagé, en exécution de la convention, à tout mettre en œuvre pour que des retombées économiques engendrées par la conception, la fabrication, la maintenance et la commercialisation des décodeurs qui permettront, entre autres, la réception de son service de télévision payante, profitent à des entreprises installées dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

L'organisme informera régulièrement le Gouvernement et le Conseil supérieur de l'audiovisuel des développements technologiques qu'il réalise.

Les informations fournies en matière de fourniture, de maintenance des décodeurs et de commercialisation des abonnements sont identiques à celles transmises pour l'exercice précédent.

Canal + Belgique attire l'attention du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les difficultés rencontrées en ce qui concerne la diffusion de ses programmes sur certaines communes bruxelloises et de la périphérie. L'opérateur a tenu à préciser qu'elle participait avec la RTBF à l'expérimentation de la diffusion numérique de ses programmes par voie hertzienne.

PROGRAMMATION

(Article 24 bis § 1 et 2 du décret, article 3 § 5, 4°, 5°, 6° de l'arrêté et articles 13 et 17 de la convention)

Une part de la diffusion de films, téléfilms et séries doit, selon des modalités à convenir, soit être d'expression française en version originale, soit provenir de pays membres du Conseil de l'Europe.
Un programme quotidien accessible au public qui ne dispose pas d'un équipement spécialement prévu pour accéder au service peut être diffusé par l'organisme.

La politique générale de Canal+ Belgique en matière de programmation est basée sur le cinéma récent et le sport en exclusivité.

Canal+ Belgique a fourni pour son premium, distinctement, les chiffres relatifs aux quotas d'œuvres provenant de pays membres du Conseil de l'Europe, d'œuvres émanant de producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion télévisuelle et d'œuvres récentes.

Les articles 4 et 5 de la directive "Télévision sans frontières" du 3 octobre 1989 (89/552/CE) et l'article 24bis § 1er, alinéa 2 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel préconisent une proportion d'œuvres européennes, d'œuvres de producteurs indépendants dans la programmation des organismes de radiodiffusion télévisuelle, comprenant la diffusion d'œuvres récentes.

Canal+ premium

Proportion d'œuvres européennes	52 %
Proportion d'œuvres indépendantes	36 %
Œuvres récentes	33 %

Sur base d'un sondage réalisé par Canal+ du 3 au 9 janvier 2000, du 3 au 9 avril 2000, du 3 au 9 juillet 2000, du 2 au 8 octobre 2000 et d'un contrôle effectué par le secrétariat afin de vérifier l'origine de différentes séquences de programmes, Canal + diffuse une proportion d'œuvres européennes supérieure aux 41, 6 % imposés par la clause de non-recul.

Durant la période sondée, la proportion de téléfilms atteint 8,8 %.

Canal+ Belgique diffuse quotidiennement et "en moyenne" trois heures de programmes "en clair", c'est-à-dire accessibles sans abonnement et sans décodeur.

Canal+ Belgique doit, en exécution de l'arrêté, avertir les téléspectateurs lorsqu'il programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents.

Canal+ Belgique s'est engagé, en exécution de la convention, à avertir les téléspectateurs sous une forme appropriée lorsqu'il diffuse des programmes susceptibles de heurter leur sensibilité et notamment le public des enfants et des adolescents. Ils ne pourront en aucun cas être diffusés pendant les heures de programme non cryptés.

Les parties rappellent que Canal+ Belgique a cosigné le 23 juin 1994 un code de déontologie relatif à la diffusion de programmes télévisés comprenant des scènes de violence.

Canal+ Belgique s'engage à communiquer au Gouvernement et au Conseil supérieur de l'audiovisuel, annuellement, un rapport distinct du rapport visé à l'article 17, relatif à l'application du code de déontologie, mettant en exergue les problèmes rencontrés et les réponses apportées.

La chaîne respecte la réglementation relative à l'avertissement du téléspectateur et notamment le public des enfants et des adolescents. Canal + Belgique souligne que le magazine des programmes de la chaîne, envoyé à tous les abonnés, reprend " la signalétique d'application en Communauté française ". Les textes de présentation des programmes complètent l'usage de la signalétique par les informations données sur le scénario, l'atmosphère, " les scènes à ne pas mettre sous tous les yeux ", et jouent ainsi un rôle d'avertissement complémentaire. La signalétique est également utilisée lors de la présentation à l'écran du programme diffusé et de ses bandes annonces (à l'exception des programmes tout public).

L'opérateur tient à préciser : *" Cette application est renforcée par la vigilance constante du département programmation qui veille à ce que les programmes qui risquent de heurter la sensibilité des plus jeunes spectateurs ne soient pas diffusés aux différents moments de la semaine où les enfants sont sans surveillance parentale effective devant*

l'écran (entre le retour d'école et le repas du soir, le mercredi après-midi, pendant les congés scolaires) ".

La chaîne a transmis le rapport distinct prévu par la convention précisant ces différentes informations.

En ce qui concerne la programmation des œuvres musicales, Canal+ Belgique réservera une part significative à des œuvres d'expression originale française et notamment à des œuvres de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française.

La chaîne a transmis la liste des programmes musicaux (concerts, clips, sujets Fast Forward) d'expression originale française diffusés au cours de l'exercice 2000.

CONCLUSIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que Canal + Belgique ne satisfait pas à son obligation à diffuser à titre gratuit une heure de programmes, au minimum et en moyenne par mois, consacrée à la mise en valeur du patrimoine de la Communauté française, dans les programmes non cryptés à des heures de grande écoute. Toutefois, ce manquement ne paraît pas constitué pour le Collège, Canal + Belgique n'ayant refusé aucune demande de diffusion dans ce cadre.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate une baisse tendancielle de la diffusion des œuvres émanant de pays membres du Conseil de l'Europe et d'expression française ainsi que de la diffusion d'œuvres récentes, sans que Canal + Belgique manque à ses obligations en ces matières.

Moyennant ces remarques, le Collège d'autorisation et de contrôle estime que la convention conclue le 20 avril 1998 entre la Communauté française et la SA Canal + Belgique est respectée.

CANAL+ BELGIQUE – EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2001

L'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, en exécution de l'article 21 § 1er, 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, fonde son contrôle sur le rapport de vérification comptable, l'examen des rapports de l'opérateur et du Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique en matière de coproductions, en distinguant les dispositions qui figurent dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel (nommé ci-après le décret), dans l'arrêté du 10 août 1988 établissant le cahier des charges des organismes de télévision payante en Communauté française (nommé ci-après l'arrêté) et dans la convention du 20 avril 1998 (nommée ci-après la convention).

Des compléments d'informations ont été demandés à l'opérateur.
Le Collège d'autorisation et de contrôle a rencontré des représentants de l'opérateur en sa séance du 16 octobre 2002.

PRODUCTION PROPRE

(Articles 1er 10° et 19 § 2 du décret, article 3 § 6 2°a) de l'arrêté et article 6 de la convention)

> Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, assurer dans sa programmation une part d'au moins 5 % de production propre.

Canal + Belgique déclare avoir consacré 13,62 % de sa programmation aux productions propres (hors multidiffusion).

> *Canal+ Belgique doit, en exécution de sa convention, affecter à ce poste annuellement 136 millions BEF; cette somme sera adaptée, pour la première fois le 1er janvier 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires.*

Canal+ Belgique déclare avoir dépensé un montant total de 5.896.466 EUR (237.862.848 BEF).

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

(Article 16, 4° du décret et l'article 5 de la convention)

Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française, notamment dans ses aspects régionaux.

Canal+ Belgique est tenu de mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel, au sens large, de la Communauté française. A cette fin, l'organisme s'engage à diffuser dans ses services, à titre gratuit, au minimum :

- *des messages promotionnels relatifs aux manifestations et productions culturelles de la Communauté française et à sa programmation cinématographique, pour un volume horaire moyen de deux minutes quotidiennes, dont la moitié au moins sont diffusées dans les programmes non cryptés à des heures de grande écoute ;*

Pour répondre à cette obligation, Canal+ Belgique présente un total de 1.892 spots promotionnels diffusés en clair, pour une durée de 745 minutes, soit une moyenne de 2 minutes 2 secondes par jour.

- *une heure de programmes, minimum et en moyenne par mois, consacrés à la mise en valeur du patrimoine culturel, au sens large, de la Communauté française, dans les programmes non cryptés à des heures de grande écoute ;*

En 2001, Canal+ Belgique déclare assurer cette mise en valeur du patrimoine culturel en Communauté française dans les émissions suivantes :

- " Le Journal du cinéma " (deux diffusions hebdomadaires de 26 minutes en clair) qui met l'accent sur l'activité cinématographique (pour un total de 258 minutes 34 secondes);
- " Fabrice fait son cinéma " (une diffusion hebdomadaire de 2 minutes en clair à partir de septembre 2001) qui consiste en chroniques et critiques de l'actualité cinéma (sorties salles, rétrospectives, ...) (pour un total de 35 minutes 7 secondes) ;
- " Fast Forward " (une diffusion bimensuelle de 26 minutes en clair) qui couvre différents festivals musicaux (ex : Nuits du Botanique) (pour un total de 90 minutes 46 secondes) ;
- " Le belge été " (une diffusion en clair hebdomadaire durant les mois de juillet et août) après Magazine d'actualités culturelles qui suit des familles dans leurs consommations d'activités culturelles, ludiques ou éducatives (le Festival du Comte de Chiny, la Maison de la Pataphonie, la fête des artistes de Chassepierre, les Francofolies, etc. (pour un total de 231 minutes 5 secondes).

Pour Canal+ Belgique, la promotion du patrimoine culturel de la Communauté française est réalisée aussi par la diffusion de spectacles, de concerts,... dans des plages non cryptées : Impro Plus (78 minutes), Arno Live au Jet Studio (47 minutes), Vénus aux Euroknéennes (60 minutes), pour un total de 185 minutes.

La durée totale du temps de diffusion consacré à la promotion du patrimoine culturel de la Communauté française est estimé, par l'opérateur, à 800 minutes 32 secondes, soit une durée moyenne mensuelle de 66 minutes.

Canal+ Belgique précise que le magazine (1.811.286 exemplaires) envoyé aux abonnés peut être considéré comme le prolongement naturel de ces émissions.

Par ailleurs, Canal+ Belgique déclare n'avoir refusé aucune demande de diffusion de messages promotionnels, séquences ou programmes de bonne qualité technique qui répondent aux obligations en matière de promotion du patrimoine culturel de la Communauté française.

Canal+ Belgique valorise une somme de 248.432 EUR (10.021.722 BEF) en opérations d'échanges publicitaires concernant des événements culturels organisés en Communauté française et en soutien à différents festivals cinématographiques. La valeur des écrans publicitaires et leur durée a fortement diminué. Cette situation s'explique, pour l'opérateur, par la récession du marché publicitaire, par la baisse du tarif des écrans ainsi que par la diminution de la durée des spots (de 30 à 20 secondes) initiée par la RTBF. La diminution des échanges publicitaires est due, toujours d'après l'opérateur, au caractère non récurrent d'un événement culturel tel " Bruxelles 2000 ", à la suppression du Festival du Film de Charleroi, au rythme biennal du Festival du Film méditerranéen et à la suspension provisoire du Festival du Film de Bruxelles.

PRESTATIONS EXTERIEURES

(Article 7 de la convention)

Canal +Belgique s'engage à affecter à ce poste annuellement 1.735.254 EUR (70 millions BEF); cette somme est adaptée pour la première fois le 1er janvier 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires.

Canal+ Belgique déclare avoir dépensé à ce poste un montant de 1.440.418 EUR (58.106.318 BEF). Cette situation s'apprécie, d'après l'opérateur, par un accroissement des productions propres (notamment la réalisation des huit épisodes de 26 minutes de l'émission " Le belge été ").

COPRODUCTIONS

(Article 8 de la convention)

Il est conclu simultanément une convention entre le Gouvernement de la Communauté française et la société de droit français Canal +, convention portant sur les coproductions menées par cette dernière en Communauté française et au terme de laquelle, compte tenu du budget annuel moyen affecté aux coproductions pour les années 1994, 1995 et 1996 de 2.107.094 EUR (85 millions BEF), les montants affectés à la coproduction sont au moins équivalents à ce montant. Ce montant est augmenté chaque année au 1er janvier et pour la première fois le 1er janvier 2001 au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de la chaîne.

Canal+ France déclare avoir dépensé à ce poste 2.375.613,04 EUR (95.807.262 BEF).

Le Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique a déclaré éligible un montant de 2.267.926,30 EUR consacré à des pré-achats de droits de diffusion de films.

Au terme des précédents exercices, la chaîne présentait un excédent cumulé d'engagement effectivement constaté de 5.288.173,69 EUR (213.324.398 BEF).

COPRODUCTIONS OU PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(Article 16, 5° du décret)

Selon les modalités fixées par le gouvernement, Canal+ Belgique doit conclure à concurrence de 5 % au moins de sa programmation, des accords de coproduction en langue française ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies en région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-capitale ou ailleurs dans la Communauté européenne. Le Gouvernement peut fixer un pourcentage supérieur. Selon d'autres modalités fixées par le gouvernement, Canal+ Belgique doit conclure à concurrence de 2% au moins de sa programmation des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies en région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-capitale ou ailleurs.

Canal + Belgique déclare avoir conclu à concurrence de 6,44 % de sa programmation des contrats de prestations extérieures.

INFORMATION

(Article 16 6°, 7° du décret et article 3 § 5, 1° de l'arrêté)

La chaîne doit, en exécution du décret, compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir conformément à la loi du 30 décembre 1963.

Canal+ Belgique compte parmi les membres de son personnel 5 journalistes professionnels.

Canal+ Belgique doit, en exécution du décret, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter.

Canal+ Belgique doit, en exécution de l'arrêté, réaliser des informations et des communications dans un esprit de rigoureuse impartialité et dans un souci d'objectivité.

Canal+ Belgique a transmis un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

ACHAT DE PROGRAMMES

(Article 3 § 6, 2° b de l'arrêté et article 9 de la convention)

Le montant imposé par la convention pour le volume

d'achats de programmes est de 12 millions BEF, adapté pour la première fois le 1er janvier 2001.

Canal+ Belgique déclare avoir dépensé à ce poste une somme de 266.443,53 EUR (10.748.305 BEF).

EMPLOI

(Article 3 § 4 de l'arrêté et article 11 de la convention)

Canal+ Belgique s'est engagé, en exécution de la convention, à tout mettre en œuvre pour, annuellement, maintenir et si possible augmenter, 143 emplois équivalent temps plein pour la durée de la convention. En tout état de cause, Canal+ Belgique s'engage à assurer un minimum de 86 emplois équivalents temps plein pour la durée de la convention.

Canal+ Belgique déclare employer 175 personnes équivalent temps plein en moyenne annuelle.

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

(Article 3 § 7 et § 8 de l'arrêté et article 12 de la convention)

Canal+ Belgique s'est engagé, en exécution de la convention, à tout mettre en œuvre pour que des retombées économiques engendrées par la conception, la fabrication, la maintenance et la commercialisation des décodeurs qui permettront, entre autres, la réception de son service de télévision payante, profitent à des entreprises installées dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

L'organisme informera régulièrement le Gouvernement et le Conseil supérieur de l'audiovisuel des développements technologiques qu'il réalise.

Les informations fournies en matière de fourniture, de maintenance des décodeurs et de commercialisation des abonnements sont identiques à celles transmises pour les exercices précédents.

L'opérateur précise qu'il participe, avec la RTBF, à l'expérimentation de la diffusion numérique de ses programmes par voie hertzienne, tout en estimant que le montant de l'investissement lié au développement du terminal numérique pour la réception des programmes est un frein à l'expérience.

PROGRAMMATION

(Article 3 § 5, 4°, 5°, 6° de l'arrêté et articles 13 et 17 de la convention)

Une part de la diffusion de films, téléfilms et séries doit, selon des modalités à convenir, soit être d'expression française en version originale, soit provenir de pays membres du Conseil de l'Europe.

Un programme quotidien accessible au public qui ne dispose pas d'un équipement spécialement prévu pour accéder au service peut être diffusé par l'organisme.

La politique générale de Canal+ Belgique en matière de programmation est basée sur le cinéma récent et le sport en exclusivité.

Canal+ Belgique a fourni pour son premium les chiffres relatifs aux quotas d'œuvres provenant de pays membres du Conseil de l'Europe, d'œuvres émanant de producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion télévisuelle et d'œuvres récentes.

Les articles 4 et 5 de la directive Télévision sans frontières du 3 octobre 1989 (89/552/CE) et l'article 24bis § 1er, alinéa 2 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel fixent la proportion des œuvres européennes, des œuvres de producteurs indépendants et des œuvres récentes que les organismes de radiodiffusion télévisuelle doivent assurer dans leur programmation.

Sur base d'un sondage de quatre semaines (du 1er au 7 janvier 2001, du 2 au 8 avril 2001, du 2 au 8 juillet 2001, du 1er au 7 octobre 2001) et d'un contrôle effectué par le secrétariat le 2 octobre 2002, les parts respectives sont les suivantes. Durant la période sondée, la proportion de téléfilms atteint 8,8 %.

Canal + premium

Proportion d'œuvres européennes	46,1 %
Proportion d'œuvres indépendantes	35,1 %
Œuvres récentes	34,6 %

Pour l'opérateur, la diminution constatée en matière de diffusion d'œuvres européennes est purement conjoncturelle, la programmation de Canal + Belgique étant *" entièrement tributaire de la bonne santé et de la diversité de l'offre cinématographique mondiale "*.

Canal+ Belgique déclare diffuser en moyenne quotidienne trois heures quarante minutes de programmes " en clair " (c'est-à-dire accessibles sans abonnement et sans décodeur) alors que l'arrêté dispose en son article 3 §3 6° que " *la durée de ce programme ne peut dépasser trois heures par jour* ". Canal + Belgique précise que cette moyenne comprend " *outre la diffusion des programmes créés par Canal + France sur le nombre et la durée desquels Canal+ Belgique n'exerce pas d'influence, la diffusion des spots d'autopromotion, celle de certains programmes produits ou achetés par Canal+ Belgique (module court humoristique, court-métrages, documentaires musicaux), et enfin celle des écrans publicitaires* ".

> *Canal+ Belgique doit avertir les téléspectateurs lorsqu'il programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents.*
>
> *Canal+ Belgique s'est engagé, en exécution de la convention, à avertir les téléspectateurs sous une forme appropriée lorsqu'il diffuse des programmes susceptibles de heurter leur sensibilité et notamment le public des enfants et des adolescents. Ils ne pourront en aucun cas être diffusés pendant les heures de programme non cryptés.*
> *Canal+ Belgique a cosigné le 23 juin 1994 un code de déontologie relatif à la diffusion de programmes télévisés comprenant des scènes de violence.*
> *Canal+ Belgique s'engage à communiquer au Gouvernement et au Conseil supérieur de l'audiovisuel, annuellement, un rapport distinct du rapport visé à l'article 17, relatif à l'application du code de déontologie, mettant en exergue les problèmes rencontrés et les réponses apportées.*

Canal+ Belgique souligne que, dans le magazine, les textes de présentation des programmes indiquent la signalétique appliquée et la complètent par des informations sur le scénario, l'atmosphère, " les scènes à ne pas mettre sous tous les yeux ". La signalétique est également utilisée lors de la présentation à l'écran du programme diffusé et de ses bandes annonces (à l'exception des programmes tous publics). Pour Canal+ Belgique, la programmation de ces programmes et de leurs bandes annonces se fait dans les plages horaires explicitement définies par la législation (après 22 heures pour les films interdits aux moins de 18 ans). Cette application est, précise l'opérateur, renforcée par la vigilance constante du Département programmation qui " *veille à ce que les programmes qui risquent de heurter la sensibilité des plus jeunes spectateurs ne soient pas diffusés aux différents moments de la semaine où les enfants sont sans surveillance parentale effective devant l'écran (entre le retour de l'école et le repas du soir, le mercredi après-midi, pendant les congés scolaires)* ".

La chaîne a transmis le rapport distinct prévu par la convention précisant ces différentes informations.

> *En ce qui concerne la programmation des œuvres musicales, Canal+ Belgique réservera une part significative à des œuvres d'expression originale française et notamment à des œuvres de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française.*

La chaîne a transmis la liste des programmes musicaux (concerts, clips, sujets " Fast Forward ") d'expression originale française diffusés au cours de l'exercice 2001.

AVIS DU COLLÈGE D'AUTORISATION ET DE CONTRÔLE

Quatre des engagements de Canal + Belgique sont exprimés en montants financiers adaptés en 2001 au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de la société constatée entre la troisième et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

La différence entre le chiffre d'affaires de la société pour les exercices 1999 et 1998 est négative. Les obligations de l'opérateur pour l'exercice 2001 sont en conséquence diminuées à concurrence de 3,79%.

Les obligations de Canal + Belgique pour chacun des postes de la convention et du décret pris individuellement sont respectées pour l'exercice 2001, à l'exception des engagements en matière de prestations extérieures, d'achats de programmes et de nombre d'heures en clair.

L'article 10 § 2 de la convention prévoit que : " *Si Canal + Belgique dépense pour un exercice donné plus que l'un des montants figurant aux articles 6 à 9, la différence entre le montant engagé et le montant prévu à ces articles sera prise en compte pour la réalisation des obligations des exer-*

cices suivants ". L'application de cette disposition en 2001 aux montants relatifs aux prestations extérieures et aux achats de programmes permet à l'opérateur de respecter ses engagements en ces matières[20].

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate une baisse, en 2001 par rapport à 2000, des dépenses consacrées par l'opérateur aux productions propres, aux coproductions, aux quotas de diffusion d'œuvres européennes et d'œuvres de producteurs indépendants et aux téléfilms. Les montants en coproductions engagés par Canal + Belgique sont en diminution depuis la signature de la convention. Par contre, les dépenses engagées par Canal + France en matière de coproductions sont en hausse en 2001 par rapport à 2000. Il en va de même pour la moyenne mensuelle consacrée à la valorisation du patrimoine de la Communauté française, pour le pourcentage des œuvres récentes diffusées et pour l'emploi.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle est d'avis que Canal + Belgique a globalement respecté ses obligations pour l'exercice 2001.

LES AUTRES SERVICES SUR LE CABLE

LTA/HOT – EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2000

En exécution de l'article 21 § 1er du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations réglementaires et conventionnelles de LTA/HOT, en se fondant sur le rapport annuel, plusieurs compléments d'information transmis par l'opérateur, sur le rapport de vérification comptable et en distinguant l'arrêté du 25 novembre 1996 et les dispositions de la convention du 28 octobre 1999.

A partir du 20 mars 2000, la dénomination sociale de la société LTA a été modifiée en HOT Le Grand Magasin. Cette société est détenue à partir du 20 octobre 2000 à 100% par la société HOT Belgium, elle-même filiale de la société de droit allemand HOT Networks Munich. Cette dernière a pour actionnaires Georg Kofler (26,67%), Thomas Kirch (26,67%) et HSN-Home Shopping Network USA (46,66%).

EXAMEN DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES

Mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française et développement de l'activité audiovisuelle et économique en Région wallonne ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale
(article 1er, alinéa 2)

> *" Ces conditions visent essentiellement la promotion de la production culturelle de la Communauté française. LTA veillera aussi à favoriser le développement de l'activité audiovisuelle et économique en Région wallonne ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale ".*

Dans son rapport, l'opérateur a présenté par trimestre les éléments visant à répondre à ses obligations. Cette présentation a permis à l'opérateur d'isoler le deuxième trimestre et principalement les mois d'avril et de mai, période durant laquelle il n'a pas répondu à ses obligations.

Pour l'opérateur, les mois d'avril et de mai ont été

[20] En effet, le montant des excédents cumulés depuis la signature de la convention est de 14.368.232 BEF (356.179,17.EUR) pour les prestations extérieures et de 21.607.867 BEF (535.645,03 EUR) pour les achats de programmes. L'opérateur pourra reporter aux exercices suivants les montants de 5.134.550 BEF (127.282,17 EUR) pour les prestations extérieures et de 20.802.172 BEF (515.672,37 EUR) pour les achats de programmes.

consacrés aux transformations de la chaîne (changement de décor, augmentation des heures de direct, recrutement de journalistes). Cette période, considérée comme transitoire, est préparatoire à la diffusion de l'émission " Made in Belgium ". Cette émission a débuté au mois de juin. Cette émission de deux heures par semaine assure la promotion de "programmes et/ou offres en vente visant la promotion de produits ou services originaires de la Région wallonne et de Bruxelles-Capitale, à la promotion touristique des Régions et à la promotion touristique de ces Régions". Elle est animée par une journaliste qui invite des artistes présentant leurs réalisations.

En synthèse, l'opérateur a diffusé les émissions reprises ci-dessous pour un volume horaire réparti de la manière suivante :

	Mois		Heures
1er trimestre	Janvier	11	heures et 5 minutes
	Février	10	heures et 23 minutes
	Mars	10	heures et 23 minutes
2ème trimestre	Avril	/	
	Mai	/	
	Juin	8	heures
3ème trimestre	Juillet	10	heures
	Août	8	heures
	Septembre	9	heures
4ème trimestre	Octobre	9	heures
	Novembre	8	heures
	Décembre	10	heures
TOTAL		**93 heures et 51 minutes**	

Enfin, l'opérateur souligne que plus de 180 sociétés présentées sur antenne ont vendu des *" produits issus des deux régions"*

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que l'opérateur a toujours des difficultés à respecter cette disposition de la convention.

Prestations extérieures, commandes de programmes et productions propres
(article 2)

" LTA s'engage à affecter à des prestations extérieures, des commandes et des productions propres, y compris les coûts d'amortissement réalisés à ce titre, annuellement et pour la durée de la convention, une somme de 40 millions. Ce montant est adapté chaque année au premier février et pour la première fois le 1er février 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires brut de LTA constatée entre la deuxième année et l'année qui précède l'année d'exercice de la convention, avec un maximum de 10 % du montant initial ".

L'opérateur déclare avoir dépensé 3.657.321 EUR (147.535.986 BEF) pour le respect de cette obligation.

Après vérification de pièces comptables, il apparaît que 588.476, 57 EUR (23.739.086 BEF) doivent être déduits des dépenses en productions propres.

Le montant total de 3.068.844,99 EUR (123.796.900 BEF) est donc éligible.

Heures et contenu des programmes
(article 3)

La chaîne s'est engagée *" à diffuser ou rediffuser un minimum de 18 heures de programmes par jour avec un minimum de 2 h 30 de programmes présentés en première diffusion.*
LTA s'engage à consacrer deux heures par semaine, calculées sur une moyenne mensuelle, à la diffusion de programmes et/ou d'offres en vente visant à la promotion de produits et services originaires de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale et à la promotion touristique de ces régions. Dans ce cadre, LTA et les services du Gouvernement de la Communauté française conviendront de modalités particulières de promotion de l'édition discographique et littéraire du cinéma et des arts de la scène, principalement d'auteurs et d'éditeurs de la Communauté française ".

La chaîne diffuse ses programmes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Depuis le mois de janvier 2000, le nombre d'heures d'émissions en direct était de 4 heures de direct quotidien (première diffusion). En mai 2000, la chaîne a émis 6 heures de direct quotidien (première diffusion). A partir du 4 septembre 2000, la chaîne a transmis 8 heures de direct quotidien (première diffusion).

L'opérateur communique, pour répondre à son obligation de promotion de produits et services originaires de la Région wallonne et en région de Bruxelles-Capitale, les éléments transmis pour satisfaire à l'obligation contenue à l'article 1er, alinéa 2.

L'opérateur reconnaît ne pas avoir respecté ses obligations durant le 2ème trimestre. A partir de juin, l'opérateur considère respecter ses obligations en diffusant les émissions " Made in Belgium ".

L'opérateur estime ne plus être soumis à l'obligation du dernier paragraphe de l'article 3 dans la mesure où les services du Gouvernement de la Communauté française n'ont pas déterminé les modalités particulières nécessaires à son exécution.

Le Collège constate que l'opérateur ne respecte pas son obligation de diffuser des émissions de promotion de biens et services de la Région wallonne et de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale en avril et mai 2000.

Contribution au Centre de cinéma et de l'audiovisuel
(article 4)

" LTA s'engage à verser, annuellement et pour la première fois en l'an 2000, au Centre du cinéma et de l'audiovisuel, une somme fixée à 1 % de son chiffre d'affaires brut de l'année précédente, réalisé avec les clients établis en Belgique. Cette somme sera adaptée chaque année et pour la première fois au premier février 2001, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires brut de LTA constaté entre la deuxième année et l'année précédant l'année d'exercice de la convention. La somme due est versée le 1er mars de chaque exercice, sous réserve de régularisation dans les quinze jours de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale de la société.

En cas de diffusion des services autorisés de LTA hors de Belgique, les parties conviennent que la partie du chiffre d'affaires brut réalisé avec des clients établis hors de Belgique, donnera lieu à un versement, au titre du présent article, d'une somme réduite à 0,50 % de ce chiffre d'affaires brut ".

L'opérateur a versé la somme de 28.198,95 EUR (1.137.543 BEF), ce qui correspond à un peu plus de 1 % de son chiffre d'affaires de l'année précédente qui est de 2.814.554,29 EUR (113.539.00 BEF).

Emploi
(article 5)

" LTA s'engage à ce que l'ensemble des activités visées par la présente convention génère, directement ou indirectement, par ses activités de sous-traitance en matière audiovisuelle, de stockage, de transport, de prise de commandes... annuellement et pour la durée de la convention, un minimum de 40 emplois, temps plein ou équivalent temps plein, quelle que soit la forme juridique de l'occupation ".

L'opérateur déclare avoir générer 88 emplois directs ou indirects répartis de la manière suivante :

Société	Nombre d'emplois (équivalents temps plein)
Emplois directs	
H.O.T. Le Grand Magasin	**27**
12 présentateurs	
15 départements achats et marketing	
Emplois indirects	
STA	**54**
17 productions	
18 administrations	
19 call-centers	
Bodden	**07**
7 employés stockage et routage	
TOTAL	**88**

EXAMEN DE L'ARTICLE 9 DE L'ARRETE DU 25 NOVEMBRE 1996

" Chaque année, au plus tard le 30 juin, la société ou l'organisme autorisé présente au gouvernement un rapport d'activités portant notamment sur le chiffre d'affaires réalisé, le type de produits et services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu. Le rapport d'activités comporte la liste actualisée des services et leur contenu visés à l'article 3, alinéa 1er, 5°.
La société ou l'organisme autorisé informe sans délai le gouvernement de toute modification apportée aux données mentionnées à l'article 3 ".

Le chiffre d'affaires réalisé par la chaîne pour l'exercice 2000 est de 2.754.741,6 EUR (111.126.000 BEF).

La chaîne définit le type de produits et services offerts comme un service de télé-achat au sens de la directive Télévision sans frontières : *" la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou de services, y compris les biens immeubles, ou de droits et d'obligations ".*

Il est également précisé que HOT Le Grand Magasin achète des produits qu'il présente au public. La présentation est faite par un "hôte" qui démontre les qualités ou l'esthétique de l'objet avec l'aide d'un témoin présent sur le plateau ou au téléphone ou encore grâce à une vidéo préparée par HOT Le Grand Magasin ou fournie par le producteur.

Toutes les plaintes adressées au service clientèle sont, selon l'opérateur, traitées immédiatement. Cela concerne principalement *" des retours pour changement d'avis du consommateur, un colis livré avec retard, une taille qui ne correspond pas"*. La chaîne affirme qu'un seul cas n'a pas trouvé de solution. Le dossier est en procédure de conciliation (le litige porte sur un montant de 402.660 BEF (9.981 EUR) plus indemnités).

CONCLUSIONS

LTA/HOT ne respecte pas son engagement de consacrer deux heures par semaine, calculé sur une moyenne mensuelle, à la diffusion de programmes et/ou d'offres visant à la promotion de produits et services originaires de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale et à la promotion touristique de ces deux régions durant les mois d'avril et mai 2000.

L'obligation de mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française figurant à l'article 6 de l'arrêté doit être rencontrée.

Le Collège d'autorisation et de contrôle réitère sa demande de pouvoir disposer de données claires et pertinentes pour l'ensemble de ses obligations lors de la présentation du rapport 2001.

Le Collège d'autorisation et de contrôle invite, avec la plus grande fermeté, l'opérateur à satisfaire, pour les exercices suivants, ses engagements en matière de promotion du patrimoine culturel au sens large de la Communauté française.

CANAL Z – EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2000

INTRODUCTION

En exécution de l'article 21 § 1er 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations réglementaires et conventionnelles de Canal Z, en se fondant sur le rapport annuel 2000 transmis le 27 juin 2001 et sur des compléments d'informations transmis par l'opérateur les 9 août, 4 décembre et 20 décembre 2001.

EXAMEN DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES

Production propre
(article 2)

> *" La Société s'engage à assurer dans sa programmation une part d'au moins 20% de production propre, calculée sur le temps de programmation annuel, hors rediffusion. "*

Dans la mesure où l'ensemble de sa programmation était constituée des programmes décrits aux points 5.1 et 5.2 du rapport annuel (journal, séquence financière et boursière, météo internationale, Z-Hebdo et DigIT), Canal Z a assuré 100% de production propre au cours de l'exercice 2000.

Prestations extérieures
(article 2)

> *" La Société s'engage à affecter à des prestations extérieures et à des commandes de programmes, annuellement à partir de 2001 et pour la durée de la convention, une somme de 30 millions de francs. "*

Sans objet pour l'exercice concerné.

Heures et contenu des programmes
(article 3)

> *" La Société s'engage à diffuser ou rediffuser 24 heures*

de programmes par jour, les jours ouvrables. Pendant cette période, un minimum de 25 minutes de programmes, hors écrans publicitaires, seront présentés en première diffusion. "

Canal Z a diffusé ses programmes 23 heures sur 24 en semaine et 24 heures sur 24 le week-end. Les programmes présentés en première diffusion étaient d'une durée de 30 minutes en semaine et de 60 minutes le week-end, hors écrans publicitaires.

" La Société s'engage à diffuser quotidiennement, les jours ouvrables, un journal d'actualités économiques et financières en langue française. "

Un journal d'actualité économique et financière en langue française a été diffusé quotidiennement en semaine.

Traitement de l'information
(article 4)

" La Société s'engage à adopter, dans les deux mois de son autorisation, un règlement relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information. Elle s'engage à respecter ce règlement. "

Canal Z n'a pas adopté de règlement relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information, mais exige que ses journalistes aient signé la " déclaration des devoirs et des droits des journalistes " adopté par la FIJ ainsi que le " code des principes de journalisme " adopté par l'ABEJ, la FNHI (aujourd'hui FEBELMA) et l'AGJPB.

Canal Z précise par ailleurs que dans chaque contrat de journaliste figure un article 14 qui prévoit notamment que *" l'employé a pris connaissance et se déclare d'accord avec les principes avancés par la société Belgian Business Television, à savoir le respect et la compréhension de l'identité des communautés linguistiques belges, l'idée de la libre entreprise dans la vie économique, le respect pour le mode de vie et les convictions religieuses, politiques et philosophiques de chacun "*.

Canal Z se déclare prêt à ajouter au contrat de journaliste un article 15 consacré spécifiquement à l'objectivité dans le traitement de l'information, article qui serait directement inspiré de la déclaration et du code susmentionnés.

" La Société veillera à accorder une attention particulière aux informations économiques et financières présentant un intérêt pour le public belge et européen et particulièrement celui de la Région de langue et de la Région de Bruxelles-Capitale. "

Outre le journal d'actualité économique et financière et la séquence d'actualité boursière diffusés chaque jour en semaine, Canal Z diffuse également le week-end deux autres programmes, dont l'un consiste en un entretien avec une personnalité du monde politique ou économique et l'autre est consacré à des reportages sur la nouvelle économie.

Contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel
(article 5)

" La Société s'engage à verser, annuellement, pour la première fois en 2001, au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, une somme fixée à 1% du chiffre d'affaires brut de l'année précédente tel que défini au dernier alinéa de l'article 2 de la présente convention. La somme due est versée le 1er mars de chaque exercice, sous réserve de régularisation dans les 15 jours de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale de la Société. "

La contribution de Canal Z au chiffre d'affaires de Belgian Business Television est estimée par Canal Z à 47.878.470 BEF sur un montant total de 273.801.903 BEF.
Canal Z a versé le 9 novembre 2001 au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel 1% de ce montant, soit 478.785 BEF.

Après vérification sur place, le chiffre d'affaires de Canal Z, composé exclusivement de recettes publicitaires, s'élève exactement à 46.878.470 BEF, soit un million de moins le montant déclaré.

Emploi
(article 6)

" Pour produire les services autorisés, la Société s'engage à affecter un minimum de 10 emplois, temps plein ou équivalent temps plein, quelle que soit la forme juridique de l'occupation. Les personnes occupant ces emplois devront être d'expression française. Cinq de ces emplois seront occupés par des journalistes professionnels ou par des personnes travaillant dans les condi-

tions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. "

Canal Z a, au cours de l'année 2000, engagé à temps plein six personnes d'expression française, tous journalistes.

Canal Z justifie ce manquement par le fait que la chaîne a été lancée en cours d'année (mai 2000) et signale que ce nombre a aujourd'hui évolué : pour l'année 2001, il a été porté à dix personnes d'expression française (neuf contractuels et un indépendant), dont neuf journalistes.

Rapport annuel
(article 9)

" La Société s'engage à remettre, chaque année, au plus tard le 30 juin, au Gouvernement un rapport annuel sur l'exécution de la présente convention, ainsi que les comptes annuels de la société, 15 jours après leur approbation par l'assemblée générale de la Société. A cette occasion, la Société transmettra un rapport précisant la manière dont les sous-traitants ont développé leur emploi en liaison avec les activités de la Société. "

En raison de l'intégration des chaînes Kanaal Z et Canal Z au sein de la société Belgian Business Television, Canal Z signale ne pouvoir fournir que les comptes annuels de cette société.

En ce qui concerne la manière dont les sous-traitants ont développé leur emploi en liaison avec les activités de la société, Canal Z signale qu'il lui est difficile de procéder à une telle évaluation étant donné qu'il s'agit d'un premier exercice de la chaîne, qui plus est incomplet (de mai à décembre 2000), et que la production propre s'est élevée à 100%. Néanmoins, Canal Z signale que son principal fournisseur, Eye-D, a augmenté de 50% le personnel dédié à Belgian Business Television au cours de l'exercice 2000.

" Sans préjudice de tout contrôle que pourraient exercer les agents assermentés du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel dans le cadre de leurs prérogatives, la Société s'engage à transmettre au Gouvernement les éléments probants permettant d'établir son chiffre d'affaires. "

Canal Z précise que son chiffre d'affaires s'élève à 47.878.470 BEF, montant qui correspond aux campagnes francophones de la société. Canal Z précise que l'ensemble du chiffre d'affaires a été réalisé sur l'activité TV de la société et les campagnes internet et télétexte étant gratuites.
Le chiffre d'affaires de la société Belgian Business Television, qui regroupe les activités de la chaîne néerlandophone et de la chaîne francophone, s'élève quant à lui à 273.801.903 BEF, soit une progression de 115% par rapport à l'exercice précédent.

EXAMEN DES OBLIGATIONS FIGURANT DANS L'ARRETE DU 25 NOVEMBRE 1966

" Chaque année, au plus tard le 30 juin, la société ou l'organisme autorisé présente au Gouvernement un rapport d'activités portant notamment sur le chiffre d'affaires réalisé, le type de produits et services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu. Le rapport d'activités comporte la liste actualisée des services et de leur contenu visés à l'article 3 alinéa 1er, 5°. "

Canal Z signale n'avoir enregistré aucune plainte au cours de l'exercice concerné.

" La société ou l'organisme autorisé informe sans délai le Gouvernement de toute modification apportée aux données mentionnés à l'article 3. " (article 9 de l'arrêté).

Aucune modification n'est intervenue dans les données mentionnés par Canal Z lors de l'introduction de sa demande.

CONCLUSIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que :

- les engagements de Canal Z en matière d'emploi ne sont pas rencontrés pour l'année 2000 ;
- que Canal Z n'a pas satisfait à son obligation d'adopter un règlement d'ordre d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

Le Collège d'autorisation et de contrôle recommande à Canal Z :

- de s'acquitter de sa contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel dans les délais requis par la convention ;

- de fournir un rapport annuel plus détaillé que celui transmis pour l'année 2000, rapport qui comprendra notamment des renseignements probants quant à la détermination du chiffre d'affaires réalisé par Canal Z au sein de Belgian Business Television.

Nonobstant ces remarques et en tenant compte qu'il s'agit du premier exercice, le Collège d'autorisation et de contrôle estime que la convention conclue entre la Communauté française et la S.A. Belgian Business Television est globalement respectée.

CANAL Z - EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2001

En exécution de l'article 21 § 1er 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations réglementaires et conventionnelles de Canal Z, en se fondant sur le rapport annuel 2001 transmis le 28 juin 2002 et sur des compléments d'informations transmis par l'opérateur les 13 et 30 août 2002.

PRODUCTION PROPRE

(article 2 de la convention)

La Société s'engage à assurer dans sa programmation une part d'au moins 20% de production propre, calculée sur le temps de programmation annuel, hors rediffusion.

Canal Z a assuré 100% de production propre au cours de l'exercice 2001.

PRESTATIONS EXTERIEURES

(article 2 de la convention)

La Société s'engage à affecter à des prestations extérieures et à des commandes de programmes, annuellement à partir de 2001 et pour la durée de la convention, une somme de 30 millions de francs. Ce montant est adapté, chaque année au 1er mars, et pour la 1ère fois le 1er mars 2002, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires brut de la Société constatée entre la deuxième année et l'année qui précèdent l'année d'exercice de la convention, avec un maximum de 10% du montant initial.
Compte tenu du fait que pour l'année 2000, la Société envisage uniquement la diffusion d'un journal d'actualités économiques et financières, exclusivement conçu par son personnel, aucune obligation d'affectation de moyens financiers à des prestations extérieures et commandes de programmes n'est exigé pour cette année.

Dans la mesure où Canal Z a assuré 100% de production propre, aucun montant n'a été affectée aux prestations extérieures et commandes de programmes.

Canal Z explique cette situation par les liens techniques et rédactionnels entre Canal Z et Kanaal Z et par la mauvaise conjoncture économique depuis le début de l'année 2001.

HEURES ET CONTENU DES PROGRAMMES

(article 3 de la convention)

La Société s'engage à diffuser ou rediffuser 24 heures de programmes par jour, les jours ouvrables. Pendant cette période, un minimum de 25 minutes de programmes, hors écrans publicitaires, seront présentés en première diffusion.

Canal Z a diffusé ses programmes 23 heures sur 24 en semaine et 24 heures sur 24 le week-end. Les programmes présentés en première diffusion étaient d'une durée de 30 minutes en semaine et de 60 minutes le week-end, hors écrans publicitaires.

La Société s'engage à diffuser quotidiennement, les jours ouvrables, un journal d'actualités économiques et financières en langue française.

Un journal d'actualité économique et financière en langue française a été diffusé quotidiennement en semaine.

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

(article 4 de la convention)

La Société s'engage à adopter, dans les deux mois de son autorisation, un règlement relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information. Elle s'engage à respecter ce règlement.

Un tel règlement a été adopté et transmis au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

La Société veillera à accorder une attention particulière aux informations économiques et financières présentant un intérêt pour le public belge et européen et particulièrement celui de la Région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Outre le journal d'actualité économique et financière et la séquence d'actualité boursière programmés chaque jour en semaine, Canal Z diffuse le week-end deux programmes, dont l'un consiste en un entretien avec une personnalité du monde politique ou économique et l'autre est consacré à des reportages sur la nouvelle économie.

Canal Z signale avoir établi un partenariat rédactionnel avec l'hebdomadaire financier " Cash ! " et avoir ajouté aux contrats d'emploi conclu avec les journalistes un article 15 qui énonce que : " *La Société veillera à accorder une attention particulière aux informations économiques et financières présentant un intérêt pour le public belge et européen et particulièrement celui de la Région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale.* "

CONTRIBUTION AU CENTRE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL

(article 5 de la convention)

La Société s'engage à verser, annuellement, pour la première fois en 2001, au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, une somme fixée à 1% du chiffre d'affaires brut de l'année précédente tel que défini au dernier alinéa de l'article 2 de la présente convention. La somme due est versée le 1er mars de chaque exercice, sous réserve de régularisation dans les 15 jours de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale de la Société.

La contribution de Canal Z au chiffre d'affaires de Belgian Business Television s'élève à 1.522.802, 42 EUR sur un montant total de 6.0006.008,61 EUR.
Canal Z a versé le 8 juillet 2002 au Centre du cinéma et de l'audiovisuel 1% de ce montant, soit 15.228,02 EUR.

EMPLOI

(article 6 de la convention)

Pour produire les services autorisés, la Société s'engage à affecter un minimum de 10 emplois, temps plein ou équivalent temps plein, quelle que soit la forme juridique de l'occupation. Les personnes occupant ces emplois devront être d'expression française. Cinq de ces emplois seront occupés par des journalistes professionnels ou par des personnes travaillant dans les conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

Canal Z a, au cours de l'année 2001, employé à temps plein 10 personnes d'expression française (9 contractuels et 1 indépendant), dont 9 journalistes.

RAPPORT ANNUEL

(article 9 de la convention et article 9 de l'arrêté de 25 novembre 1996)

La Société s'engage à remettre, chaque année, au plus tard le 30 juin, au Gouvernement un rapport annuel sur l'exécution de la présente convention, ainsi que les comptes annuels de la société, 15 jours après leur approbation par l'assemblée générale de la Société. A cette occasion, la Société transmettra un rapport précisant la manière dont les sous-traitants ont développé leur emploi en liaison avec les activités de la Société.

En raison de l'intégration des chaînes Kanaal Z et Canal Z au sein de la société Belgian Business Television, Canal Z signale ne pouvoir fournir que les comptes annuels de cette société.

En ce qui concerne la manière dont les sous-traitants ont développé leur emploi en liaison avec les activités de la société, Canal Z précise travailler majoritairement avec un seul sous-traitant, Eye-d, qui réalise les émissions de Canal Z et de Kanaal Z. Canal Z a également fait appel, dans le cadre de quelques émissions spécifiques, à d'autres sous-traitants (Unicap Télévision, YBR BE Postproduction, Point Centre, Video Olivier, Merveille, ...).

Sans préjudice de tout contrôle que pourraient exercer les agents assermentés du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel dans le cadre de leurs prérogatives, la Société s'engage à transmettre au Gouvernement les éléments probants permettant d'établir son chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires de Canal Z s'élève à 1.522.802,42 EUR, montant qui correspond aux recettes dégagées par les campagnes publicitaires francophones de la société.

Le chiffre d'affaires de la société Belgian Business Television, qui regroupe les activités de la chaîne néerlandophone et de la chaîne francophone, s'élève quant à lui à 6.006.008,81 EUR.

Chaque année, au plus tard le 30 juin, la société ou l'organisme autorisé présente au Gouvernement un rapport d'activités portant notamment sur le chiffre d'affaires réalisé, le type de produits et services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu. Le rapport d'activités comporte la liste actualisée des services et de leur contenu visés à l'article 3 alinéa 1er, 5°.

Canal Z signale n'avoir enregistré aucune plainte au cours de l'exercice concerné.

La société ou l'organisme autorisé informe sans délai le Gouvernement de toute modification apportée aux données mentionnés à l'article 3.

Aucune modification n'est intervenue dans les données mentionnées par Canal Z lors de l'introduction de sa demande.

AVIS DU COLLEGE D'AUTORISATION ET DE CONTROLE

Les engagements de Canal Z sont rencontrés en matière de production propre, d'heures et de contenus des programmes, de traitement de l'information, de contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel et en matière d'emploi. De plus, l'opérateur a remis dans les délais requis les rapports visés dans la convention et l'arrêté du gouvernement.

Canal Z ne respecte pas ses obligations en matière de prestations extérieures, aucun montant n'ayant été affecté à ce poste durant l'exercice 2001.

Dès lors, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de cet avis au secrétaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux fins d'instruction, conformément à l'article 23 § 1er du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française.

EVENT NETWORK - EXAMEN DE LA RÉALISATION DES OBLIGATIONS POUR L'EXERCICE 2000

En exécution de l'article 21 § 1er 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations réglementaires et conventionnelles de Event Network au cours de l'exercice 2000, en se fondant sur le rapport d'activités transmis le 28 juin 2002 et des éléments complémentaires transmis les 29 août et 2 septembre 2002.

HISTORIQUE

La S.A. Event Network est autorisée le 18 mai 1998 à diffuser un service de programmes thématiques consacré aux évènements et un service de télétexte interactif. Le capital de départ de la société était de 26.000.000 BEF et son actionnariat se composait des sociétés Thema Vision Group (99 %) et Action Media & Communication (1 %).

Event Network démarre ses activités de diffusion le 19 janvier 1999. Le 30 juin 1999, les comptes de la société se soldent par une perte de 204 millions BEF.

Dans le courant du mois de septembre 1999, Patrick Delbeke et la S.A. GEVEPAR cèdent, après accord de la Commission bancaire et financière, leurs actions à la S.A. Liberty Networks. Cette dernière, détenue à 80 % par la S.A. Maastricht Multimédia Luxembourg et à 20 % par la société GEVEPAR, détient 73,5 % du capital de Thema Vision Group.

Thema Vision Group revoit les activités de sa filiale Event Network. Au mois de septembre 1999, cette dernière introduit une demande d'avenant à la convention du 18 mai 1998 auprès du Secrétaire général de la Communauté française. Celui-ci considère que la demande modifie de façon importante le projet initial et estime qu'une nouvelle autorisation est nécessaire en vue de diffuser des programmes axés sur le voyage, le tourisme et le télé-achat.

Le 12 octobre 2000, le Gouvernement de la Communauté française adopte un arrêté autorisant la S.A. Event Network à mettre en œuvre sur le câble un service de programmes thématiques et un service de télétexte interactif, à diffuser des programmes de télé-achat et à insérer de la publicité commerciale dans ses émissions. A cette même date, une convention est signée entre l'opérateur et le Gouvernement. L'arrêté et la convention sont entrés en vigueur le 12 octobre 2000, abrogeant à cette même date les arrêté et convention du 18 mai 1998.

L'exercice 2000 s'est donc déroulé sous les régimes successifs des conventions des 18 mai 1998 et 12 octobre 2000 ; l'examen du respect des engagements est effectué au prorata du nombre de jours concernés.

PRESTATIONS EXTERIEURES, COMMANDES DE PROGRAMMES ET PRODUCTIONS PROPRES

(article 2 des conventions)

> *Event Network s'engage à affecter 40 % de son chiffre d'affaires annuel brut au budget annuel des prestations extérieures, des commandes de programmes et des productions propres. Les prestations extérieures et les commandes de programmes doivent représenter une part minimale de 30 % de cet engagement* (article 2 alinéa 5 de la convention du 18 mai 1998).

> *La Société s'engage à affecter 30 % en 2000, 40 % en 2001 et 50 % en 2002 de son chiffre d'affaires annuel au budget annuel des prestations extérieures, des commandes de programmes et des productions propres. Les prestations extérieures et les commandes de programmes doivent représenter une part minimale de 30 % de cet engagement. Les parties déclarent, à titre indicatif, que le chiffre d'affaires brut prévisionnel est estimé respectivement à 32.418.000 BEF en 2000, 51.360.000 BEF en 2001 et 74.472.000 BEF en 2002. La Société devrait donc affecter à ce poste : 9.725.400 BEF en 2000 ; 20.544.000 BEF en 2001 ; 37.236.000 BEF en 2002* (article 2 alinéas 5 et suivants de la convention du 12 octobre 2000).

Au prorata du nombre de jours d'application des deux conventions, la société Event Network s'est engagée à affecter 37,81 % de son chiffre d'affaires annuel au budget annuel des prestations extérieures, des commandes de programmes et des productions propres.

La société déclare avoir consacré un montant de 27.583.400 BEF à ces postes, montant qui se répartit en 4.394.590 BEF pour les prestations extérieures et les commandes de programmes et à 23.002.300 BEF pour les productions propres.

En matière de prestations extérieures et de commandes de programmes, l'opérateur mentionne l'existence d'un contrat de leasing de matériel de production auprès de la société Artesia Leasing et Renting d'une valeur de 27.502.608 BEF. Le détail de l'équipement de production acquis par la société et le tableau d'amortissement sont communiqués. L'amortissement annuel est fixé à 4.394.588 BEF. L'opérateur ne fait état d'aucune commande de programmes.

En matière de productions propres, l'opérateur fournit la liste de l'effectif du personnel de la société ainsi que la nature de son affectation. 90% du personnel ont été impliquées dans la production de programmes propres. Le montant dépensé pour la rémunération de leurs services est comptabilisée à 23.002.300 BEF.

HEURES DE PROGRAMMES

(article 6 de la convention de 1988 et article 3 de la convention de 2000)

Event Network s'engage à diffuser ou rediffuser ses programmes 24 heures sur 24 dès l'année 2000 et s'engage à mettre tout en œuvre pour atteindre cette obligation dès l'année 1999 (article 6 de la convention du 18 mai 1998).

La Société s'engage à diffuser ou rediffuser 24 heures de programmes par jour. Pendant cette période, un minimum de 4 heures de programmes, hors écrans publicitaires, sera présenté en première diffusion.
La Société s'engage à diffuser quotidiennement, en langue française, des programmes consacrés aux événements, aux loisirs et au tourisme. La durée maximale de diffusion des programmes de télé-achat ne pourra excéder 3 heures par jour, rediffusions comprises.
Au terme de chaque année, la Société communiquera au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions un rapport comprenant la liste des produits et des services offerts à la vente et à la location ainsi que le nom de leurs fournisseurs ; les jours et heures de diffusion des programmes de télé-achat ; le chiffre d'affaires brut.
Elle devra également informer la Communauté sur les mesures qu'elle compte prendre pour respecter les dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce, sur l'information et la protection du consommateur.
La Société veillera au respect de la loi susmentionnée par le biais d'un contrôle permanent exercé par le directeur juridique et le directeur de programmes sur l'ensemble de la programmation.
La Société s'engage en outre à respecter les dispositions en matière de publicité telles que prévues au chapitre VII du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel (article 3 de la convention du 12 octobre 2000).

Les programmes sont diffusés en trois boucles quotidiennes de 8 heures, chaque boucle correspondant à 6 " loops " différents. La société déclare qu'elle émet 8 heures de programmes de première diffusion par 24 heures dont 7 heures hors publicités.

La majorité du programme de Libertytv.com est consacrée aux loisirs et au tourisme. Des exemples sont présentés par l'opérateur.

L'opérateur a transmis une grille-type des programmes de télé-achat diffusés quotidiennement. Il précise que ces programmes proposent des produits touristiques mais aussi d'autres produits dont le fournisseur est la société anonyme TEK Distribution.

Huit blocs de télé-achat de produits touristiques de 15 minutes sont diffusés par jour. Les spots de télé-achat diffusés dans les boucles sont considérés par l'opérateur comme de la publicité. Ces spots présentent une description filmée et commentée d'un produit touristique (hôtels, circuits, ...), suivie d'un panneau mentionnant la destination, le nom de l'hôtel, les conditions de l'offre, la validité de l'offre et l'indication du prix " à partir de ". Le numéro du centre d'appel de Libertytv.com ainsi que ses heures d'ouvertures figurent également dans cette dernière partie du spot. La durée d'un spot varie de 30 secondes à une minute. Les programmes de télé-achat (plus de 15 minutes) sont insérés entre les boucles. La durée totale des programmes de télé-achat s'élève à environ 2 heures par jour. Une liste indicative des produits et services offerts à la vente est communiquée.

Le rapport détaille la manière dont l'activité de télé-

achat s'acquitte de ses obligations en matière de pratiques de la commerce, d'information et de protection du consommateur.

Event Network précise avoir fait bénéficier la société chargée du télé-achat d'une période d'essai, la facturation n'ayant commencé qu'en 2001.

Un " Subcontracting Agreement Advertising " a été conclu entre la S.A. Thema Vision Group (société mère de Event Network) et la S.A. Liberty Channels. Cette convention stipule que la S.A. Liberty Channels payera une somme de minimum 60 millions BEF par an en contrepartie de quoi elle aura droit à des " slots " de publicité et de télé-achat. Suite à la détérioration des conditions économiques, le montant annuel de l'accord a été revu à la baisse et fixé à 30 millions BEF à partir du 1er octobre 2001.

CONTRIBUTION AU CENTRE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL

(article 3 de la convention de 1998 et article 4 de la convention de 2000)

Event Network s'engage à verser annuellement, au premier janvier, et pour la première fois au 1er janvier 2000, au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, une somme fixée à 1% du chiffre d'affaires prévisionnel brut prévu pour 1999, soit 2.375.000 FB, qui seront corrigés à l'issue de l'année 1999 en fonction du chiffre d'affaires effectivement réalisé (article 3 de la convention du 18 mai 1998).

La Société s'engage à verser, annuellement et pour toute la durée de la convention, pour la première fois en 2001, au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, une somme fixée à 1% du chiffre d'affaires de l'année précédente tel que défini au dernier alinéa de l'article 2 de la présente convention. La somme due est versée le 1er juin de chaque exercice, sous réserve de régularisation dans les 15 jours de l'approbation des comptes annuels par l'Assemblée générale de la Société (article 4 de la convention du 12 octobre 2000).

Le montant de 2.375.000 BEF a été payé par l'opérateur. Ce montant a été corrigé à l'issue de l'année 1999 en fonction du chiffre d'affaires effectivement réalisé, qui était de 9.533.641 BEF. Le montant de 95.336 BEF dû suite à l'année 1999, a été ajouté au montant de 303.239 BEF dû suite à l'année 2000 (chiffre d'affaires 2000 : 30.323.916 BEF), de sorte que le Centre du cinéma et de l'audiovisuel a remboursé à la société la somme de 1.976.425 BEF.

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(article 4 de la convention de 1998 et article 5 de la convention de 2000)

Event Network s'engage à mettre en valeur le patrimoine culturel de la Communauté française dans ses programmes, notamment :

- *par la couverture d'événements culturels, au moment de leur déroulement. Un minimum de dix événements culturels seront ainsi couverts chaque année dès l'année 2000 ; Event Network s'engageant à mettre tout en œuvre pour atteindre cette obligation dès l'année 1999 ;*
- *par la diffusion de magazines consacrés à différentes disciplines culturelles et en particulier au cinéma. Un minimum de deux émissions hebdomadaires seront ainsi diffusées annuellement dès l'année 2000 ; Event Network s'engageant à mettre tout en œuvre pour atteindre cette obligation dès l'année 1999 ;*
- *par la diffusion de reportages sur les événements culturels non couverts en direct et sur les événements culturels de proximité tels que : sorties de disques, films, livres, bandes dessinées, expositions, musées, spectacles vivants (musique, danse, théâtre, opéra).*

Event Network s'engage à mettre en valeur dans sa programmation les œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes et de producteurs de la Communauté française, notamment dans ses magazines musicaux, émissions de plateau et couvertures de spectacles (article 4 de la convention du 18 mai 1998).

La Société s'engage à mettre en valeur le patrimoine de la Communauté française dans ses programmes, notamment :

- *par la couverture d'événements culturels au moment de leur déroulement. Un minimum de huit événements culturels seront ainsi couverts chaque année dès l'année 2001 ; la Société s'engageant à tout mettre en œuvre pour atteindre cette obligation dès l'année 2000 ;*
- *par la diffusion de reportages et de magazines sur les événements culturels non couverts en direct et sur les activités culturelles telles que : sorties de disques,*

films, livres, bandes dessinées, expositions, musées, spectacles vivants (musique, danse, théâtre, opéra). Un minimum de deux émissions hebdomadaires sera ainsi diffusé annuellement dès l'année 2001, la Société s'engageant à mettre tout en œuvre pour atteindre cette obligation dès l'année 2000.

La Société s'engage à mettre en valeur dans sa programmation les œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes et de producteurs de la Communauté française, notamment dans ses magazines et dans ses émissions de plateau (article 5 de la convention du 12 octobre 2000).

La société présente un résumé du contenu de 13 reportages historiques, musicaux, sportifs et artistiques diffusés par la chaîne. Une liste des reportages et de sujets diffusés dans l'émission " Flash News " mettant en valeur le patrimoine culturel de la Communauté française est également transmise.

L'émission " On Air " propose tous les mercredis des extraits de films sortant en salles et des interviews, tandis qu'un " Agenda culturel " couvre tous les mardis des événements culturels en Communauté française, et plus particulièrement dans la Région de Bruxelles-Capitale. L'émission présente des sujets courts accompagnés de détails pratiques relatifs à des spectacles de théâtre, des sorties de livres d'auteurs belges, des expositions et des festivals de Wallonie et de Bruxelles. Le rapport mentionne un nombre d'auteurs et de manifestations ainsi présentés, de même qu'un certain nombre de collaborations ou coproductions.

La chaîne a participé à un échange de programmes avec Télé-Bruxelles du 18 juin au 31 octobre 2000. Pendant cette période, le programme " L'Heure Tourne " traitant de l'actualité culturelle bruxelloise a été inséré dans la programmation de Libertytv.com.

En outre, l'opérateur a dressé un tableau des événements mettant en valeur le patrimoine de la Communauté française abordés dans le magazine " Liberty Scoop " sous forme d'interviews de personnalités du monde du tourisme ou du monde culturel belge. La société a ainsi réalisé durant toute la saison d'été des " Liberty Scoop " portant sur les événements culturels.

EMPLOI

(article 7 de la convention de 1998 et 6 de la convention de 2000)

Event Network s'engage à ce que l'ensemble de l'activité visée par la présente convention génère, par année d'exploitation, d'une part, un minimum de 10 emplois, temps plein ou équivalent temps plein ; d'autre part, un montant de 40 millions FB affecté au paiement de personnels indépendants rémunérés à la prestation ; cet engagement est distinct des prestations extérieures visées à l'article 2 (article 7 de la convention du 18 mai 1998).

La Société s'engage à ce que l'ensemble de l'activité visée par la présente convention génère un minimum de 12 emplois, temps plein ou équivalent temps plein (article 6, alinéa 1 de la convention du 12 octobre 2000).

L'opérateur présente la liste des 22 membres du personnel employés en 2000, à temps plein ou équivalent temps plein. Event Network a affecté plus de 45 millions de BEF à du personnel indépendant, rémunéré à la prestation.

ÉMISSIONS D'INFORMATION

(article 5 de la convention de 1998 et article 6 de la convention de 2000)

Event Network s'engage à compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

Event Network déclare à ce titre compter parmi les membres de son personnel deux journalistes à temps plein ainsi que fournir un volume de travail pour des journalistes indépendants rémunérés à la prestation de l'ordre de 340 jours par année civile d'autorisation.

La Société s'engage à établir et à respecter un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information (article 5 de la convention du 18 mai 1998).

La Société s'engage à compter parmi les membres de son personnel des journalistes professionnels ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30

décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.
La Société déclare à ce titre compter parmi les membres de son personnel 2 journalistes à temps plein.
La Société s'engage à établir et à respecter un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information (article 6, alinéas 2 à 4 de la convention du 12 octobre 2000).

Event Network déclare compter parmi les membres de son personnel 3 personnes travaillant dans des conditions qui permettent de devenir journaliste professionnel. Une quatrième journaliste à temps plein a été engagée temporairement de mars à mai 2000. Le volume de travail fourni par des journalistes indépendants rémunérés à la prestation est de l'ordre de 340 jours par an.

L'opérateur a établi un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

(article 8 de la convention de 1998 et article 7 de la convention de 2000)

Dans le cadre du service thématique événementiel qu'il met en œuvre, Event Network entend diffuser des films (œuvres cinématographiques) et téléfilms de fiction. La diffusion de ces films et téléfilms est limitée aux besoins de l'illustration des évènements couverts par le service.
En dehors de ces diffusions liées à l'événement, Event Network est par ailleurs autorisé à diffuser une fois par mois, dans le cadre d'une émission spécifique consacrée à la production audiovisuelle belge, un film ou un téléfilm produit ou coproduit en Belgique ou par des producteurs belges.
Event Network garantit qu'il a conclu les accords préalables relatifs aux droits d'auteur et aux droits voisins, avec les ayants-droit concernés ou leurs sociétés de gestion collective (article 8 de la convention du 18 mai 1998).

Dans le cadre du service thématique consacré aux événements, aux loisirs et au tourisme qu'elle met en œuvre, la Société entend diffuser des documentaires.
La Société garantit qu'elle a conclu les accords préalables relatifs aux droits d'auteur et aux droits voisins, avec les ayants-droit concernés ou leurs sociétés de gestion collective (article 7 de la convention du 12 octobre 2000).

Event Network affirme avoir conclu les accords en question pour la diffusion des films (œuvres cinématographiques) et téléfilms de fiction, comme pour la diffusion des documentaires. Un tel accord a ainsi été conclu avec la SABAM en juin 1999.

DROITS DE PRIORITÉ ET D'EXCLUSIVITÉ

(articles 8 des conventions de 1998 et de 2000)

Event Network garantit qu'il n'acquerra aucun droit d'exclusivité ou de priorité en matière d'évènements sportifs et d'œuvres audiovisuelles à l'égard des autres organismes de radiodiffusion de la Communauté française visés au chapitres II, IV et V du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ou à l'égard de la RTBF *(article 8 de la convention du 18 mai 1998).*

La Société garantit qu'elle n'acquerra aucun droit d'exclusivité ou de priorité en matière d'évènements, de manifestations sportives ou touristiques et d'œuvres audiovisuelles à l'égard des autres organismes de radiodiffusion de la Communauté française visés au chapitres II, IV et V du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ou à l'égard de la RTBF *(article 8 de la convention du 12 octobre 2000).*

Event Network déclare n'avoir acquis aucun droit d'exclusivité ou de priorité en matière d'évènements, de manifestations sportives ou touristiques et d'œuvres audiovisuelles à l'égard des autres organismes de radiodiffusion de la Communauté française visés au chapitres II, IV et V du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ou à l'égard de la RTBF.

RAPPORT ANNUEL

Chaque année, au plus tard le 30 juin, la société ou l'organisme autorisé présente au Gouvernement un rapport d'activités portant notamment sur le chiffre d'affaires réalisé, le type de produits et services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu. Le rapport d'activités comporte la liste actualisée des services et de leur contenu visés à l'article 3 alinéa 1er, 5°.
La société ou l'organisme autorisé informe sans délai le Gouvernement de toute modification apportée aux données mentionnés à l'article 3.

Event Network signale n'avoir enregistré aucune plainte au cours de l'exercice concerné.

Aucune modification n'est intervenue dans les données mentionnées par Event Network lors de l'introduction de sa demande.

AVIS DU COLLEGE D'AUTORISATION ET DE CONTROLE

Les deux conventions s'appliquant successivement aux activités de la société Event Network au cours de l'exercice 2000 ne diffèrent pas de manière importante. Quelques montants ont été adaptés au démarrage d'une activité liée au tourisme et aux loisirs, des précisions ont été apportées tandis que l'obligation de première diffusion a été renforcée et que des dispositions en matière de télé-achat ont été insérées.

Le Collège demande à l'opérateur de disposer à l'avenir, en raison de la structure complexe de la programmation et son évolution continuelle, d'un relevé détaillé de 4 jours de programmation accompagné des copies antenne et d'un relevé des durées publicitaires par catégories.

Event Network remplit ses engagements en matière de contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel, à la mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française ainsi qu'en matière d'information et d'emploi.

L'opérateur remplit ses engagements en matière de prestations extérieures tout en soulignant que cette obligation est rencontrée par la signature d'un seul contrat. Tous les programmes diffusés sont des productions propres, à l'exception des documentaires sur des sujets belges dont les droits de diffusion sont acquis auprès d'une société en Belgique.

Le Collège relève l'absence de commande de programmes.

Les programmes nouveaux varient de 50 à 80 minutes selon les semaines, en contravention à l'article 3 de la convention du 12 octobre 2000.

L'opérateur estime respecter les limites de durée de la publicité et du télé-achat. Le secrétariat constate toutefois que sur une boucle de 6 heures 30, la durée de ces programmes atteint 34% du total de la programmation.

Le Collège invite Event Network à produire une déclaration des sociétés d'auteur attestant des autorisations octroyées.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de cet avis au secrétaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux fins d'instruction, conformément à l'article 23 § 1er du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française.



LES DOSSIERS TRAITÉS

Le présent rapport reprend les dossiers instruits du 1er janvier au 31 décembre 2002. Certains de ceux-ci ont fait l'objet d'une décision définitive du Collège d'autorisation et de contrôle. Ces décisions sont publiées dans ce rapport annuel. Certains dossiers ont donné lieu à des classements sans suite et d'autres ne sont pas terminés.

Les dossiers présentés sont repris sans mentionner le nom de l'opérateur.

Pour ce qui est des 28 instructions ouvertes et clôturées en 2002, 9 dossiers n'ont pas eu de suite, 11 ont fait l'objet d'une décision et 8 sont en délibéré devant le Collège d'autorisation et de contrôle.

TELEVISION

Un dossier a été instruit suite à l'absence de délivrance par un opérateur de son rapport annuel pour l'exercice 2000. Le Collège d'autorisation et de contrôle a condamné l'opérateur à une amende de 1.000 euros.

Un dossier a été instruit à l'initiative du secrétariat concernant des pratiques répétées d'interruptions publicitaires au sein d'émissions relevant de la catégorie des " magazines d'actualité ". Le dossier est toujours à l'examen devant le Collège d'autorisation et de contrôle, qui a souhaité obtenir des compléments d'information sur le sujet.

Un dossier a été instruit à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle suite aux conclusions de son avis relatif au contrôle du respect par un opérateur de ses obligations pour l'exercice 2000. Après avoir pris une première décision et décidé de rouvrir les débats, le Collège a conclu que le grief de ne pas avoir respecté ses obligations en matière de commandes de programmes n'était pas établi.

Un autre dossier du même type a été instruit à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle qui avait constaté le non-respect par un opérateur de ses obligations pour l'année 2001 en matière de prestations extérieures. Le Collège d'autorisation et de contrôle a déclaré le grief établi, mais a estimé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer une condamnation dans le cas d'espèce.

Un dossier a été instruit sur base d'une plainte d'un téléspectateur qui estimait que des propos tenus dans une émission pour enfants étaient obscènes et susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral. Après enquête du secrétariat, il a été décidé de ne pas mener plus avant cette instruction.

Un dossier a été instruit à la suite d'une plainte émanant d'une association et mettant en cause l'objectivité de l'information traitée dans un magazine, dans la mesure où l'opérateur y aurait fait la promotion exclusive d'une association concurrente. Après enquête du secrétariat, il a été décidé de ne pas mener plus avant cette instruction.

Un dossier a été instruit à la suite d'une plainte émanant d'une association qui estimait le contenu d'un débat télévisé comme provocateur et orienté, témoignant de partis-pris délibérés au détriment de l'objectivité de l'information et contraires au devoir de neutralité de l'opérateur. Après enquête du secrétariat, il a été décidé de ne pas mener plus avant cette instruction.

Un dossier a été instruit au sujet d'une coupure publicitaire insérée dans le journal télévisé d'une télévision locale. Le Collège d'autorisation et de contrôle a décidé de condamner l'opérateur à diffuser un communiqué faisant état de l'infraction.

Plusieurs plaintes de téléspectateurs reprochant à une émission de nuire à la " protection morale " des enfants de par son contenu " contraire aux valeurs " ainsi que de par son heure de diffusion ont provoqué l'ouverture d'un dossier. Le Collège d'autorisation et de contrôle a estimé que cette émission est de nature à troubler le jeune public en ce qu'elle inspire aux mineurs une perception des relations interpersonnelles non respectueuse de la dignité humaine et qu'elle doit être signalée par un triangle blanc sur disque orange et, par conséquent, être diffusée après 20 heures. En conséquence, le Collège a décidé de condamner l'opérateur à diffuser un communiqué faisant état de l'infraction.

Un dossier été instruit sur base d'une plainte d'un téléspectateur estimant que les propos tenus par un journaliste dans le cadre d'un reportage évoquant la sortie du prochain album d'une chanteuse de renommée interna-

tionale pouvaient être qualifiés d'incitation à la violence. Après enquête du secrétariat, il a été décidé de ne pas mener plus avant cette instruction.

Un dossier a été instruit sur base d'une plainte d'un téléspectateur au sujet de l'inclusion au milieu d'un film d'une coupure publicitaire. Il a été décidé de ne pas mener cette instruction plus avant dans la mesure où le film incriminé a été conçu dès l'origine par son auteur pour permettre aux chaînes de télévisions auxquelles il est destiné d'insérer de la publicité.

Un dossier a été instruit concernant la diffusion par un opérateur de messages publicitaires contenant des offres directes au public en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou services (télé-achat) sans autorisation du gouvernement. Le Collège d'autorisation et de contrôle ayant pu établir qu'il s'agit bien de télé-achat et non de publicité commerciale a décidé de retenir à l'encontre de l'opérateur le grief d'avoir diffusé un spot de télé-achat et de le condamner à diffuser un communiqué faisant état de l'infraction, ainsi qu'à une amende de 5.000 euros.

Plusieurs téléspectateurs se sont plaints de la diffusion par un opérateur de publicités à caractère érotique de type " messageries roses ". Le Collège d'autorisation et de contrôle a décidé de ne pas retenir de grief à l'encontre de l'opérateur, mais de transmettre le dossier aux cours et tribunaux compétents.

Un dossier a été instruit concernant la diffusion, dans le cadre d'une émission touristique, d'un reportage considéré comme relevant de la publicité clandestine. Le Collège d'autorisation et de contrôle a condamné l'opérateur à la diffusion d'un communiqué faisant état de l'infraction et à une amende de 5.000 euros.

RADIO

Un dossier a été instruit suite à une plainte faisant état de la diffusion d'une publicité pour le bal du bourgmestre en contravention à l'article 27 bis §1er du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel qui interdit toute publicité ayant pour objet les partis politiques, les organisations professionnelles ou l'adhésion à une quelconque croyance. Après examen du dossier, le Collège d'autorisation et de contrôle a décidé de ne pas mener cette instruction plus avant.

Un dossier est instruit suite à une plainte d'un auditeur soulignant le caractère explicitement publicitaire d'un interview réalisé au sujet d'une émission de télévision, assimilant les propos du journaliste à de la publicité clandestine. L'enquête du Secrétariat ayant permis de conclure que les critères d'appréciation de la publicité clandestine ne sont pas rencontrés dans le cas d'espèce, il a été décidé de ne pas mener cette instruction plus avant.

Un dossier a été instruit suite à une plainte d'un auditeur ayant fait remarquer qu'un opérateur ne respectait pas l'obligation d'introduire une séparation claire entre ses programmes et ses messages publicitaires. Dans le cas d'espèce, il s'agissait de l'insertion d'une publicité non annoncée par un jingle après une émission sans générique de fin. Après analyse, le Collège d'autorisation et de contrôle, considérant qu'il s'agissait en l'espèce d'un spot de parrainage, a décidé de ne pas notifier de grief à l'opérateur.

Deux dossiers ont été instruits sur base de plaintes d'auditeurs à l'égard du même opérateur, l'une pour diffusion de propos incitant à la haine, l'autre pour absence de séparation claire entre la publicité et les programmes. Dans les deux cas, l'opérateur a été dans l'incapacité de fournir les enregistrements demandés. Dans les deux cas, le Collège d'autorisation et de contrôle a condamné l'opérateur à une amende de 1.000 euros.

Sept dossiers ont été instruits à l'égard d'opérateurs diffusant leurs programmes sans autorisation du Gouvernement. Trois d'entre eux sont toujours à l'examen devant le Collège d'autorisation et de contrôle. Dans les autres autres, le Collège a demandé à l'IBPT de procéder à la mise hors service de l'émetteur qui utilise illégalement la fréquence concernée et a communiqué sa décision au Procureur du Roi territorialement compétent.

Un dossier a été instruit suite à une plainte d'une auditrice à l'égard de deux radios, l'un pour diffusion sans autorisation du Gouvernement, l'autre pour " brouillage ". La matérialité de ces infrac-

tions n'ayant pu être établie, le Collège d'autorisation et de contrôle a décidé de ne pas poursuivre cette instruction plus avant.

Un dossier a été instruit à l'initiative du Secrétariat concernant le parrainage de séquences d'informations sportives dans le journal parlé en contravention à l'article 28 §1er 10° du décret sur l'audiovisuel qui interdit le parrainage des journaux parlés et télévisés. Le Collège d'autorisation et de contrôle a condamné l'opérateur à diffuser un communiqué faisant état de l'infraction, ainsi qu'à une amende de 2.000 euros.

LES DÉCISIONS

Vingt décisions ont été prononcées en 2002. Dans deux dossiers, le Collège d'autorisation et de contrôle a déclaré les griefs non établis.

DÉCISION DU 6 MARS 2002

En cause de : La société anonyme TVi, sise avenue Ariane 1 à 1201 Bruxelles ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en particulier l'article 24quater ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et 21 § 2 et les articles 22 à 24 ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral , en particulier les articles 3, 4 et 9;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA TVi par lettre recommandée à la poste le 20 décembre 2001 :

> *" avoir diffusé, le 20 avril 2001 à 20 heures, un épisode de la série " Rex Chien Flic " contenant des images susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sans l'avoir identifié par la signalétique appropriée et ce en contravention à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ainsi qu'à l'article 5 (ou à tout le moins à l'article 4) de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral " ;*

Entendu Monsieur Pol Heyse, directeur général, et Monsieur Jérôme de Béthune, conseiller juridique, le 23 janvier 2002 ;

Vu le grief nouveau notifié à la SA TVi par lettre

recommandée à la poste le 24 janvier 2002 d'avoir, par les mêmes faits, " contrevenu à l'article 3 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral " ;

Entendu Monsieur Jérôme de Béthune, conseiller juridique, et Monsieur Guy Rouvroy, directeur administratif et financier, le 5 février 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. La société TVi reconnaît avoir diffusé le 20 avril 2001 un épisode de la série " Rex Chien Flic " intitulé " Mort.com " sur la chaîne RTL-TVi, sans avoir fait apparaître à l'écran une des signalétiques prévues par l'arrêté du 12 octobre 2000.

   Elle reconnaît, dans le compte rendu d'audition du 25 juin 2001, que cet épisode *" aurait dû être signalé par le triangle blanc sur disque orange en vertu de l'article 4 de l'arrêté du gouvernement du 12 octobre 2000 "*. Lors de l'audition publique du 23 janvier 2002, elle avance qu'il s'agirait plutôt d'une contravention aux articles 3 et 9 de ce même arrêté.

   A l'appui de sa défense, l'opérateur fait valoir que *" c'est la première fois que l'on peut (lui) reprocher une erreur de signalétique "*. Il invoque sa bonne foi, précisant les conditions de l'acquisition de la série qui lui aurait été présentée comme correspondant à la classification " tous publics ".

   L'opérateur déclare qu'une attention plus grande est désormais accordée à cette série, dont le début de chaque épisode est visionné.

2. Le visionnage effectué par le Collège en présence de l'opérateur confirme le rapport du secrétariat selon lequel : *" au début du film, une séquence montre un couple à moitié nu s'embrassant et se caressant en préliminaire à l'acte sexuel, tandis que le mari filme la scène. Cette séquence, d'une minute 34 secondes, est coupée à deux reprises par des images d'un site pornographique ne durant que quelques secondes chacune et montrant successivement le torse d'une femme couchée qui se caresse et fait courir sa langue sur ses lèvres entrouvertes, un homme s'accouplant avec une femme par derrière "*. La scène qui s'achève sur le meurtre violent de l'amant par le mari amorce une enquête criminelle dans le cadre des pratiques échangistes via internet.

   Ces images ont été diffusées aux environs de 20 heures, soit à une heure de grande écoute, sans être précédées d'un avertissement sonore ou identifiées par la présence d'un symbole visuel.

   Sans constituer une scène de pornographie ou de violence gratuite, la séquence incriminée est de nature à nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs au sens du second alinéa de l'article 24quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel pour laquelle une signalétique est requise, outre le choix d'une heure adéquate.

   Vu le caractère isolé de la séquence, le Collège n'estime pas que l'émission puisse troubler le jeune public au sens de l'article 4 de l'arrêté du 12 octobre 2000 dès lors qu'il n'apparaît pas que le *" scénario* (recourre) *de façon systématique ou répétée à la violence physique ou psychologique "*, émission pour laquelle l'identification par un triangle blanc sur disque orange est requise.

   Par contre, il s'agit bien d'une *" œuvre de fiction qui, en raison de certaines scènes ou de l'atmosphère qui s'en dégage, pourrait heurter la sensibilité du jeune public "* et doit être identifiée à l'aide d'un rond blanc sur un disque bleu conformément aux articles 3 et 9 de ce même arrêté.

   Chaque organisme de radiodiffusion relevant de la Communauté française a l'obligation de classifier les émissions qu'il diffuse, à l'exception des émissions d'information ; il doit dès lors s'assurer du contenu de toutes œuvres de fiction qu'il diffuse, à plus forte raison celles qu'il destine à un public familial.

   Le Collège admet que l'opérateur ait pu être surpris par le caractère inattendu de la scène incriminée dans l'ensemble de la série et prend acte de l'attention particulière qu'il déclare désormais y porter, spécialement à l'égard des séquences plus fortes qui introduisent chaque épisode.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de

contrôle, après en avoir délibéré, constate que l'épisode " Mort.com " de la série " Rex Chien Flic " contient une scène pouvant heurter la sensibilité du jeune public qui a été diffusée après 20 heures sans avoir été signalée conformément aux articles 3 et 9 de l'arrêté du 12 octobre 2000. Dès lors, le Collège d'autorisation et de contrôle condamne TVi à diffuser sur RTL-TVi le communiqué suivant :

" Le 20 avril 2001 après 20 heures, RTL-TVi a diffusé, sans aucun avertissement, l'épisode " Mort.com " de la série " Rex chien flic " comprenant une scène pouvant heurter la sensibilité du jeune public. Cet épisode aurait dû être signalé par un rond blanc sur disque bleu (accord parental souhaitable). En conséquence, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a condamné TVi à diffuser sur RTL-TVi le présent communiqué ".

Ce communiqué doit être diffusé après 20 heures et avant 21 heures immédiatement avant la diffusion d'un des prochains épisodes de la série " Rex chien flic " ou à défaut après 20 heures et avant 21 heures le vendredi immédiatement avant la diffusion de toute émission, et ce dans les 90 jours de la notification de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ainsi fait à Bruxelles, le 6 mars 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER
Michel HERMANS
Pierre HOUTMANS, membres

DÉCISION DU 20 MARS 2002

En cause de la Radio-télévision belge de la Communauté française, ci-après nommée RTBF, entreprise publique autonome sise Boulevard Reyers 52 à 1044 Bruxelles ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en particulier l'article 27 1°;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et spécialement les articles 21 §1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la RTBF par lettre recommandée à la poste le 18 octobre 2001 :

" avoir diffusé, sur La Une, un spot publicitaire pour " Le Soir Magazine " montrant des soldats armés de fusils mitrailleurs jetant un homme par-dessus le parapet d'un pont avant de lui tirer dessus, en contravention à l'article 27 1° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel qui dispose que "la publicité ne peut porter atteinte au respect de la dignité humaine"" ;

Vu le mémoire en réponse de la RTBF du 21 décembre 2001 ;

Vu le mémoire en réplique du secrétaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 17 janvier 2002 ;

Entendu Monsieur Simon-Pierre De Coster, juriste d'entreprise, dûment mandaté pour représenter la RTBF en la séance du 20 février 2002 ;

1. Quant à la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel

1.1. La RTBF conteste la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour constater et sanctionner toutes infractions commises par la RTBF.

Cependant, l'article 21 § 1er 11° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la

Communauté française donne, sans restriction, pour mission au Collège d'autorisation et de contrôle de *" constater toute infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et toute violation d'obligation conventionnelle "*.

Aucune disposition légale ni réglementaire ne dispense de manière générale la RTBF du respect des lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou des obligations conventionnelles auxquelles elle aurait souscrit.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est donc compétent pour constater à charge de la RTBF d'éventuelles infractions ou violations visées par l'article 21 §1er 11° du décret précité.

L'article 22 §1er du même décret énonce que le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer une sanction lorsqu'il *" constate une infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou une violation d'obligations découlant d'une convention entre la Communauté française et les opérateurs visés au décret du 17 juillet 1987 ou d'un cahier des charges visés au présent décret "*.

Les faits reprochés à la RTBF en matière de publicité constituent, s'ils sont établis, des contraventions aux dispositions du décret du 17 juillet 1987.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut sanctionner les faits qui lui sont soumis comme contrevenant au décret du 17 juillet 1987, sans avoir à se prononcer sur sa compétence à l'égard des violations que la RTBF aurait commises à l'encontre des dispositions réglementaires qui lui sont spécifiques.

L'article 22 § 1er autorise le Collège d'autorisation et de contrôle à prendre des sanctions *" à l'encontre du titulaire d'une reconnaissance, d'une autorisation ou de tout acte analogue visé au décret déjà cité "*.

La RTBF soutient à tort qu'elle échapperait à l'application du décret du 17 juillet 1987 en raison de la spécificité de son autorisation, alors que l'article 46 de ce décret énonce expressément que la RTBF y est soumise, au même titre que les organismes de radiodiffusion télévisuelle autorisés en vertu du décret lui-même.

Rien ne permet d'affirmer qu'une norme antérieure déroge à une norme postérieure alors même que le législateur décrétal a pris soin de noter que toutes les dispositions du décret du 17 juillet 1987 trouvent à s'appliquer à la RTBF. Lorsque l'article 46 du décret du 17 juillet 1987 fut inséré par le décret du 4 janvier 1999, la RTBF avait déjà vu son statut modifié en entreprise publique autonome et cette modification n'a pas empêché le législateur décrétal de la soumettre aux dispositions du décret.

A défaut de disposition dérogatoire, l'intégration, dans le contrat de gestion, de l'autorisation de diffuser de la publicité commerciale sur base de l'article 26 § 1er du décret du 17 juillet 1987 ne dispense pas la RTBF du respect des dispositions générales du même décret.

Ceci est confirmé à l'article 25 du contrat de gestion de la RTBF approuvé par l'arrêté du 14 octobre 1997 : la RTBF doit respecter des règles particulières, énoncées dans cet article, *" sans préjudice des dispositions du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel en matière d'émissions publicitaires "*.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est saisi ici, en matière de publicité, de contraventions non pas aux dispositions spécifiques à la RTBF du décret du 14 juillet 1997 et du contrat de gestion, mais bien à celles, générales, du décret du 17 juillet 1987 auxquelles la RTBF est expressément soumise en vertu de l'article 46 précité.

Les textes soumettent tous les opérateurs à un double régime de sanction en vertu de l'article 22 § 1er du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 41 quinquies de décret du 17 juillet 1987. Rien ne permet de soutenir que l'article 41 quinquies impliquerait l'inapplicabilité de l'article 22 § 1er qui est plus récent.

1.2. La RTBF défend le caractère inconstitutionnel des sanctions administratives en raison de la violation du principe d'égalité, au motif que le décret du 24 juillet 1997 *" ne frappe que les seuls radiodiffuseurs "*. Elle soutient que le même décret *"viole le principe constitutionnel de compétence des cours et tribunaux en matière pénale car les infractions susceptibles de générer les sanctions administratives ne sont pas identifiées de manière précise, violant le principe de légalité des incriminations et qu'elles ne sont pas déterminées autrement que par référence à des dispositions pénales "*.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est une autorité administrative investie d'une mission de régulation du secteur de l'audiovisuel. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate une infraction et prononce une sanction à l'égard d'un opérateur, en application des articles 21 et 22 du décret précité, ses actes sont soumis aux recours ouverts à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Son pouvoir de sanction est un pouvoir accessoire de sa mission générale de régulation du secteur de l'audiovisuel.

Lorsqu'il prononce des sanctions administratives, le Collège d'autorisation et de contrôle est tenu au respect de la procédure spécifique définie par le décret précité, notamment en son article 23, ainsi qu'au respect des principes généraux du droit administratif applicables en la matière, tels que la procédure contradictoire, l'appréciation raisonnable des éléments de fait, le respect du délai raisonnable, la proportionnalité et l'impartialité.

Par contre, il n'appartient pas à l'autorité administrative d'apprécier la légalité des lois et règlements, cette compétence ressortissant des tribunaux de l'ordre judiciaire. Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut pas apprécier lui-même la légalité du décret qui l'institue.

Les décisions de l'autorité administrative sont susceptibles de recours de pleine juridiction, dans le cadre desquels il appartiendra à l'opérateur de faire valoir les moyens tirés de l'éventuelle illégalité du décret.

2. Quant à la violation des règles de procédure

2.1. La RTBF soutient qu'il y a violation du principe d'égalité des administrés devant la justice administrative en raison d'une instruction menée seulement à charge de la RTBF d'une part, et de l'absence de poursuites concomitantes d'une instruction à charge de la société anonyme TVi qui aurait également diffusé le spot incriminé d'autre part. A titre subsidiaire, la RTBF demande que le Collège d'autorisation et de contrôle entende avant toute poursuite de la procédure l'annonceur et le Jury d'éthique publicitaire.

Le principe d'égalité des administrés n'exige en rien que des poursuites soient engagées simultanément à l'égard de l'ensemble des contrevenants à une même disposition.

Rien n'empêche le Collège d'autorisation et de contrôle de poursuivre ultérieurement tout autre opérateur ayant commis le même fait, aucun principe général ni disposition du décret du 24 juillet 1997 n'imposant la poursuite conjointe, encore moins la jonction de toutes affaires similaires.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne juge pas opportun de recourir à l'avis du Jury d'éthique publicitaire, qui constitue une instance privée d'autorégulation.

2.2. La RTBF soutient ensuite que l'article 25 § 1er 4° du décret du 24 juillet 1997 instaure une procédure d'instruction spécifique en cas d'infraction commise en matière de publicité radiotélévisée et que les actes d'instruction effectués par le secrétariat après le 25 octobre 2000, et surtout après le 19 décembre 2000, date de l'adoption de l'avis du Collège de la publicité concernant ce dossier, l'auraient été sans base réglementaire suffisante.

La RTBF soutient qu'il y aurait violation du droit de la RTBF à un tribunal impartial en raison de la présence de trois membres du bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui siègent dans deux instances différentes appelées à connaître d'une même affaire, au cours de la phase d'instruction et de la phase de jugement.

L'article 25 § 1er 4° donne pour mission au Collège de la publicité de faire rapport au Collège d'autorisation et de contrôle sur les indices d'infraction en matière de publicité diffusée par les radios et les télévisions de la Communauté française.

A défaut de disposition expresse, cette possibilité de saisie du Collège d'autorisation et de contrôle n'est pas exclusive de celle organisée par l'article 23 du même décret. Dans les deux cas, la notification préalable des griefs et le constat éventuel de l'infraction ressortissent de la compétence exclusive du Collège d'autorisation et de contrôle .

En l'espèce, le Collège de la publicité a rendu le 18 décembre un rapport estimant qu' il n'y avait ni indices d'infraction, ni manquement au Code d'éthique publicitaire.

Cet avis ne lie pas le Collège d'autorisation et de contrôle, seul organe de décision. Il ne réduit en rien son pouvoir d'appréciation d'une infraction, ni la compétence d'instruction conférée au secrétariat par l'article 23 § 1er.

La présence des président et vice-présidents au Collège de la publicité en même temps qu'au Collège d'autorisation et de contrôle, avec la conséquence qu'ils sont éventuellement appelés à statuer dans le cadre du Collège d'autorisation et de contrôle à propos de dossiers dont ils ont eu à connaître au Collège de la publicité, procède des dispositions mêmes du décret, notamment son article 4.

L'avis que rend le Collège de la publicité à propos d'éventuels indices d'infraction ne peut constituer un acte d'instruction, ni au sens du décret qui confie celle-ci au secrétaire, ni en général dès lors que le Collège de la publicité rassemble des professionnels du secteur et ne procède pas au rassemblement d'indices dans le cadre des garanties d'impartialité requises.

En tout état de cause, en l'espèce, ni l'avis rendu par le Collège de la publicité ni la participation de trois membres du bureau à son élaboration, ne peuvent faire grief à l'opérateur dès lors que cet avis a conclu à l'absence d'indices d'infraction.

Il n'appartient pas au Collège d'autorisation et de contrôle de motiver sa décision de notification des griefs, laquelle constitue un acte préparatoire, à peine de préjuger de sa décision finale.

3. Quant au fond

L'article 27 1° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel se lit de la manière suivante : *" la publicité ne peut pas porter atteinte à la dignité humaine "*.

La RTBF soutient que la notion de " dignité humaine " manque de précision. Cette notion entrerait en conflit avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui exige que tout *" texte limitatif de la liberté d'expression remplisse deux conditions : qu'il soit suffisamment accessible et qu'il soit suffisamment prévisible ". Pour la RTBF, " l'interdiction d'atteinte au respect de la dignité humaine ne constitue pas une norme prévisible dès lors que en Belgique ni les tribunaux ni les juridictions administratives n'ont eu à connaître de cette disposition et n'ont été amenés à prendre des décisions qui auraient pu permettre à la RTBF de savoir les limites à ne pas franchir ".* Elle ajoute qu'il convient d'être attentif au danger d'un retour à l'ordre moral et de distinguer la dignité humaine de la personne représentée dans le spot incriminé, de celle des téléspectateurs et de celle de l'être humain en général. Elle insiste aussi sur l'absence de lignes directrices claires du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur la notion de dignité humaine et sur l'absence totale de mauvaise foi de la RTBF dans ce dossier.

Quant au spot incriminé, la RTBF rappelle la durée brève des images litigieuses, la sobriété de leur présentation, la volonté de l'annonceur de faire réfléchir, l'absence d'incitation, de banalisation ou même de caution de la violence physique ainsi que l'absence d'instrumentalisation ou d'exploitation commerciale de la mort.

En tout état de cause, si les faits de violence apparaissant ici à l'image sont bien évidemment attentatoires à la dignité humaine, l'image en elle-même ne revêt ce caractère qu'en rapport avec l'usage qui en est fait.

La représentation de la violence dans des images d'actualité n'est pas en tant que telle attentatoire à cette dignité.

En matière d'information, la situation de violence rapportée doit être factuellement exacte et décrite de manière impartiale afin que le public puisse en comprendre la signification, en accord avec le respect dû aux personnes physiques.

En matière de promotion, la situation de violence relatée peut être fictive ou présentée de manière unilatérale.

S'agissant d'une promotion pour un produit d'information, l'usage d'images violentes d'actualité ou de fiction représentant des atteintes à la dignité humaine ne peut trouver sa justification que si l'image se rapporte à l'objet promu et que si sa force est en rapport raisonnablement proportionnel avec l'objectif poursuivi.

En l'espèce, la brève présentation de violence figu-

rant dans le spot incriminé n'est pas manifestement disproportionnée par rapport à l'objectif de promotion d'un magazine d'information générale.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare l'infraction reprochée à l'opérateur non établie.

Ainsi fait et prononcé à Bruxelles, le 20 mars 2002, par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS,
Jean-François RASKIN,
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS
Pierre HOUTMANS, membres.

DÉCISION DU 20 MARS 2002

En cause de : la société anonyme Cobelfra, sise Avenue des Croix de Guerre 94 à 1120 Bruxelles ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en particulier l'article 24 quater ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2, 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la société anonyme Cobelfra par lettre recommandée à la poste le 10 janvier 2002 :

> *" avoir diffusé sur les antennes de Radio Contact, le 8 juillet 2001, des propos portant atteinte à la dignité humaine, en contravention à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel "* ;

Entendu Messieurs Francis Lemaire, administrateur délégué, et Patrice Journiac, secrétaire général, le 20 février 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. Cobelfra déclare être responsable de la diffusion du programme " Radio Contact ".

   L'opérateur reconnaît avoir pris connaissance *" avec consternation "* des propos tenus par un de ses animateurs le dimanche 8 juillet à l'occasion de la finale du tournoi de tennis de Wimbledon entre Justine Henin et Venus Williams, celui-ci ayant qualifié cette dernière de singe.

   L'opérateur fait valoir qu'il a immédiatement licencié l'animateur pour faute grave. Il déclare : *" Nous n'admettons aucun propos raciste ou xénophobe sur nos antennes. Nous assumons pleinement notre responsabilité et nous rappelons à l'ensemble de notre personnel les règles les plus élémentaires de comportement "*.

Il évoque les excuses présentées *" aux personnes qui se sont senties injuriées "* et son engagement *" à écrire directement aux personnes ayant manifesté leur désapprobation "*.

Il précise enfin avoir transmis aux organes de presse qui le demandaient un communiqué de presse et avoir fait part de la décision de licenciement et de sa position de principe au gouvernement et au Conseil supérieur de l'audiovisuel; il dépose la lettre par laquelle il a répondu au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme saisi d'une plainte.

2. Cobelfra reconnaît avoir diffusé sur les antennes de Radio Contact des propos qui portent atteinte à la dignité humaine ou qui contiennent des incitations à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité.

Rien ne peut justifier la tenue de tels propos, que ce soit en radio ou en télévision.

Il appartient à l'éditeur du programme de mettre tout en œuvre pour s'assurer que la spontanéité de l'émission ne puisse laisser place à des propos racistes ou xénophobes. La responsabilité éditoriale des radiodiffuseurs requiert l'organisation d'une programmation qui tienne compte de sa responsabilité à l'égard du public.

Compte tenu de la mesure prise à l'égard de l'animateur et des regrets exprimés par l'opérateur, qui ne sont pas exclusifs de sa responsabilité, l'application d'une sanction financière réduite mais de principe se justifie.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare établie l'infraction à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et condamne la société anonyme Cobelfra à une amende de 1.000 euros.

Ainsi fait à Bruxelles le 20 mars 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS, membres

DÉCISION DU 20 MARS 2002

En cause de : l'asbl Contact Plus, sise Avenue des Croix de guerre 94 à 1120 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;
Vu la lettre du 20 février 2001 de Monsieur Richard Miller, ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à l'asbl Contact Plus par lettre recommandée à la poste le 10 janvier 2002 :

" avoir diffusé, depuis le 4 mars 2001 au moins, sans autorisation du gouvernement de la Communauté française, un programme de radio appelé " Contact Plus " sur le 104.3 MHz à Bruxelles, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;

Entendu Messieurs Francis Lemaire, administrateur délégué, et Patrice Journiac, conseiller, le 20 février 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. L'asbl Contact Plus reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Contact Plus " sur la fréquence 104.3 MHz à Bruxelles.

Au soutien de sa défense, l'opérateur fait valoir, outre *" la défense de la liberté d'expression "*, que la *" déprogrammation "* de la *" seule émission en bruxellois authentique sur le programme Contact 2 à la date du 1er janvier 2001 "* a suscité une pétition d'auditeurs ayant recueilli plus de 17.000 signatures remise aux responsables de Radio Contact le 2 février 2001. *" Le conseil d'administration de Radio Contact, dûment informé, a demandé de répondre à cet appel du*

public et a demandé de mettre à disposition – à titre gracieux – de la nouvelle Asbl " Contact Plus " créée ce 10 février 2001, l'infrastructure technique et d'organisation en vue d'organiser un programme spécifique " Plus " à destination de ces auditeurs 50 + qui ne trouvent leur bonheur avec aucun programme actuel ".

L'opérateur précise que *" des fréquences disponibles existent, sur lesquelles les titulaires anciens n'ont plus de droits, que ce soit le 101.4 FM ou le 104.3 FM "* et ajoute, en séance, que l'occupation de cette dernière fréquence ne nuit à aucune autre radio.

Il évoque, enfin, la démarche entreprise notamment auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour annoncer son initiative et déclare, en séance, souhaiter obtenir une fréquence à Bruxelles pour ce programme.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Bruxelles sur la fréquence 104.3 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable, en l'occurrence sans que cette fréquence lui ait été attribuée par le gouvernement de la Communauté française. L'infraction ne nécessite pas l'existence d'un préjudice pour être déclarée établie.

   L'asbl Contact Plus n'est titulaire d'aucune autorisation ou reconnaissance par le gouvernement de la Communauté française.

   La voie de fait que représente la mise en service unilatérale d'une fréquence ne génère aucune prérogative juridique, pas plus que le fait que cette fréquence ait été abandonnée par le détenteur d'autorisation.

   Aucun des moyens invoqués par l'asbl Contact Plus pour sa défense, et certainement pas les changements de la programmation de la radio Contact 2 dont les responsables sont pour partie les mêmes que ceux de l'opérateur, ne justifient ni n'excusent l'infraction. La demande pressante alléguée d'auditeurs ne le dispense pas du respect des dispositions légales, décrétales ou réglementaires.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 104.3 MHz à Bruxelles en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

   Il appartient à l'IBPT – Institut belge des postes et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement la fréquence 104.3 MHz à Bruxelles.

   Le Collège d'autorisation et de contrôle communique une copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi de Bruxelles.

Ainsi fait à Bruxelles le 20 mars 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS, membres

DÉCISION DU 17 AVRIL 2002

En cause de : la SA Joker FM, sise Parc scientifique, avenue Albert Einstein 11 à 1348 Louvain-la-Neuve ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA Joker FM par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de novembre 2001 au moins, sans autorisation du gouvernement, le programme " Contact 2 " sur la fréquence 94.9 MHz à Waterloo, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel "* ;

Entendu Monsieur Stany Gérard, administrateur-délégué, Monsieur Francis Lemaire, administrateur et Monsieur Patrice Journiac, secrétaire général, le 20 mars 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. La SA Joker FM reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Contact 2 " sur la fréquence 94.9 MHz à Waterloo.

   L'opérateur précise que le programme a été mis en service sur une fréquence ne figurant pas dans le cadastre approuvé par le Parlement de la Communauté française mais que ses services techniques ont découverte.

   Au soutien de sa défense, il ajoute que l'occupation de cette fréquence a été décidée afin d'assurer la bonne réception du programme dans cette région. Il précise, en séance, que l'occupation de cette fréquence ne nuit à aucune autre radio.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Waterloo sur la fréquence 94.9 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence lui aient été attribuée par le gouvernement de la Communauté française. L'infraction ne nécessite pas l'existence d'un préjudice pour être déclarée établie.

   La voie de fait que représente la mise en service unilatérale de fréquences ne génère aucune prérogative juridique.

   Aucun des moyens invoqués par la SA Joker FM pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 94.9 MHz à Waterloo en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

   Il appartient à l'IBPT – Institut belge des services postaux et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

   Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi de Nivelles.

Ainsi fait à Bruxelles le 17 avril 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN, membres

DÉCISION DU 17 AVRIL 2002

En cause de : la SA Contact, sise Avenue des Croix de Guerre 92 à 1120 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA Contact par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de décembre 2001 au moins, sans autorisation du gouvernement, le programme " Radio Contact " sur la fréquence 90.4 MHz à Wavre, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel "*;

Entendu Monsieur Francis Lemaire, administrateur délégué, et Monsieur Patrice Journiac, secrétaire général, le 20 mars 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1 La SA Contact reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Radio Contact " sur la fréquence 90.4 MHz à Wavre.

Au soutien de sa défense, l'opérateur fait valoir qu'il a décidé *" de mettre en service (le) programme sur cette fréquence qui figure dans le cadastre approuvé par le Parlement de la Communauté française dans un souci de confort d'écoute pour les auditeurs du Brabant wallon ".*

2 Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Wavre sur la fréquence 90.4 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence lui ait été attribuée par le gouvernement de la Communauté française. L'infraction ne nécessite pas l'existence d'un préjudice pour être déclarée établie.

La voie de fait que représente la mise en service unilatérale de fréquences ne génère aucune prérogative juridique.

Aucun des moyens invoqués par SA Contact pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3 En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 90.4 MHz à Wavre en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

Il appartient à l'IBPT – Institut belge des services postaux et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi de Nivelles.

Ainsi fait à Bruxelles le 17 avril 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN, membres

DÉCISION DU 17 AVRIL 2002

En cause de : l'asbl Eglantine, sise Rue de la Chaussée 42 à 7000 Mons ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à l'asbl Eglantine par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de septembre 2001 au moins, sans autorisation du gouvernement de la Communauté française, le programme " Sud Radio " sur les fréquences 90.0 MHz à Ath, 94.5 MHz à La Louvière, 106,5 MHz à Tournai, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;*

Entendu Monsieur Serge Delvallée, administrateur délégué, et Madame Natacha Delvallée, administrateur, le 6 mars 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. L'asbl Eglantine reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Sud Radio " sur les fréquences 90.0 MHz à Ath, 94.5 MHz à La Louvière et 106.5 MHz à Tournai.

   Au soutien de sa défense, l'opérateur fait valoir *" l'absence persistante de plan de fréquences conjuguée aux investissements tant en personnel qu'en matériel consentis "*.

   L'opérateur précise qu'il a *" pendant longtemps veillé à adopter une attitude légaliste malgré l'absence d'un plan de fréquences et la constitution de fait de réseaux par d'autres opérateurs "* et ajoute, en séance, que l'occupation de ces fréquences ne nuit à aucune autre radio.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Ath sur la fréquence 90,0 MHz, à La Louvière sur la fréquence 94.5 MHz et à Tournai sur la fréquence 106.5 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que ces fréquences lui aient été attribuées par le gouvernement de la Communauté française. L'infraction ne nécessite pas l'existence d'un préjudice pour être déclarée établie.

   La voie de fait que représente la mise en service unilatérale de fréquences ne génère aucune prérogative juridique.

   Aucun des moyens invoqués par l'asbl Eglantine pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée des fréquences 90.0 MHz à Ath, 94.5 MHz à La Louvière et 106.5 MHz à Tournai en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

   Il appartient à l'IBPT – Institut belge des postes et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, des émetteurs qui utilisent illégalement ces fréquences.

   Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et aux procureurs du Roi territorialement compétents.

Ainsi fait à Bruxelles le 17 avril 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres

DÉCISION DU 19 JUIN 2002

En cause de la société anonyme Event Network sise Avenue Berthelot 135 à 1190 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et spécialement les articles 21 §1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la société Event Network par lettre recommandée à la poste le 18 avril 2002 :

> *" de ne pas avoir transmis au gouvernement de la Communauté française son rapport annuel pour l'exercice 2000, en violation de l'article 9 de l'arrêté du 25 novembre 1996 relatif à la mise en œuvre d'autres services sur le câble et de l'article 9 de la convention du 12 octobre 2000 conclue entre la Communauté française de Belgique et la SA Event Network"* ;

Entendu Monsieur Lotfi Belhassine, administrateur-délégué, et Mesdames Agnès Maqua et Petra Rievens, avocates, en la séance du 29 mai 2002 ;

1. L'opérateur reconnaît les faits et en assume la responsabilité. Il fait valoir pour sa défense un " raté dans l'organisation due à une série noire d'arrêts maladie et arrêts de maternité " qu'il n'a " pas su gérer ". Il souligne avoir " pris les mesures qui s'imposaient pour qu'une telle mésaventure ne se reproduise plus ".

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que le rapport d'activités de la société Event Network n'a pas été communiqué au gouvernement dans les délais requis par les dispositions réglementaire et conventionnelle et ce malgré de nombreux rappels.
   Les moyens invoqués par la société anonyme Event Network pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

   En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare l'infraction reprochée à l'opérateur établie et condamne la société anonyme Event Network à une amende de 1.000 euros

Ainsi fait et prononcé à Bruxelles, le 19 juin 2002, par:

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS,
Jean-François RASKIN,
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.

DÉCISION DU 9 JUILLET 2002

En cause de la Radio-télévision belge de la Communauté française, ci-après nommée RTBF, entreprise publique autonome sise Boulevard Reyers 52 à 1044 Bruxelles ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en particulier l'article 24 quater;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et spécialement les articles 21 §1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la RTBF par lettre recommandée à la poste le 18 avril 2002 :

> *" avoir diffusé le 14 septembre 2001 un épisode de la série " En quête de preuves ", intitulé " Mortelle perversion ", contenant des scènes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs en contravention à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et aux articles 4 et 10 ou des articles 5 et 11 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral" ;*

Vu le mémoire en réponse de la RTBF du 15 mai 2002;
Entendu Monsieur Simon-Pierre De Coster, juriste d'entreprise, dûment mandaté pour représenter la RTBF en la séance du 29 mai 2002 ;

1. Quant à la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel

1.1. La RTBF conteste la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour constater et sanctionner toutes infractions commises par la RTBF.

Le Collège relève, toutefois, que l'article 21 § 1er 11° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française donne, sans restriction, pour mission au Collège d'autorisation et de contrôle de *" constater toute infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et toute violation d'obligation conventionnelle "* et qu'aucune disposition légale ni réglementaire ne dispense de manière générale la RTBF du respect des lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou des obligations conventionnelles auxquelles elle aurait souscrit.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est donc compétent pour constater à charge de la RTBF d'éventuelles infractions ou violations visées par l'article 21 §1er 11° du décret précité.

En outre, l'article 22 §1er du même décret énonce que le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer une sanction lorsqu'il *" constate une infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou une violation d'obligations découlant d'une convention entre la Communauté française et les opérateurs visés au décret du 17 juillet 1987 ou d'un cahier des charges visés au présent décret "*.

Les faits reprochés à la RTBF en matière de signalétique constitueraient, s'ils sont établis, des contraventions aux dispositions du décret du 17 juillet 1987 et à l'arrêté d'application du 12 octobre 2000.

L'article 22 § 1er autorise le Collège d'autorisation et de contrôle à prendre des sanctions *" à l'encontre du titulaire d'une reconnaissance, d'une autorisation ou de tout acte analogue visé au décret déjà cité "*.

La RTBF soutient à tort qu'elle échapperait à l'application du décret du 17 juillet 1987 en raison de la spécificité de son autorisation, alors que l'article 46 de ce décret énonce expressément que la RTBF y est soumise, au même titre que les organismes de radiodiffusion télévisuelle autorisés en vertu du décret lui-même.

Rien ne permet d'affirmer qu'une norme antérieure déroge à une norme postérieure alors même que le législateur décrétal a pris soin de noter que toutes les dispositions du décret du 17 juillet 1987 trouvent à s'appliquer à la RTBF. Lorsque l'article 46 du décret du 17 juillet 1987 fut inséré par le décret du 4 janvier 1999, la RTBF avait déjà vu son statut modifié en entreprise publique autonome et cette modification

n'a pas empêché le législateur décrétal de la soumettre aux dispositions du décret.

Du reste, par un arrêté du 31 août 1989, la RTBF a été autorisée par le gouvernement de la Communauté française à diffuser de la publicité commerciale sur pied de l'article 26 du décret du 17 juillet 1987.

Les textes soumettent tous les opérateurs à un double régime de sanction en vertu de l'article 22 § 1er du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 41 quinquies de décret du 17 juillet 1987. Rien ne permet de soutenir que l'article 41 quinquies impliquerait l'inapplicabilité de l'article 22 § 1er qui est plus récent.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut sanctionner les faits qui lui sont soumis comme contrevenant au décret du 17 juillet 1987 et à l'arrêté d'application d'une de ses dispositions, sans avoir à se prononcer sur sa compétence à l'égard des violations que la RTBF aurait commises à l'encontre des dispositions réglementaires qui lui sont spécifiques.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est saisi ici, en matière de signalétique, de contraventions non pas aux dispositions spécifiques à la RTBF du décret du 14 juillet 1997 et du contrat de gestion, mais bien à celles, générales, du décret du 17 juillet 1987 auxquelles la RTBF est expressément soumise en vertu de l'article 46 précité.

1.2. La RTBF soutient que les éventuels manquements ou non-respect des dispositions incriminées ne constituent pas une " infraction " au sens pénal du terme et que les dispositions en question ne sont pas intégrées comme telles en obligations conventionnelles dans le contrat de gestion de la RTBF, lequel se contente de se référer au code déontologique de 1993.

En qualité d'autorité administrative investie d'une mission de régulation du secteur de l'audiovisuel, la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle n'a pas pour objet la sanction d'infractions au sens pénal du terme, lesquelles peuvent être poursuivies par les cours et tribunaux, comme le prévoient les articles 42 à 45 ter du décret du 17 juillet 1987, mais bien celui de tout manquement aux dispositions décrétales, réglementaires et conventionnelles auxquelles les opérateurs sont soumis.

L'opérateur se réfère inexactement au dictionnaire Robert lequel donne comme sens premier au mot infraction : " violation d'un engagement, d'une loi, d'une convention " et parmi ses synonymes " manquement, transgression, violation ". Rien ne permet de soutenir que le législateur décrétal aurait entendu limiter les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel au seul constat d'infractions au sens restrictif d'infraction pénale, auquel cas le rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel n'eût pas été différent de celui des cours et tribunaux.

La RTBF conteste la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel de juger de l'adéquation de la classification des œuvres faites par les chaînes de télévision et soutient vainement que la classification des œuvres faites par les chaînes de télévision ne serait soumise à aucun contrôle. Or, l'application inadéquate d'une signalétique constitue un manquement aux dispositions visées dans la notification des griefs. Le Collège d'autorisation et de contrôle est donc compétent en l'espèce.

La RTBF ne peut se plaindre de la notification des griefs telle qu'elle lui a été faite par le Collège d'autorisation et de contrôle en ce sens qu'elle diffère du rapport du secrétariat, dès lors que le Collège d'autorisation et de contrôle n'est pas lié par ce rapport.

1.3. Par ailleurs, l'application d'une signalétique assortie de restrictions d'horaire en vue de la protection des mineurs ne constitue pas une atteinte à la liberté d'expression que garantit l'article 10 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 dès lors que l'objectif poursuivi est celui de la protection de la santé ou de la morale énoncée par l'article 10.2 de cette même convention et que les contraintes qu'elle exprime sont nécessaires à la réalisation de cet objectif.

2. Quant au fond

2.1. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que la RTBF a diffusé sur La Une entre 17 heures 50 et 18 heures 45 le vendredi 14 septembre 2001 un épisode de la série " En quête de preuves ", intitulé " Mortelle perversion ", accompagné du signe " rond bleu sur disque blanc ", qui contient deux scènes d'extrême violence :

- la première, diffusée avant le générique de début de l'épisode et dont des images sont reprises en cours extraits dans le cours de l'épisode, est qualifiée par l'opérateur lui-même de *" scène de blessures mortelles infligées au rasoir, par un homme masqué, à une prostituée ligotée en sous-vêtements et suspendue par les bras au plafond d'un immeuble désaffecté "* ;
- la seconde, diffusée au milieu de l'épisode, décrite par l'opérateur comme étant *" une scène de blessures infligées au rasoir à une femme policière, kidnappée, dénudée et ligotée dans une galerie industrielle souterraine désaffectée, sous la contrainte de deux hommes dont l'un se suicide d'une balle tirée dans la bouche au moment où il est sur le point d'être arrêté par la police "*.

Comme le précise l'opérateur, *" ces deux scènes sont filmées par un assistant du " détraqué sexuel " qui opère, dans le but de diffuser un " snuff movie " (de l'anglais snuff : mourir) en direct sur internet, avec vente et mise aux enchères du scénario mortel final "*.

2.2. L'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel se lit de la manière suivante : *" La Radiotélévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française ne peuvent diffuser :*

- *des émissions portant atteinte au respect de la dignité humaine ou contenant des incitations à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité ;*
- *des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite.*

Cette dernière disposition s'étend aux autres programmes ou éléments de programmes, notamment les bandes annonces, qui sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écoutent pas normalement ces émissions et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion. Le gouvernement détermine les modalités du présent alinéa ".

Les modalités de l'application figurent dans l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000 relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral. Ce dernier classifie les émissions télévisées des organismes de radiodiffusion selon cinq catégories :

1. émissions tous publics (articles 2 et 8) ;
2. émissions pour lesquelles un accord parental est souhaitable : il s'agit d'œuvres de fiction qui, en raison de certaines scènes ou de l'atmosphère qui s'en dégage, pourraient heurter la sensibilité du jeune public qui doivent être signalées par un rond blanc sur disque bleu (articles 3 et 9) ;
3. émissions pour lesquelles un accord parental est indispensable : il s'agit d'œuvres interdites aux mineurs de moins de 12 ans, ainsi que des œuvres pouvant troubler le jeune public, notamment lorsque le scénario recourt de façon systématique et répétée à la violence physique ou psychologique qui doivent être signalées par un triangle blanc sur disque orange (articles 4 et 10) ;
4. émissions interdites aux mineurs de moins de 16 ans : il s'agit d'œuvres à caractère érotique ou de grande violence qui doivent être signalées par un carré blanc sur disque rouge (articles 5 et 11) ;
5. émissions interdites aux moins de 18 ans (articles 6 et 12).

Le même arrêté précise les horaires de diffusion de chacune de ces catégories d'émissions.

La RTBF soutient que le programme incriminé constitue un programme susceptible de nuire, mais pas gravement, aux mineurs. Le signe prévu par les articles 3 et 9 était adéquat et au demeurant a été apposé lors de la diffusion du même épisode sur France 2. La RTBF affirme avoir assorti la diffusion de cet épisode de précautions complémentaires, étant le rappel préalable de la signification du logo, la non-diffusion de l'épisode pendant les vacances scolaires, l'annonce dans la presse du contenu exact de l'épisode et la présence simultanée sur La Deux d'émissions destinées aux plus jeunes enfants à titre de contre-programmation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne constate pas ici de violation à l'interdiction pure et simple

exprimée par l'article 24 quater premier alinéa du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel. Par contre, l'application d'une signalétique exprime la reconnaissance par l'opérateur de ce que le programme incriminé est susceptible de " nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs " au sens de l'article 24 quater deuxième alinéa.

La diffusion de scènes de violence à caractère sexuel conduisant au meurtre dans un but de lucre ne peut être considérée comme simplement de nature à " heurter la sensibilité du jeune public " mais bien comme pouvant le " troubler ", en tant qu'elle affecte durablement et négativement la représentation que le jeune public peut se faire de la sexualité par la présentation complaisante et psychologiquement angoissante d'une sexualité perverse dans le contexte banalisateur d'une série policière.

Le caractère prétendument isolé des scènes mises en cause n'est pas de nature à énerver l'analyse qui précède dans la mesure où les dispositions pertinentes du décret et de l'arrêté du gouvernement précités ne requièrent pas que toutes les scènes d'un programme soient de nature à troubler le jeune public dès lors qu'il suffit que des scènes particulières, par leur contenu, soient d'une telle nature. En l'espèce, la récurrence de scènes incriminées et leur traitement réaliste renforcent la violence et la perversion qu'elles véhiculent.

L'épisode contenant ces images eut dû être assorti de la signalétique prévue par les articles 4 et 10 et par conséquent ne pouvait être diffusé avant 20 heures. Les considérations de la RTBF quant à une prétendue contre-programmation sur son autre chaîne sont dépourvues de toute pertinence sauf, rapprochées des autres précautions qu'elle affirme avoir prises, pour admettre implicitement que la signalétique appliquée était insuffisante.

2.3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate que l'épisode " Mortelle perversion " de la série " En quête de preuves " contient des scènes pouvant troubler le jeune public pour lesquelles les articles 4 et 10 de l'arrêté du gouvernement du 12 octobre 2000 et par conséquent l'alinéa 2 de l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 n'ont pas été respectés.

La sanction qui sera prononcée n'est pas de nature à affecter la continuité du service public assuré par la RTBF.

Dès lors, le Collège d'autorisation et de contrôle condamne la RTBF à diffuser sur La Une le communiqué suivant :

" Le 14 septembre 2001 de 17 heures 50 à 18 heures 45, la RTBF a diffusé sur La Une l'épisode " Mortelle perversion " de la série " En quête de preuves " comprenant des scènes pouvant troubler le jeune public. Cet épisode, signalé par un rond blanc sur fond bleu (accord parental souhaitable), aurait dû être diffusé après 20 heures et signalé par un triangle blanc sur disque orange (accord parental indispensable). En conséquence, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a condamné la RTBF à diffuser le présent communiqué ".

Ce communiqué doit être diffusé, dans les 90 jours de la notification de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel, immédiatement avant la diffusion d'un des prochains épisodes de la série " En quête de preuves " ou préalablement à toute programmation analogue, et à défaut entre 17 heures 50 et 19 heures un vendredi soir et ce à trois reprises.

Ainsi fait et prononcé à Bruxelles, le 9 juillet 2002, par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS,
Jean-François RASKIN,
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.

DÉCISION DU 17 JUILLET 2002

En cause de : la société anonyme Compagnie générale de services FM - CGS FM, sise la Chaussée de Louvain 467, à 1030 Bruxelles;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA CGS FM par lettre recommandée à la poste le 10 mai 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois le 6 avril 2001 au moins, sans autorisation du gouvernement de la Communauté française, un programme radio appelé " NRJ " sur la fréquence 105.5 MHz à Ath, en contravention à l'article 32 alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30 alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;*

Vu le mémoire en réponse de la SA CGS FM en date du 10 juin 2002 et les compléments d'information adressés au Conseil supérieur de l'audiovisuel le 21 juin 2002 ;

Entendu Monsieur Eric Adelbrecht, directeur général, et Maîtres Agnès Maqua et Brigitte Paquay, avocates, le 19 juin 2002 ;

1. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Ath sur la fréquence 105.5 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence ait été attribuée par le gouvernement de la Communauté française.

2. La société anonyme Compagnie générale de services – CGS FM reconnaît diffuser le programme " NRJ ". Elle reconnaît également savoir que la fréquence 105.5 MHz sur laquelle son programme est diffusé à Ath n'est pas autorisée.

Pour sa défense, CGS FM fait valoir qu'elle *" est une société anonyme de droit belge disposant des droits exclusifs d'exploitation pour la Belgique de la marque NRJ pour l'activité radiophonique "* et que *" dans le cadre de cette exclusivité, CGS FM produit en Belgique un programme radiophonique sous la marque NRJ Belgique (ou NRJ) "*. Elle ajoute que son rôle *" se limite, en l'espèce, à fournir un programme "* à une radio, l'asbl Ath Diffusion, et que *" CGS FM ne peut être tenue responsable de la diffusion de son programme par un tiers sur une fréquence non cadastrée "*. L'opérateur précise encore que *" la diffusion du programme est effectuée par l'intervention de M. Fabrice Hashani autorisé à cet effet par l'asbl Ath Diffusion que CGS FM ne contrôle absolument pas "* et que *" c'est donc l'asbl Ath Diffusion et/ou M. Hashani qui est l'opérateur technique de cette rediffusion "*, CGS FM s'étant limité à donner son accord pour une seconde diffusion du programme mis à disposition de l'asbl Ath Diffusion. CGS FM est intervenue auprès des responsables de l'asbl et de M. Hashani pour mettre un terme à cette situation illicite, sans résultat.

Lors de son audition par le secrétariat, CGS FM a déclaré disposer d'un " contrat de franchise " avec l'asbl Ath Diffusion qui diffuse le programme NRJ sur la fréquence 105.5 MHz à Ath. Ultérieurement, dans une lettre du 21 mars 2002, la CGS FM informe le Conseil supérieur de l'audiovisuel de l'absence de " contrat de franchise " avec cette asbl. Par lettre du 21 juin 2002, CGS FM produit un " contrat de franchise " intervenu entre elle-même et l'asbl Radio Collines, sous la signature de M. Hashani. Ce dirigeant est la même personne que celle à laquelle l'asbl Ath Diffusion aurait confié l'exploitation de la franchise litigieuse. Ces affirmations ne sont confirmées par la production d'aucun document contractuel ou autre. Néanmoins, par deux lettres datées des 14 et 20 juin 2002, CGS FM s'adresse à M. Hashani – et non pas à l'asbl Ath Diffusion - et l'invite à revenir à la fréquence initiale.

3. Tout en se prévalant de l'absence de " contrat de franchise " qui la lierait à l'exploitant de la fréquence 105.5 MHz, CGS FM reconnaît expressément que son programme est diffusé à Ath avec son accord ; les lettres qu'elle produit ne formulent le reproche ni de diffuser le programme NRJ ni de s'écarter de son format. On peut en déduire

que, même à admettre l'absence de convention écrite, cette diffusion est faite par référence aux dispositions des contrats dits de franchise que CGS FM conclut avec les opérateurs qui constituent, selon ses dires, son " réseau " et dont M. Hashani est parfaitement informé tant de l'existence que du contenu. En effet, CGS FM produit le contrat par lequel elle met le programme NRJ dans son format déterminé à disposition de l'asbl Radio Collines, dont le signataire est le même M. Hashani. Or, ledit " contrat de franchise " constitue en réalité une convention de diffusion pour compte de CGS FM dans laquelle le soi-disant franchisé s'engage à retransmettre le programme NRJ sans modification ni interruption d'aucune sorte à l'exception de l'insertion de spots publicitaires locaux. CGS FM doit, dès lors, être tenu, juridiquement et économiquement, comme le diffuseur du programme NRJ et non pas simplement comme le producteur de celui-ci.

En toute hypothèse et sans que le Conseil supérieur de l'audiovisuel doive éclaircir plus avant les liens contractuels directs ou indirects qui unissent CGS FM et le diffuseur final, la diffusion du programme NRJ sur quelle que fréquence que ce soit ne peut avoir lieu sans la coopération active de CGS FM qui dispose des droits d'exploitation.

Enfin, dans la liste des fréquences diffusée sur le site Internet de NRJ, la fréquence 105.5 MHz, sans indication d'asbl, était référencée jusqu'au 19 juin 2002, date de l'audition de l'opérateur devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Cette fréquence était donc considérée par l'opérateur comme partie intégrante de son " réseau ", ainsi que le précise le complément d'information transmis par le conseil de CGS FM au Collège d'autorisation et de contrôle le 21 juin 2002.

CGS FM est un organisme de radiodiffusion au sens de l'article 1er du décret du 17 juillet 1987 *(" personne physique ou morale qui a la responsabilité éditoriale de la composition des grilles des programmes sonores ou de télévision et les transmet ou les fait transmettre par une tierce personne ").*

Il ressort de ce qui précède que le rôle de CGS FM ne peut être énervé par celui des autres intervenants qu'elle a mentionné dans le cours de l'instruction du dossier en ce qu'elle a concouru à la commission des faits et que la diffusion du programme NRJ est à l'origine de l'utilisation de la fréquence 105.5 MHz à Ath.

Dès lors que CGS FM n'affirme pas que le programme NRJ serait en l'espèce diffusé sans son autorisation mais qu'il apparaît au contraire que la diffusion sur la fréquence incriminée s'inscrit dans l'ensemble de son " réseau ", CGS FM est nécessairement à tout le moins co-auteur de l'infraction qui, sans son concours actif, n'aurait pu être commise.

L'infraction est donc établie dans le chef de CGS FM.

4 En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 105.5 MHz à Ath en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

Il appartient à l'IBPT – Institut belge des postes et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi territorialement compétent.

Ainsi fait à Bruxelles le 17 juillet 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS, membres.

DÉCISION DU 4 SEPTEMBRE 2002

En cause de : la SA Eurociel, sise Rue de Plainevaux 359 à 4100 Seraing ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA Eurociel par lettre recommandée à la poste le 30 mai 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de janvier 2002 au moins, sans autorisation du gouvernement, le programme radio appelé " Ciel FM " sur la fréquence 97.8 MHz à Bruxelles, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ";*

Entendu Madame Michèle Lempereur, administrateur-délégué, le 9 juillet 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1 La SA Eurociel reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Ciel FM" sur la fréquence 97.8 MHz à Bruxelles.

Au soutien de sa défense, l'opérateur avance la concurrence des autres radios qui occupent de plus en plus le marché et l'absence de plan de fréquence. Il ajoute que l'occupation de cette fréquence ne nuit à aucune autre radio.

L'opérateur précise que le programme a été mis en service sur une fréquence figurant dans le cadastre initial de référence de la Communauté française (décret du 20 décembre 2001).

2 Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Bruxelles sur la fréquence 97.8 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence lui aient été attribuée par le gouvernement de la Communauté française. L'infraction ne nécessite pas l'existence d'un préjudice pour être déclarée établie.

La voie de fait que représente la mise en service unilatérale de fréquences ne génère aucune prérogative juridique, qu'elles soient ou non reprises dans le cadastre initial lequel ne génère par lui-même aucune autorisation.

Aucun des moyens invoqués par la SA Eurociel pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3 En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 97.8 MHz à Bruxelles en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

Il appartient à l'IBPT – Institut belge des services postaux et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi de Bruxelles.

Ainsi fait à Bruxelles le 4 septembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Jean-François RASKIN
Boris LIBOIS, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN
Michel HERMANS
Pierre HOUTMANS
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres

Opinion minoritaire - Boris Libois et Daniel Fesler

Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut se poser un acte de poursuite généralement quelconque dans la pré-

sente affaire : la personne morale Eurociel SA est dépourvue de titre d'autorisation valable, les actes étant postérieurs au 17 janvier 2002, date de la publication du décret du 20 décembre 2001fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5-108 MHz. Cet acte, pris en référence à l'article 50 du décret du 24 juillet 1997, abroge les dispositions du décret du 17 juillet 1987 relatives aux radios privées et rend caduques toutes les autorisations délivrées en application de ce dernier décret.
Poser quelque acte de poursuite à l'encontre d'Eurociel SA commanderait de faire de même pour l'ensemble des radiodiffuseurs privés à peine de discrimination. Une telle approche ainsi que toute poursuite individuelle dans le contexte actuel restreindraient toutefois de manière injustifiée la liberté d'expression telle que garantie par l'article 19 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la liberté individuelle telle que garantie par l'article 12 de la Constitution. Au demeurant, au vu de la carence prolongée des autorités publiques de mettre en place une procédure effective de répartition des fréquences disponibles, les radiodiffuseurs sont justifiés à se mettre en infraction avec la loi pour assurer le libre exercice de leurs activités.

Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut dès lors poursuivre la personne morale Eurociel SA dans la mesure où celle-ci, ayant pu avoir connaissance des fréquences attribuables par la Communauté française, concilie raisonnablement son intérêt personnel à développer ou initier une activité économique sociale licite et pacifique et celui de l'autorité publique à voir ses ressources techniques exploitées aux fins de communication au public, comblant ainsi sa propre carence de souveraineté effective.
La circonstance d'avoir ou non été titulaire d'une autorisation valablement décernée sur base du décret du 17 juillet 1987 est sans incidence dans le cas présent. Elle pourrait, le cas échéant, être invoquée dans le cadre du règlement de litiges privés, si l'activité concernée devait porter atteinte aux intérêts de tiers.

DÉCISION DU 16 OCTOBRE 2002

En cause de la société anonyme TVi, sise Avenue Ariane 1 à 1200 Bruxelles, représentée par Monsieur Philippe Delusinne, administrateur délégué et Monsieur Jérôme de Béthune, conseiller juridique ;

Vu le décret du 24 juillet 1987 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu les griefs notifiés à la société TVi par lettre recommandée à la poste le 11 juillet 2002, à savoir :

- *" ne pas avoir transmis un rapport annuel portant sur l'article 16 4° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en contravention à l'article 16 8° dudit décret ;*
- *ne pas avoir respecté ses obligations en matière de commandes de programmes en contravention à l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997 entre la Communauté française et la société anonyme TVi, dans la mesure où, en vertu de ce même article 4 § 1, la société Newscom ne peut pas être considérée comme " un producteur indépendant "" ;*

Entendu Messieurs Philippe Delusinne et Jérôme de Béthune le 4 septembre 2002 ;

1. Pour ce qui concerne le premier grief, la société TVi a communiqué au Collège d'autorisation et de contrôle dans le délai fixé lors de l'audition de l'opérateur un rapport complémentaire portant sur l'article 16 4° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel. Dès lors que l'opérateur a satisfait dans le nouveau délai qui lui a été imparti, le fait faisant grief ne demeure pas établi.

2. Pour ce qui concerne le second grief, la société TVi précise qu'elle n'est *" pas en mesure, et encore moins de façon prospective, de contrôler l'évolution du chiffre d'affaires de (ses) fournisseurs "*. L'opérateur souligne également qu'il a *" dépassé largement (ses) obligations à plusieurs égards, et ce notamment en matière de production propre et de commande de programmes "*.

Lors de leur audition, les représentants de TVi soulignent que la qualité de producteur indépendant est reconnue à Newscom par le Comité d'accompagnement institué suite au protocole d'accord de 1994. La notion de " producteur indépendant " n'a pas été précisée par ce comité.

L'opérateur précise que peu de sociétés sont aptes à répondre à ses appels d'offres.

TVi met en exergue la réalité capitalistique des sociétés Keynews et Newscom concernées par les commandes de programmes. Selon TVi, il convient de considérer le chiffre d'affaires consolidé.

3. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que la société Newscom retire plus de 90% de son chiffre d'affaires, durant une période de trois ans, de la fourniture de programmes à TVi. Cette société ne peut dès lors en tant que telle être considérée comme un " producteur indépendant " selon les termes de la convention du 6 janvier 1997.

L'examen des comptes des sociétés Keynews et Newscom – la seconde étant une filale de la première - fait apparaître que les productions fournies à TVi sont largement inférieures au seuil des 90% visé à l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997.

L'opérateur ne s'explique pas quant à l'indépendance de Newscom dont, selon les termes de la convention, le capital social ne peut être détenu à plus de 15% par un radiodiffuseur.

En conclusion, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, rouvre les débats.

Fait à Bruxelles, le 16 octobre 2002 par :

Evelyne Lentzen, présidente,
André Moyaerts
Jean-François Raskin
Boris Libois, vice-présidents,
Daniel Fesler
Michel Hermans
Pierre Houtmans
Pierre-Dominique Schmidt, membres.

DÉCISION DU 20 NOVEMBRE 2002

En cause de la Radio-télévision belge de la Communauté française, ci-après nommée RTBF, entreprise publique autonome, dont le siège est établi Boulevard Reyers 52 à 1044 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et spécialement les articles 21 §1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la RTBF par lettre recommandée à la poste le 5 septembre 2002 avec invitation de se présenter à l'audience du 6 novembre 2002 :

> *" d'avoir, en contravention à l'article 26 ter § 1er et § 4 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, diffusé du téléachat sans avoir reçu l'autorisation expresse et préalable du gouvernement de la Communauté française"* ;

Attendu que l'opérateur n'a pas déposé de mémoire et ne s'est pas présenté à l'audience ;

Attendu qu'en vertu de l'article 23 § 1er du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle peut statuer par défaut.

1. Quant à la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel

En l'absence de l'opérateur, le Collège relève que l'article 21 § 1er 11° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française donne, sans restriction, pour mission au Collège d'autorisation et de contrôle de " constater toute infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et toute violation d'obligation conventionnelle " et qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne dispense de manière générale la RTBF du respect des lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou des obligations conventionnelles auxquelles elle aurait souscrit.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est donc compétent pour constater à charge de la RTBF d'éventuelles infractions ou violations visées par l'article 21 §1er 11° du décret précité.

En outre, l'article 22 §1er du même décret énonce que le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer une sanction lorsqu'il *" constate une infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou une violation d'obligations découlant d'une convention entre la Communauté française et les opérateurs visés au décret du 17 juillet 1987 ou d'un cahier des charges visés au présent décret "*.

Le fait reproché à la RTBF en matière de publicité constitue, s'il est établi, une contravention aux dispositions du décret du 17 juillet 1987.

L'article 22 § 1er autorise le Collège d'autorisation et de contrôle à prendre des sanctions *" à l'encontre du titulaire d'une reconnaissance, d'une autorisation ou de tout acte analogue visé au décret déjà cité "*.

La RTBF n'échappe pas à l'application du décret du 17 juillet 1987 en raison de la spécificité de son autorisation, l'article 46 de ce décret énonçant expressément qu'elle y est soumise, au même titre que les organismes de radiodiffusion télévisuelle autorisés en vertu du décret lui-même.

En outre, par arrêté du 31 août 1989, la RTBF a été autorisée par le gouvernement de la Communauté française à diffuser de la publicité commerciale sur pied de l'article 26 du décret du 17 juillet 1987. Cette autorisation n'inclut pas le télé-achat.

2. Quant au fond

2.1. Selon le compte rendu d'audition par le secrétariat du 4 juin 2002, la RTBF soutient qu'il s'agit de publicité commerciale visée à l'article 1er 11° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.
Ce type de publicité serait diffusé, selon l'opérateur, depuis 1989 sans avoir suscité de difficultés de la part des commissaires du gouvernement successifs ou du Conseil supérieur de l'audiovisuel. La RTBF s'interroge sur la question de savoir si la référence à un numéro de téléphone, à une adresse ou à un site internet et plus généralement le renvoi à des systèmes de commande basés sur l'interactivité fait sortir les spots qui y recourent du champ d'application de la définition de publicité commerciale pour entrer dans celle du télé-achat.

2.2. Pour le Collège d'autorisation et de contrôle, le législateur a clairement entendu différencier la publicité commerciale et le télé-achat et éviter la confusion entre l'un et l'autre dans le chef du téléspectateur, dès lors qu'à l'égard de celui-ci une protection supplémentaire s'impose face à la possibilité d'effectuer directement un achat sous l'impulsion immédiate d'un message publicitaire.

Le décret du 17 juillet 1987 définit le télé-achat comme *" la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture moyennant paiement, de biens ou de services (...) "*.

Par la séquence litigieuse, l'opérateur procède indiscutablement à la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture de biens ou de services, en l'espèce l'achat de disques compacts. Cette séquence exprime une offre ferme ; les éléments essentiels du contrat à conclure sont présentés, à savoir une chose et son prix ; le téléspectateur peut faire immédiatement l'acquisition de l'objet offert moyennant le paiement de la somme indiquée sur l'écran. De plus, cette séquence renvoie, pour conclure la vente, à un numéro de téléphone.

En conclusion, la séquence litigieuse ressortit sans conteste de la catégorie du télé-achat.

2.3. La RTBF n'a pas reçu l'autorisation de diffuser du télé-achat.

L'article 26ter § 1er du décret du 17 juillet 1987 vise les programmes de télé-achat et les soumet à autorisation. L'article 26 ter §4 du même décret réglemente plus spécifiquement les émissions de télé-achat.

Le fait qu'en l'espèce, la RTBF ait diffusé non pas une émission mais un spot de télé-achat écarte le grief fondé sur l'article 26 ter § 4 mais ne fait pas disparaître celui d'absence d'autorisation requise pour toute forme de télé-achat par l'article 26 ter § 1er.

Les peines adéquates consisteront dès lors en une amende et un communiqué.

2.4. En conclusion, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré,

Déclare le grief établi en tant que fondé sur l'article 26 ter § 1er du décret du 17 juillet 1987 ;

Condamne la RTBF à une amende de 5.000 Euros et à la diffusion du communiqué suivant:

" Le 1er mars 2002, la RTBF a diffusé sur La Une un spot de télé-achat en contravention à l'article 26 § 1er du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel. La RTBF a été condamnée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à une amende de 5.000 EUR et à la diffusion de ce communiqué "

Ce communiqué doit être diffusé, dans les 90 jours de la notification de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel, immédiatement avant la première diffusion de la dernière édition du journal télévisé et ce trois jours de suite.

Ainsi fait à Bruxelles le 20 novembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.

DÉCISION DU 20 NOVEMBRE 2002

En cause de : l'asbl No Télé, Télévision Régionale du Hainaut occidental, dont le siège est établi Rue du Follet 4c à 7540 Kain ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à l'asbl No Télé par lettre recommandée à la poste le 18 septembre 2002 :

" avoir inséré dans son journal télévisé du 2 juillet 2002 des spots publicitaires en contravention à l'article 27 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel qui précise : " En télévision, la publicité ne peut être insérée dans les journaux télévisés ni dans les diffusions de services religieux. Les magazines d'actualité, les documentaires, les émissions religieuses, les programmes de morale non confessionnelle et les émissions pour enfants, dont la durée programmée est inférieure à 30 minutes, ne peuvent être interrompus par la publicité. Lorsqu'ils ont une durée programmée d'au moins 30 minutes, les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent "" ;

Entendu Monsieur Claude Tocquin, président et Monsieur Jean-Pierre Winberg, directeur, dûment mandatés, le 6 novembre 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. L'asbl No Télé reconnaît le fait qu'il qualifie d'accidentel et non d'une pratique habituelle ou intentionnelle. Il l'explique par la longueur exceptionnelle du journal télévisé en raison de l'actualité sociale (faillite de l'entreprise Casterman).

   Au soutien de sa défense, l'opérateur fait valoir que: " Notre erreur réside dans le fait que face à un JT exceptionnellement long, nous n'avons pas pensé à le scinder en deux parties – une partie " journal " proprement dite suivie d'un " magazine d'information" sportif ou culturel – ce que le contenu même du journal en question aurait d'ailleurs permis ".

Enfin, l'opérateur fait valoir un changement de formule pendant la période du 1er au 15 juillet, durant laquelle ce que l'opérateur qualifie de " bévue " a pu échapper à la vigilance des responsables de la rédaction et de la direction en raison des congés.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que le grief est établi.

   Le fait contrevient à un principe essentiel du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel qui est l'interdiction d'insérer de la publicité dans un journal télévisé. Pas plus que la période des congés n'atténue la responsabilité éditoriale, la densité de l'information et la longueur du journal télévisé qui en rend compte ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3. Le Collège d'autorisation et de contrôle estime que, vu l'absence d'antécédents et le caractère exceptionnel du fait, la sanction adéquate consiste dans l'affichage par la chaîne d'un communiqué dans les conditions qui suivent.

4. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare le grief établi et condamne l'asbl No Télé à diffuser, dans les nonante jours de la notification de la décision du Collège, pendant une journée entière, dans son journal télévisé, aussitôt après son ouverture, le communiqué suivant :

   " Le 2 juillet 2002, No Télé a interrompu son journal télévisé par une annonce publicitaire en contravention à l'article 27 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel. En conséquence, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a condamné No Télé à diffuser le présent communiqué ".

Ainsi fait à Bruxelles le 20 novembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Michel HERMANS,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.

DÉCISION DU 4 DÉCEMBRE 2002

En cause de : la SA Joker FM, sise Avenue des Croix de Guerre 94 à 1120 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la SA Joker FM par lettre recommandée à la poste le 18 septembre 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de juin 2002 au moins, sans autorisation du gouvernement, le programme " Contact 2 " sur la fréquence 93.6 MHz à Tournai, en contravention à l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;*

Entendu Monsieur Stany GERARD, administrateur délégué le 20 novembre 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. La SA Joker FM reconnaît être responsable de la diffusion du programme " Contact 2 " sur la fréquence 93.6 MHz à Tournai.

   Au soutien de sa défense, l'opérateur fait valoir qu'il a décidé *" de diffuser (le) programme sur cette fréquence qui figure dans le cadastre approuvé en décembre 2001 par le Parlement de la Communauté française dans un souci d'être présent dans cette région et afin d'éviter que cette fréquence soit occupée par un autre opérateur "*.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Tournai sur la fréquence 93.6 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence lui ait été attribuée par le gouvernement de la Communauté française.

Aucun des moyens invoqués par SA Joker FM pour sa défense ne justifient ni n'excusent l'infraction.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 93.6 MHz à Tournai en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

Il appartient à l'IBPT – Institut belge des services postaux et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi de Tournai.

Ainsi fait à Bruxelles le 4 décembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN
Michel HERMANS, membres.

Opinion minoritaire - Daniel Fesler

Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut poser un acte de poursuite généralement quelconque dans la présente affaire, les actes étant postérieurs au 17 janvier 2002, date de la publication du décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5-108 MHz. Cet acte, pris en référence à l'article 50 du décret du 24 juillet 1997, abroge les dispositions du décret du 17 juillet 1987 relatives aux radios privées et rend caduques toutes les autorisations délivrées en application de ce dernier décret.
Poser quelque acte de poursuite à l'encontre de l'opérateur commanderait de faire de même pour l'ensemble des radiodiffuseurs privés à peine de discrimination. Une telle approche ainsi que toute poursuite individuelle dans le contexte actuel restreindraient toutefois de manière injustifiée la liberté d'expression telle que garantie par l'article 19 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la liberté individuelle telle que garantie par l'article 12 de la Constitution. Au demeurant, au vu de la carence prolongée des autorités publiques de mettre en place une procédure effective de répartition des fréquences disponibles, les radiodiffuseurs sont justifiés à se mettre en infraction avec la loi pour assurer le libre exercice de leurs activités.
Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut dès lors poursuivre l'opérateur dans la mesure où celui-ci, ayant pu avoir connaissance des fréquences attribuables par la Communauté française, concilie raisonnablement son intérêt personnel à développer ou initier une activité économique sociale licite et pacifique et celui de l'autorité publique à voir ses ressources techniques exploitées aux fins de communication au public, comblant ainsi sa propre carence de souveraineté effective.
La circonstance d'avoir ou non été titulaire d'une autorisation valablement décernée sur la base du décret du 17 juillet 1987 est sans incidence sur la question dont est saisie le collège.

DÉCISION DU 10 DÉCEMBRE 2002

En cause de la société anonyme TVi, sise Avenue Ariane 1 à 1200 Bruxelles, représentée par Monsieur Philippe Delusinne, administrateur délégué et Monsieur Jérôme de Béthune, conseiller juridique ;

Vu le décret du 24 juillet 1987 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu les griefs notifiés à la société TVi par lettre recommandée à la poste le 11 juillet 2002, à savoir :

- *" ne pas avoir transmis un rapport annuel portant sur l'article 16 4° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en contravention à l'article 16 8° dudit décret ;*
- *ne pas avoir respecté ses obligations en matière de commandes de programmes en contravention à l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997 entre la Communauté française et la société anonyme TVi, dans la mesure où, en vertu de ce même article 4 § 1, la société Newscom ne peut pas être considérée comme " un producteur indépendant "" ;*

Vu notre décision du 16 octobre 2002 ordonnant la réouverture des débats ;

Entendu Messieurs Philippe Delusinne et Jérôme de Béthune le 26 novembre 2002 ;

1. Quant au premier grief, la décision du Collège d'autorisation et de contrôle du 16 octobre 2002 constatait que le fait n'était pas établi. Quant au second grief, l'opérateur était invité à s'expliquer quant à l'indépendance de Newscom dont, selon les termes de la convention, " le capital social ne peut être détenu à plus de 15% par un radiodiffuseur ".

2. Lors de leur audition, les représentants de TVi soulignent à nouveau que la qualité de producteur indépendant est reconnue à Newscom par le Comité d'accompagnement institué suite au protocole d'accord de 1994.

L'opérateur fait état que ni TVi ni un autre radiodiffuseur n'est détenteur d'une part du capital tant de Newscom que de Keynews supérieure à 15%, ces sociétés étant sous le contrôle d'AB Belgium qui n'est pas un radiodiffuseur.

Dans sa décision du 16 octobre 2002, le Collège d'autorisation et de contrôle a constaté que Newscom retirait plus de 90% de son chiffre d'affaires, sur une période de trois ans, de la fourniture de programmes à TVi, de sorte que cette société ne pouvait être considérée comme un producteur indépendant selon les termes de la convention du 6 janvier 1997.

Cependant, le Collège d'autorisation et de contrôle accepte de prendre en considération la réalité économique et d'apprécier non pas le pourcentage du chiffre d'affaires de Newscom isolément, mais bien celui consolidé des sociétés Keynews et Newscom, la seconde étant une filiale de la première.

L'examen des comptes consolidés des sociétés Keynews et Newscom fait apparaître que les productions fournies à TVi sont largement inférieures au seuil des 90% visé à l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate en outre qu'il n'est pas établi que le capital de Newscom est détenu directement à plus de 15 % par un radiodiffuseur, pas plus que celui de Keynews.

En conclusion, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare les griefs non établis.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER
Michel HERMANS
Pierre HOUTMANS
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.

DÉCISION DU 10 DÉCEMBRE 2002

En cause de : la société anonyme Joker FM, dont le siège est établi Avenue des Croix de Guerre 94 à 1120 Bruxelles;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2 et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
Vu le grief notifié à la SA Joker FM par lettre recommandée à la poste le 18 septembre 2002 :

> *" avoir diffusé, depuis le mois de mars 2002 au moins, sans autorisation du gouvernement de la Communauté française, le programme " Contact 2 " sur la fréquence 105.6 MHz à Huy, en contravention à l'article 32 alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française et à l'article 30 alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;*

Entendu Monsieur Stany GERARD, administrateur délégué, le 20 novembre 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense.

1. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un service privé de radiodiffusion sonore est diffusé à Huy sur la fréquence 105.6 MHz sans avoir obtenu l'autorisation préalable et sans que cette fréquence ait été attribuée par le gouvernement de la Communauté française.

2. La société anonyme Joker FM a établi " une convention de fourniture de programmes avec Monsieur Laurent Hocq se présentant comme le président de l'asbl Chenia et agissant normalement pour le compte de celle-ci ". Elle ajoute que cet accord a été conclu " sur base des informations transmises par Monsieur Laurent Hocq, déclarant détenir une reconnaissance ad hoc garantissant la diffusion de notre programme ".

Elle affirme qu'elle s'est réservée le droit de revoir la collaboration avec l'asbl Chenia, voire, s'il échet, d'arrêter la diffusion du programme Contact 2 sur cette fréquence " s'il s'avérait que Monsieur Laurent Hocq ait omis quelque information sur la reconnaissance qu'il déclarait détenir ".

3. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que l'asbl Chenia n'a reçu aucune autorisation du gouvernement de la Communauté française, en exécution du décret du 17 juillet 1987.

4. Se prévalant de la signature le 1er janvier 2002 d'une " convention exclusive de fourniture de programmes radiophoniques " qui la lie à l'asbl Chenia pour l'exploitation de la fréquence 105.6 MHz, Joker FM reconnaît expressément que son programme est diffusé à Huy avec son accord.

   Selon les termes de cette convention, Joker FM met le programme Contact 2 dans son format déterminé à disposition de l'asbl Chenia. La " Radio " (à savoir l'asbl Chenia selon la convention) s'engage à transmettre le programme Contact 2 sans modification ni interruption d'aucune sorte à l'exception de l'insertion d'un programme propre incluant de l'animation et de l'information locales pendant des plages horaires définies. Ce document constitue une convention de diffusion. Joker FM doit être tenu, juridiquement et économiquement, pour le diffuseur du programme Contact 2 et non pas simplement pour le producteur de celui-ci.

   La fréquence 105.6 MHz, avec indication " FM Chenia ", est référencée dans la liste des fréquences diffusée sur le site Internet de Contact 2. Cette fréquence est donc considérée par l'opérateur comme partie intégrante de son " réseau ".

   Joker FM est un organisme de radiodiffusion au sens de l'article 1er du décret du 17 juillet 1987 (" personne physique ou morale qui a la responsabilité éditoriale de la composition des grilles des programmes sonores ou de télévision et les transmet ou les fait transmettre par une tierce personne ").

   Il ressort de ce qui précède que Joker FM a concouru à la commission des faits et que l'utilisation de

la fréquence 105.6 MHz à Huy est indissociable de la diffusion du programme Contact 2.

Le grief est établi dans le chef de Joker FM.

5. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, constate l'occupation non autorisée de la fréquence 105.6 MHz à Huy en violation de l'article 32, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 et de l'article 30, alinéa 3 du décret du 17 juillet 1987.

Il appartient à l'IBPT – Institut belge des postes et des télécommunications, auquel la présente décision est transmise, de procéder à la mise hors service, par tous les moyens légaux, de l'émetteur qui utilise illégalement cette fréquence.

Le Collège d'autorisation et de contrôle communique copie de la présente décision pour suite voulue au gouvernement de la Communauté française et au procureur du Roi territorialement compétent.

Ainsi fait à Bruxelles le 10 décembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS, membres.

Opinion minoritaire - Daniel Fesler

Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut poser un acte de poursuite généralement quelconque dans la présente affaire, les actes étant postérieurs au 17 janvier 2002, date de la publication du décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5-108 MHz. Cet acte, pris en référence à l'article 50 du décret du 24 juillet 1997, abroge les dispositions du décret du 17 juillet 1987 relatives aux radios privées et rend caduques toutes les autorisations délivrées en application de ce dernier décret.
Poser quelque acte de poursuite à l'encontre de l'opérateur commanderait de faire de même pour l'ensemble des radiodiffuseurs privés à peine de discrimination. Une telle approche ainsi que toute poursuite individuelle dans le contexte actuel restreindraient toutefois de manière injustifiée la liberté d'expression telle que garantie par l'article 19 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la liberté individuelle telle que garantie par l'article 12 de la Constitution. Au demeurant, au vu de la carence prolongée des autorités publiques de mettre en place une procédure effective de répartition des fréquences disponibles, les radiodiffuseurs sont justifiés à se mettre en infraction avec la loi pour assurer le libre exercice de leurs activités.
Le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut dès lors poursuivre l'opérateur dans la mesure où celui-ci, ayant pu avoir connaissance des fréquences attribuables par la Communauté française, concilie raisonnablement son intérêt personnel à développer ou initier une activité économique sociale licite et pacifique et celui de l'autorité publique à voir ses ressources techniques exploitées aux fins de communication au public, comblant ainsi sa propre carence de souveraineté effective.
La circonstance d'avoir ou non été titulaire d'une autorisation valablement décernée sur la base du décret du 17 juillet 1987 est sans incidence sur la question dont est saisie le collège.

DÉCISION DU 10 DÉCEMBRE 2002

En cause de : la société anonyme Contact, dont le siège est établi Avenue des Croix de Guerre 94 à 1120 Bruxelles ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, en particulier l'article 24 quater ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et § 2, 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la société anonyme Contact par lettre recommandée à la poste le 18 septembre 2002:

> *" avoir parrainé les séquences d'informations sportives (" Le Journal du Mondial ") dans ses journaux parlés de 8 heures 30 et de 17 heures 30 du 10 au 14 juin au moins, en contravention à l'article 28 § 1er 10° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel " ;*

Entendu Messieurs Francis Lemaire, administrateur délégué, et Patrice Journiac, secrétaire général, le 20 novembre 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense ;

1. Contact SA déclare être responsable de la diffusion du programme " Radio Contact ".

   L'opérateur fait valoir que les séquences en cause *" ne font pas partie du journal parlé et ne sont d'ailleurs pas fournies par Infor FM, l'asbl qui fournit les journaux parlés diffusés sur les stations du groupe Contact "*.

   Lors de son audition par le Collège d'autorisation et de contrôle, l'opérateur précise que la séquence incriminée, à savoir, selon lui, un spot de publicité - et non de parrainage - pour la marque Krefel, a été séparée du programme par une virgule sonore. Il plaide sa bonne foi et sa volonté de ne pas induire en erreur l'auditeur.

2. L'audition de l'émission fait apparaître à plusieurs reprises que la séquence " Le Journal du Mondial " est précédée d'une virgule sonore suivie du spot litigieux, laissant supposer qu'elle constitue une séquence distincte qui fait suite au journal parlé. Elle est cependant suivie d'une reprise de l'information qui se clôture par l'annonce de la fin du journal. Il faut dès lors constater que la séparation du programme alléguée par l'opérateur est démentie par l'insertion de la séquence en cause dans le journal parlé.
   L'annonce " Le Journal du Mondial avec Krefel " n'exprime pas simplement un message publicitaire dans le but de promouvoir les biens ou services fournis par Krefel au sens de l'article 1er 11° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel mais bien l'association de l'annonceur à un programme déterminé laissant à tout le moins supposer qu'elle contribue à son financement au titre du parrainage au sens de l'article 1er 14° du même décret, ce que confirme la régie IP Plurimédia dans sa lettre du 3 décembre 2002.

   L'article 28 § 1er 10° du décret du 17 juillet 1987 stipule que " Les journaux parlés et télévisés et les émissions d'information politique et générale ne peuvent être parrainées ". Dès lors que la séquence incriminée est, contrairement à ce qu'affirme l'opérateur, insérée dans le journal parlé, le grief est établi.

3. En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare établie l'infraction à l'article 28 § 1er 10° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et condamne la société anonyme Contact :

   - au paiement d'une amende de 2.000 euros (deux mille euros) ;

   - à diffuser le communiqué suivant dans ses journaux parlés de 8 heures 30 et de 17 heures 30, chaque fois à trois reprises dans les nonante jours de la notification de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle : " Lors de ses émissions du journal parlé du 10 au 14 juin 2002, Radio Contact a fait précédé la séquence " Le Journal du Mondial " d'une annonce de parrainage en contravention au décret sur l'audiovisuel. En conséquence, le Conseil supérieur de l'audio-

visuel a condamné Radio Contact à une amende de 2.000 EUR et à donner lecture de ce communiqué ".

Ainsi fait à Bruxelles le 10 décembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Michel HERMANS, membres.

DÉCISION DU 18 DÉCEMBRE 2002

En cause de la société anonyme YTV, ayant son siège Chaussée d'Ixelles 227 b à 1050 Bruxelles, représentée par Monsieur Alain Krzentowski, administrateur délégué et Monsieur André Kemeny, administrateur ;

Vu le décret du 24 juillet 1987 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, en particulier les articles 21 § 1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu les griefs notifiés à la société YTV par lettre recommandée à la poste le 8 octobre 2002, à savoir :

" de diffuser, depuis le mois d'avril 2002 au moins, l'émission " Ça va se savoir " en contravention, conjointement ou séparément, à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, à l'article 16 7° du décret du 17 juillet 1987 et le règlement d'ordre intérieur adopté par l'opérateur en exécution de celui-ci et à l'article 13 de la convention du 6 avril 2001 ".

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire écrit à l'appui de sa défense.
Entendu le 20 novembre 2002 Messieurs Alain Krzentowski, administrateur délégué d'YTV et André Kemeny, administrateur d'YTV, et, à leur demande, Madame Michèle Cotta, présidente d'AB Sat et Monsieur Claude Berda, président d'AB Groupe ;

1. L'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 dispose que : *" La RTBF et les organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française ne peuvent diffuser :*

   - des émissions portant atteinte au respect de la dignité humaine ou contenant des incitations à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité ;
   - des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite.

Cette dernière disposition s'étend aux autres programmes ou éléments de programmes, notamment les bandes annonces,

qui sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écoutent pas normalement ces émissions et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion. Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent alinéa ".

L'article 16 7° du décret du 17 juillet 1987 impose aux télévisées privées, pour être autorisées, " d'établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité de l'information et s'engager à le respecter ". YTV a adopté un règlement d'ordre intérieur qui dispose notamment, en son article 12 : " Y.T.V. SA entend que l'information qu'elle diffuse, sans l'altérer, respecte toutefois tous les aspects de la personne humaine ".

L'article 13 de la convention du 6 avril 2001 dispose : " *YTV, en arrêtant son offre de programmes, veille à ce que la qualité et la diversité des émissions offertes permettent de rassembler des publics les plus larges possibles, d'être un facteur de cohésion sociale tout en répondant aux attentes des minorités socioculturelles, et permettent de refléter les différents courants d'idées de la société sans discrimination, notamment culturelle, raciale, sexuelle, idéologique, philosophique ou religieuse et sans ségrégation sociale. Ces émissions tendant à provoquer le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société, à contribuer au renforcement des valeurs sociales, notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen, à favoriser l'intégration et l'accueil des populations d'origine étrangère vivant en Communauté française. YTV ne peut produire ou diffuser des émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général, portant atteinte au respect de la dignité humaine, et notamment contenant des incitations à la discrimination, à la haine ou à la violence (...) ".*

2. L'opérateur déclare d'emblée que l'émission " Ça va se savoir " ne constitue pas une émission d'information mais bien de divertissement qu'il qualifie de " vaudeville ".

L'opérateur soutient que l'émission incriminée ne viole pas l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 en ce que " *il n'y a jamais de violence, de menaces graves. La dignité humaine n'est pas même effleurée dans la mesure où les gens sont censés venir déballer leur linge sale de leur plein gré* ".

L'opérateur déclare qu'il s'agit de la mise en scène de cas réels représentés par des acteurs qui sont tenus par un scénario écrit intégralement.

L'opérateur ajoute qu'il a prévu des garde-fous " *pour éviter que certaines personnes ne soient quand même choquées* ". En ce qui concerne l'heure de diffusion, il a " *prévenu les parents et (a) apposé la signalétique* ". Il conclut que : " *Le reste incombe à la responsabilité des parents* ".

Lors de leur audition par le Collège, les représentants de l'opérateur insistent sur le fait qu'aucun débordement n'est possible dès lors que l'émission incriminée est entièrement écrite, jouée et enregistrée et fait l'objet d'un montage avant diffusion.

3. Ce n'est qu'à la suite des observations qui lui ont été faites par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, que l'opérateur a clairement signalé aux téléspectateurs que les cas traités sont interprétés par des acteurs.

Dès lors que l'émission " Ça va se savoir " met en scène des acteurs représentant des conflits interpersonnels fictifs prétendument tirés de faits réels, elle n'a pas pour objet d'informer le public et constitue un programme de type théâtral.
Ni l'article 16 7° du décret du 17 juillet 1987 ni par conséquent l'article 12 du règlement d'ordre intérieur d'YTV ne trouvent à s'appliquer. Le grief tenant à l'objectivité de l'information n'est pas retenu.

4. Dans la mesure où l'article 13 de la convention impose à l'opérateur de veiller à la qualité et la diversité des émissions offertes, et à leur contribution à la cohésion sociale en même temps qu'à la clarification des enjeux démocratiques, il a pour objet l'ensemble de la programmation et constitue une obligation de moyen, dont l'appréciation est laissée au Collège d'autorisation et de contrôle à l'occasion du contrôle annuel.

5. Même si l'opérateur déclare qu'il s'agit de représentations théâtrales, une appréciation particulièrement attentive s'impose dès lors que sont mis en scène, sans distance et de manière réaliste, sur un mode exacerbé et dans un contexte de violence à tout le moins verbale et morale, les conflits personnels de protagonistes se présentant soi-disant spontanément, de telle sorte que les mineurs n'en perçoivent pas nécessairement le caractère fictif.

La mise en scène de l'émission renforce la violence verbale et morale des propos tenus par la présence et dans certains cas l'intervention physique de personnes dont le rôle est de maintenir l'ordre sur le plateau, accréditant ainsi l'idée que les problématiques traitées dont il est

affirmé qu'elles relèvent de situations rencontrées dans la vie quotidienne, sont a priori susceptibles de dégénérer en des faits de violence physique.

Par sa conception, une telle émission est de nature à troubler le jeune public en ce qu'elle inspire aux mineurs une perception des relations interpersonnelles non respectueuse de la dignité humaine.

Dès lors, cette émission doit être signalée par un triangle blanc sur disque orange et diffusée après 20 heures.

Ainsi, l'opérateur a contrevenu à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel par la diffusion de l'émission " Ça va se savoir " sans apposition d'une signalétique suffisante et à une heure de diffusion inadéquate.

6. En conclusion, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare établi le grief d'avoir contrevenu à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et condamne YTV SA à diffuser sur AB3 le communiqué suivant :

" Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé, en sa séance du 18 décembre 2002, que l'émission " Ça va se savoir " est diffusée avec une signalétique insuffisante et à une heure de diffusion inadéquate en contravention à l'article 24 quater du décret du 17 juillet 1987 visant la protection des mineurs".

Ce communiqué doit être diffusé aux environs de 19 heures 30, pendant 30 secondes, trois jours consécutifs, hors tunnels publicitaires dans les nonante jours de la notification de la présente décision. Copie des diffusions de ce communiqué doit être transmise au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002 par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER
Max HABERMAN
Michel HERMANS
Pierre HOUTMANS, membres

DÉCISION DU 18 DÉCEMBRE 2002

En cause de l'asbl Cercle Ben Gourion dont le siège est établi Chaussée de Vleurgat 89 à 1050 Bruxelles ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et spécialement les articles 21 §1er 11° et 22 à 24 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à l'asbl Cercle Ben Gourion par lettre recommandée à la poste le 8 octobre 2002 :

> *" de ne pas avoir enregistré intégralement ses programmes et de ne pas les avoir conservé pendant une période de deux mois à partir de leur diffusion, en contravention de l'article 24 3° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française" ;*

Entendu Monsieur Arié Renous, Président du Cercle Ben Gourion, en la séance du 4 décembre 2002 ;

L'opérateur n'a pas déposé de mémoire à l'appui de ses moyens de défense.

1. L'opérateur reconnaît les faits et en assume la responsabilité.

Il fait valoir qu'il a *" l'habitude d'enregistrer tous (les) journaux et magazines "* et qu'il est *" à même de le prouver en fournissant les enregistrements archivés depuis plus d'un an "*. Il ajoute être désolé de cette situation et plaide sa bonne foi.

Lors de son audition par le Collège, il évoque de plus le remplacement du technicien en charge des enregistrements. Une note relative aux modalités techniques des enregistrements a depuis lors été transmise.

2. Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que copie de l'émission du 6 mai 2002 entre 18 heures et 19 heures n'a pas été transmise au Conseil supérieur de l'audiovisuel et ce malgré de nombreux rappels.

Les moyens invoqués par l'asbl Cercle Ben Gourion pour sa défense ne justifient ni n'excusent le manquement à l'obligation de résultat que constitue la conservation des enregistrements des émissions pendant une durée déterminée.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare le grief établi et condamne l'asbl Cercle Ben Gourion à une amende de 1.000 euros (mille euros).

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002, par :

Evelyne LENTZEN, présidente,
André MOYAERTS,
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents,
Daniel FESLER,
Max HABERMAN,
Pierre HOUTMANS,
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.



LES RELATIONS BILATERALES ET MULTILATERALES

A l'instar des années précédentes, l'essentiel des contacts noués avec des organismes extérieurs ou non à la Communauté française est brièvement présenté ci-dessous.

LES RELATIONS BILATÉRALES

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a signé le 7 novembre 2002 un protocole de collaboration avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, dont le but est d'échanger les informations et l'expertise entre les deux institutions ainsi que de prévoir d'éventuelles prises de position communes sur des sujets d'ordre général entrant dans le cadre de leurs mandats respectifs.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a poursuivi ses contacts privilégiés avec les instances de régulation avec lesquelles des accords de coopération ont été signés, à savoir le Conseil supérieur de l'audiovisuel français, le Conseil de radiodiffusion et de télécommunications canadiennes – CRTC et l'Office fédéral de la communication – OFCOM suisse.

La réforme du décret de l'audiovisuel au Grand duché de Luxembourg prévoyant notamment la création d'une instance de régulation a été l'objet d'un forum international organisé le 9 mars 2002 à l'initiative du Conseil national des programmes luxembourgeois, auquel participa le CSA.

LES RELATIONS MULTILATÉRALES

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a co-organisé à Bruxelles, les 16 et 17 mai 2002, avec son équivalent flamand, le VCM - Vlaams Commissariaat voor de Media, la 15ème réunion de l'EPRA – European Platform of Regulatory Authorities, plate-forme européenne rassemblant à ce jour 43 instances de régulation émanant de 35 pays. La Commission européenne et le Conseil de l'Europe participent aux travaux de l'EPRA en tant qu'observateurs permanents.

Trois thèmes ont été abordés lors de cette rencontre: l'influence directe et indirecte de la politique sur l'audiovisuel ; la télévision numérique terrestre ; les décrochages publicitaires et de programmes transfrontières.

La 16ème réunion de l'EPRA a eu lieu à Ljubljana en Slovénie les 24 et 25 octobre 2002. Le principal sujet à son ordre du jour était la régulation de la radiodiffusion de service public. Deux groupes de travail ont traités respectivement des tendances et du contrôle de la concentration des médias et de la publicité politique.

Les deux rencontres se sont terminées par un tour d'horizon de l'actualité européenne en matière de contenus audiovisuels et d'infrastructures et de réseaux électroniques, en présence de représentants de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a participé aux différentes auditions publiques organisées par la Commission européenne dans les matières qui le concerne, notamment dans le cadre du réexamen de la directive Télévision sans frontières et des négociations au sein du GATS .

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a assisté à l'assemblée générale de l'EGTA – European Group of Television Advertising – qui s'est tenue à Luzerne (en mai 2002) sur le thème des nouvelles formes de publicité.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a participé à Paris le 12 septembre 2002 à une réunion des régulateurs des pays francophones dans la perspective de la création d'une Union francophone des instances de régulation de la communication – UFIRC, organisée pour l'égide de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie.

Enfin, le CSA pris part aux travaux du 14ème Forum européen de la télévision et du cinéma qui s'est déroulé à Barcelone les 10, 11 et 12 octobre 2002, forum consacré cette année au thème : " Nouveaux marchés, nouveaux acteurs, nouvelle décennie pour la télévision et le cinéma ".



LISTE DES MEMBRES DES COLLEGES DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL AU 31 DECEMBRE 2002

Bureau

Evelyne Lentzen, Présidente
André Moyaerts,
Philippe Goffin,
Jean-François Raskin, vice-Présidents
Avec voix consultative :
Henry Ingberg

Collège d'autorisation et de contrôle

Evelyne Lentzen, Présidente
André Moyaerts,
Philippe Goffin,
Jean-François Raskin, vice-Président
Max Haberman,
Daniel Fesler,
Michel Hermans,
Pierre Houtmans,
Pierre-Dominique Schmidt, membres
Avec voix consultative :
Henry Ingberg

Collège d'avis

Effectifs	Suppléants
Evelyne Lentzen, Présidente	
André Moyaerts,	
Philippe Goffin,	
Jean-François Raskin, vice-Présidents	
Françoise Havelange	Michel Huisman
Henri Benkoski	Guy Bricteux
Jean-Claude Guyot	Fernand Grifnée
Philippe Reynaert	Nicole Labouveriie
Frédéric Young	Tanguy Roosen
Thierry Degives	Jean-Marie Beauloye
Daniel Soudant	Christian Miroir
Karl Noben	Bernard Dubuisson
Suzy Collard	Grégory Finn
Jean-Paul Philippot	Gérard Loverius
Francis Goffin	Freddy Tacheny
Claude Berda	André Kemeny
Patrick Blocry	Michèle Legros
Jules Houard	Alain Tabart
Marc Vandercammen	Joseph Schoonbroodt
Francis Gennaux	Nicolas Brahy
Gunars Briedis	Irène Dekelper
Théo Hachez	Marie-Paule Eskenazi
Margaret Boribon	François le Hodey
Martine Simonis	Patrick Michalle
Avec voix consultative	
Ministère	Henry Ingberg ou son représentant
Délégués du Conseil de l'éducation aux médias	
	Michel Clarembeaux
	Pauline Hubert
	Patrick Verniers
Délégués du gouvernement	
	Alexandra Krick
	Jean-Paul Bouchoms

Collège de la publicité

Effectifs	Suppléants
Evelyne Lentzen, Présidente	
André Moyaerts,	
Philippe Goffin,	
Jean-François Raskin, vice-Présidents	
Philippe Caufriez	Marie-Claire Musin
Vincent Guerin	Simon-Pierre De Coster
Roger Ramaekers	Marc Lerchs
Jacques Deneef	Jules Henry
Thierry Keyen	Baudouin de Montblanc
Yves Gérard	Nadya Leroy
Dan Cukier	Marc Isgour
Philippe Delusinne	Jean-Claude Dastot
Valérie Cleeren	Edith Van Hemelrijck
Serge Maucq	Jean-Philippe Ducart
Myriam Katz	Jacques Sepulchre
Jean-Michel Ronsse	Philippe Allard
Michel Geyer	Eric Gobin
Jean-Luc Charlier	Bob de Paepe
Avec voix consultative	
Ministère	Henry Ingberg ou son représentant
Délégués du gouvernement	
	Alexandra Krick
	Jean-Paul Bouchoms

Secrétariat

Jean-François Furnémont, Secrétaire adjoint
Sandrine Honnay
Gilles Hubens
Paul-Eric Mosseray
Sandra Preud'Homme
Elise Rebuffat, conseillers

ANNEXES

PRINCIPAUX TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES ADOPTÉS EN 2002

25 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant la S.A. " MCM Belgique " à mettre en œuvre sur le câble un service de programmes thématiques et à insérer de la publicité commerciale dans son service

Publié au Moniteur belge le 11 avril 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'Audiovisuel, modifié par décrets du 19 juillet 1991, 26 juin 1992 et 4 janvier 1999, notamment les articles 19quarter et 26;
Vu l'arrêté du 25 novembre 1996 relatif à la mise en œuvre d'autres services le câble, modifié par arrêté du 4 décembre 1998;
Vu l'avis n° 8/2001 du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 3 octobre 2001;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 16 janvier 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 25 janvier 2002;
Sur la proposition du Ministre de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement du 25 janvier 2002,

Arrête :

Article 1er. La " S.A. MCM Belgique ", constituée le 5 novembre 1997, dont le siège social est établi à 1140 Bruxelles, rue Colonel Bourg 133, est autorisée à mettre en œuvre sur le câble un service de programmes à thématique essentiellement musicale destiné aux jeunes de la tranche 12-34 ans.

Art. 2. L'autorisation est délivrée pour une durée de trois ans sous condition du respect de la convention conclue entre le Gouvernement de la Communauté française et la S.A. MCM Belgique, telle qu'approuvée à la date d'approbation du présent arrêté.

Art. 3. La S.A. MCM Belgique est autorisée à insérer de la publicité commerciale dans le service visé par le présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 5. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel
R. MILLER

14 FEVRIER 2002 – Arrêté du Gouvernement de la Communauté française désignant l'administrateur général de la RTBF.

Publié au Moniteur belge le 6 avril 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française et notamment son article 17 ;
Vu la lettre de mission arrêtée par le Gouvernement en date du 11 janvier 2002 ;
Vu l'appel aux candidatures diffusé dans la presse et affiché aux valves de la RTBF le 12 janvier 2002 ;
Vu les actes de candidature de M. Michel de Wouters, M. Georges Frisque, M. Alain Hoffman, M. Jean-Paul Philippot, M. Jean-Albert Pilloy, M. Pierre-Dominique Schmidt, M. Serge Swysen, M. Fernand Vreux, M. Daniel Weekers.
Vu les lettres de motivation, les projets culturels et de gestion et les prétentions financières des candidats ;
Vu le courrier du 21 janvier 2002 du CSA au terme duquel celui-ci estime ne pas être en mesure de rendre un avis ;
Vu l'avis du collège d'experts du 24 janvier 2002 ;
Vu la délibération du 25 janvier 2002 du Gouvernement par laquelle celui-ci a présélectionné Jean-Paul Philippot en vue de son audition par le Gouvernement ;
Considérant que l'appel aux candidatures impose aux candidats de déposer notamment un projet culturel et de gestion fondé sur la lettre de missions du futur administrateur général ;
Considérant que 9 candidatures ont été déposées ;
Considérant que ces 9 candidats furent auditionnés par le

collège d'experts conformément à la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 janvier 2002 ;
Qu'à la suite de ces auditions et de l'examen des différentes candidatures, le collège d'experts a estimé que, même si aucun candidat ne présente l'ensemble des qualités justifiant une appréciation sans réserve, " seuls trois candidats disposent de qualités intrinsèques de réflexion, d'analyse, de motivation, de formation et d'expérience professionnelle incontestables nécessaires à l'exercice de la fonction " et que le Gouvernement fait siennes les conclusions des experts sur ce point ;
Considérant que parmi ces trois candidats, Jean-Paul Philippot recueille les faveurs de trois des cinq experts du collège alors que chacune des deux autres candidatures retenues ne recueille la préférence que d'un seul membre du collège ;
Considérant que ce collège a émis à l'égard de Jean-Paul Philippot l'avis suivant :
" Jean-Paul Philippot a déposé un rapport qui se caractérise par sa clarté et sa relative exhaustivité, l'aspect international étant insuffisamment abordé.
La problématique de la RTBF y est présentée dans une optique historique mais aussi dans une perspective d'avenir, le candidat y fait une énumération des principales faiblesses que rencontre l'institution pour le moment et propose une série de réformes qui inclut une transformation des structures de gestion et la résolution des questions urgentes à trancher. Il énumère ce qu'il nomme " des conditions de la réussite ", parmi lesquelles une gouvernance de l'entreprise moderne et responsable, une redéfinition des mandats de responsabilités et ce qu'il appelle un " nouveau contrat social " ".
Au cours de l'entretien, le candidat a clairement montré les correspondances qu'il voit entre les activités de gestion hospitalière qui ont été les siennes jusqu'à présent et celles auxquelles il aimerait se consacrer désormais. Dans les deux cas, il estime que l'Administrateur Général doit créer les conditions d'épanouissement idéales des professionnels dont il gère les activités. Si l'on tient compte du fait qu'il n'a, jusqu'à présent, jamais travaillé dans le secteur, sa réflexion ne manque certainement pas de pertinence et de maturité. Son souci de respect et de développement du service public paraît évident. Le candidat présente un profil clair de manager public compétent animé par des soucis d'éthiques élevés. Il connaît manifestement très bien les mécanismes de gestion actuels et les assortit d'une capacité de réflexion profonde " ;
Considérant, par contre, que le collège d'experts estime, dans son avis, qu'un des trois principaux candidats présente " un goût du risque ", souligne " les problèmes de compatibilité que peuvent entraîner ses propres implications entrepreneuriales " et indique qu'il " n'est pas complètement convaincu de son engagement profond dans le sens du service public " ;
Considérant qu'en ce qui concerne le troisième candidat retenu par le collège d'experts, plusieurs membres du collège ont, malgré un rapport au style très pédagogique, estimé à la suite de l'audition que " ses propositions manquent de consistance " ;
Considérant en outre que le collège d'experts a estimé qu' " au cours de la brève délibération qui a suivi la prestation des trois principaux candidats, trois membres du collège ont exprimé leur particulière considération pour cette candidature " ;
Considérant, en conséquence, que le Gouvernement de la Communauté française a estimé qu'il convenait de présélectionner Jean-Paul Philippot et de procéder à son audition ;
Considérant que Jean-Paul Philippot a été entendu par le Gouvernement le 31 janvier 2002 ;
Qu'il a, à cette occasion, exposé sa conception du rôle culturel de la RTBF et des missions qui doivent être les siennes dans le champ de la culture ; qu'il a, en outre, présenté sa vision des centres régionaux, de leur fonctionnement, de leur rôle et de leur articulation avec la maison-mère ;
Considérant que son exposé répond aux objectifs et aux impératifs du contrat de gestion ainsi que de la lettre de missions du futur Administrateur général ;
Considérant qu'au cours de son audition, Jean-Paul Philippot a été interrogé sur les problèmes de concertation sociale, sur les mécanismes décisionnels, sur les aspects budgétaires, sur le sport et sur la place de la culture ;
Considérant que dans ses réponses, Jean-Paul Philippot a démontré ses grandes aptitudes à la gestion et à la négociation ;
Considérant qu'il a également démontré à cette occasion son engagement en faveur du service public ainsi que sa connaissance réelle de la situation actuelle de la RTBF et des impératifs d'un service public de qualité ;
Considérant que cette audition n'a, dès lors, fait apparaître aucun élément imposant de s'écarter de

l'avis exprimé par trois des cinq membres du collège d'experts et, qu'au contraire, Jean-Paul Philippot y a confirmé les qualités soulignées par le collège d'experts dans son rapport précité ;
Considérant que Jean-Paul Philippot offre toutes les garanties d'aptitude à l'exercice de la fonction d'administrateur général de la RTBF ;
Considérant que Jean-Paul Philippot est ressortissant de l'Union européenne, qu'il jouit de ses droits civils et politiques et qu'il justifie une expérience considérable dans le domaine de la gestion d'entreprise et, plus particulièrement, d'un service public ;
Considérant que les prétentions financières du candidat sont raisonnables ;
Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel ;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 février 2002,

Arrête :

Article 1er. M. Jean-Paul Philippot est désigné en qualité d'Administrateur général de la RTBF à dater du 18 février 2002.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 février 2002

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

28 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant, pour l'année 2001, la répartition des ressources de la publicité commerciale au profit de la presse écrite

Publié au Moniteur belge le 30 juillet 2002

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu l'article 18 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2002;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse, afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, et que la répartition entre ces organes tient compte de la diffusion, de l'importance du tirage et de la part du marché en terme d'audience;
Sur la proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement du 28 février 2002,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 2001, tenant compte de l'importance de la diffusion, de l'importance du tirage et de la part de marché en terme d'audience, le Gouvernement répartit les sommes en provenance de la publicité commerciale entre les organes de la presse quotidienne francophone regroupés au sein de l'Association Belge des Editeurs de Journaux (A.B.E.J.), comme suit :

- 17,4 % pour " Rossel et Cie S.A. (Le Soir) ";
- 34,81 % pour " S.A. Sud Presse ";
- 18,79 % pour " S.A. Edition de l'Avenir ";
- 13,05 % pour " S.A. IPM " (La Libre Belgique);
- 13,05 % pour " S.A. Compagnie Nouvelle de Communications S.A. " (La Dernière Heure);
- 2,9 % pour " Editions Echo de la Bourse S.A. " (L'Echo).

Art. 2. Les sommes dues a` chaque organe de presse peuvent être liquidées en trois tranches de la manière suivante :

- une première tranche consistant, pour chaque organe de presse, en un montant égal à la moitié de la somme des montants forfaitaires visés à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté fran-

çaise du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite, multipliée par le pourcentage attribué à l'organe de presse considéré en vertu de l'article 1er du présent arrêté;
- une deuxième tranche consistant, pour chaque organe de presse, en un montant égal à l'autre moitié des montants forfaitaires visés à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite, multipliée par le pourcentage attribué à l'organe de presse considéré en vertu de l'article 1er du présent arrêté;
- une troisième tranche consistant, pour chaque organe de presse, à la somme restant due.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 février 2002.

Bruxelles, le 28 février 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

28 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant répartition pour l'année 2001, entre certains organes de presse, d'une part des revenus issus de la publicité commerciale diffusée par la RTBF et RTL-TVI

Publié au Moniteur belge le 30 juillet 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu l'article 18 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002, notamment l'allocation de base 01.01.41 de la division organique 25;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 2002 fixant, pour l'année 2001, la répartition des ressources de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2002;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse, afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision;
Sur la proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement du 28 février 2002,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 2001, une première tranche de 1.239.467,63 EUR provenant des recettes de la publicité commerciale diffusée par la RTBF et RTL-TVI est à répartir entre les organes de presse désignés ci-après :

ORGANES DE PRESSE	PART REVENANT À CHACUNE D'ELLES
" L'Echo " Edition Echo de la Bourse S.A. rue de Birmingham 131 1070 Bruxelles Compte 210-0137777-89 Code GCOM : 203.334	**35 944,56 EUR**
" La Dernière Heure/Les Sports " - Compagnie nouvelle de Communications S.A. boulevard. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte 068-2087447-34 Code GCOM : 204 310	**161 750,53 EUR**
" La Libre Belgique – La Libre Belgique/Gazette de Liège " S.A. d'Informations et de Productions Multimédia boulevard Emile Jacqmain 127	**161 750,53 EUR**

1000 Bruxelles
Compte 068-2087446-33
Code GCOM : 3.169

" Le Soir " Rossel & Cie, S.A.
rue Royale 12
1000 Bruxelles **215 667,37 EUR**
Compte 310-1140600-63
Code GCOM : 8.922

" Vers l'Avenir/L'Avenir du Luxembourg/Le Courrier de l'Escaut/Le Jour – Le Courrier/Le Rappel " S.A.
Editions de l'Avenir
boulevard E. Melot 12 **232 895,96 EUR**
5000 Namur
Compte : 000-0033120-43
Code GCOM : 5.516

La Nouvelle Gazette/La Province - La Meuse/
La Lanterne S.A. Sud Presse
rue de Coquelet 134 **431 458,68 EUR**
5000 Namur
Compte : 360-1137531-18
Code GCOM :

Art. 2. Le montant total visé à l'article 1er sera imputé à l'allocation de base 01.01.41 de la Division organique 25 du budget de la Communauté française pour l'année 2002.

Art. 3. Ces subventions seront liquidées dans un délai de 4 à 6 semaines qui suivent l'engagement comptable.

Bruxelles, le 28 février 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

27 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française, octroyant, pour l'année 2000, une aide exceptionnelle non récurrente provenant d'une part des ressources issues de la publicité commerciale diffusée par la RTBF à la S.A. Editions JDM.

Publié au Moniteur belge le 30 juillet 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu la loi du 6 février 1987 relatives aux réseaux de radiodiffusion et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991, et notamment les articles 17 et 18;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002, notamment le crédit variable de l'allocation de base 01.01.41 de la division organique 25, programme 4;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française notamment son article 4, 5e tiret;
Vu l'article 39 du contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.
Considérant qu'il convient d'octroyer d'urgence une aide exceptionnelle a` la S.A. Editions JDM qui rencontre des difficultés financières;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2002;
Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2002,

Arrête :

Article 1er. Une part, équivalant à EUR 334.656 du montant forfaitaire versé par la RTBF, pour l'année 2000, au Fonds de développement de la presse écrite en vertu de l'article 39 de son Contrat de gestion, est attribuée, au titre d'aide exceptionnelle, au bénéficiaire dont le nom suit :
Le Journal du Samedi
JDM Editions S.A.
rue Rouppe 4
1000 Bruxelles
Compte : 068-2348231-82
Code GCOM : 14.686

Art. 2. Le montant visé à l'article 1er sera imputé à l'allocation de base 01.01.41, division organique 25, programme 4 du Budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur dès son approbation.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Audiovisuel,
R. MILLER

27 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant attribution, pour l'année 2000, d'une aide exceptionnelle provenant d'une part des ressources issues de la publicité commerciale diffusée par la R.T.B.F. à des organes de presse écrite en difficultés financières

Publié au Moniteur belge le 10 juillet 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu la loi du 6 février 1987 relatives aux réseaux de radiodiffusion et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991, et notamment les articles 17 et 18;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991,
Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002, notamment le crédit variable de l'allocation de base 01.01.41 de la division organique 25, programme 4;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française notamment son article 4, 5e tiret;
Vu l'article 39 du contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.
Considérant qu'il convient d'octroyer d'urgence une aide exceptionnelle à des organes de presse quotidienne et hebdomadaire en difficultés financières;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2002;
Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2002;

Arrête :

Article 1er. Une part, équivalent à 1.655.015 euros du montant forfaitaire versé par la R.T.B.F., pour l'année 2000, au Fonds de développement de la presse écrite en vertu de l'article 39 de son Contrat de gestion, est attribuée, à titre d'aide exceptionnelle aux titres de presse écrite quotidienne francophone désignés ci-après :

ORGANES DE PRESSE	PART REVENANT A` CHACUNE D'ELLES
L'Echo Edition Echo de la Bourse S.A. Rue de Birmingham 131 1070 Bruxelles Compte 210-0137777-89 Code GCOM : 203.334	**35.583 euros**
La Dernière Heure/Les Sports- Compagnie nouvelle de Communications S.A. Bd. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte 068-2087447-34 Code GCOM : 204 310	**321.404 euros**
La Libre Belgique – La Libre Belgique/Gazette de Liège S.A. d'Informations et de Productions Multimedia Bd. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte 068-2087446-33 Code GCOM : 3.169	**321.404 euros**
Le Soir Rossel & Cie, S.A.	

Rue Royale 112
1000 Bruxelles **296.578 euros**
Compte 310-1140600-63
Code GCOM : 8.922

Vers l'Avenir/L'Avenir du Luxembourg
/Le Courrier de l'Escaut/
Le Jour – le Courrier/Le Rappel
S.A. Editions de l'Avenir **358.642 euros**
Bld E. Melot 12
5000 Namur
Compte : 000-0033120-43
Code GCOM : 5.516

La Nouvelle Gazette/La Province
- la Meuse/La Lanterne S.A. Sud Presse
Rue de Coquelet 134
5000 Namur **321.404 euros**
Compte : 360-1137531-18
Code GCOM : 16.536

Art. 2. Le montant visé à l'article 1er sera imputé à l'allocation de base 01.01.41, division organique 25, programme 4 du Budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur dès son approbation.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Audiovisuel,
R. MILLER

27 MARS 2002.—Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant répartition pour l'année 2000, entre certains organes de presse, d'une part des revenus issus de la publicité commerciale diffusée par la RTBF et RTL-TVI

Publié au Moniteur belge le 22 août 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu l'article 18 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002, notamment le crédit variable de l'allocation de base 01.01.41 de la division organique 25;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 fixant, pour l'année 2000, la répartition des ressources de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2001 fixant l'indice coût de télévision pour l'année 2000;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 6, § 1er, 8°;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 février 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2002;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse, afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, et que la répartition entre ces organes tient compte de la diffusion, de l'importance du tirage et de la part de marché en terme d'audience;
Sur proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2002,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 2000, une deuxième tranche de 578 831,39 EUR(cinq cent septante -huit mille huit cent trente et un euros et trente-neuf centimes) provenant des recettes de la publicité commerciale diffusée par la RTBF et RTL-TVi est à répartir entre les

organes de presse désignés ci-après :

ORGANES DE PRESSE	PART REVENANT A CHACUNE D'ELLES
" L'Echo " Edition Echo de la Bourse S.A. Rue de Birmingham 131 1070 Bruxelles Compte 210-0137777-89 Code GCOM : 203.334	**16 786,11 EUR**
" La Dernière Heure/Les Sports " - Compagnie nouvellede Communications S.A. Bd. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte 068-2087447-34 Code GCOM : 204 310	**75 537,50 EUR**
" La Libre Belgique – La Libre Belgique/Gazette de Liège " S.A. d'Informations et de Productions Multimedia Bd. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte 068-2087446-33 Code GCOM : 3.169	**75 537,50 EUR**
" Le Soir " Rossel & Cie, S.A. Rue Royale 12 1000 Bruxelles Compte 310-1140600-63 Code GCOM : 8.922	**100 716,66 EUR**
" Vers l'Avenir / L'Avenir du Luxembourg / Le Courrier de l'Escaut / Le Jour – le Courrier / Le Rappel " S.A. Editions de l'Avenir Bld E. Melot 12 5000 Namur Compte : 000-0033120-43 Code GCOM : 5.516	**108 762,42 EUR**
La Nouvelle Gazette / La Province - la Meuse / La Lanterne S.A. Sud Presse Rue de Coquelet 134 5000 Namur Compte : 360-1137531-18 Code GCOM : 201	**491,21 EUR**

Art. 2. Le montant total visé à l'article 1er sera imputé à l'allocation de base 01.01.41 de la Division organique 25 du budget de la Communauté française pour l'année 2002.

Art. 3. Ces subventions seront liquidées dans un délai de 4 à 6 semaines qui suivent l'engagement comptable.

Bruxelles, le 27 mars 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

12 AVRIL 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant autorisation a la S.A. YTV de diffuser des programmes de télé-achat

Publié au Moniteur belge le 10 juillet 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'Audiovisuel et notamment son article 26ter § 1er et 27septies § 3;
Vu l'arrêté du Gouvernement du 6 avril 2001 autorisant la création et le fonctionnement d'une télévision privée de la Communauté française;
Vu la convention du 6 avril 2001 entre la Communauté française de Belgique et la société anonyme YTV pour l'exploitation d'une télévision privée de la Communauté française;
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel n° 1/2002 du 23 janvier 2002;
Sur proposition du Ministre en charge de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2002;

Arrête :

Article 1er. La S.A. YTV, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Molière 240, est autorisée à diffuser des programmes de télé-achat sur la chaîne AB3 à raison d'une heure et trente minutes par jour.

Art. 2. Chaque année et au plus tard le 30 juin, la S.A. YTV communiquera au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions un rapport qui présentera notamment :

1° la liste des produits et services offerts à la vente, à l'achat, et à la location ainsi que le nom de leurs fournisseurs;
2° les jours et heures de diffusion des programmes de télé-achat;
3° le chiffre d'affaires brut.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 avril 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités applicables pour la modification du cadastre des fréquences attribuables visé à l'article 2 du décret du 20 décembre 2001, fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore

Publié au Moniteur belge le 23 août 2002.

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu le décret du 20 décembre 2001, fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, et en particulier son article 2;
Considérant que, pour chaque fréquence attribuable, les coordonnées géographiques du site d'émission, la hauteur d'antenne, la puissance apparente rayonnée et les atténuations directionnelles éventuelles sont déterminées par le Gouvernement, sur avis conforme du Collège d'Autorisation et de Contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, lors de la publication de l'appel d'offres visé à l'article 38 du décret du 24 juillet 1997, relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;
Considérant que l'article 36 du même décret précise que le Gouvernement arrête la liste des réseaux de fréquences et des fréquences attribuables, sur avis conforme du Collège d'Autorisation et de Contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;
Considérant la nécessité d'offrir aux opérateurs un cadastre de fréquences garantissant une diversité des projets radiophoniques et un confort d'écoute suffisant;
Considérant l'intérêt qu'il y a de préserver le patrimoine des fréquences de la Communauté française;
Vu l'avis du Conseil d'Etat du 15 mai 2002;
Sur proposition du Ministre en charge de l'Audiovisuel;
Après délibération,
Arrête :

Article 1er. Le Gouvernement, sur avis conforme du Collège d'Autorisation et de Contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, peut modifier le cadastre des fréquences attribuables visé à l'article 2 du 20 décembre 2001, chaque fois qu'il y a lieu de :
- veiller à une répartition harmonieuse des ressources spectrales dans le cadastre des fréquences au niveau communautaire, national ou international;
- compléter ou modifier l'offre de fréquences afin de pourvoir répondre à une éventuelle demande du secteur audiovisuel;
- résoudre tout problème de perturbations radioélectriques.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.
Art. 3. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant l'indice " coût de télévision " pour l'année 2001.

Publié au Moniteur belge le 27 août 2002

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodiffusion et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991 et notamment son article 17, § 1er;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Considérant la proposition conjointe de la R.T.B.F et de RTL-TVI de fixer l'indice " coût de télévision " à la valeur de l'indice santé;
Vu la délibération du Gouvernement du 13 juin 2002,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 2001, l'indice " coût de télévision " est égal à l'indice santé, soit la valeur de 126,74 (base 1989 = 100).

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Pour le Gouvernement de la Communauté française:
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant répartition pour l'année 2001, entre certains organes de presse, d'une seconde part des revenus issus de la publicité commerciale diffusée par la R.T.B.F. et R.T.L.-T.V.I.

Publié au Moniteur belge le 7 novembre 2002

Le Gouvernement de la Communauté française,
Vu l'article 18 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989 et le décret du 19 juillet 1991;
Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
Vu le décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002, notamment l'allocation de base 01.01.41 de la division organique 25;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 2002 fixant, pour l'année 2001, la répartition des ressources de la publicité commerciale au profit de la presse écrite;
Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 6 mai 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 juin 2002;
Considérant qu'il convient de soutenir certains organes de presse, afin qu'ils puissent compenser la diminution de leurs recettes publicitaires du fait de l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision;
Sur la proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement du 13 juin 2002,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 2001, une seconde tranche de 1.239.467,62 EUR provenant des recettes de la publicité commerciale diffusée par la RTBF et RTL-TVi est à répartir entre les organes de presse désignés ci-après :

ORGANES DE PRESSE	PART REVENANT A CHACUNE D'ELLES
" L'Echo " Edition Echo de la Bourse S.A. Rue de Birmingham 131 1070 Bruxelles Compte : 210-0137777-89 Code GCOM : 203.334	**35 944,56 EUR**
" La Dernière Heure/Les Sports " - Compagnie nouvelle de Communications S.A. Bd. Emile Jacqmain 127 1000 Bruxelles Compte : 068-2087447-34 Code GCOM : 204 310	**161 750,52 EUR**
" La Libre Belgique – La Libre Belgique/Gazette de Liège " S.A. d'Informations et de Productions Multimedia Bd. Emile Jacqmain 127	

1000 Bruxelles **161 750,52 EUR**
Compte : 068-2087446-33
Code GCOM : 3.169

" Le Soir "
Rossel & Cie, S.A.
Rue Royale 12 **215 667,37 EUR**
1000 Bruxelles
Compte : 310-1140600-63
Code GCOM : 8.922

" Vers l'Avenir / L'Avenir du Luxembourg
/ Le Courrier de l'Escaut /
Le Jour – le Courrier / Le Rappel "
S.A. Editions de l'Avenir
Bld E. Melot 12 **232 895,97 EUR**
5000 Namur
Compte : 000-0033120-43
Code GCOM : 5.516

La Nouvelle Gazette /
La Province - la Meuse / La Lanterne
S.A. Sud Presse
Rue de Coquelet 134
5000 Namur **431 458,68 EUR**
Compte : 360-1137531-18
Code GCOM : 16.536

Art. 2. Le montant total visé à l'article 1 sera imputé à l'allocation de base 01.01.41 de la Division organique 25 du budget de la Communauté française pour l'année 2002.

Art. 3. Ces subventions seront liquidées dans un délai de 4 à 6 semaines qui suivent l'engagement comptable.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

19 DECEMBRE 2002. — Décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF

Publié au Moniteur belge le 31 mai 2001.

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. – *Missions*

Article 1er. A l'article 3 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-télévision belge de la Communauté française, insérer in fine de l'alinéa 6, la phrase suivante : " L'entreprise veille en outre à assurer l'information dans sa dimension régionale et de proximité ainsi que la valorisation de la vie culturelle et associative. "

CHAPITRE II. — *Elaboration du contrat de gestion*

Art. 2. Dans l'article 9 du même décret, il est inséré un § 3*bis*, rédigé comme suit :
" § 3*bis*. Un an avant l'expiration du contrat de gestion, le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil de la Communauté française sur les éléments constitutifs du prochain contrat de gestion. Dans les six mois, le Conseil de la Communauté française remet ses recommandations au Gouvernement. A l'expiration de ce délai, le Gouvernement peut entamer les négociations avec l'entreprise. "

CHAPITRE III. — *Le conseil d'administration*

Art. 3. Dans l'article 11 du même décret, un paragraphe 2bis, rédigé comme suit, est inséré :
" 2bis. Les administrateurs sont élus parmi les personnes qui justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une intégrité et d'une connaissance de la gestion publique. "

Art. 4. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :
" Article 11bis. Dans l'année qui suit leur désignation, l'entreprise organise pour les administrateurs un cycle de formation permanente relatif à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur public au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière.
Le conseil d'administration adopte et transmet annuellement au ministre de tutelle un rapport d'information sur les formations suivies par les administrateurs publics. "

Art. 5. L'article 12, § 1er, 4°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" 4° avec la qualité de membre du personnel de l'entreprise ou d'une de ses filiales; ".

Art. 6. L'article 12, § 1er, 5°, du même décret est rem-

placé par la disposition suivante :
" 5° avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celles de l'entreprise, à l'exception des mandats exercés en qualité de représentant désigné par l'entreprise dans ses filiales; ".

Art. 7. L'article 12, § 1er, 6°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" 6° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide; ".

Art. 8. L'article 12, § 1er, du même décret est complété comme suit :
" 8° avec la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'entreprise; "

Art. 9. Dans l'article 12, § 3, du même décret, les mots " ou à la demande du Gouvernement " sont insérés après les mots " sur avis motivé du conseil d'administration".

Art. 10. L'article 14, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 3. Les articles 61, 521, 523, § 1er, 523, § 2, 526, 529 de la loi contenant le code des sociétés du 7 mai 1999 sont applicables par analogie au conseil d'administration. "

CHAPITRE IV. — *Administrateur général et directeurs généraux*

Art. 11. § 1er. L'article 17, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 2. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'administrateur général. "
§ 2. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré des § 2bis, § 2ter et § 2quater, rédigés comme suit :
" § 2bis. L'administrateur général est désigné par le Gouvernement dans le respect de la procédure suivante :
1° le Gouvernement arrête la lettre de mission de l'administrateur général sur proposition du conseil d'administration. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;
2° le Gouvernement lance un appel à candidature :
a) interne par voie d'affichage aux valves de l'entreprise et;
b) externe par voie de publication dans trois journaux quotidiens nationaux francophones.
Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet culturel et de gestion par chaque candidat;
3° un collège de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration, remet à ce dernier un avis sur chaque candidature dans un délai d'un mois;
4° après avis de ce collège, le conseil d'administration présélectionne au maximum trois candidats, dans un délai d'un mois;
5° le Gouvernement soumet à l'audition du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel le(s) candidat(s) présélectionné(s). Les modalités d'organisation de cette audition sont fixées par le Collège d'autorisation et de contrôle. Le Collège remet un avis au Gouvernement dans le mois de sa saisine;
6° après sa désignation par le Gouvernement, l'administrateur général présente son projet culturel et de gestion au Conseil de la Communauté française, dans les trois mois, selon les modalités fixées par celui-ci.
Le Gouvernement arrête la procédure visée au présent paragraphe.
§ 2*ter*. Le mandat de l'administrateur général est de six ans. L'administrateur général fait l'objet d'une évaluation, en milieu et fin de mandat, par un collège de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration.
Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le Gouvernement sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction d'administrateur général. La délibération ne peut intervenir qu'après audition de l'administrateur général par le Gouvernement.
Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le Gouvernement peut renouveler le mandat

de l'administrateur général sortant, selon la procédure visée au § 2*bis*, 5° et 6°, laquelle ne s'applique qu'à ce dernier.
§ 2*quater*. Sans préjudice du § 2ter, l'administrateur général ne peut être démis ou révoqué que par arrêté du Gouvernement, pris sur avis conforme du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers et après avoir été entendu par le Gouvernement. "

Art. 12. § 1er. L'article 17, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 3. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs généraux sur proposition de l'administrateur général. "
§ 2. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré des § 3*bis*, § 3*ter*, § 3*quater* et 3*quinquies*, rédigés comme suit :
" § 3*bis*. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :
1° le conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général, arrête le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur général. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;
2° il lance un appel à candidature interne et externe, notamment par voie de publication dans trois journaux quotidiens nationaux francophones, selon les modalités déterminées par le conseil d'administration. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;
3° un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois;
4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.
§ 3*ter*. Le mandat de directeur général est de six ans. En milieu et fin de mandat, chaque directeur général fait l'objet d'une évaluation par un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration.
Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur général. La délibération ne peut intervenir qu'après audition du directeur général par le conseil d'administration.
Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat du directeur général.
§ 3*quater*. Sans préjudice du § 3ter, un directeur général ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.
§ 3*quinquies*. L'administrateur général, assisté des directeurs généraux, assure la coordination dans la mise en œuvre des principes généraux tels que définis à l'article 8, § 2, du présent décret."

Art. 13. § 1er. L'article 17, § 4, du même décret est abrogé.
§ 2. L'article 17, § 6, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 6. Les articles 12, § 1er, 1° à 3°, 5° à 8° et § 2, ainsi que l'article 14, § 3 et § 4, s'appliquent, s'il y a lieu, à l'administrateur général et aux directeurs généraux. "
§ 3. L'article 17, § 7, du même décret est abrogé.

CHAPITRE V. — *Les autres fonctions de direction, chefs de rédaction et rédacteurs en chef*

Art. 14. Une section IIIbis, rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre III du même décret :
" Section IIIbis : Autres fonctions de direction, chefs de rédaction et rédacteurs en chef.
" Art. 17*bis*. § 1er. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs sous lien hiérarchique direct d'un directeur général sur proposition de l'administrateur général.
§ 2. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :
1° le conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général, arrête le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;
2° il lance un appel à candidature interne ou interne et externe, selon les modalités qu'il détermine. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;
3° un collège composé de l'administrateur général et de trois experts désignés par le conseil d'adminis-

tration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois;

4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.

§ 3. Le mandat de chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général est de six ans.

En milieu et fin de mandat, chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général fait l'objet d'une évaluation par l'administrateur général assisté des directeurs généraux.

Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général.

La délibération ne peut intervenir qu'après audition du directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général par le conseil d'administration.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat du directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général.

§ 4. Sans préjudice du § 3, un directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.

§ 5. L'article 12, § 1er, 1° à 3°, 5°, 6°, 7°, et § 2, ainsi que l'article 14, § 3 et § 4, s'appliquent aux fonctions de directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général. "

Art. 17*ter*. § 1er. Sur proposition de l'administrateur général, le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs autres que ceux visés aux articles 17 et 17bis, ainsi que le nombre, les fonctions et les attributions des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef.

§ 2. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :

1° le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur, des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;

2° il lance un appel à candidature interne ou interne et externe, selon les modalités qu'il détermine. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;

3° l'administrateur général, assisté le cas échéant de trois experts désignés par le conseil d'administration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement arrête les fonctions pour lesquelles l'administrateur général se fait assister de trois experts;

4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.

§ 3. Les directeurs, les chefs de rédaction et les rédacteurs en chef sont désignés dans le cadre d'un mandat. Ce mandat est de six ans.

§ 4. Chaque directeur, chef de rédaction et rédacteur en chef fait l'objet d'une évaluation en milieu et fin de mandat, par l'administrateur général ou son représentant assisté du supérieur hiérarchique direct de la personne évaluée. Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur, de chef de rédaction ou de rédacteur en chef. La délibération ne peut intervenir qu'après audition de la personne intéressée par le conseil d'administration.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat des directeurs visés au § 1er, des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef.

§ 5. Sans préjudice du § 3, un directeur visé au § 1er, un chef de rédaction ou un rédacteur en chef ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI. — *Centres régionaux de production*

Art. 15. Dans l'article 18, § 1er, du même décret la phrase " le conseil d'administration attribue par priorité aux centres régionaux de production l'élaboration des programmes d'information locale et régionale, ainsi que des programmes de nature à refléter les spécificités régionales et locales " est supprimée.

Art. 16. L'article 18, § 2, § 3 et § 4, du même décret est supprimé.

Art. 17. § 1er. Dans l'article 16, § 2, du même décret les mots " et les responsables de centres régionaux de

production " sont supprimés.
§ 2. Dans l'article 19, § 2, 2°, du même décret les mots " et responsables de centres régionaux " sont supprimés.

CHAPITRE VII. — *La commission paritaire*

Art. 18. L'article 19, § 1er, 7°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" 7° l'organisation, tous les quatre ans, des élections des délégués représentant le personnel de l'entreprise, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, ".

Art. 19. Un 10° et un 11°, rédigés comme suit, sont insérés dans l'article 19, § 1er, du même décret :
" 10° la concertation préalable à l'adoption de dispositions réglementaires ou au dépôt de projets de décret par le Gouvernement ayant trait à des questions relatives au personnel de l'entreprise;
11° l'examen de tout dossier relatif à l'accomplissement des dispositions du contrat de gestion. "

Art. 20. L'article 19, § 2, 3°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" 3° de huit délégués élus par l'ensemble des membres effectifs du personnel de l'entreprise.
Les candidats délégués sont présentés par les organisations représentatives du personnel. Est considérée comme organisation représentative du personnel, l'organisation syndicale :
a) affiliée à une organisation inter-professionnelle représentative des travailleurs constituée sur le plan national, représentée au conseil national du travail;
b) qui défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'entreprise;
c) compte un nombre d'affiliés représentant au moins un certain pourcentage des membres du personnel de l'entreprise. Ce pourcentage minimum est arrêté par le Gouvernement.
Le contrôle de représentativité des organisations syndicales est exercé par la commission visée à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.
Sans préjudice de l'application de la législation sociale, la candidature aux élections de délégués du personnel et le mandat de délégué ne peuvent entraîner ni préjudices, ni avantages spéciaux pour celui qui la présente ou qui l'exerce. Le conseil d'administration arrête les modalités de cette disposition sur proposition de la commission paritaire. "

Art. 21. § 1er. Un 5°, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19, § 2, du même décret :
" 5° du Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions, ou de ses délégués dûment mandatés, uniquement dans les cas visés aux 5°, 10° et 11° du § 1er. "
§ 2. Un 6°, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19, § 2, du même décret :
" Les délégations syndicale et patronale peuvent chacune se faire accompagner d'un expert. "

Art. 22. § 1er. Dans l'article 19, § 5, du même décret, les mots " et 7° " sont supprimés.
§ 2. L'article 19, § 5, alinéa 5, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" Pour les matières visées à l'article 19, § 1er, 2°, le conciliateur social est saisi d'office, si les majorités spéciales ad hoc visées au paragraphe 6 n'ont pas pu être réunies dans les délais visés au paragraphe 6. "

Art. 23. L'article 19, § 6, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" Pour les matières visées à l'article 19, § 1er, 2°, la négociation se termine dans le délai de 30 jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois.
Le Président peut réduire ce délai jusqu'à 10 jours s'il estime qu'un point doit être traité dans l'urgence.
Le délai de 30 jours peut être prolongé de commun accord entre les délégations.
Pour les matières susvisées, la commission paritaire émet ses avis à la majorité des deux tiers des voix exprimées.
Ces avis lient le conseil d'administration.
Si la majorité des deux tiers n'a pu être réunie et après l'expiration d'un délai de 2 mois prenant cours à partir du jour où le conciliateur social a été saisi conformément au paragraphe 5 et en l'absence de conciliation, le conseil d'administration a la faculté d'adopter ladite proposition sans l'avis de la Commission paritaire. "

Art. 24. Un § 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19 du même décret :
" § 6bis. Pour les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1er, par dérogation au § 3, la commission paritaire est convoquée chaque fois que le Ministre ayant l'Audiovisuel

dans ses attributions en fait la demande au Président. Pour les cas visés au 5° et 10° du § 1er, la saisine de la commission paritaire est obligatoire.
Par dérogation aux §§ 4 et 6, elle émet dans les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1er, un avis motivé dans un délai d'un mois à dater de la réception des projets ou des dossiers. Lorsque le ministre justifie l'urgence, le délai est porté à 10 jours.
Cet avis se présente sous la forme d'un protocole qui résume la discussion et acte soit l'avis unanime de la commission paritaire, soit la position respective des parties.
Pour le cas visé au 10° du § 1er, le Gouvernement est lié par le protocole lorsque celui-ci a reçu l'accord de toutes les parties.
Le § 5 n'est pas applicable dans les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1er.

CHAPITRE VIII. — *Comptabilité analytique*

Art. 25. L'article 22, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 2. L'entreprise établit une comptabilité analytique.
Si elle exerce des activités qui ne relèvent pas de sa mission de service public, telle que précisée dans le contrat de gestion, l'entreprise tient des comptes séparés pour ces activités. A cette fin, elle définit clairement les principes de comptabilité analytique permettant une imputation correcte des charges et des produits correspondant à celles-ci. Ces principes sont approuvés par le conseil d'administration.
Les filiales de l'entreprise qui poursuivent à la fois une mission de service public et une autre mission de nature commerciale, tiennent des comptes séparés pour ces activités. A cette fin, elles définissent clairement les principes de comptabilité analytique permettant une imputation correcte des charges et des produits correspondant à celles-ci. Ces principes sont approuvés par le conseil d'administration. "

Le présent article vise à transposer la directive 2000/52/CE du 26 juillet 2001 modifiant la directive 80/723/CEE du 25 juin 1980 relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.

CHAPITRE IX. — *Rapport annuel*

Art. 26. Dans l'article 23, § 2, il est inséré un 5° rédigé comme suit :
" 5° Un rapport sur les activités et comptes de ses filiales visées à l'article 6, § 1er. "

CHAPITRE X. – *Personnel*

Art. 27. L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" 5. 1er. L'entreprise peut avoir recours à du personnel contractuel afin :
1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée de cette absence implique un remplacement et dont les modalités sont fixées dans le statut;
3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;
4° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter.
§ 2. Les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret sont recrutés sous le régime de statutaire temporaire.
§ 3. Le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, les procédures d'appel à candidatures et de sélection du personnel. "

Art. 28. L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" Art. 30. Le conseil d'administration arrête la procédure d'appel aux candidatures, d'examen des projets et de sélection des candidats prévues aux articles 17, § 3bis, 17bis, § 2, et 17ter, § 2, ainsi que les modalités d'évaluation prévues aux articles 17, § 2ter, 17, § 3ter, 17bis, § 3, et 17ter, § 4. "

CHAPITRE XI. — *Collège des commissaires*

L'article 32, § 5, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
" § 5. Les articles 133, 137, 138,139 et 140 de la loi contenant le code des sociétés du 7 mai 1999 sont applicables aux collèges des commissaires aux comptes.
Le collège délibère conformément aux règles ordinaires des assemblées délibérantes. "

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 29. En dérogation de l'article 19, § 2, du décret 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF modifié par le pré-

sent décret et jusqu'aux premières élections visées à l'article 17 du présent décret :
1° la commission paritaire est composée :
a) du président du conseil d'administration;
b) de l'administrateur général et de huit personnes désignées par le conseil d'administration sur proposition de l'administrateur général parmi celles qui exercent des fonctions de direction au sein de l'entreprise, après consultation des directeurs généraux;
c) de neuf délégués représentant le personnel de l'entreprise;
2° les neuf délégués visés sous 1°, c) sont présentés par les organisations syndicales représentatives;
3° chacune des organisations syndicales représentatives a au minimum un représentant;
4° chaque organisation syndicale représentative veille, lorsqu'elle a plus d'un représentant, à ce qu'une représentation équilibrée du personnel émanant des centres régionaux de production soit assurée;
5° est considérée comme représentative du personnel de l'entreprise, l'organisation syndicale :
a) affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail;
b) qui défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'entreprise;
6° les délégations patronale et syndicale peuvent chacune se faire accompagner d'un expert.

Art. 30. L'administrateur général en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son mandat jusqu'au 18 février 2008.

Art. 31. § 1er. Tous les mandats attribués sur base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 1995 ou, pour la première fois, sur base des articles 17, § 3, et 18, § 2, du décret du 14 juillet 1997 prennent fin à dater de l'entrée en vigueur du présent décret. Les personnes disposant d'un mandat sus-visé ainsi que les personnes exerçant d'autres fonctions de direction sans mandat, continueront à exercer leur fonction jusqu'au moment où les
procédures de recrutement prévues dans le présent décret seront arrivées à leur terme.
§ 2. L'agent qui exerce un mandat au moment de l'entrée en vigueur du présent décret conserve son droit au traitement prévu dans la convention conclue avec l'entreprise jusqu'au terme de celle-ci.
§ 3. Les postes définis à mandat en vertu du présent décret font l'objet d'une suppression d'emploi. La suppression de l'emploi occupé par l'agent ne peut donner lieu à la perte de la qualité d'agent ou au licenciement. Le statut fixe une procédure de réaffectation des agents dont l'emploi est supprimé. L'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et à ses titres à la carrière. La période de réaffectation est prise en considération pour l'ancienneté administrative et pécuniaire.

Art. 32. Par dérogation, à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF en y ajoutant un, § 2, dans l'attente de l'adoption du statut temporaire par l'entreprise, les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret pourront être recrutés sous le régime contractuel.
Le titulaire d'une fonction soumise à mandat engagé sous régime contractuel en application de l'alinéa 1er qui, au moment de sa désignation à cette fonction, était nommé à titre définitif, est mis en congé d'office pour l'exercice d'une
tâche visée à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29, § 1er, 4°, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF pendant la durée du mandat.

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN
Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE
Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET
Le Ministre de l'Enseignement secondaire
et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE
La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS
Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL



TABLE DES MATIERES

EDITORIAL

LES AVIS **6**

Avant-projet de décret sur la radiodiffusion 6
Arrêté royal réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5 Mhz – 108 Mhz 20
Avant-projet de décret relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel 24
Avis sur les débordements et décrochages publicitaires 26

LES RECOMMANDATIONS **37**

Dignité humaine et télévision de l'intimité 37
Code d'éthique de la publicité à destination des enfants 42

LES AUTORISATIONS **44**

Demande d'autorisation de diffusion de programmes de télé-achat par la société anonyme YTV 44

LE CONTROLE **46**

La radio-télévision de service public – RTBF **46**

Examen de la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion pour l'exercice 2000 46
Examen de la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion pour l'exercice 2001 64

Les télévisions privées **79**

TVi - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2000 79

La télévision à péage **85**

Canal+ Belgique - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2000 85
Canal+ Belgique - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2001 89

Les autres services sur le câble **94**

LTA/HOT - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2000 94
Canal Z - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2000 97
Canal Z - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2001 100
Event Network - Examen de la réalisation des obligations pour l'exercice 2000 103

LES SANCTIONS **109**

Les dossiers traités **109**
Les décisions **111**

LES RELATIONS BILATERALES ET MULTILATERALES **145**

Les relations bilatérales 145
Les relations multilatérales 145

LISTE DES MEMBRES DU CSA AU 31 DECEMBRE 2002 **146**

ANNEXES **147**

Principaux textes légaux et réglementaires adoptés en 2002 147

TABLE DES MATIERES **165**

TABLE DES MATIERES